



**UNION EUROPÉENNE – MÉTHODES D'AJUSTEMENT DES FRAIS
ET CERTAINES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES
IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE RUSSIE
(DEUXIÈME PLAINTÉ)**

RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

RCC supprimés, comme indiqué [[***]]

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION	16
1.1 Plainte de la Fédération de Russie.....	16
1.2 Établissement et composition du Groupe spécial.....	16
1.3 Travaux du Groupe spécial	17
1.3.1 Généralités	17
1.3.2 Procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels.....	17
1.3.3 Demande de décision préliminaire présentée par l'Union européenne	17
2 ASPECTS FACTUELS.....	17
2.1 Mesures en cause	17
3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES	18
4 ARGUMENTS DES PARTIES	21
5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES.....	22
6 RÉEXAMEN INTÉIMAIRE.....	22
7 CONSTATATIONS.....	22
7.1 Principes généraux concernant l'interprétation des traités, le critère d'examen applicable et la charge de la preuve	22
7.1.1 Interprétation des traités.....	22
7.1.2 Critère d'examen	22
7.1.3 Charge de la preuve.....	23
7.2 Allégations de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais.....	23
7.2.1 Introduction.....	23
7.2.2 Question de savoir si la Russie a démontré l'existence de la méthode d'ajustement des frais	25
7.2.2.1 Principaux arguments des parties.....	25
7.2.2.2 Critère juridique	28
7.2.2.3 Évaluation du Groupe spécial.....	29
7.2.3 Demande de la Russie concernant les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825	47
7.2.4 Question de savoir si la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit le rejet des frais consignés.....	51
7.2.4.1 Principaux arguments des parties.....	51
7.2.4.2 Critère juridique	53
7.2.4.3 Évaluation du Groupe spécial.....	54
7.2.4.4 Conclusion	57
7.2.5 Question de savoir si la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit l'utilisation de frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré"	57
7.2.6 Question de savoir si la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit l'utilisation de frais autres que "le coût de production dans le pays d'origine"	58
7.2.6.1 Principaux arguments des parties.....	58
7.2.6.2 Critère juridique	60

7.2.6.3	Évaluation du Groupe spécial.....	61
7.2.6.4	Conclusion	63
7.3	Allégation de la Russie concernant le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base	63
7.3.1	Introduction	63
7.3.2	Question de savoir si le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base exige que, dans la construction de la valeur normale, seuls les prix "représentatifs" soient utilisés	64
7.3.2.1	Libellé	65
7.3.2.2	Déclaration de la Commission européenne	68
7.3.2.3	Dispositions du Règlement antidumping de base	69
7.3.2.4	Considérants du Règlement n° 1972/2002 et du Règlement n° 2017/2321	70
7.3.2.5	Pratique des autorités de l'UE dans les procédures antidumping	72
7.3.2.6	Jugements du Tribunal de l'Union européenne	72
7.3.3	Conclusion	72
7.4	Allégations de la Russie concernant le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base	73
7.4.1	Introduction	73
7.4.2	Question de savoir si "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping fait exclusivement référence à une situation spécifique qui est la circonstance décrite dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994	74
7.4.3	Arguments additionnels liés à la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994	79
7.4.3.1	Arguments additionnels indépendants de la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994	79
7.4.4	Conclusion	82
7.5	Allégations de la Russie concernant la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base	82
7.5.1	Introduction	82
7.5.2	Question de savoir si l'article 2.2 de l'Accord antidumping exige que "le coût de production dans le pays d'origine" soit basé sur les frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays lorsque les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête sont rejetés	83
7.5.3	Question de savoir si l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping exige que le coût de production soit basé sur les frais "associés à la production" du produit considéré lorsque les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête sont rejetés	84
7.5.4	Question de savoir si la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base empêche la Commission européenne d'adapter les "informations émanant d'autres marchés représentatifs" pour établir "le coût de production dans le pays d'origine", conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping	85
7.5.5	Conclusion	87
7.6	Allégations de la Russie concernant les mesures antidumping visant les importations de certains tubes et tuyaux soudés originaires de Russie	87
7.6.1	Introduction	87
7.6.2	Allégations de la Russie au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1	88
7.6.2.1	Principaux arguments des parties	88

7.6.2.2 Critère juridique	90
7.6.2.3 Évaluation du Groupe spécial.....	90
7.6.2.4 Conclusion	94
7.6.3 Allégation de la Russie au titre de l'article 2.2.1.....	94
7.6.3.1 Principaux arguments des parties.....	94
7.6.3.2 Critère juridique	95
7.6.3.3 Évaluation du Groupe spécial.....	96
7.6.3.4 Conclusion	96
7.6.4 Allégation de la Russie au titre de l'article 11.3.....	96
7.7 Allégations de la Russie concernant les mesures antidumping imposées par l'Union européenne sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie et enquêtes et réexamens correspondants	98
7.7.1 Question de savoir si certaines allégations présentées par la Fédération de Russie devraient être rejetées par le Groupe spécial parce qu'elles concernent des déterminations antérieures à l'accession à l'OMC	99
7.7.1.1 L'article 18.3 ne s'applique pas parce qu'il constitue une disposition transitoire.....	101
7.7.1.2 L'article 18.3 régit seulement l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping pour les Membres importateurs	102
7.7.2 Allégations concernant les produits visés par les mesures	103
7.7.2.1 Introduction	103
7.7.2.2 Question de savoir si l'Union européenne a prorogé les mesures antidumping et perçu des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle bien qu'aucune enquête n'ait été menée et qu'aucune détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage important n'ait été faite (allégation n° 1).....	103
7.7.2.3 Question de savoir si l'Union européenne a violé l'article 11.3 en engageant le troisième réexamen à l'expiration sur la base d'une demande qui n'était pas dûment motivée (allégation n° 2)	109
7.7.3 Allégations de la Russie concernant l'établissement de la probabilité que le dommage se reproduira (allégations n° 5 à n° 8).....	117
7.7.3.1 Introduction	117
7.7.3.2 Question de savoir si certaines allégations présentées par la Russie devraient ne pas être prises en compte par le Groupe spécial parce que le Règlement n° 1722/2018 a remplacé et actualisé le Règlement n° 999/2014	118
7.7.3.3 Critère juridique pertinent pour l'examen par le Groupe spécial des allégations de la Russie relatives à la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira	121
7.7.3.4 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en n'effectuant pas de calculs appropriés de la sous-cotation (allégation n° 5).....	123
7.7.3.5 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en fondant sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur des données incorrectes ou incomplètes (allégation n° 6)	135
7.7.3.6 Question de savoir si l'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en concluant que la situation non dommageable de la branche de production de l'UE ne se maintiendrait pas (allégation n° 7).....	142
7.7.3.7 Question de savoir si les constatations de l'Union européenne concernant les capacités inutilisées et la demande dans les pays tiers violent l'article 11.3 de l'Accord antidumping (allégation n° 8).....	148

7.7.4 Allégations concernant la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait (allégations n° 9 et n° 11)	151
7.7.4.1 Introduction	151
7.7.4.2 Critère juridique pertinent pour l'examen par le Groupe spécial des allégations n° 9 et n° 11 de la Russie	153
7.7.4.3 Question de savoir si la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait qui figure dans le Règlement n° 999/2014 s'appuyait sur un calcul de la marge de dumping	156
7.7.4.4 Question de savoir si l'Union européenne a contrevenu à l'article 11.3 de l'Accord antidumping en n'examinant pas l'incidence de l'absence alléguée de dumping de la part des principaux exportateurs russes (allégation n° 9)	160
7.7.4.5 Question de savoir si l'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en faisant la détermination positive de la probabilité d'un dumping sur la base d'un "dumping" allégué à l'égard de pays tiers, sans effectuer de calculs appropriés de la marge de dumping (allégation n° 11)	164
7.7.4.6 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en ne menant pas un réexamen à l'expiration séparé pour les importations de Kirovo (allégation n° 3)	165
7.7.4.7 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en définissant d'une manière incorrecte la branche de production nationale et en formulant une détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur la base de données incomplètes (allégation n° 4)	168
7.7.5 Allégations concernant la perception continue des droits antidumping (allégations n° 12 à n° 15)	170
7.7.5.1 Introduction	170
7.7.5.2 Analyse	172
7.7.6 Allégations concernant la conduite du réexamen à l'expiration qui a abouti au Règlement n° 999/2014.....	174
7.7.6.1 Allégation de la Russie concernant les retards allégués dans l'octroi de l'accès au dossier non confidentiel (allégation n° 16)	174
7.7.6.2 Allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne n'a pas communiqué aux parties intéressées le texte intégral de la demande reçue le 28 mars 2013 (allégation n° 17)	178
7.7.6.3 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne a accordé un traitement confidentiel sans que des raisons valables aient été exposées (allégation n° 18)	180
7.7.6.4 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne n'a pas demandé de résumé significatif (allégation n° 19).....	184
7.7.6.5 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne a utilisé les données de fait disponibles d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping (allégation n° 20)	186
7.7.6.6 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne n'a pas divulgué des faits essentiels (allégation n° 21)	189
7.7.6.7 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne n'a pas expliqué les raisons qui ont conduit à l'imposition des mesures (allégation n° 22).....	191
7.7.7 Conclusion sur l'allégation de la Russie concernant la conduite du troisième réexamen à l'expiration	193
8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION	193

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL ET RÉEXAMEN INTÉrimAIRE

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels	11
Annexe A-3	Réexamen intérimaire	13

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Premier résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	70
Annexe B-2	Premier résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	84
Annexe B-3	Deuxième résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	97
Annexe B-4	Deuxième résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	110

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Argentine	124
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie	130
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	134
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments de la République de Corée	137
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de la Norvège	141
Annexe C-6	Résumé analytique intégré des arguments de l'Ukraine	143
Annexe C-7	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	146

ANNEXE D

DÉCISION PRÉLIMINAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe D-1	Décision préliminaire du Groupe spécial (2 septembre 2019)	152

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Carreaux en céramique	Rapport du Groupe spécial <i>Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie</i> , WT/DS189/R , adopté le 5 novembre 2001
Argentine – Mesures à l'importation	Rapports de l'Organe d'appel <i>Argentine – Mesures affectant les importations de marchandises</i> , WT/DS438/AB/R / WT/DS444/AB/R / WT/DS445/AB/R , adoptés le 26 janvier 2015
Australie – Mesures antidumping visant le papier	Rapport du Groupe spécial <i>Australie – Mesures antidumping visant le papier pour copie A4</i> , WT/DS529/R et Add.1, adopté le 28 janvier 2020
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel <i>Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée</i> , WT/DS22/AB/R , adopté le 20 mars 1997
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport du Groupe spécial <i>Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée</i> , WT/DS22/R , adopté le 20 mars 1997, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS22/AB/R
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport de l'Organe d'appel <i>Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés</i> , WT/DS276/AB/R , adopté le 27 septembre 2004
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil</i> , WT/DS219/AB/R , adopté le 18 août 2003
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Certaines questions douanières</i> , WT/DS315/AB/R , adopté le 11 décembre 2006
CE – Éléments de fixation (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine</i> , WT/DS397/AB/R , adopté le 28 juillet 2011
CE – Éléments de fixation (Chine)	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine</i> , WT/DS397/R et Corr.1, adopté le 28 juillet 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS397/AB/R
CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine – Recours de la Chine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS397/AB/RW et Add.1, adopté le 12 février 2016
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , WT/DS26/AB/R , WT/DS48/AB/R , adopté le 13 février 1998
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés</i> , WT/DS269/AB/R , WT/DS286/AB/R , adopté le 27 septembre 2005, et Corr.1
CE – Produits des technologies de l'information	Rapports du Groupe spécial <i>Communautés européennes et leurs États membres – Traitement tarifaire de certains produits des technologies de l'information</i> , WT/DS375/R / WT/DS376/R / WT/DS377/R , adoptés le 21 septembre 2010
CE – Saumon (Norvège)	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesure antidumping visant le saumon d'élevage en provenance de Norvège</i> , WT/DS337/R , adopté le 15 janvier 2008, et Corr.1
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes et certains États membres – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs</i> , WT/DS316/AB/R , adopté le 1 ^{er} juin 2011
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles</i> , WT/DS207/AB/R , adopté le 23 octobre 2002
Chine – AMGO	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chine – Droits compensateurs et droits antidumping visant les aciers dits magnétiques laminés, à grains orientés, en provenance des États-Unis</i> , WT/DS414/AB/R , adopté le 16 novembre 2012
Chine – HP SSST (Japon) / Chine – HP SSST (UE)	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures imposant des droits antidumping sur les tubes, sans soudure, en acier inoxydable haute performance ("HP SSST") en provenance du Japon</i> / <i>Chine – Mesures imposant des droits antidumping sur les tubes, sans soudure, en acier inoxydable haute performance ("HP SSST") en provenance de l'Union européenne</i> , WT/DS454/AB/R et Add.1 / WT/DS460/AB/R et Add.1, adoptés le 28 octobre 2015
Chine – Matières premières	Rapports du Groupe spécial <i>Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières</i> , WT/DS394/R , Add.1 et Corr.1 / WT/DS395/R , Add.1 et Corr.1 / WT/DS398/R , Add.1 et Corr.1, adoptés le 22 février 2012, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS394/AB/R / WT/DS395/AB/R / WT/DS398/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Chine – Produits à base de poulet de chair (article 21:5 – États-Unis)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Chine – Mesures antidumping et compensatoires visant les produits à base de poulet de chair en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS427/RW et Add.1, adopté le 28 février 2018
<i>États-Unis – Acier au carbone</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne</i> , WT/DS213/AB/R , adopté le 19 décembre 2002
<i>États-Unis – Acier au carbone (Inde)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde</i> , WT/DS436/AB/R , adopté le 19 décembre 2014
<i>États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique</i> , WT/DS344/AB/R , adopté le 20 mai 2008
<i>États-Unis – Acier laminé à chaud</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon</i> , WT/DS184/AB/R , adopté le 23 août 2001
<i>États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS264/AB/RW , adopté le 1 ^{er} septembre 2006
<i>États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS277/AB/RW , adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
<i>États-Unis – Chemises et blouses de laine</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde</i> , WT/DS33/AB/R , adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
<i>États-Unis – Crevettes (Viet Nam)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures antidumping visant certaines crevettes en provenance du Viet Nam</i> , WT/DS404/R , adopté le 2 septembre 2011
<i>États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures antidumping visant certaines crevettes en provenance du Viet Nam</i> , WT/DS429/R et Add.1, adopté le 22 avril 2015, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS429/AB/R
<i>États-Unis – DRAM</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée</i> , WT/DS99/R , adopté le 19 mars 1999
<i>États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée</i> , WT/DS296/AB/R , adopté le 20 juillet 2005
<i>États-Unis – Lave-linge</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures antidumping et mesures compensatoires visant les gros lave-linge à usage domestique en provenance de Corée</i> , WT/DS464/AB/R et Add.1, adopté le 26 septembre 2016
<i>États-Unis – Loi de 1916</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Loi antidumping de 1916</i> , WT/DS136/AB/R , WT/DS162/AB/R , adopté le 26 septembre 2000
<i>États-Unis – Maintien de la réduction à zéro</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro</i> , WT/DS350/AB/R , adopté le 19 février 2009
<i>États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping visant certains produits en provenance de Chine</i> , WT/DS449/AB/R et Corr.1, adopté le 22 juillet 2014
<i>États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Certaines méthodes et leur application aux procédures antidumping visant la Chine</i> , WT/DS471/AB/R et Add.1, adopté le 22 mai 2017
<i>États-Unis – Réduction à zéro (CE)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")</i> , WT/DS294/AB/R , adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
<i>États-Unis – Réduction à zéro (Japon)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction</i> , WT/DS322/AB/R , adopté le 23 janvier 2007
<i>États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction – Recours du Japon à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS322/AB/RW , adopté le 31 août 2009
<i>États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon</i> , WT/DS244/AB/R , adopté le 9 janvier 2004
<i>États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon</i> , WT/DS244/R , adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS244/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine</i> , WT/DS268/AB/R , adopté le 17 décembre 2004
<i>États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine</i> , WT/DS268/R , adopté le 17 décembre 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS268/AB/R
<i>États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS268/RW , adopté le 11 mai 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS268/AB/RW
<i>États-Unis – Viande d'agneau</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie</i> , WT/DS177/AB/R , WT/DS178/AB/R , adopté le 16 mai 2001
<i>Guatemala – Ciment I</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique</i> , WT/DS60/AB/R , adopté le 25 novembre 1998
<i>Guatemala – Ciment II</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique</i> , WT/DS156/R , adopté le 17 novembre 2000
<i>Inde – Produits en fer et en acier</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Inde – Certaines mesures visant les importations de produits en fer et en acier</i> , WT/DS518/R et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 6 novembre 2018 [appel formé par l'Inde le 14 décembre 2018 – la Section a suspendu ses travaux le 10 décembre 2019]
<i>Russie – Traitement tarifaire</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Russie – Traitement tarifaire de certains produits agricoles et manufacturés</i> , WT/DS485/R , Add.1, Corr.1, et Corr.2, adopté le 26 septembre 2016
<i>Russie – Véhicules utilitaires</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Russie – Droits antidumping sur les véhicules utilitaires légers en provenance d'Allemagne et d'Italie</i> , WT/DS479/R et Add.1, adopté le 9 avril 2018, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS479/AB/R
<i>UE – Biodiesel (Argentine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Union européenne – Mesures antidumping visant le biodiesel en provenance d'Argentine</i> , WT/DS473/AB/R et Add.1, adopté le 26 octobre 2016
<i>UE – Biodiesel (Argentine)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Union européenne – Mesures antidumping visant le biodiesel en provenance d'Argentine</i> , WT/DS473/R et Add.1, adopté le 26 octobre 2016, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS473/AB/R
<i>UE – Biodiesel (Indonésie)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Union européenne – Mesures antidumping visant le biodiesel en provenance d'Indonésie</i> , WT/DS480/R et Add.1, adopté le 28 février 2018
<i>UE – Chaussures (Chine)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Union européenne – Mesures antidumping visant certaines chaussures en provenance de Chine</i> , WT/DS405/R , adopté le 22 février 2012
<i>Ukraine – Nitrate d'ammonium</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Ukraine – Mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium</i> , WT/DS493/AB/R et Add.1, adopté le 30 septembre 2019
<i>Ukraine – Nitrate d'ammonium</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Ukraine – Mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium</i> , WT/DS493/R , Add.1 et Corr.1, adopté le 30 septembre 2019, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS493/AB/R

PIÈCES MENTIONNÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Pièce	Titre abrégé (le cas échéant)	Désignation/Titre complet
RUS-2	Règlement antidumping de base	Regulation (EU) No. 2016/1036 of the European Parliament and of the Council of 8 June 2016 on protection against dumped imports from countries not members of the European Union, Official Journal of the European Union, L Series, No. 176 (30 June 2016), p. 21
RUS-3	Règlement n° 1972/2002	Council Regulation (EC) No. 1972/2002 of 5 November 2002 amending Regulation (EC) No. 384/96 on the protection against dumped imports from countries not members of the European Community, Official Journal of the European Communities, L Series, No. 305 (7 November 2002), p. 1
RUS-9		Déclarations datées du 16 octobre 2002, "Statements by the Commission to the Council Minutes", Annexe n° 11510/02
RUS-10	Résolution du Conseil du 8 juin 1993	Council resolution of 8 June 1993 on the quality of drafting of Community legislation, Official Journal of the European Communities, C Series, No. 166, (17 June 1993), p. 1
RUS-11	Règlement n° 2017/2321	Regulation (EU) 2017/2321 of the European Parliament and of the Council of 12 December 2017 amending Regulation (EU) 2016/1036 on protection against dumped imports from countries not members of the European Union and Regulation (EU) 2016/1037 on protection against subsidised imports from countries non members of the European Union, Official Journal of the European Union, L Series, No. 338 (19 December 2017), p. 1
RUS-12	Affaire T 235/08	General Court, Case T 235/08, Acron OAO and Dorogobuzh OAO v. Council of the European Union (7 February 2013) (ECLI:EU:T:2013:65)
RUS-13	Affaire T 84/07	General Court, Case T 84/07, EuroChem Mineral and Chemical Company OAO (EuroChem MCC) v. Council of the European Union (7 February 2013) (ECLI:EU:T:2013:64)
RUS-14	Affaire T 459/08	General Court, Case T 459/08, EuroChem Mineral and Chemical Company OAO (EuroChem MCC) v. Council of the European Union (7 February 2013) (ECLI:EU:T:2013:66)
RUS-15	Règlement n° 661/2008	Council Regulation (EC) No. 661/2008 of 8 July 2008 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia following an expiry review pursuant to Article 11(2) and a partial interim review pursuant to Article 11(3) of Regulation (EC) No. 384/96, Official Journal of the European Union, L Series No. 185 (12 July 2008), p. 1
RUS-16	Règlement n° 812/2008	Council Regulation (EC) No. 812/2008 of 11 August 2008 amending Regulation (EC) No. 954/2006 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of certain seamless pipes and tubes of iron or steel originating, <i>entre autres choses</i> , in Russia, Official Journal of the European Union, L Series No. 220, (15 August 2008), p. 1
RUS-17	Règlement n° 236/2008	Council Regulation (EC) No. 236/2008 of 10 March 2008 concerning terminating the partial interim review pursuant to Article 11(3) of Regulation (EC) No. 384/96 of the anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 75, (18 March 2008), p. 1
RUS-18	Règlement n° 1256/2008	Council Regulation (EC) No. 1256/2008 of 16 December 2008 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of certain welded tubes and pipes of iron or non-alloy steel originating in Belarus, the People's Republic of China and Russia following a proceeding pursuant to Article 5 of Regulation (EC) No. 384/96, originating in Thailand following an expiry review pursuant to Article 11(2) of the same Regulation, originating in Ukraine following an expiry review pursuant to Article 11(2) and an interim review pursuant to Article 11(3) of the same Regulation, and terminating the proceedings in respect of imports of the same product originating in Bosnia and Herzegovina and Turkey, Official Journal of the European Union, L Series, No. 343, (19 December 2008), p. 1

Pièce	Titre abrégé (le cas échéant)	Désignation/Titre complet
RUS-19	Règlement n° 1891/2005	Council Regulation (EC) No. 1891/2005 of 14 November 2005 amending Regulation (EEC) No. 3068/92 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of potassium chloride originating in Belarus, Russia or Ukraine, Official Journal of the European Union, L Series, No. 302, (19 November 2005), p. 14
RUS-20	Règlement n° 1911/2006	Council Regulation (EC) No. 1911/2006 of 19 December 2006 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of solutions of urea and ammonium nitrate originating in Algeria, Belarus, Russia and Ukraine following an expiry review pursuant to Article 11(2) of Regulation (EC) No. 384/96, Official Journal of the European Union, L Series, No. 365 (21 December 2006), p. 26
RUS-21	Règlement n° 2015/110	Commission Implementing Regulation (EU) No. 2015/110 of 26 January 2015 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of certain welded tubes and pipes of iron or non-alloy steel originating in Belarus, the People's Republic of China and Russia and terminating the proceeding for imports of certain welded tubes and pipes of iron or non-alloy steel originating in Ukraine following an expiry review pursuant to Article 11(2) of Council Regulation (EC) No. 1225/2009, Official Journal of the European Union, L Series, No. 20 (27 January 2015), p. 6
RUS-22	Règlement n° 1269/2012	Council Implementing Regulation (EU) No. 1269/2012 of 21 December 2012 amending Implementing Regulation (EU) No. 585/2012 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of certain seamless steel pipes, of iron or steel, originating, <i>entre autres choses</i> , in Russia, following a partial interim review pursuant to Article 11(3) of Regulation (EC) No. 1225/2009, Official Journal of the European Union, L Series, No. 357 (28 December 2012), p. 1
RUS-23	Règlement n° 1194/2013	Council Implementing Regulation (EU) No. 1194/2013 of 19 November 2013 imposing a definitive anti-dumping duty and collecting definitively the provisional duty imposed on imports of biodiesel originating in Argentina and Indonesia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 315 (26 November 2013), p. 2
RUS-24	Règlement n° 237/2008	Council Regulation (EC) No. 237/2008 of 10 March 2008 terminating the partial interim review pursuant to Article 11(3) of Regulation (EC) No. 384/96 of the anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating, <i>entre autres choses</i> , in Ukraine, Official Journal of the European Union, L Series, No. 75 (18 March 2008), p. 8
RUS-26		GATT, CONTRACTING PARTIES – Ninth Session – Review Working Party II on Tariffs, Schedules and Customs Administration – Article VI – Proposal by the Czechoslovak Delegation – Revision, W.9/86/Rev.1 (21 December 1954)
RUS-27		GATT, CONTRACTING PARTIES – Ninth Session – Report of Review Working Party III on Barriers to Trade Other Than Restrictions or Tariffs, L/334 (1 March 1955)
RUS-28	Règlement n° 240/2008	Council Regulation (EC) No. 240/2008 of 17 March 2008 repealing the anti-dumping duty on imports of urea originating in Belarus, Croatia, Libya and Ukraine, following an expiry review pursuant to Article 11(2) of Regulation (EC) No. 384/96, Official Journal of the European Union, L Series, No. 75 (18 March 2008), p. 33
RUS-29	Affaire T 118/10	General Court, Case T 118/10, Acron OAO v. Council of the European Union (7 February 2013) ECLI:EU:T:2013:67
RUS-30	Règlement n° 2018/825	Regulation (EU) No. 2018/825 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2018 amending Regulation (EU) 2016/1036 on protection against dumped imports from countries not members of the European Union and Regulation (EU) 2016/1037 on protection against subsidised imports from countries not members of the European Union, Official Journal of the European Union, L Series, No. 143 (7 June 2018), p. 1
RUS-31	Règlement n° 1050/2006	Council Regulation (EC) No. 1050/2006 of 11 July 2006 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of potassium chloride originating in Belarus and Russia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 191 (12 July 2006), p. 1

Pièce	Titre abrégé (le cas échéant)	Désignation/Titre complet
RUS-32	Règlement n° 907/2007	Council Regulation (EC) No. 907/2007 of 23 July 2007 repealing the anti-dumping duty on imports of urea originating in Russia, following an expiry review pursuant to Article 11(2) of Regulation (EC) No. 384/96, and terminating the partial interim reviews pursuant to Article 11(3) of such imports originating in Russia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 198 (31 July 2007), p. 4
RUS-33	Règlement n° 1251/2009	Council Implementing Regulation (EU) No. 1251/2009 of 18 December 2009 amending Regulation (EC) No. 1911/2006 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of solutions of urea and ammonium nitrate originating, <i>entre autres choses</i> , in Russia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 338 (19 December 2009), p. 5
RUS-34	Règlement n° 954/2006	Council Regulation (EC) No. 954/2006 of 27 June 2006 imposing definitive anti-dumping duty on imports of certain seamless pipes and tubes, of iron or steel originating in Croatia, Romania, Russia and Ukraine, repealing Council Regulations (EC) No. 2320/97 and (EC) No. 348/2000, terminating the interim and expiry reviews of the anti-dumping duties on imports of certain seamless pipes and tubes of iron or non-alloy steel originating, <i>entre autres choses</i> , in Russia and Romania and terminating the interim reviews of the anti-dumping duties on imports of certain seamless pipes and tubes of iron or non-alloy steel originating, <i>entre autres choses</i> , in Russia and Romania and in Croatia and Ukraine, Official Journal of the European Union, L Series, No. 175 (29 June 2006), p. 4
RUS-35	Règlement n° 238/2008	Council Regulation (EC) No. 238/2008 of 10 March 2008 terminating the partial interim review pursuant to Article 11(3) of Regulation (EC) No. 384/96 of the anti-dumping duty on imports of solutions of urea and ammonium nitrate originating in Russia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 75 (18 March 2008), p. 14
RUS-36	Règlement n° 994/2007	Commission Regulation (EC) No. 994/2007 of 28 August 2007 imposing a provisional anti-dumping duty on imports of ferro-silicon originating in the People's Republic of China, Egypt, Kazakhstan, the former Yugoslav Republic of Macedonia and Russia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 223 (29 August 2007), p. 1
RUS-37	Règlement n° 172/2008	Council Regulation (EC) No. 172/2008 of 25 February 2008 imposing a definitive anti-dumping duty and collecting definitively the provisional duty imposed on imports of ferro-silicon originating in the People's Republic of China, Egypt, Kazakhstan, the former Yugoslav Republic of Macedonia and Russia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 55 (28 February 2008), p. 6
RUS-38	Affaire T 111/14	General Court, Case T 111/14, Unitec Bio SA v. Council of the European Union (15 September 2016) ECLI:EU:T:2016:505
RUS-47		Oxford English Dictionary en ligne, définition de "that" http://www.oed.com/view/Entry/200177 (consulté le 21 mars 2019)
RUS-48	Avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration	Notice of initiation of an expiry review of the anti-dumping measures applicable to imports of ammonium nitrate originating in Russia, Official Journal of the European Union, C Series, No. 200 (12 July 2013), p. 12
RUS-53		<i>New Oxford American Dictionary</i> , 3ème édition, A. Stevenson and C. A. Lindberg (éd.), (Oxford University Press, 2011), définition de "this"
RUS-54		Oxford English Dictionary en ligne, définition de "these" http://www.oed.com/view/Entry/200651?result=2&rskey=Oa3AQE & (consulté le 21 mars 2019):
RUS-55		Oxford English Dictionary en ligne, définition de "those" http://www.oed.com/view/Entry/201046?redirectedFrom=those& (consulté le 21 mars 2019):

Pièce	Titre abrégé (le cas échéant)	Désignation/Titre complet
RUS-66	Règlement n° 999/2014	Commission Implementing Regulation (EU) No. 999/2014 of 23 September 2014 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia following an expiry review pursuant to Article 11(2) of Council Regulation (EC) No. 1225/2009, Official Journal of the European Union, L Series No. 280 (24 September 2014), p. 19
RUS-68	Règlement n° 2022/95	Council Regulation (EC) No. 2022/95 of 16 August 1995 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia, Official Journal of the European Communities, L Series, No. 198 (23 August 1995), p. 1
RUS-70	Règlement n° 658/2002	Council Regulation (EC) No. 658/2002 of 15 April 2002 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia, Official Journal of the European Communities, L Series, No. 102 (18 April 2002), p. 1
RUS-72	Règlement n° 945/2005	Council Regulation (EC) No. 945/2005 of 21 June 2005 amending Regulation (EC) No. 658/2002 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia and Regulation (EC) No. 132/2001 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in, <i>entre autres choses</i> , Ukraine, following a partial interim review pursuant to Article 11(3) of Regulation (EC) No. 384/96, Official Journal of the European Union, L Series, No. 160 (23 June 2005), p. 1
RUS-73	Affaire T 348/05 (10 septembre 2008)	Court of First Instance, Case T 348/05, JSC Kirovo-Chepetsky Khimichesky Kombinat v. Council of European Union (10 September 2008) (ECLI:EU:T:2008:327)
RUS-74	Affaire T 348/05 (9 juillet 2019)	Court of First Instance, Case T 348/05 INTP, JSC Kirovo-Chepetsky Khimichesky Kombinat v. Council of the European Union (9 July 2019) (ECLI:EU:T:2009:261)
RUS-78 (RCC)	Divulgence finale	General Disclosure Document in R569 - Expiry Review of the Anti-dumping measures applicable to imports of ammonium nitrate originating in the Russian Federation, Proposal to impose definitive anti-dumping duties (13 juin 2014)
RUS-79 (RCC)		Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014)
RUS-81 (RCC)		Hearing Report in Case R569 (17 July 2014)
RUS-82 (RCC)		RFPA submission (4 March 2014)
RUS-83 (RCC)		Fertilizers Europe's submission (12 May 2014)
RUS-84 (RCC)		Dataset filed by the EU industry (16 April 2014)
RUS-85 (RCC)	Observations de l'ARPE sur l'ouverture d'un réexamen à l'expiration	Comments by RFPA on the likelihood of recurrence of material injury, continuation of alleged dumping and procedural issues (30 September 2013)
RUS-86 (RCC)		Sampling questionnaire submitted by OJSC Kuybyshevazot
RUS-90 (RCC)		RFPA submission (25 April 2014)
RUS-94 (RCC)		Fertilizers Europe's submission (14 May 2014) (extraits)
RUS-96	Règlement n° 2018/1722	Commission Implementing Regulation (EU) 2018/1722 of 14 November 2018 amending Implementing Regulation (EU) No. 999/2014 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia following an interim review pursuant to Article 11(3) of Regulation (EU) 2016/1036 of the European Parliament and of the Council, Official Journal of the European Union, L Series No. 287 (15 November 2018), p. 3.
RUS-99 (RCC)		Page 85 of Annex B, Dumping of the Request
RUS-102 (RCC)		Comments on the definitive disclosure, Annex VI-B-I
RUS-105	Règlement n° 490/2013	Commission Regulation (EU) No. 490/2013 of 27 May 2013 imposing a provisional anti-dumping duty on imports of biodiesel originating in Argentina and Indonesia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 141 (28 May 2013), p. 6
RUS-110		Decision dated 5 August 2013 from the European Commission
RUS-116	Règlement n° 989/2009	Council Regulation (EC) No. 989/2009 of 19 October 2009 amending Regulation (EC) No. 661/2008, imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia, Official Journal of the European Union, L Series, No. 278 (23 October 2009), p. 1
RUS 117 (RCC)		Fertilizers Europe's submission (20 March 2014) (extraits)

Pièce	Titre abrégé (le cas échéant)	Désignation/Titre complet
RUS-119 (RCC)		Fertilizers Europe's submission (10 March 2014)
RUS-120 (RCC)		Fertilizers Europe's submission (5 May 2014)
RUS-121 (RCC)		Fertilizers Europe's submission (3 June 2014)
RUS-123 (RCC)		Undertaking Report Eurochem
RUS-124 (RCC)		Responses to questionnaires provided by Acron
RUS-125 (RCC)		Determination of dumping margins for exports to the European Union
RUS-135	Décision n° 2008/577 de la Commission	Commission Decision of 4 July 2008 accepting the undertakings offered in connection with the anti-dumping proceeding concerning imports of ammonium nitrate originating in Russia and Ukraine, Official Journal of the European Union, L Series, No. 185 (12 July 2008), p. 40
RUS-144 (RCC)		Responses to questionnaires provided by Uralchem
RUS-145 (RCC)		Dumping files of Acron
RUS-146	Règlement n° 663/98	Council Regulation (EC) No. 663/98 of 23 March 1998 amending Regulation (EC) No. 2022/95 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia, Official Journal of the European Communities, L Series, No. 93 (26 March 1998), p. 1
RUS-149		Oxford English Dictionary en ligne, définition de "without prejudice" https://www.oed.com/view/Entry/150162?redirectedFrom=without+prejudice#eid28522373 (consulté le 25 septembre 2019), p.3
RUS-166	Règlement n° 2019/1688	Commission Implementing Regulation (EU) No. 2019/1688 of 8 October 2019 imposing a definitive anti-dumping duty and definitively collecting the provisional duty imposed on imports of mixtures of urea and ammonium nitrate originating in Russia, Trinidad and Tobago and the United States of America, Official Journal of the European Union, L Series, No. 258 (9 October 2019), p. 21
RUS-167	Règlement n° 2019/576	Commission Implementing Regulation (EU) No. 2019/576 of 10 April 2019 imposing a provisional anti-dumping duty on imports of mixtures of urea and ammonium nitrate originating in Russia, Trinidad and Tobago and the United States of America, Official Journal of the European Union, L Series, No. 100 (11 April 2019), p. 7
RUS-188 (RCC)		Index NC File
EU-7		AN Russia Sunset: Summary of EU producers' facts and arguments (5 June 2014)
EU-9 (RCC)		Business Plan of the Investment Project for NAK Azot
EU-11		Request for an Anti-Dumping Sunset Review (Article 11(2) of the Basic EC Anti-Dumping Regulation), Imports of Ammonium Nitrate (AN) Originating in Russia
EU-15 (RCC)		Annex 2: Detailed explanations on corrections done to data submitted by EuroChem Group
EU-20		Confirmation of the receipt of a submission of Fertilizers Europe (14 May 2014)
EU-22	Courrier électronique entre la Commission et GrowHow	Email correspondence dated 6 May 2014 between the Commission and GrowHow regarding AN for technical use
EU-25		Email correspondence dated 29 April and 9 May 2014 between the Commission and Fertilizers Europe

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Désignation
Accord antidumping	Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
ARPE	Association russe des producteurs d'engrais
c.a.f.	coût, assurance, fret
Convention de Vienne	Convention de Vienne sur le droit des traités, faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331; 8 International Legal Materials 679.
f.a.b.	franco à bord
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
GNL	Gaz naturel liquéfié
HPB	huile de palme brute
Kirovo	JSC Kirovo-Chepetsky Khimichesky Kombinat
MEDT	Ministère du développement économique et du commerce
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.
NC	nomenclature combinée
NME	Économie autre que de marché
OJSC	Open Joint Stock Company
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
principes GAAP	principes comptables généralement acceptés
RCC	renseignements commerciaux confidentiels
Règlement antidumping de base	Règlement (UE) n° 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de l'Union européenne, Journal officiel de l'Union européenne, série L, n° 176 (30 juin 2016), page 21
SMC	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

1 INTRODUCTION

1.1 Plainte de la Fédération de Russie

1.1. Le 7 mai 2015, la Fédération de Russie (Russie) a demandé l'ouverture de consultations avec l'Union européenne conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article 17.2 et 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping), au sujet des mesures et allégations exposées ci-après.¹ Les consultations ont eu lieu le 26 juin 2015.

1.2. La Russie a demandé l'ouverture de nouvelles consultations avec l'Union européenne le 29 mars 2016 au sujet des mesures et des allégations exposées ci-après.² Une deuxième série de consultations a eu lieu le 19 mai 2016 mais n'a pas permis de régler le différend.

1.2 Établissement et composition du Groupe spécial

1.3. Le 7 novembre 2016, la Russie a demandé, conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 17.4 et 17.5 de l'Accord antidumping, l'établissement d'un groupe spécial doté du mandat type.³ À sa réunion du 16 décembre 2016, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme la Russie l'avait demandé dans le document WT/DS494/4, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord.⁴

1.4. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par la Fédération de Russie dans le document WT/DS494/4 et faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.⁵

1.5. Le 5 décembre 2018, la Russie a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord. Le 17 décembre 2018, le Directeur général a donc donné au Groupe spécial la composition suivante:

Présidente: Mme Usha Dwarka-Canabady

Membres: M. Jan Heukelman
M. Arie Reich

1.6. L'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Égypte, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Mexique, la Norvège, la République de Corée (Corée), l'Ukraine et le Viet Nam ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

¹ Demande de consultations présentée par la Fédération de Russie, WT/DS494/1.

² Demande de consultations présentée par la Fédération de Russie, *Addendum*, WT/DS494/1/Add.1.

³ Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Fédération de Russie, WT/DS494/4 (demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie).

⁴ ORD, compte rendu de la réunion tenue le 16 décembre 2016, WT/DSB/M/390.

⁵ Note relative à la constitution du Groupe spécial, WT/DS494/5.

1.3 Travaux du Groupe spécial

1.3.1 Généralités

1.7. Après avoir consulté les parties, le Groupe spécial a adopté ses procédures de travail⁶ et son calendrier le 8 mars 2019. Il a révisé son calendrier le 4 avril, le 14 mai, le 2 août, le 30 septembre, le 28 novembre 2019 et le 5 juin 2020.

1.8. Le Groupe spécial a tenu une première réunion de fond avec les parties les 11 et 12 septembre 2019. Une séance avec les tierces parties a eu lieu le 12 septembre 2019. Le Groupe spécial a tenu une deuxième réunion de fond avec les parties les 20 et 21 novembre 2019. Le 31 janvier 2020, il a remis la partie descriptive de son rapport aux parties. Il a remis son rapport intérimaire aux parties le 17 avril 2020. Il leur a remis son rapport final le 29 juin 2020.

1.3.2 Procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels

1.9. Après avoir consulté les parties, le Groupe spécial a adopté ses procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) le 22 mars 2019.⁷

1.3.3 Demande de décision préliminaire présentée par l'Union européenne

1.10. Dans sa première communication écrite datée du 10 mai 2019, l'Union européenne a demandé au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire selon laquelle plusieurs allégations formulées par la Russie en relation avec les mesures antidumping de l'Union européenne visant les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie n'étaient pas soumises à bon droit au Groupe spécial.⁸ La Russie a répondu à la demande de décision préliminaire présentée par l'Union européenne le 17 juin 2019.⁹ Les tierces parties n'ont pas formulé d'observations sur la demande de l'Union européenne dans leurs communications de tierces parties déposées le 17 mai 2019. Le 2 septembre 2019, après avoir soigneusement examiné la demande de l'Union européenne et la réponse de la Russie à cette demande, le Groupe spécial a rendu une décision préliminaire rejetant les objections soulevées par l'Union européenne en relation avec la portée du différend.¹⁰ La décision du Groupe spécial est exposée à l'annexe D-1.

2 ASPECTS FACTUELS

2.1 Mesures en cause

2.1. Le présent différend concerne quatre ensembles de mesures attribuées à l'Union européenne.

2.2. Premièrement, la Russie conteste "en tant que tels", à savoir indépendamment de leur application dans ces cas spécifiques, certains aspects des dispositions suivantes du Règlement antidumping de base¹¹: a) le premier alinéa de l'article 2.3; b) le deuxième alinéa de l'article 2.3; et c) le deuxième alinéa de l'article 2.5.¹²

2.3. Deuxièmement, la Russie conteste ladite méthode d'ajustement des frais, une mesure non écrite que, d'après les allégations de la Russie, l'Union européenne applique dans les enquêtes et réexamens antidumping, pour déterminer les coûts de production dans le pays d'origine pour les sociétés visées par l'enquête.¹³

⁶ Voir les procédures de travail du Groupe spécial à l'annexe A-1.

⁷ Procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels (annexe A-2).

⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 44.

⁹ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire présentée par l'Union européenne.

¹⁰ Décision préliminaire du Groupe spécial, 2 septembre 2019 (annexe D-1).

¹¹ Règlement antidumping de base (pièce RUS-2).

¹² Russie, première communication écrite, paragraphe 21.

¹³ Russie, première communication écrite, paragraphe 21.

2.4. Troisièmement, la Russie conteste certains aspects du réexamen à l'expiration des droits antidumping sur les importations de certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié, originaires de Russie (certains tubes et tuyaux soudés), qui a abouti au Règlement n° 2015/110 du 26 janvier 2015.¹⁴

2.5. Enfin, la Russie conteste certains aspects du troisième réexamen à l'expiration des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, qui a abouti au Règlement n° 999/2014 du 23 septembre 2014.¹⁵ Elle conteste également certains aspects du réexamen intermédiaire partiel qui a abouti au Règlement n° 2018/1722 du 14 novembre 2018.¹⁶

3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1. Dans le contexte de ses allégations "en tant que tel", la Russie demande au Groupe spécial de constater ce qui suit¹⁷:

- a. Le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible "en tant que tel" avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'il exige que, dans la construction de la valeur normale du produit similaire, seuls les prix "représentatifs" soient utilisés.¹⁸
- b. Le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'il dispose qu'"une situation particulière du marché pour le produit concerné" existe "lorsque les prix sont artificiellement bas", introduisant ainsi une circonstance additionnelle pour la détermination de la valeur normale par le biais d'autres méthodes.¹⁹
- c. La dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base – "ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs" – est incompatible avec les dispositions suivantes:
 - i. l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle empêche la Commission européenne de calculer le coût de production sur la base des frais "associés à la production" du produit considéré; et
 - ii. l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle empêche la Commission européenne de construire le coût de production sur la base du "coût de production dans le pays d'origine".²⁰

3.2. La Russie demande également au Groupe spécial de constater que la méthode d'ajustement des frais alléguée est incompatible avec les dispositions suivantes:

- a. La première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce que, en appliquant la méthode d'ajustement des frais alléguée, la Commission européenne:
 - i. rejette une partie des frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête qui sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés (GAAP) du pays exportateur et qui tiennent compte

¹⁴ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21); Russie, première communication écrite, paragraphe 22.

¹⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66); Russie, première communication écrite, paragraphe 22.

¹⁶ Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96). Les mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium originaire de Russie ont été initialement imposées, ultérieurement réexaminées et perçues conformément aux instruments juridiques énumérés aux pages 5 et 6 de la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie.

¹⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 1257.

¹⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 21 et 91.

¹⁹ Russie, première communication écrite, paragraphes 21 et 134.

²⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 268 et 281.

raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré;
et

- ii. utilise des frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré" dont il était tenu compte raisonnablement dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête tenus conformément aux principes GAAP du pays exportateur.²¹
- b. L'article 2.2 de l'Accord antidumping parce que, en appliquant la méthode d'ajustement des frais alléguée, la Commission européenne utilise, pour la construction de la valeur normale, des frais autres que "le coût de production dans le pays d'origine". De ce fait, la valeur normale construite n'est pas fondée sur "le coût de production dans le pays d'origine".²²

3.3. S'agissant des mesures antidumping sur les importations de certains tubes et tuyaux soudés originaires de Russie, la Russie demande au Groupe spécial de constater que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les dispositions suivantes:

- a. La première phrase de l'article 2.2.1.1 parce que, en déterminant la valeur normale au cours du réexamen à l'expiration, la Commission européenne:
 - i. n'a pas calculé le coût de production de certains tubes et tuyaux soudés sur la base des registres du producteur faisant l'objet de l'enquête qui étaient tenus conformément aux principes GAAP du pays exportateur et tenaient compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré, en rejetant les prix du gaz effectivement payés par le producteur faisant l'objet de l'enquête²³; et
 - ii. a utilisé des frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré" dont il était tenu compte raisonnablement dans les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête tenus conformément aux principes GAAP du pays exportateur.²⁴
- b. L'article 2.2.1 de l'Accord antidumping parce que, dans le critère des opérations commerciales normales appliqué dans le réexamen à l'expiration, la Commission européenne a utilisé des coûts de production incorrects, calculés en violation de la première phrase de l'article 2.2.1.1.²⁵
- c. L'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que, dans sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait, la Commission européenne s'est appuyée sur une marge de dumping déterminée sur la base des coûts de production calculés en violation de la première phrase de l'article 2.2.1.1 et de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping.²⁶

3.4. S'agissant des mesures antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie, la Russie demande au Groupe spécial de constater que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les dispositions suivantes²⁷:

- a. Les articles 1^{er}, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 9.1, 9.3 et 18.1 de l'Accord antidumping et les articles I:1, II:1 a) et II:1 b), VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 parce que la Commission européenne a établi des déterminations de la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiraient, a prorogé les mesures antidumping et a perçu des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle, pour lesquelles, d'après les allégations de la Russie,

²¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 21, 405 et 1258.

²² Russie, première communication écrite, paragraphes 21, 425 et 1258.

²³ Russie, première communication écrite, paragraphes 22, 447 et 1259.

²⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 22, 447 et 1259.

²⁵ Russie, première communication écrite, paragraphes 22, 447, 464, 475, 476, 483 à 485 et 1259.

²⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 22, 447, 476, 484, 485 et 1259.

²⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 1260.

aucune enquête antidumping n'avait été menée et pour lesquelles aucune détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage important n'avait été faite.

- b. L'article 11.3 de l'Accord antidumping en engageant le réexamen à l'expiration qui a abouti à l'adoption du Règlement n° 999/2014.
- c. Les articles 11.3, 3.1, 11.1 et 18.1 de l'Accord antidumping en menant un seul réexamen à l'expiration en ce qui concerne des mesures antidumping ayant des champs d'application différents pour ce qui est des produits, en regroupant au sein de ce réexamen les déterminations de la probabilité que le dommage et le dumping se reproduiraient en ce qui concerne des produits visés par des mesures antidumping ayant des champs d'application différents et en prorogeant les mesures applicables à Kirovo sur la base de déterminations de la probabilité d'un dommage et d'un dumping pour le produit autres que celles qui constituaient le fondement des mesures antidumping appliquées aux produits de cette société.
- d. Les articles 11.3, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4 et 4.1 de l'Accord antidumping en établissant une détermination relative à la réapparition du dommage sur la base de données erronées et incomplètes communiquées par la branche de production nationale et en définissant de façon incorrecte la branche de production nationale.
- e. Les articles 2.1, 2.3, 6.8, 6.10 et 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas examiné l'incidence de l'absence de dumping par les principaux exportateurs russes au cours de la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen.
- f. Les articles 11.3, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping, ainsi que l'article VI:1 du GATT de 1994, en établissant la détermination positive de la probabilité d'un dumping sur la base d'un "dumping" allégué, sans effectuer de calculs appropriés de la marge de dumping.
- g. Les articles 11.1, 9.3 et 1^{er} de l'Accord antidumping et l'article VI:2 du GATT de 1994 en prorogeant les mesures antidumping et en appliquant des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie sur la base des marges de dumping qui i) avaient été établies de manière incorrecte au regard de l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994, et ii) de ce fait dépasseraient les marges de dumping si leur établissement avait été correct.
- h. L'article 11.3 de l'Accord antidumping en prorogeant la durée des droits antidumping sur la base de calculs faits au cours du réexamen à l'expiration de 2018, dans lesquels la Commission européenne s'était appuyée sur des marges de dumping calculées d'une manière non conforme à l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.
- i. Les articles 2.1, 2.2, 9.3 et 11.3 de l'Accord antidumping, et les articles I:1, VI:1 et VI:2 ainsi que la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, en imposant et en continuant de percevoir des droits antidumping à l'échelle du pays sur le nitrate d'ammonium en provenance de Russie pour lesquels la marge de dumping à l'échelle du pays avait été calculée suivant une méthode qui n'était pas conforme à ces dispositions.
- j. Les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping, parce que les mesures antidumping concernant le nitrate d'ammonium en provenance de Russie n'étaient pas conformes aux dispositions de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping.
- k. Les articles 11.3, 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en n'effectuant pas de calculs appropriés de la sous-cotation.
- l. Les articles 11.3, 3.1, 3.4 et 4.1 de l'Accord antidumping en fondant la détermination de la probabilité qu'un dommage se reproduirait: i) sur des données concernant un échantillon non représentatif de la branche de production nationale; ii) sur les données incomplètes, non représentatives et erronées communiquées par les sociétés de l'UE incluses dans l'échantillon; et iii) en n'examinant pas et n'expliquant pas les résultats

économiques notablement divergents des producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon et des producteurs de l'UE qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon.

- m. Les articles 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping en concluant d'une manière erronée que rien n'indiquait que la situation non dommageable de la branche de production nationale de l'UE se maintiendrait.
- n. Les articles 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping parce que la conclusion selon laquelle il était probable que le dumping se reproduirait et que le dommage se reproduirait si les mesures étaient supprimées, n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif des facteurs pertinents, y compris le niveau des capacités de production dont disposait la Russie et la capacité des marchés des pays tiers d'absorber les exportations russes.
- o. Les articles 6.1.2, 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping en retardant à de nombreuses occasions l'accès des exportateurs russes au dossier non confidentiel.
- p. Les articles 6.1.3, 6.2, 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping parce que la Commission européenne n'a pas communiqué aux parties intéressées le texte intégral de la demande présentée par écrit le 28 mars 2013, sur la base de laquelle elle avait engagé le réexamen à l'expiration.
- q. Les articles 6.5 et 11.4 de l'Accord antidumping en traitant comme confidentiels, sans exposé de raisons valables, les renseignements fournis par la branche de production nationale.
- r. Les articles 6.5.1 et 11.4 de l'Accord antidumping en n'exigeant pas de la branche de production nationale qu'elle fournisse des résumés non confidentiels suffisamment détaillés des données communiquées à titre confidentiel.
- s. Les articles 6.8 et 11.4 de l'Accord antidumping et les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en refusant de s'appuyer sur les renseignements fournis par les exportateurs russes.
- t. Les articles 6.9 et 11.4 de l'Accord antidumping en n'informant pas les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision de proroger les mesures antidumping.
- u. L'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping en n'exposant pas de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par l'autorité chargée de l'enquête et en n'expliquant pas les raisons qui avaient conduit à l'acceptation ou au rejet des arguments des parties intéressées.

3.5. La Russie demande que les mesures en cause soient retirées.²⁸

3.6. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les allégations de la Russie en l'espèce dans leur intégralité et de constater que les mesures contestées ne sont pas incompatibles avec les obligations de l'Union européenne en vertu du droit de l'OMC.²⁹

4 ARGUMENTS DES PARTIES

4.1. Les arguments des parties sont exposés dans les résumés analytiques qu'elles ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 23 des procédures de travail adoptées par celui-ci (voir les annexes B-1 à B-4).

²⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 1261.

²⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 689 et 691.

5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1. Les arguments de l'Argentine, de l'Australie, de la Corée, des États-Unis, du Japon, de la Norvège et de l'Ukraine sont exposés dans les résumés analytiques qu'ils ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 26 des procédures de travail adoptées par celui-ci (voir les annexes C-1 à C-7).³⁰

6 RÉEXAMEN INTÉIMAIRE

6.1. Le 17 avril 2020, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties. L'annexe A-3 expose les demandes faites par les parties au stade du réexamen intérimaire, ainsi que l'examen et les décisions du Groupe spécial concernant ces demandes.

7 CONSTATATIONS

7.1 Principes généraux concernant l'interprétation des traités, le critère d'examen applicable et la charge de la preuve

7.1.1 Interprétation des traités

7.1. L'article 3:2 du Mémoire d'accord dispose que le système de règlement des différends de l'OMC a pour objet de clarifier les dispositions existantes des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". L'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping prescrit de même aux groupes spéciaux d'interpréter les dispositions dudit accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Il est généralement admis que les principes codifiés aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (Convention de Vienne) constituent ces règles coutumières.

7.1.2 Critère d'examen

7.2. La partie pertinente de l'article 11 du Mémoire d'accord dispose ce qui suit:

[U]n groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions.

De plus, l'article 17.6 de l'Accord antidumping énonce le critère d'examen spécial applicable aux différends relevant de l'Accord antidumping:

- i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;
- ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord [antidumping] conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord [antidumping] se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord [antidumping] si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

³⁰ Le Brésil a déposé une communication en tant que tierce partie, a fait une déclaration orale à la séance avec les tierces parties et a fourni des réponses aux questions posées par le Groupe spécial aux tierces parties après la séance avec les tierces parties, mais n'a pas fourni de résumé analytique intégré de ses arguments au Groupe spécial. Le Canada, la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et le Viet Nam n'ont pas présenté d'arguments écrits ou oraux au Groupe spécial.

7.3. Ainsi, l'article 11 du Mémoire d'accord et l'article 17.6 de l'Accord antidumping pris conjointement établissent le critère d'examen que nous appliquerons à la fois aux aspects factuels et aux aspects juridiques du présent différend. Le critère de l'"évaluation objective" énoncé à l'article 11 du Mémoire d'accord exige que le groupe spécial examine si l'autorité a fourni une explication motivée et adéquate: a) de la façon dont les éléments de preuve versés au dossier étayaient ses constatations factuelles; et b) de la façon dont ces constatations factuelles étayaient la détermination globale.³¹ Pour s'acquitter de cette tâche, un groupe spécial ne devrait pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve, ni substituer son jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête. Il doit limiter son examen aux éléments de preuve dont disposait l'autorité chargée de l'enquête au cours de l'enquête³² et doit tenir compte de tous les éléments de ce type communiqués par les parties au différend.³³ En même temps, un groupe spécial ne doit pas simplement s'en remettre aux conclusions de l'autorité chargée de l'enquête; l'examen de ces conclusions par le groupe spécial doit être "approfondi" et "critique et approfondi".³⁴

7.4. Enfin, bien qu'il soit libellé d'une manière telle qu'il crée une obligation pour un groupe spécial, l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping définit en fait les cas dans lesquels l'autorité chargée de l'enquête peut être considérée comme ayant agi d'une façon incompatible avec ledit accord lors de son "établissement" et de son "évaluation" des faits pertinents.³⁵ Par conséquent, un groupe spécial doit évaluer si l'établissement des faits par l'autorité chargée de l'enquête était correct et si l'évaluation de ces faits par cette autorité était impartiale et objective.³⁶ Si ces critères n'ont pas été respectés, un groupe spécial doit considérer que l'établissement ou l'évaluation des faits par l'autorité chargée de l'enquête était incompatible avec l'Accord antidumping.³⁷

7.1.3 Charge de la preuve

7.5. Les principes généraux applicables à l'attribution de la charge de la preuve dans le cadre du règlement des différends à l'OMC exigent qu'une partie alléguant une violation d'une disposition d'un Accord de l'OMC établisse et prouve son allégation.³⁸ Par conséquent, en tant que partie plaignante dans la présente procédure, la Russie a la charge de démontrer que les aspects contestés des mesures en cause sont incompatibles avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994. Une partie plaignante s'acquitte de la charge qui lui incombe lorsqu'elle établit des éléments *prima facie*, à savoir des éléments qui, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, font obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante.³⁹ Enfin, il appartient généralement à chaque partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve.⁴⁰

7.2 Allégations de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais

7.6. Nous jugeons approprié de commencer notre analyse des allégations de la Russie en examinant sa plainte concernant ladite méthode d'ajustement des frais.

7.2.1 Introduction

7.7. Dans le présent différend, la Russie conteste une mesure non écrite alléguée "appliquée de manière générale et prospective"⁴¹ imputable à l'Union européenne, que la Russie appelle "méthode

³¹ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 186; et *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 103.

³² L'article 17.5 ii) de l'Accord antidumping exige qu'un groupe spécial examine la question en se fondant sur les faits communiqués aux autorités.

³³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 187.

³⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93.

³⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis-Acier laminé à chaud*, paragraphe 56.

³⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis-Acier laminé à chaud*, paragraphe 56.

³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis-Acier laminé à chaud*, paragraphe 56.

³⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*.

³⁹ Rapport de l'Organe d'appel, *CE – Hormones*, paragraphes 98 et 104.

⁴⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*.

⁴¹ Russie, réponses aux questions du Groupe spécial n° 19, paragraphe 68, et n° 67, paragraphe 38; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 84.

d'ajustement des frais".⁴² Selon elle, conformément à la méthode d'ajustement des frais, lorsque la Commission européenne calcule les coûts de production de producteurs ou d'exportateurs faisant l'objet de l'enquête dans une procédure antidumping, elle:

- a. rejette une partie des frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête qui sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré au motif qu'ils ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré – lorsque ces frais, en particulier les frais et/ou prix d'intrants – sont considérés par l'autorité comme étant "artificiellement ou anormalement bas" en raison de "distorsions" ou d'"entraves au marché" alléguées, comme la réglementation des prix par les pouvoirs publics ou l'application de droits d'exportation dans le pays d'origine; et
- b. remplace et/ou ajuste ces données sur les frais consignées en utilisant des données sur les frais obtenues d'autres sources, y compris ce qu'on appelle des "marchés représentatifs", qui sont considérées par l'autorité comme n'étant pas affectées par ces "distorsions" ou "entraves au marché", sans faire en sorte que ces frais ajustés ou déterminés représentent le coût de production dans le pays d'origine.⁴³

7.8. La Russie demande au Groupe spécial de constater que la méthode d'ajustement des frais est, "en tant que telle", c'est-à-dire indépendamment de ses cas spécifiques d'application⁴⁴, incompatible avec:

- a. la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit i) le rejet d'une partie des frais consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête qui sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré; et ii) l'utilisation de frais autres que les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré";
- b. l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit l'utilisation, dans la construction de la valeur normale, de frais autres que le "coût de production dans le pays d'origine". De ce fait, la valeur normale construite n'est pas fondée sur "le coût de production dans le pays d'origine".

7.9. La Russie demande en outre au Groupe spécial de recommander que la méthode d'ajustement des frais soit retirée.⁴⁵

7.10. L'Union européenne répond que la Russie n'a pas démontré l'existence de la méthode d'ajustement des frais et demande au Groupe spécial de rejeter les allégations de la Russie selon

⁴² La Russie estime que le nom abrégé "méthode d'ajustement des frais" reflète l'essence de la mesure contestée, c'est-à-dire une méthode qui aboutit à des ajustements de frais d'intrants spécifiques dans des procédures antidumping. (Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 443)

⁴³ Russie, première communication écrite, paragraphe 299.

⁴⁴ Bien que la Russie ne qualifie pas sa plainte concernant la méthode d'ajustement des frais d'allégation "en tant que tel", elle indique que "[sa] contestation ne porte pas sur une mesure "telle qu'appliquée" ou des mesures "telles qu'appliquées" individuelles spécifiques, mais sur la [méthode d'ajustement des frais]". (Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 82) Elle demande en outre que la méthode d'ajustement des frais "soit retirée". (Russie, première communication écrite, paragraphe 1261) Par conséquent, nous comprenons que la Russie "cherche[]" à empêcher l'[Union européenne] *ex ante* [de procéder]" à l'application de la méthode d'ajustement des frais dans les futures procédures antidumping. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 172) Par conséquent, lorsque nous examinerons la plainte de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais, nous la qualifierons d'allégation "en tant que tel".

⁴⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 1261.

lesquelles une telle mesure de ce type est incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.⁴⁶

7.2.2 Question de savoir si la Russie a démontré l'existence de la méthode d'ajustement des frais

7.11. Étant donné la nature non écrite de la mesure contestée par la Russie, la première question dont le Groupe spécial est saisi est celle de savoir si celle-ci a démontré l'existence de la méthode d'ajustement des frais.

7.2.2.1 Principaux arguments des parties

7.2.2.1.1 Russie

7.12. La Russie fait valoir que la Commission européenne applique la méthode d'ajustement des frais dans toute procédure antidumping (enquêtes initiales, réexamens intermédiaires partiels, réexamens liés à de nouveaux exportateurs et réexamens à l'expiration)⁴⁷, dans laquelle celle-ci examine les registres des producteurs ou des exportateurs faisant l'objet de l'enquête afin de calculer leurs coûts de production du produit considéré.⁴⁸

7.13. En expliquant le fonctionnement de la méthode d'ajustement des frais, la Russie affirme que cette méthode n'est pas appliquée "dans chaque cas" mais qu'elle est déclenchée par un "ensemble spécifique de circonstances"⁴⁹ se rapportant à l'existence de mesures des pouvoirs publics affectant, d'après les allégations, les prix intérieurs d'intrants. Lorsqu'elle est confrontée à des éléments de preuve indiquant une réglementation des prix d'intrants par les pouvoirs publics ou d'autres situations considérées par les autorités chargées comme des "distorsions" dans le pays d'origine, la Commission européenne examine si les prix d'intrants consignés sont conformes aux prix du marché mondial ou aux prix dans d'autres pays ou marchés. À cet effet, elle compare les prix d'intrants consignés avec les prix d'intrants de pays "ne faisant pas l'objet de distorsions".⁵⁰ Chaque fois qu'elle établit que les prix d'intrants consignés sont nettement inférieurs aux prix d'intrants dans d'autres pays ou marchés, ou qu'ils sont fixés par les pouvoirs publics, elle conclut que ces prix d'intrants consignés ne peuvent pas être utilisés pour calculer les coûts de production du produit considéré car ils ne "tiennent [pas] compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré".⁵¹

7.14. La Russie explique que, par la suite, la Commission européenne remplace les prix d'intrants effectivement assumés par le producteur ou l'exportateur faisant l'objet de l'enquête par des informations relatives aux prix d'intrants à l'extérieur du pays, que celle-ci juge "représentatives" et non affectées par des "distorsions".⁵² La Russie fait référence à ces renseignements sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays comme des prix d'intrants de "substitution". Toutefois, elle fait valoir que la Commission européenne ne fait pas en sorte que les frais ajustés représentent le coût de production dans le pays d'origine.⁵³ Selon elle, cela est dû au fait que le but de la méthode d'ajustement des frais est de retirer du calcul des coûts de production les "distorsions" dans le pays d'origine affectant le prix payé pour les intrants par le producteur ou l'exportateur.⁵⁴

7.15. La Russie soutient que, même si la méthode d'ajustement des frais n'est pas explicitement décrite dans le Règlement antidumping de base, il y a un cadre juridique qui "éclaire"⁵⁵ cette

⁴⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 107; et observations sur la réponse de la Russie à la question n° 76 du Groupe spécial, paragraphe 45.

⁴⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 326.

⁴⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 304.

⁴⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 300; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 61; et deuxième communication écrite, paragraphe 458.

⁵⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 305.

⁵¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 306.

⁵² Russie, première communication écrite, paragraphe 307.

⁵³ Russie, première communication écrite, paragraphe 299.

⁵⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 283.

⁵⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 312; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 67.

méthode et "confirme"⁵⁶ son existence. À cet égard, elle fait valoir que les déterminations antidumping qu'elle a présentées en l'espèce montrent que la Commission européenne applique la méthode d'ajustement des frais conformément aux premier et deuxième alinéas de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base⁵⁷ lorsque celle-ci examine si les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré".⁵⁸ En outre, la Russie estime que d'autres dispositions du Règlement antidumping de base⁵⁹ et du droit de l'UE "divulguent les principaux aspects" de la méthode d'ajustement des frais.⁶⁰

7.16. La Russie présente la méthode d'ajustement des frais comme une mesure qui "comporte certaines caractéristiques et qui sera appliquée ou le sera probablement à l'avenir".⁶¹ En ce qui concerne la nature de cette mesure, elle affirme que la méthode d'ajustement des frais constitue une mesure "appliquée de manière générale et prospective". Elle fait également valoir que, en utilisant la méthode d'ajustement des frais dans les procédures antidumping, la Commission européenne "augmente nettement" le coût de production et, par conséquent, la valeur normale et la marge de dumping qui en résulte.⁶² De plus, elle estime que la méthode d'ajustement des frais a une "valeur normative", que l'Union européenne "a renforcée" au fil du temps. À cet égard, elle fait observer que la méthode contestée a été approuvée dans des arrêts du Tribunal de l'Union européenne et récemment clarifiée par des modifications du Règlement antidumping de base introduites en 2017 et 2018 par, respectivement, les Règlements n° 2017/2321⁶³ et n° 2018/825.⁶⁴

7.17. La Russie fait valoir que la méthode d'ajustement des frais a été élaborée par l'Union européenne et fait partie de la politique commerciale défensive délibérée de l'Union européenne, afin de supprimer les distorsions alléguées sur le marché intérieur.⁶⁵ Faisant valoir que les Règlements n° 2017/2321 et n° 2018/825 récemment adoptés équivalent à une "manifestation législative" de la méthode d'ajustement des frais pour traiter la question des "distorsions" dans les prix d'intrants⁶⁶, la Russie demande aussi au Groupe spécial d'examiner les Règlements n° 2017/2321 et n° 2018/825, et de rendre des décisions à leur sujet.⁶⁷ Spécifiquement, elle demande au Groupe spécial de constater que l'article 2.6*bis* du Règlement antidumping de base introduit par le Règlement n° 2017/2321, l'article 7.2*bis* du Règlement antidumping de base introduit par le Règlement n° 2018/825, ainsi que les considérants 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321 et le considérant 8 du Règlement n° 2018/825, sont également incompatibles avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et devraient être retirés.⁶⁸

7.2.2.1.2 Union européenne

7.18. L'Union européenne soutient que la méthode d'ajustement des frais alléguée n'existe pas et que la Russie n'a pas établi l'existence et la teneur précise d'une quelconque méthode de ce type.

⁵⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 285 et 322; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 67.

⁵⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 305 et 307.

⁵⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 306.

⁵⁹ La Russie fait référence au deuxième alinéa de l'article 2.3, et aux articles 2.6*bis* et 7.2*bis* du Règlement antidumping de base. (Russie, première communication écrite, paragraphe 322; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 67)

⁶⁰ La Russie fait référence aux considérants 3 et 4 du Règlement n° 1972/2002, aux considérants 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321, et au considérant 8 du Règlement n° 2018/825. (Russie, première communication écrite, paragraphe 322; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 67)

⁶¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 285; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 53 et 61; et deuxième communication écrite, paragraphe 514.

⁶² Russie, première communication écrite, paragraphes 379 à 386.

⁶³ Règlement n° 2017/2321 (pièce RUS-11).

⁶⁴ Règlement n° 2018/825 (pièce RUS-30).

⁶⁵ Russie, première communication écrite, paragraphes 283 et 365 à 378.

⁶⁶ Russie, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 95.

⁶⁷ Russie, réponses aux questions du Groupe spécial n° 25, paragraphe 101, et n° 67, paragraphe 39; et deuxième communication écrite, paragraphe 617.

⁶⁸ Russie, réponses aux questions du Groupe spécial n° 25, paragraphe 101, n° 67, paragraphe 39; et deuxième communication écrite, paragraphe 652.

7.19. L'Union européenne conteste la description que fait la Russie de la mesure contestée.⁶⁹ Notant que la Russie décrit la méthode alléguée comme une mesure "appliquée de manière générale et prospective", elle fait valoir que la Russie est tenue d'exposer la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais par référence à "quelque chose qui peut être interprété comme une législation ou qui s'y apparente" et qui peut être appliqué dans des affaires futures.⁷⁰ Toutefois, selon elle, le libellé utilisé par la Russie pour exposer la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais⁷¹ décrit "ce qui aurait pu ou non se produire en ce qui concerne une mesure "telle qu'appliquée" individuelle ou un certain nombre de mesures "telles qu'appliquées" individuelles".⁷² L'Union européenne estime que cette mesure supposée ne peut pas être qualifiée de mesure "appliquée de manière générale et prospective" car elle est définie d'une façon qui se rapporte aux faits d'affaires particulières, et non "en tant que telle". Pour ces raisons, elle considère que la description que fait la Russie de la mesure contestée est "en toute logique inapte" à démontrer l'existence et la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais.

7.20. De plus, l'Union européenne s'oppose au fait que la Russie cherche à contester, en tant que "mesure non écrite", quelque chose qui, selon les explications de la Russie, résulte du fonctionnement de dispositions du Règlement antidumping de base, telles que les premier et deuxième alinéas de l'article 2.5. Selon elle, on ne peut pas simplement mentionner des dispositions de la législation antidumping d'un Membre (qui correspondent à de multiples dispositions de l'Accord antidumping) et affirmer que, dans leur ensemble, elles constituent quelque chose appelé une "méthode" qui, par nature, est une mesure "appliquée de manière générale et prospective". L'Union européenne estime que l'application de ces dispositions dépend des faits propres à chaque affaire, de sorte que la mesure supposée ne peut pas être qualifiée de mesure "appliquée de manière générale et prospective".⁷³

7.21. Dans ce contexte, l'Union européenne met en cause la pertinence de l'ensemble des déterminations antidumping de la Commission européenne présentées par la Russie pour démontrer l'existence de la méthode d'ajustement des frais alléguée en tant que mesure "appliquée de manière générale et prospective".⁷⁴ Selon elle, ces déterminations ne sont "rien de plus que des exemples" de l'application des dispositions du Règlement antidumping de base, y compris les premier et deuxième alinéas de l'article 2.5.⁷⁵ L'Union européenne estime que, par définition, ces mesures "telles qu'appliquées" constituent "des cas particuliers dans lesquels l'autorité chargée de l'enquête a suivi une voie particulière dans le cadre de l'arbre décisionnel complexe prévu par la législation et établi une détermination particulière". Toutefois, à son avis, les éléments de preuve à cet égard "ne permettent pas de déduire l'existence" d'une "mesure" différente de ce qui est écrit dans la législation.⁷⁶ Bien que la Russie soit certainement libre de contester les mesures "telles qu'appliquées" adoptées par la Commission européenne si elle considère que celle-ci a mal interprété ou appliqué les dispositions de l'Accord antidumping en ce qui concerne ces mesures "telles qu'appliquées", l'Union européenne allègue que les éléments de preuve concernant la manière dont des dispositions du Règlement antidumping de base ont été appliquées à des configurations factuelles particulières dans des cas particuliers ne démontrent "en rien" l'existence ou la teneur précise de la méthode non écrite alléguée.⁷⁷

7.22. Enfin, l'Union européenne s'oppose à la demande de la Russie visant à ce que le Groupe spécial inclue les Règlements n° 2017/2321 et n° 2018/825 dans son mandat. Elle note que, au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Russie, les Règlements n° 2017/2321 et n° 2018/825 n'existaient pas et que la demande de la Russie ne comprend aucune

⁶⁹ L'Union européenne affirme que la Russie est liée par les déclarations qu'elle a faites tout au long de la procédure au sujet de la mesure de l'UE alléguée. (Union européenne, observations sur les réponses de la Russie aux questions du Groupe spécial n° 20, paragraphe 57, et n° 67, paragraphe 28)

⁷⁰ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 39; et réponse à la question n° 20 du Groupe spécial, paragraphe 58.

⁷¹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 39 (faisant référence à Russie, première communication écrite, paragraphe 299).

⁷² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 39.

⁷³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 88 à 90.

⁷⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 35 à 37.

⁷⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 101.

⁷⁶ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 35 à 37.

⁷⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 102; et deuxième communication écrite, paragraphe 46.

référence à ces règlements. En conséquence, elle fait valoir que ni les Règlements n° 2017/2321 et n° 2018/825 ni aucune disposition de ces règlements ne relèvent du mandat du Groupe spécial.⁷⁸

7.2.2.2 Critère juridique

7.23. Les articles 3:3, 4:4 et 6:2 du Mémoire d'accord font référence à des "mesures" pouvant être contestées dans le cadre du règlement des différends à l'OMC.⁷⁹ En principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends.⁸⁰ Par conséquent, un large éventail de mesures peuvent être contestées dans le cadre du règlement des différends de l'OMC.⁸¹

7.24. Une mesure n'a pas besoin d'être compartimentée en catégories pour pouvoir être contestée dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. Il en est ainsi parce que le terme "mesure" figurant aux articles 3:3, 4:4 et 6:2 du Mémoire d'accord est suffisamment large pour englober divers types d'actes ou d'omissions imputables à un Membre de l'OMC.⁸² Le plaignant doit établir, pour chaque mesure, qu'elle est imputable au défendeur, et établir la teneur précise de la mesure contestée. Il peut être tenu de démontrer d'autres éléments, en fonction des caractéristiques particulières ou de la nature de la mesure contestée.⁸³ La "mesure spécifique en cause, qu'elle soit écrite ou non écrite, et la manière dont elle est décrite, qualifiée et contestée par un plaignant donneront des indications sur le type d'éléments de preuve qu'un plaignant est tenu de présenter et sur les éléments qu'il doit prouver afin d'établir l'existence de la mesure contestée".⁸⁴

7.25. Pour prouver l'existence d'une mesure "appliquée de manière générale et prospective" qui peut être contestée, un plaignant doit établir clairement que la mesure alléguée est imputable au Membre défendeur, établir sa teneur précise et le fait qu'elle est "appliquée de manière générale et prospective". Une mesure est "appliquée de manière générale" dans la mesure où elle affecte un nombre indéterminé d'agents économiques⁸⁵ et non des agents économiques spécifiés dans la mesure.⁸⁶ Une mesure est "appliquée de manière prospective" dans la mesure où elle sera appliquée à l'avenir.⁸⁷

7.26. Le seuil requis en matière d'éléments de preuve pour prouver l'existence d'une mesure non écrite est élevé.⁸⁸ Un groupe spécial ne doit pas présumer à la légère l'existence d'une mesure non écrite.⁸⁹ Une rigueur particulière est requise de la part d'un groupe spécial pour étayer une conclusion quant à l'existence d'une mesure qui n'est pas énoncée sous la forme d'un document

⁷⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 109; et réponse à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphes 70 et 71.

⁷⁹ L'article 3:3 du Mémoire d'accord fait référence à des avantages résultant pour un Membre qui se trouvent "compromis par des mesures prises par un autre Membre". En outre, l'article 6:2 du Mémoire d'accord prescrit aux Membres d'"indiquer[] les mesures spécifiques en cause" dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. C'est l'une des deux prescriptions énoncées à l'article 6:2, qui constituent ensemble la "question portée devant l'ORD". Cette question sert ensuite de fondement au mandat d'un groupe spécial prévu à l'article 7:1 du Mémoire d'accord. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 125 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 69 à 76))

⁸⁰ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.122; *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81; et *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.100.

⁸¹ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.122; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 794; et *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphes 5.106 et 5.109.

⁸² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.122.

⁸³ Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphes 5.104 et 5.108.

⁸⁴ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.123 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphes 5.108 à 5.110).

⁸⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphes 5.130 et 5.147.

⁸⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphes 5.130 et 5.147.

⁸⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.132 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 172 et 187; et *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 82).

⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 198.

⁸⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 196.

écrit, et un groupe spécial doit examiner soigneusement les facteurs concrets qui prouvent l'existence de la prétendue mesure.⁹⁰

7.2.2.3 Évaluation du Groupe spécial

7.27. Gardant ces considérations à l'esprit, et à la lumière de la description et de la qualification faites par la Russie de la prétendue méthode d'ajustement des frais, nous examinerons si celle-ci a démontré la teneur précise de cette mesure, son imputation à l'Union européenne et établi si cette méthode est appliquée de manière générale et prospective.

7.2.2.3.1 Teneur précise

7.28. À la lumière de la description et des explications données par la Russie, nous croyons comprendre que la méthode d'ajustement des frais consiste en deux éléments, à savoir:

- a. le rejet des frais d'intrants consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête au motif qu'ils ne tiennent pas compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré, lorsque ces prix d'intrants consignés sont très bas, ou affectés par une réglementation par les pouvoirs publics ou d'autres situations considérées par les autorités chargées de l'enquête comme des "distorsions" dans le pays d'origine; et
- b. le remplacement ou l'ajustement ultérieur des prix d'intrants consignés en utilisant des données sur les frais d'intrants à l'extérieur du pays, sans faire en sorte que les frais déterminés ou ajustés représentent le coût de production dans le pays d'origine.

7.2.2.3.1.1 Qualification par la Russie du premier élément: rejet des frais d'intrants consignés

7.29. La Russie explique que le premier élément de la méthode d'ajustement des frais – le rejet des frais d'intrants consignés – résulte de l'application du *premier* alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Cette disposition prescrit que les frais d'un producteur ou d'un exportateur faisant l'objet de l'enquête soient normalement calculés sur la base de leurs documents comptables, à condition que ces documents soient conformes aux principes GAAP du pays concerné et "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré".⁹¹

7.30. Pour la Russie, chaque fois que les prix d'intrants consignés sont notablement bas, ou affectés par une réglementation des pouvoirs publics ou d'autres situations considérées comme des "distorsions" dans le pays d'origine, la Commission européenne, en application du premier alinéa de l'article 2.5, conclut que les documents comptables, ou les frais consignés dans ces documents, ne peuvent pas être utilisés pour calculer la valeur normale. Selon elle, la décision est fondée sur le fait que la Commission européenne considère que les prix d'intrants dans le pays d'origine sont "faussés". Cette décision ne prend pas en compte le point de savoir si les documents comptables sont conformes aux principes GAAP du pays concerné ou tiennent compte des prix d'intrants effectivement payés par le producteur faisant l'objet de l'enquête dans le pays d'origine. Conformément à la méthode d'ajustement des frais, la Commission européenne rejette les frais consignés dans les documents comptables du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête au motif qu'ils ne "tiennent [pas] compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré", *même si* les documents sont conformes aux principes GAAP du pays concerné et "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré".⁹²

⁹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 198.

⁹¹ Le premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base dispose ce qui suit: Les frais sont normalement calculés sur la base des documents comptables de la partie faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces documents soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays concerné et tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré.

⁹² Russie, première communication écrite, paragraphe 299; et deuxième communication écrite, paragraphe 486.

7.31. Pour l'Union européenne, les explications de la Russie ne démontrent pas l'existence d'une mesure qui s'apparente à une législation: la Russie décrit plutôt une norme non écrite alléguée en ce sens qu'elle prévoit expressément le non-respect de ses propres dispositions, c'est-à-dire une situation dans laquelle les frais consignés "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré", mais sont considérés comme ne "[tenant pas] compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré".⁹³

7.32. Nous ne sommes pas d'accord avec l'Union européenne. En fait, selon nous, la Russie veut dire que les frais consignés dans les documents comptables du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête sont rejetés pour des motifs qui sont sans rapport avec le point de savoir si ces documents remplissent les deux conditions susmentionnées. Pour cette raison, selon la Russie, la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, parce qu'elle prévoit l'application d'un critère additionnel⁹⁴, qui n'est pas envisagé dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, c'est-à-dire, le point de savoir si les prix d'intrants consignés sont notablement bas, ou affectés par une réglementation des pouvoirs publics ou d'autres situations considérées par les autorités chargées de l'enquête comme des "distorsions" dans le pays d'origine.

7.2.2.3.1.2 Qualification par la Russie du deuxième élément: utilisation d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays

7.33. Tel qu'il est défini par la Russie, le deuxième élément de la méthode – l'utilisation de données sur les frais d'intrants à l'extérieur du pays dans le cadre de la méthode d'ajustement des frais – résulte de l'application du *deuxième* alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Cette disposition prévoit que, "[s]i les frais liés à la production et à la vente d'un produit faisant l'objet d'une enquête" ne sont pas raisonnablement reflétés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête, "ils sont ajustés ou déterminés sur la base des frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays, ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs".⁹⁵

7.34. Selon la Russie, après avoir rejeté les prix d'intrants consignés, la Commission européenne, en application du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, remplace ces prix par des données sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays, considérées comme n'étant pas affectées par des "distorsions" ou reflétant les conditions du marché. D'après la Russie, la méthode d'ajustement des frais ne permet pas de "faire en sorte que les frais ajustés ou déterminés représentent le coût de production dans le pays d'origine". D'après la description et les explications de la mesure contestée qu'elle donne⁹⁶, nous croyons donc comprendre que le deuxième élément de la méthode d'ajustement des frais alléguée consiste à i) remplacer les prix d'intrants reflétés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête par des informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays et, ce faisant, à ii) ne pas adapter ces informations sur les prix d'intrants utilisées dans les calculs afin de refléter le coût de production du produit considéré "dans le pays d'origine".

7.35. Nous notons le point de vue de l'Union européenne selon lequel la Russie ne peut pas contester, en tant que mesure non écrite, les actes ou omissions résultant du fonctionnement de dispositions juridiques, telles que les premier et deuxième alinéas de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Selon l'Union européenne, le fonctionnement de dispositions complexes et dépendant largement des données de fait, telles que les premier et deuxième alinéas de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, "ne peut pas être résumé" et étiqueté comme étant une "méthode" et une mesure "appliquée de manière générale et prospective", car il ne serait pas possible de discerner, à un niveau abstrait, quelle est censée être la teneur précise de toute

⁹³ Union européenne, réponse à la question n° 20 du Groupe spécial, paragraphe 63.

⁹⁴ Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 83 et 89.

⁹⁵ Deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Voir plus bas le paragraphe 7.203.

⁹⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 299 et 360; réponses aux questions du Groupe spécial n° 66, paragraphe 33, et n° 68, paragraphes 40 à 44; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 83.

"méthode" alléguée de ce type ou la manière dont ces dispositions pourraient s'appliquer à de futures configurations factuelles.⁹⁷

7.36. Nous ne souscrivons pas à l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le fonctionnement d'une disposition juridique ne peut pas donner lieu à une mesure indépendante qui pourrait être contestée dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. Premièrement, nous notons que, "[e]n principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends."⁹⁸ Deuxièmement, à notre avis, il pourrait y avoir des dispositions ou instruments écrits d'un Membre qui, "en tant que tels", ne sont pas nécessairement incompatibles avec les règles de l'OMC dans la mesure où ils peuvent être appliqués aussi bien d'une manière compatible que d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC. Un groupe spécial pourrait donc rejeter à bon droit la contestation d'une telle mesure écrite. Toutefois, si le Membre en question applique la disposition écrite en cause d'une certaine manière à maintes reprises, nous ne voyons pas pourquoi cela ne pourrait pas, dans certaines circonstances, équivaloir à une mesure non écrite qui peut être contestée "en tant que telle" dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. De plus, si cette application répétée est incompatible avec les règles de l'OMC, un groupe spécial pourrait constater que la mesure non écrite est incompatible "en tant que telle" avec les règles de l'OMC. Cet aspect incompatible avec les règles de l'OMC de la loi peut ne pas ressortir du texte de la disposition juridique. Dans ce scénario, il nous semble que le fait d'exiger d'un plaignant qu'il conteste chaque cas d'application affecterait son droit de formuler une contestation "en tant que tel" et d'empêcher le Membre qui maintient la mesure non écrite "ex ante d'adopter [la même] conduite".⁹⁹

7.37. Nous rappelons que, par définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, en affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC.¹⁰⁰ Dans l'affaire dont nous sommes saisis, en présentant la méthode d'ajustement des frais comme une mesure non écrite appliquée de manière générale et prospective, la Russie cherche à empêcher l'application de cette méthode dans de futures procédures antidumping menées par la Commission européenne. À notre avis, le fait que la méthode alléguée résulte de l'application d'autres dispositions (écrites) est sans importance pour établir si la méthode d'ajustement des frais peut être contestée "en tant que telle" dans le cadre du règlement des différends à l'OMC.

7.2.2.3.1.3 Question de savoir si la Russie a établi la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais

7.38. Pour étayer ses affirmations factuelles concernant la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais, la Russie a présenté, entre autres choses, un ensemble de 17 déterminations antidumping rendues par la Commission européenne sur une période de 15 ans, entre 2005 et 2019, dans le cadre d'enquêtes initiales, de réexamens intermédiaires partiels, de réexamens liés à de nouveaux exportateurs et de réexamens à l'expiration, en ce qui concerne des importations de produits originaires d'Algérie, d'Argentine, d'Indonésie, de Russie et d'Ukraine. Les déterminations portent sur les importations de divers produits, à savoir: chlorure de potassium, certains tubes et tuyaux sans soudure en fer ou en acier, solutions d'urée et de nitrate d'ammonium, nitrate d'ammonium, urée, certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié, biodiesel et mélanges d'urée. L'intrant pertinent dans la majorité des déterminations est le gaz. L'Union européenne fait valoir que ces déterminations concernent différents pays, différents produits et "différents motifs de rejet (prix réglementés, prix anormalement bas, taxes à l'exportation ...) et que "rien n'indique que les autorités compétentes ne pourraient pas arriver à une conclusion différente dans l'avenir, en fonction des faits de la cause portés à leur connaissance".¹⁰¹ Elle n'a avancé aucun élément de preuve pour répondre aux constatations spécifiques figurant dans les déterminations

⁹⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 101.

⁹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

⁹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 172.

¹⁰⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 172.

¹⁰¹ Union européenne, réponse à la question n° 70 du Groupe spécial, paragraphes 6 et 7.

antidumping de la Commission européenne sur lesquelles la Russie s'appuie pour étayer la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais.

7.39. Après un examen attentif de ces déterminations antidumping, nous sommes d'avis que celles-ci établissent la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais telle que décrite par la Russie, pour les raisons suivantes.

7.40. Les déterminations montrent que, conformément au premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, la Commission européenne a examiné les documents comptables des producteurs à la lumière d'éléments de preuve indiquant que les prix intérieurs d'intrants étaient notablement bas par rapport aux prix d'autres marchés¹⁰², qu'ils étaient réglementés par les pouvoirs publics du pays d'origine¹⁰³ ou affectés par d'autres mesures des pouvoirs publics.¹⁰⁴ La Commission européenne a conclu que, pour ces raisons, les prix d'intrants payés par les producteurs et dont il était tenu compte dans leurs documents ne pouvaient pas être utilisés pour calculer le coût de production.¹⁰⁵ Le rejet des prix d'intrants réels est fondé sur la conclusion selon laquelle il "[n'était] pas tenu compte raisonnablement" des prix d'intrants dans les documents comptables du producteur/de l'exportateur ou qu'ils avaient été jugés ne pas "[tenir] compte raisonnablement des frais" liés à la production et à la vente de l'intrant pertinent ou du produit considéré.¹⁰⁶ Notre examen des déterminations révèle que le facteur décisif pour rejeter les prix d'intrants consignés est qu'ils étaient réglementés par l'État et "très inférieurs aux prix du marché payés sur les marchés non réglementés".¹⁰⁷

7.41. Ensuite, la Commission européenne a "ajusté" les frais du producteur/de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête sur la base d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays,

¹⁰² Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérant 21; Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérant 18; Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérant 34; Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérant 30; Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérant 53; Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérants 95 et 119; Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérants 27 et 58; Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérants 38 et 68; Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), considérant 17; Règlement n° 1269/2012 (pièce RUS-22), considérant 21; Règlement n° 1256/2008 (pièce RUS-18), considérant 111; Règlement n° 907/2007 (pièce RUS-32), considérant 33; Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69; et Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérant 17.

¹⁰³ Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérant 53; Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérant 119; Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), considérant 17; Règlement n° 1269/2012 (pièce RUS-22), considérant 21; Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérants 27 et 58; Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérant 21; Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérant 17; Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérant 18; Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérant 34; Règlement n° 907/2007 (pièce RUS-32), considérant 33; Règlement n° 1256/2008 (pièce RUS-18), considérant 111; et Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69.

¹⁰⁴ Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérant 28. Voir aussi le Règlement n° 490/2013 (pièce RUS-105), considérants 44 et 64.

¹⁰⁵ Nous notons que, dans certains cas, la Commission européenne a décidé de ne pas rejeter les prix intérieurs de l'intrant pertinent (électricité) parce qu'elle a considéré que ces prix étaient "conformes aux prix du marché mondial, par comparaison avec d'autres pays" ou "semblables" aux prix à l'extérieur du pays. Voir, par exemple, le Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérant 26; le Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérant 94; le Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérant 52; le Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérant 33; et le Règlement n° 907/2007 (pièce RUS-32), considérant 32.

¹⁰⁶ Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérants 31 et 32; Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérants 54 et 55; Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérants 96, 98, 120 et 125; Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), considérant 17; Règlement n° 1269/2012 (pièce RUS-22), considérant 21; Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérant 28; Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérant 21; Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérant 17; Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérant 19; Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérants 32 et 35; Règlement n° 1256/2008 (pièce RUS-18), considérant 111; Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69; Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérants 38 et 66; et Règlement n° 2019/576 (pièce RUS-167), considérants 52 et 58.

¹⁰⁷ Voir, par exemple, le Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), considérant 17; le Règlement n° 1269/2012 (pièce RUS-22), considérant 21; le Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérants 27 et 58; le Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérant 17; le Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérant 17; le Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérant 18; le Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérant 34; le Règlement n° 237/2008 (pièce RUS-24), considérant 19; le Règlement n° 907/2007 (pièce RUS-32), considérant 33; le Règlement n° 1256/2008 (pièce RUS-18), considérant 111; et le Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69.

conformément au deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Dans la quasi-totalité des déterminations, elle a utilisé le prix de l'intrant pertinent lorsqu'il était exporté du pays d'origine vers une autre destination. Dans deux cas – l'enquête antidumping sur les importations de biodiesel en provenance d'Argentine et d'Indonésie – elle a appliqué l'ajustement en remplaçant le prix de la principale matière première, tel que consigné par les sociétés visées par l'enquête, par le prix de référence moyen de la matière première, publié respectivement par le Ministère argentin de l'agriculture¹⁰⁸ et les autorités indonésiennes.¹⁰⁹ Dans une affaire – l'enquête antidumping sur les importations de certains tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier, originaires, entre autres, d'Ukraine – la Commission européenne a fondé l'ajustement sur une moyenne des prix observés durant la période couverte par l'enquête dans un pays tiers.¹¹⁰

7.42. Nous observons également que la Commission européenne a apporté certains ajustements aux informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays pour tenir compte des dépenses liées à l'exportation et des frais de transport. Spécifiquement, les déterminations montrent que des ajustements ont été effectués pour tenir compte des frais de transport¹¹¹, de la taxe douanière à l'exportation¹¹², de la taxe sur la valeur ajoutée¹¹³, des droits d'accise¹¹⁴, des coûts de distribution locaux¹¹⁵, du fret maritime¹¹⁶ et des frais de transbordement.¹¹⁷

7.43. De plus, comme la Russie l'a affirmé, les déterminations antidumping ne montrent pas que la Commission européenne a pris des mesures pour faire en sorte que le coût de production, fondé sur des informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays ajustés, représente le coût de production du produit considéré dans le pays d'origine. Bien que la majorité des déterminations antidumping indiquent que la valeur normale a été construite en majorant les coûts de fabrication, ajustés si nécessaire, d'un montant raisonnable pour les dépenses d'administration et de commercialisation et les dépenses de caractère général, et pour les bénéfices¹¹⁸, elles n'expliquent pas si les informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays ajustés ont été considérées comme représentant les coûts de production dans le pays d'origine. Les déterminations antidumping ne fournissent aucune explication motivée et adéquate sur le point de savoir si les ajustements liés à l'exportation et au transport que la Commission européenne a effectués étaient adéquats pour adapter les informations extérieures au pays afin qu'elles représentent le coût de production dans le pays d'origine. Notre examen des déterminations donne plutôt à penser que, dans chaque cas, la Commission européenne

¹⁰⁸ Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérant 40.

¹⁰⁹ Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérant 70.

¹¹⁰ Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérant 127.

¹¹¹ Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérants 31 et 33; Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérant 54; Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérant 97; Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérant 58; Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérant 22; Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérant 18; Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérant 19; Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérant 35; Règlement n° 237/2008 (pièce RUS-24), considérant 26; Règlement n° 907/2007 (pièce RUS-32), considérant 34; et Règlement n° 240/2008 (pièce RUS-28), considérant 46.

¹¹² Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérant 31.

¹¹³ Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérant 31; Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérant 54.

¹¹⁴ Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérant 31; Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérant 54; et Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérant 97.

¹¹⁵ Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), considérant 17; Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérant 22; Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérant 18; Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérant 19; Règlement n° 1256/2008 (pièce RUS-18), considérant 111; Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69; et Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérant 28.

¹¹⁶ Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérant 28. Dans le réexamen à l'expiration concernant les importations de solutions d'urée et de nitrate d'ammonium originaires, entre autres, d'Algérie, un ajustement a également été effectué pour tenir compte des frais de liquéfaction, parce que le prix de l'intrant pertinent (gaz naturel) avait été ajusté sur la base du prix moyen du gaz naturel liquéfié. (Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérants 28 et 29)

¹¹⁷ Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérant 40.

¹¹⁸ Voir, par exemple, le Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérant 21; le Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérant 50; le Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérant 45; le Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), considérant 15; le Règlement n° 1269/2012 (pièce RUS-22), considérant 19; le Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérants 24 et 29; le Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérant 19; le Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérant 15; le Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérant 46; le Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérant 36; et le Règlement n° 237/2008 (pièce RUS-24), considérant 29.

a utilisé des prix d'intrants à l'extérieur du pays "en l'absence [de prix d'intrants] non faussés" se rapportant au marché intérieur du pays d'origine.¹¹⁹

7.44. Bien que, comme l'Union européenne l'indique, les diverses déterminations antidumping concernent des faits sous-jacents différents¹²⁰, nous considérons que ces différences n'enlèvent rien au fait que l'essentiel de la méthode d'ajustement des frais, c'est-à-dire le rejet des frais d'intrants consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête dans l'ensemble spécifique de circonstances décrit par la Russie, et l'utilisation ultérieure de données sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays pour calculer les coûts de production de la façon mentionnée plus haut, a été reproduit dans chaque détermination.

7.45. Le tableau ci-après présente les principales conclusions de la Commission européenne dans chaque détermination antidumping:

Règlement n°	Constatations de la Commission européenne concernant le rejet des prix d'intrants consignés et les ajustements des coûts de production
1891/2005 14 novembre 2005 <i>Chlorure de potassium originaire de Russie</i>	<u>Considérants 30 et 31:</u> "S'agissant de l'approvisionnement en gaz, il a été établi ... que le prix acquitté par les deux producteurs russes sur le marché intérieur était cinq fois moins élevé que le prix à l'exportation ... De plus, les deux producteurs russes payaient un prix nettement moins élevé que les producteurs canadiens. [I]l a [donc] été considéré que, comparés au prix du gaz exporté de Russie et au prix appliqué par un fournisseur de gaz canadien à un gros utilisateur industriel au Canada, les prix pratiqués ... par le fournisseur régional à l'égard des producteurs russes de potasse ne pouvaient raisonnablement refléter les coûts afférents à la production de gaz. Le coût de production de chaque requérant a donc été ajusté conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base. En l'absence de toute autre base raisonnable, cet ajustement a été opéré sur la base d'informations concernant le prix du gaz exporté hors frais de transport, taxes douanières à l'exportation, TVA et accises". ¹²¹
1050/2006 11 juillet 2006 <i>Chlorure de potassium originaire de Russie</i>	<u>Considérants 53 et 54:</u> "[I]l a été établi ... que le prix acquitté par les deux producteurs sur le marché intérieur était quelque cinq fois moins élevé que le prix à l'exportation du gaz naturel russe. ... [I]l ressort nettement de toutes les données disponibles que le gaz vendu aux clients nationaux l'est à des prix réglementés nettement inférieurs au seuil de rentabilité. L'enquête a par ailleurs montré que les deux producteurs russes paient un prix nettement moins élevé que les deux producteurs canadiens. [I]l a [donc] été considéré que, comparés au prix du gaz exporté de Russie et au prix appliqué par un fournisseur de gaz canadien à de gros utilisateurs industriels au Canada, les prix pratiqués ... par le fournisseur régional à l'égard des producteurs russes de potasse ne pouvaient raisonnablement refléter les coûts afférents à la production de gaz. Le coût de production de chaque société russe a donc été ajusté conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base. En l'absence de toute autre base raisonnable, cet ajustement a été opéré sur la base d'informations concernant le prix du gaz exporté hors frais de transport, TVA et accises. Cette méthode avait déjà été utilisée lors de l'enquête de réexamen précédente qui s'est conclue en novembre 2005 par l'adoption du règlement (CE) n° 1891/2005". ¹²²
954/2006 27 juin 2006 <i>Certains tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier, originaires de Russie et d'Ukraine</i>	Russie <u>Considérants 95 à 97:</u> "[I]l a été établi que le prix du gaz acquitté par les deux producteurs russes sur le marché intérieur était sensiblement inférieur au prix à l'exportation moyen de la Russie à la fois vers les parties occidentales et orientales de l'Europe ... De plus, les deux producteurs russes ont payé un prix nettement moins élevé que celui payé par les producteurs roumains et communautaires. [I]l a été considéré que les prix du gaz acquittés par les deux producteurs russes de [certains] tubes et tuyaux sans soudure ... ne pouvaient raisonnablement refléter les coûts afférents à la production et à la distribution du gaz.

¹¹⁹ Voir, par exemple, le Règlement n° 907/2007 (pièce RUS-32), considérant 34; le Règlement n° 1256/2008 (pièce RUS-18), considérant 111; et le Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69.

¹²⁰ Union européenne, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 15.

¹²¹ Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérants 30 et 31.

¹²² Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31), considérants 53 et 54.

Règlement n°	Constatations de la Commission européenne concernant le rejet des prix d'intrants consignés et les ajustements des coûts de production
	<p>Par conséquent, ainsi que le prévoit l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les coûts du gaz des deux producteurs-exportateurs russes ont été ajustés pour refléter les prix du marché du gaz au cours de la période d'enquête, en se basant sur le prix du gaz exporté vers les pays d'Europe occidentale, hors frais de transport et droits d'accises".¹²³</p> <p>Ukraine <u>Considérants 119 à 127:</u> "En ce qui concerne les coûts de fabrication, et en particulier les coûts énergétiques, il s'est avéré durant l'enquête que les prix payés par les trois groupes de sociétés étaient réglementés par l'État et significativement inférieurs aux prix internationaux.</p> <p>Les prix facturés aux trois groupes de producteurs-exportateurs par les fournisseurs ukrainiens d'électricité appartenant à l'État et/ou réglementés par l'État ont été comparés aux prix pratiqués en Roumanie ainsi qu'aux prix pratiqués dans la Communauté ... Dans tous les cas, il est apparu que ces prix étaient sensiblement inférieurs à ceux pratiqués en Roumanie et dans la Communauté; il a donc été conclu que le prix de l'électricité payé par les exportateurs ukrainiens ne reflétait pas raisonnablement les coûts de production et de vente effectifs de l'électricité achetée.</p> <p>La même approche a été suivie en ce qui concerne le prix du gaz. Une comparaison des prix a montré que le prix du gaz facturé aux exportateurs ukrainiens par leurs fournisseurs appartenant à l'État et/ou réglementés par l'État était environ la moitié du prix pratiqué en Roumanie et était aussi sensiblement plus bas que les prix moyens facturés dans la Communauté pour le gaz livré à la même catégorie générale de clients.</p> <p>En outre, le prix payé par les producteurs-exportateurs ukrainiens a été comparé au prix moyen à l'exportation de la Russie vers les pays d'Europe occidentale et orientale ... ainsi qu'aux prix moyens du gaz en Amérique du Nord. Dans les deux cas, le prix en question est apparu sensiblement inférieur.</p> <p>Sur la base de ce qui précède, il a été conclu que le prix du gaz payé par les producteurs-exportateurs ukrainiens ... ne reflétait pas raisonnablement les coûts associés à la production et à la vente du gaz acheté.</p> <p>En conséquence, ainsi que le prévoit l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les coûts de l'électricité et du gaz des producteurs-exportateurs ukrainiens ont été ajustés de manière à refléter raisonnablement les coûts liés à la production et à la vente de l'électricité et du gaz ... L'ajustement a été basé sur une moyenne des prix observés au cours de la période d'enquête en Roumanie, un pays à économie de marché qui importe également du gaz de Russie et qui se trouve approximativement à la même distance des gisements gaziers russes."¹²⁴</p>
<p>812/2008 11 août 2008</p> <p><i>Certains tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier, originaires de Russie</i></p>	<p><u>Considérants 16 et 17:</u> "[I]l a été examiné la question de savoir si les prix du gaz payés par les producteurs-exportateurs reflétaient raisonnablement les coûts associés à la production et à la distribution du gaz.</p> <p>[I]l a été constaté que le prix du gaz payé par les producteurs-exportateurs sur le marché intérieur représentait environ un quart du prix à l'exportation du gaz naturel russe ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix intérieurs du gaz en Russie sont des prix régulés qui sont très inférieurs aux prix du marché payés sur les marchés du gaz naturel non régulés. En conséquence et pour la raison que les registres des producteurs-exportateurs ne tenaient pas raisonnablement compte des coûts liés au gaz, tels que prévus à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, ces coûts ont dû être ajustés en conséquence. En l'absence de prix du gaz non faussés suffisamment représentatifs sur le marché intérieur russe et conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, il a été jugé approprié de faire cet ajustement sur la base de données provenant d'autres marchés représentatifs. Le prix ajusté a été établi à partir du prix moyen du gaz russe lorsque celui-ci est vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), adapté afin de tenir compte des coûts de distribution locaux".¹²⁵</p>

¹²³ Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérants 95 à 97.

¹²⁴ Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérants 119 à 127.

¹²⁵ Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), considérants 16 et 17.

Règlement n°	Constatations de la Commission européenne concernant le rejet des prix d'intrants consignés et les ajustements des coûts de production
<p>1269/2012 21 décembre 2012</p> <p><i>Certains tubes et tuyaux sans soudure, en fer ou en acier, originaires de Russie</i></p>	<p>Considérants 20 et 21: "Il a été examiné si les prix du gaz payés par les producteurs-exportateurs reflétaient raisonnablement les coûts associés à la production et à la distribution du gaz.</p> <p>Il a été constaté que le prix du gaz payé par les producteurs-exportateurs sur le marché intérieur représentait environ un tiers du prix à l'exportation du gaz naturel russe ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix intérieurs du gaz en Russie sont des prix régulés, très inférieurs aux prix du marché payés sur les marchés du gaz naturel non régulés. Dès lors, et compte tenu du fait que les registres des producteurs-exportateurs ne tenaient pas raisonnablement compte des frais liés au gaz conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, ces frais ont dû être ajustés en conséquence. En l'absence de prix du gaz non faussés et suffisamment représentatifs sur le marché intérieur russe, il a été jugé approprié, conformément à l'article 2, paragraphe 5, de fonder l'ajustement sur des informations correspondant à d'autres marchés représentatifs. Le prix ajusté a été établi à partir du prix moyen du gaz russe lorsque celui-ci est vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), adapté afin de tenir compte des coûts de distribution locaux".¹²⁶</p>
<p>1911/2006 19 décembre 2006</p> <p><i>Solutions d'urée et de nitrate d'ammonium originaires d'Algérie et de Russie</i></p>	<p>Algérie Considérants 25 et 27 à 29: "Conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, il a été vérifié si les coûts liés à la production et aux ventes du produit considéré ont été raisonnablement reflétés dans les registres des parties concernées.</p> <p>[I]l a été établi ... que le prix payé par le producteur algérien représentait moins d'un cinquième du prix à l'exportation de gaz naturel d'Algérie ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix du gaz pratiqués sur le marché intérieur algérien étaient des prix réglementés, qui étaient de loin inférieurs au prix de marché acquittés pour le gaz naturel, par exemple, aux États-Unis, au Canada, au Japon et dans l'UE ... En outre, le prix du gaz payé par les sociétés concernées était sensiblement inférieur au prix du gaz payé par les producteurs communautaires.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, il a été considéré que les prix du gaz payés en Algérie ... ne pouvaient pas raisonnablement refléter les coûts liés à la production et à la distribution de gaz. C'est pourquoi, conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les coûts du gaz supportés par un producteur-exportateur ayant coopéré ... ont été ajustés sur la base des informations provenant d'autres marchés représentatifs. Le prix ajusté était basé sur le prix moyen pendant la [période d'enquête de réexamen] du gaz naturel liquéfié algérien vendu à l'exportation à la frontière française, hors fret maritime et coût de liquéfaction ...</p> <p>Les coûts de production ... ont donc été recalculés afin de tenir compte des prix du gaz ajustés sur la base également des prix du gaz vendu à l'exportation à la frontière française, hors fret maritime et coût de liquéfaction".¹²⁷</p> <p>Russie Considérant 58: "Il a été vérifié si les coûts liés à la production et aux ventes du produit concerné étaient raisonnablement reflétés dans les registres des parties concernées. En ce qui concerne le prix du gaz payé, il a été constaté que le prix du gaz payé sur le marché intérieur par les producteurs russes représentait environ un cinquième du prix à l'exportation de gaz naturel de Russie ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix du gaz pratiqués sur le marché intérieur russe étaient des prix réglementés, qui sont nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés non réglementés du gaz naturel. C'est pourquoi, conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les coûts du gaz supportés par les producteurs russes ont été ajustés sur la base des informations provenant d'autres marchés représentatifs. Le prix ajusté était basé sur le prix moyen du gaz russe vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque ("Waidhaus"), net des coûts de transport".¹²⁸</p>

¹²⁶ Règlement n° 1269/2012 (pièce RUS-22), considérants 20 et 21.

¹²⁷ Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérants 25 et 27 à 29.

¹²⁸ Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérant 58.

Règlement n°	Constatations de la Commission européenne concernant le rejet des prix d'intrants consignés et les ajustements des coûts de production
238/2008 10 mars 2008 <i>Solutions d'urée et de nitrate d'ammonium originaires de Russie</i>	<p><u>Considérants 20 à 22:</u> "Conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, il a été vérifié si les frais liés à la production et à la vente du produit concerné ont été raisonnablement reflétés dans les registres comptables de la partie requérante.</p> <p>Il a été établi ... que les tarifs acquittés [pour le gaz] par la partie requérante étaient anormalement bas ... représenta[nt] un quart et un cinquième du prix à l'exportation du gaz naturel russe ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix du gaz sur le marché intérieur russe sont des prix réglementés, qui sont nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés non réglementés du gaz naturel. Étant donné que les registres de la partie requérante ne tenaient pas raisonnablement compte des coûts liés au gaz, ces derniers ont dû être ajustés en conséquence ...</p> <p>Le prix ajusté était basé sur le prix moyen du gaz russe vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque ("Waidhaus"), net des coûts de transport, et corrigé pour tenir compte [des] coût[s] de distribution locale".¹²⁹</p>
1251/2009 18 décembre 2009 <i>Solutions d'urée et de nitrate d'ammonium originaires de Russie</i>	<p><u>Considérants 16 à 18:</u> "Conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, il a été vérifié si les frais liés à la production et à la vente du produit concerné ont été raisonnablement reflétés dans les registres comptables du demandeur.</p> <p>Il a été établi que les prix du gaz payés par le demandeur sur le marché intérieur étaient anormalement bas ... représenta[nt] un quart à un cinquième du prix à l'exportation du gaz naturel russe. ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix du gaz pratiqués sur le marché intérieur russe étaient des prix réglementés, nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés non réglementés du gaz naturel. Les coûts du gaz n'étant pas raisonnablement reflétés dans les registres du demandeur, ils ont dû être ajustés en conséquence. Faute de prix du gaz non faussés sur le marché intérieur russe et conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les prix du gaz ont dû être calculés sur une "autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs".</p> <p>Le prix ajusté était basé sur le prix moyen du gaz russe vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque ("Waidhaus"), net des coûts de transport, et corrigé pour tenir compte du coût de distribution local.¹³⁰</p>
236/2008 10 mars 2008 <i>Nitrate d'ammonium originaire de Russie</i>	<p><u>Considérants 17 à 19:</u> "Il a été examiné, conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, si les frais afférents à la production et à la vente du produit considéré étaient ou non raisonnablement pris en compte dans les registres comptables des parties concernées.</p> <p>Il a été établi ... que les tarifs acquittés par le requérant étaient anormalement bas ... représenta[nt] un cinquième du prix à l'exportation du gaz naturel en provenance de Russie et [qu'ils] étaient également nettement plus faibles que le prix du gaz payé par les producteurs communautaires ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix intérieurs du gaz en Russie sont des prix régulés, nettement inférieurs aux prix du marché payés sur les marchés du gaz naturel non régulés.</p> <p>Comme les registres du requérant ne tenaient pas raisonnablement compte des coûts liés au gaz, ces derniers ont dû être ajustés en conséquence. En l'absence de prix du gaz non faussés sur le marché intérieur russe et conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les prix du gaz ont dû être calculés sur "une autre base raisonnable, notamment à partir de données provenant d'autres marchés représentatifs". Le prix ajusté a été établi à partir du prix moyen du gaz russe lorsque celui-ci est vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), net de frais de transport et ajusté afin de tenir compte des coûts de distribution locaux".¹³¹</p>

¹²⁹ Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérants 20 à 22.

¹³⁰ Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérants 16 à 18.

¹³¹ Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérants 17 à 19.

Règlement n°	Constatations de la Commission européenne concernant le rejet des prix d'intrants consignés et les ajustements des coûts de production
661/2008 8 juillet 2008 <i>Nitrate d'ammonium originaire de Russie</i>	<p><u>Considérents 32, 34 et 35:</u> "[I]l [avait] ...°été vérifié si les coûts liés à la production et [à la] vente[] du produit considéré ont été raisonnablement reflétés dans les documents comptables des parties concernées.</p> <p>[Il a été établi] que le prix payé par Eurochem équivalait à un cinquième environ du prix à l'exportation du gaz naturel en provenance de Russie ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix intérieurs du gaz en Russie étaient des prix réglementés, nettement inférieurs aux prix du marché payés pour le gaz naturel aux États-Unis, au Canada, au Japon et dans l'Union européenne, par exemple.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, il a été considéré que les prix du gaz payés par NAK Azot ... ne pouvaient pas être utilisés pour calculer le coût de production du produit concerné conformément à la première phrase de l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base. Par conséquent, conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, ... les coûts supportés par NAK Azot pour la fourniture de gaz, ont dû être ajustés pour refléter les coûts liés à la production et à la vente du produit similaire ... [L]e prix a été établi sur la base du prix moyen du gaz russe vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque, net des frais de transport".¹³²</p>
237/2008 10 mars 2008 <i>Nitrate d'ammonium originaire d'Ukraine</i>	<p><u>Considérents 18, 19 et 26:</u> "Lors de l'évaluation du coût de production supporté par le requérant, il s'est avéré que les frais de gaz n'avaient pas été correctement repris dans les comptes du requérant.</p> <p>En ce qui concerne les frais de gaz, il a été découvert que l'Ukraine importait de Russie la plus grande partie du gaz consommé pour la production de [nitrate d'ammonium] ... [L]'ensemble des données disponibles montre que l'Ukraine importe du gaz naturel de Russie à des prix qui sont nettement inférieurs aux prix du marché payés sur des marchés déréglementés. L'enquête a montré que le prix du gaz naturel russe exporté vers la Communauté était environ deux fois plus élevé que le prix du gaz sur le marché intérieur ukrainien. Par conséquent, comme le prévoit l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les frais de gaz supportés par le requérant ont été corrigés sur la base de données tirées d'autres marchés représentatifs.</p> <p>Les prix corrigés du gaz ont été fondés sur le prix moyen du gaz russe vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), net des frais de transport".¹³³</p>
907/2007 23 juillet 2007 <i>Urée originaire de Russie</i>	<p><u>Considérents 31, 33 et 34:</u> "[I]l a été examiné, conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, si les coûts afférents à la production et à la vente du produit considéré étaient ou non raisonnablement pris en compte dans les registres comptables des parties concernées.</p> <p>[I]l a été établi ... que le tarif acquitté par les producteurs russes était anormalement bas ... représenta[nt] un cinquième du prix à l'exportation du gaz naturel en provenance de Russie et [qu'il] étai[t] également nettement plus faible[] que les prix payés par les producteurs communautaires ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix intérieurs du gaz en Russie sont des prix régulés, qui sont très inférieurs aux prix du marché payés sur les marchés du gaz naturel non régulés. Les coûts du gaz n'étant pas raisonnablement pris en compte dans les registres comptables des quatre sociétés, il y avait lieu de les ajuster, conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base.</p> <p>En l'absence de prix du gaz non faussés sur le marché intérieur russe et conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les prix du gaz ont dû être calculés sur "une autre base raisonnable, y compris au moyen d'informations provenant d'autres marchés représentatifs". Le prix ajusté a été établi à partir du prix moyen du gaz russe lorsque celui-ci est exporté à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), net de frais de transport".¹³⁴</p>

¹³² Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérants 32, 34 et 35.

¹³³ Règlement n° 237/2008 (pièce RUS-24), considérants 18, 19 et 26.

¹³⁴ Règlement n° 907/2007 (pièce RUS-32), considérants 31, 33 et 34.

Règlement n°	Constatations de la Commission européenne concernant le rejet des prix d'intrants consignés et les ajustements des coûts de production
240/2008 17 mars 2008 <i>Urée originaire d'Ukraine</i>	<u>Considérant 46:</u> "[I]l a été constaté ... que l'Ukraine importe de Russie la majorité du gaz servant à la production d'urée ... [T]outes les données disponibles indiquent que l'Ukraine importe du gaz naturel de Russie à des prix qui sont sensiblement inférieurs aux prix des marchés non réglementés du gaz naturel ... [L]e prix du gaz naturel russe exporté vers la Communauté était près de deux fois plus élevé que le prix du gaz sur le marché intérieur ukrainien. En conséquence, conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, les coûts du gaz supportés par la partie requérante ont été ajustés sur la base des informations provenant d'autres marchés représentatifs. Le prix ajusté a été établi à partir du prix moyen du gaz russe lorsque celui-ci est exporté à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), net de frais de transport." ¹³⁵
1256/2008 16 décembre 2008 <i>Certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié originaires de Russie</i>	<u>Considéranants 110 et 111:</u> "[I]l a été examiné si les prix du gaz payés par les producteurs-exportateurs reflétaient raisonnablement les coûts liés à la production et à la distribution du gaz. Il a été constaté que le prix du gaz payé par les producteurs-exportateurs sur le marché intérieur représentait environ un quart du prix à l'exportation du gaz naturel russe ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix du gaz sur le marché intérieur russe sont des prix réglementés, nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés non réglementés du gaz naturel. Par conséquent, étant donné que les coûts liés au gaz n'étaient pas valablement enregistrés dans les comptes, comme prévu à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, ces coûts ont dû être ajustés en conséquence. En l'absence de prix du gaz non faussés et suffisamment représentatifs sur le marché intérieur russe, il a été jugé approprié, conformément à l'article 2, paragraphe 5, de fonder l'ajustement sur des informations correspondant à d'autres marchés représentatifs. Le prix ajusté a été établi sur la base du prix moyen du gaz russe vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), ajusté afin de tenir compte des coûts de distribution locaux". ¹³⁶
2015/110 26 janvier 2015 <i>Certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié originaires de Russie</i>	<u>Considéranants 68 et 69:</u> "[I]l a été examiné si les prix du gaz payés par le ... producteur-exportateur ... reflétaient raisonnablement les coûts associés à la production et à la distribution du gaz. Il a été constaté que le prix du gaz payé par les producteurs-exportateurs sur le marché intérieur représentait environ 30% du prix à l'exportation du gaz naturel russe. ... [T]outes les données disponibles indiquent que les prix du gaz sur le marché intérieur russe sont des prix réglementés, qui sont nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe. Compte tenu du fait que les frais liés au gaz n'étaient pas raisonnablement reflétés dans les registres du producteur-exportateur, comme prévu à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, ces frais ont dû être ajustés en conséquence. En l'absence de prix du gaz non faussés et suffisamment représentatifs du marché intérieur russe, il a été jugé approprié, conformément à l'article 2, paragraphe 5, de fonder l'ajustement sur des informations relatives à d'autres marchés représentatifs. Le prix ajusté a été établi à partir du prix moyen du gaz russe lorsque celui-ci est vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), adapté afin de tenir compte des coûts de distribution locaux". ¹³⁷

¹³⁵ Règlement n° 240/2008 (pièce RUS-28), considérant 46. La Commission européenne a examiné l'application de la méthode d'ajustement des frais aux producteurs-exportateurs de Croatie et de Libye, à la lumière de "doutes importants quant au point de savoir si les documents comptables du producteur-exportateur reflétaient raisonnablement les coûts du gaz, qui [était] le principal intrant de la production d'urée". Elle a constaté que, dans les deux cas, le gaz avait été obtenu à des conditions particulières déterminées par le fait que le producteur-exportateur et le fournisseur de gaz étaient tous deux contrôlés majoritairement par l'État croate et l'État libyen, respectivement, et que les prix du gaz étaient "anormalement bas". Toutefois, étant donné que l'existence du dumping avait été constatée sans les ajustements, et à la lumière de ses constatations concernant la probabilité d'une réapparition du préjudice, la Commission européenne n'a pas jugé nécessaire de procéder aux ajustements même s'ils se justifiaient. (Règlement n° 240/2008 (pièce RUS-28), considérants 26 et 41)

¹³⁶ Règlement n° 1256/2008 (pièce RUS-18), considérants 110 et 111.

¹³⁷ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérants 68 et 69.

Règlement n°	Constatations de la Commission européenne concernant le rejet des prix d'intrants consignés et les ajustements des coûts de production
1194/2013 19 novembre 2013 <i>Biodiesel originaire de l'Argentine et de l'Indonésie</i>	<p>Argentine <u>Considérants 38 à 40:</u> "[L]es prix intérieurs de la principale matière première utilisée par les producteurs de biodiesel en Argentine sont artificiellement inférieurs aux prix internationaux en raison de la distorsion causée par le système argentin de taxe à l'exportation. Les coûts de la principale matière première ne sont donc pas raisonnablement reflétés dans les registres des producteurs argentins faisant l'objet de l'enquête au sens de l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base ...</p> <p>En conséquence, la Commission a décidé ... de ne pas prendre en considération les coûts réels du soja (principale matière première achetée et utilisée pour la production du biodiesel) tels qu'ils figurent dans les registres comptables des sociétés concernées et de les remplacer par le prix auquel ces sociétés auraient acheté le soja en l'absence de distorsion.</p> <p>La Commission a retenu, pour fixer le prix auquel les sociétés concernées auraient acheté le soja en l'absence de distorsion, la moyenne des prix de référence du soja publiés par le ministère argentin de l'agriculture pour export FAB Argentine pendant la période couverte par l'enquête".¹³⁸</p> <p>Indonésie <u>Considérants 66, 67 et 70:</u> "[L]e système [de taxe différentielle à l'exportation] en vigueur en Indonésie fauss[e] les coûts de production des producteurs de biodiesel de ce pays. Les registres comptables des producteurs indonésiens faisant l'objet de l'enquête ne reflètent donc pas raisonnablement les coûts relatifs à la production et à la vente du produit concerné.</p> <p>En conséquence, la Commission a décidé ... de ne pas prendre en considération les coûts réels de l'huile de palme brute (HPB), principale matière première achetée et utilisée pour la production du biodiesel, tels qu'ils figurent dans les registres comptables des sociétés concernées et de les remplacer par le prix auquel ces sociétés auraient acheté l'HPB en l'absence de distorsion.</p> <p>L'enquête a confirmé que le niveau des prix de l'HPB vendue sur le marché intérieur était nettement inférieur au prix de référence "international". La différence est très proche de la taxe à l'exportation appliquée à l'HPB ...</p> <p>Comme expliqué ci-dessus, ... [l]e coût de la principale matière première (HPB) figurant dans les livres comptables des sociétés concernées est remplacé, conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, par son prix de référence à l'exportation ... communiqué par les autorités indonésiennes et fondé sur les prix internationaux publiés (Rotterdam, Malaisie et Indonésie)".¹³⁹</p>

¹³⁸ Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérants 38 à 40.

¹³⁹ Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérants 66, 67 et 70. (note de bas de page omise)

Règlement n°	Constatations de la Commission européenne concernant le rejet des prix d'intrants consignés et les ajustements des coûts de production
2019/576 10 avril 2019 <i>Mélanges d'urée et de nitrate d'ammonium originaires de Russie</i>	<p>Considérants 49, 52, 53 et 59:</p> <p>"Le gaz naturel est la principale matière première du processus de fabrication des [mélanges d'urée et de nitrate d'ammonium] et représente une proportion significative (plus de 50%) du coût de production total. À la suite de l'argument avancé par le plaignant et des conclusions des précédentes enquêtes relatives aux engrais originaires de Russie, la Commission a examiné si les coûts du gaz naturel associés à la fabrication du produit concerné étaient raisonnablement reflétés dans les registres des producteurs-exportateurs russes, conformément à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base.</p> <p>L'enquête a établi que les prix du gaz naturel en Russie étaient réglementés par l'État par l'intermédiaire de lois fédérales et étaient fondés sur des objectifs stratégiques. Les prix du gaz naturel en Russie ne reflètent pas les conditions normales du marché. Dans des conditions de marché normales, les prix dépendent principalement des coûts de production et des perspectives de rentabilité. En revanche, en Russie, les prix fixés par l'État sont directement applicables à Gazprom, le fournisseur de gaz russe détenu par l'État. Gazprom est le plus important fournisseur de gaz du pays et, avec une part de marché de plus de 50%, détermine le niveau des prix. L'enquête a confirmé cette politique de fixation des prix, selon laquelle tous les autres fournisseurs de gaz vendent à de bas prix similaires. En outre, Gazprom est propriétaire des gazoducs au moyen desquels l'intégralité du gaz, y compris celui fourni par les producteurs indépendants, est transportée à des tarifs qui sont également réglementés.</p> <p>[C]omme lors des précédentes enquêtes relatives aux engrais originaires de Russie, la Commission [européenne] a ajusté le coût russe du gaz naturel en remplaçant le prix intérieur russe faussé par un prix de référence international non faussé (ci-après l'"ajustement du prix du gaz"). Comme prix de référence, la Commission a utilisé le prix dit "Waidhaus", qui est le prix du gaz russe exporté à la frontière entre l'Allemagne et la République tchèque. Le prix a été dûment ajusté au niveau départ usine des producteurs russes".¹⁴⁰</p>

7.46. Comme il est mentionné plus haut, l'Union européenne met en doute la force probante des déterminations antidumping présentées par la Russie, en faisant valoir que ces déterminations sont des cas d'application des premier et deuxième alinéas de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base.¹⁴¹ À son avis, ces déterminations ne démontrent pas l'existence et la teneur précise d'une méthode alléguée¹⁴², car une mesure "telle qu'appliquée" est une mesure dans le cadre de laquelle les diverses dispositions sont appliquées aux faits étendus et complexes d'une affaire particulière. Selon elle, les déterminations antidumping sont simplement des cas particuliers dans lesquels l'autorité chargée de l'enquête a suivi "une voie particulière" dans le cadre de l'arbre décisionnel complexe prévu par la législation et établi une détermination particulière.¹⁴³

7.47. Nous n'estimons pas que les déterminations antidumping citées par la Russie ne sont pas pertinentes pour établir la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais. À notre avis, ces déterminations démontrent l'approche spécifique de la Commission européenne et l'application systématique des premier et deuxième alinéas de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, lorsque celle-ci est confrontée à l'ensemble spécifique de circonstances décrit par la Russie, c'est-à-dire des éléments de preuve indiquant que les prix intérieurs de l'intrant pertinent sont notablement bas par rapport aux prix d'autres marchés, qu'ils sont réglementés par les pouvoirs publics du pays d'origine, ou affectés par d'autres mesures des pouvoirs publics. Nous considérons que ces éléments de preuve reflètent les caractéristiques essentielles de la méthode d'ajustement des frais, à la lumière de la description et des explications données par la Russie.

7.2.2.3.2 Imputation à l'Union européenne

7.48. S'agissant de la question de savoir si la mesure alléguée est imputable à l'Union européenne, il n'est pas contesté que les actes qui, selon les allégations, font partie de cette mesure sont

¹⁴⁰ Règlement n° 2019/576 (pièce RUS-167), considérants 49, 52, 53 et 59 (note de bas de page omise). La détermination définitive a confirmé l'ajustement des frais. La Commission européenne a considéré qu'il existait "certains faits indiscutables qui fond[aient] ... à conclure que le marché du gaz naturel en Russie fai[sait] l'objet de distorsion". (Règlement n° 2019/1688 (pièce RUS-166), considérants 33 à 41)

¹⁴¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 101.

¹⁴² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 37.

¹⁴³ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 35.

accomplis par la Commission européenne, qui est un organe de l'Union européenne. Par conséquent, la méthode d'ajustement des frais alléguée est imputable à l'Union européenne.

7.2.2.3.3 Application de manière générale et prospective

7.49. Nous passons maintenant à la question de savoir si la méthode d'ajustement des frais constitue une mesure "appliquée de manière générale et prospective". Comme il a déjà été indiqué, une mesure est "appliquée de manière générale" dans la mesure où elle affecte un nombre indéterminé d'agents économiques¹⁴⁴ et non des agents économiques spécifiés dans cette règle ou norme.¹⁴⁵ Une mesure est "appliquée de manière prospective" dans la mesure où elle sera appliquée à l'avenir.¹⁴⁶

7.50. Les parties sont en désaccord sur le critère juridique que le Groupe spécial devrait appliquer pour évaluer la prétendue "application de manière générale et prospective" de la méthode d'ajustement des frais. L'Union européenne affirme que le Groupe spécial devrait appliquer le critère juridique énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*.¹⁴⁷ Ainsi, selon elle, afin de prouver que la méthode d'ajustement des frais est "appliquée de manière générale et prospective", la Russie doit fournir des éléments de preuve qui vont au-delà de la simple présentation d'une "série d'affaires".¹⁴⁸ À cet égard, l'Union européenne indique que l'allégation de la Russie doit être jugée sans fondement car celle-ci n'a pas pu identifier "une quelconque loi, réglementation, orientation administrative ou une quelconque autre chose du même type qui obligerait la Commission européenne à procéder à une évaluation particulière [selon les modalités de la méthode d'ajustement des frais] à l'avenir".¹⁴⁹

7.51. La Russie répond que l'Union européenne ne reconnaît pas les différences entre la méthode de la réduction à zéro en cause dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et la méthode d'ajustement des frais. La Russie fait valoir que, contrairement à la méthode de la réduction à zéro, la méthode d'ajustement des frais n'est pas un code de programme informatique inséré dans "chaque mesure antidumping particulière [qui] fonctionn[e] de manière entièrement mécanique et mathématique".¹⁵⁰ Selon la Russie, la méthode d'ajustement des frais est utilisée par la Commission européenne dans un ensemble spécifique de circonstances.¹⁵¹ Par conséquent, pour la Russie, le critère juridique énoncé dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* n'est pas applicable à la méthode d'ajustement des frais.

7.52. Nous notons que, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, l'Organe d'appel est convenu avec le Groupe spécial que la méthode de la réduction à zéro équivalait à une "règle ou norme" "appliquée de manière générale et prospective". L'Organe d'appel a noté que le Groupe spécial s'était appuyé sur des éléments de preuve consistant en "beaucoup plus qu'une série d'affaires, ou une action répétée".¹⁵² Ces éléments de preuve comprenaient le fait que la méthode de la réduction à zéro était une "constante" du programme informatique utilisé pour exécuter les calculs des marges, qu'elle avait été appliquée "invariablement" pendant une longue période, que des cas de non-application n'avaient pas été identifiés, que le Membre maintenant la mesure (les États-Unis) n'avait pas contesté que la méthode de réduction à zéro reflétait une "politique délibérée"

¹⁴⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphes 5.130 et 5.147.

¹⁴⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphes 5.130 et 5.147.

¹⁴⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.132 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 172 et 187; et *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 82).

¹⁴⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 198.

¹⁴⁸ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 16.

¹⁴⁹ Union européenne, réponse à la question n° 70 du Groupe spécial, paragraphe 7. (italique omis)

¹⁵⁰ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 57 (faisant référence à Union européenne, première communication écrite, paragraphe 87).

¹⁵¹ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 61.

¹⁵² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 204.

et que certaines dispositions d'un document de l'USDOC (le Manuel antidumping) confirmait "le caractère "type" des ... [p]rocédures de réduction à zéro".¹⁵³

7.53. Les éléments pris en compte dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* pour établir l'existence de la méthode de la réduction à zéro fournissent des indications utiles pour notre analyse de la méthode d'ajustement des frais, étant donné que la Russie a défini la mesure contestée de la même façon: une méthode "appliquée de manière générale et prospective".¹⁵⁴ Cependant, nous ne considérons pas que l'Organe d'appel a laissé entendre qu'un plaignant devait toujours montrer l'existence de tous ces éléments pour démontrer avec succès qu'une mesure était "appliquée de manière générale et prospective". Par exemple, en établissant que la méthode de la réduction à zéro était une "règle ou norme" "appliquée de manière générale et prospective" dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel se sont appuyés sur le fait que les États-Unis "n'[avaient] pas contesté ... que la méthode de réduction à zéro de l'USDOC refl[était] une politique délibérée".¹⁵⁵ À cet égard, nous rappelons que l'analyse du point de savoir si une mesure est "appliquée de manière générale et prospective" peut varier d'une affaire à l'autre et que les facteurs qui peuvent être pertinents pour cette évaluation dépendraient des faits particuliers de l'affaire.¹⁵⁶

7.54. Passant à notre analyse de la méthode d'ajustement des frais, nous considérons que les déterminations antidumping de la Commission européenne présentées par la Russie montrent que la Commission a invariablement adopté la même conduite pendant une période qui couvrirait plus de 15 ans, dans des procédures antidumping visant un large éventail de produits originaires de divers Membres de l'OMC. Nous notons que l'Union européenne n'a présenté aucun élément de preuve concernant une quelconque détermination antidumping de la Commission européenne dans laquelle, pour le calcul des coûts de production, les prix d'intrants n'étaient pas rejetés et remplacés par un point de repère externe dans les circonstances décrites par la Russie. Nous notons également que les sociétés spécifiques qui ont été assujetties à la méthode d'ajustement des frais variaient considérablement.¹⁵⁷ À notre avis, cela donne à penser que cette méthode est une mesure d'"application générale" car elle affecte un nombre indéterminé d'agents économiques. La méthode d'ajustement des frais ne concerne pas des agents économiques spécifiés d'un Membre spécifique de l'OMC, en ce sens que les sociétés qui seront assujetties à la méthode d'ajustement des frais peuvent être identifiées indépendamment de toute application spécifique de cette norme.

7.55. Pour ce qui est de la prétendue "application prospective" de la méthode d'ajustement des frais, nous partageons l'avis de l'Organe d'appel selon lequel, pour démontrer l'application prospective, un plaignant n'est pas tenu de montrer avec "certitude" qu'une mesure donnée sera appliquée dans des situations futures.¹⁵⁸ Selon l'Organe d'appel, dans les cas où l'application prospective ne ressort pas suffisamment clairement des éléments constitutifs de la mesure, elle peut être démontrée par un certain nombre de facteurs:

L'existence d'une politique sous-jacente, qui est mise en œuvre par la règle ou norme, est un élément pertinent pour établir le caractère prospectif de cette règle ou norme. En outre, plus la répétition de la conduite est fréquente, constante et prolongée, plus la conduite sera probante pour révéler, avec d'autres facteurs, cette politique sous-jacente. À cet égard, l'Organe d'appel a expliqué que les éléments de preuve pertinents pouvaient comprendre la preuve d'une application systématique de la règle

¹⁵³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 199 à 204.

¹⁵⁴ Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.107.

¹⁵⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 199.

¹⁵⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.133.

¹⁵⁷ Voir, par exemple, le Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19), considérant 11 et article premier; le Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34), considérant 15 et article premier; le Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), considérants 2 et 6, et article premier; le Règlement n° 1269/2012 (pièce RUS-22), considérants 1 et 4, et article premier; le Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20), considérants 14 et 21, et article premier; le Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35), considérant 3; le Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), considérants 3 et 9, et article premier; le Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17), considérant 3; le Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérants 3 et 23, et article 2; le Règlement n° 237/2008 (pièce RUS-24), considérant 5; le Règlement n° 240/2008 (pièce RUS-28), considérant 17; le Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 12 et article 2; et le Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), article 2.

¹⁵⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.132.

ou norme contestée. Lorsqu'ils peuvent être déterminés, la conception, les principes de base et la structure de la règle ou norme peuvent aussi être pertinents pour identifier la politique sous-jacente et le caractère prospectif de cette règle ou norme. De plus, la mesure dans laquelle une règle ou norme particulière fournit des orientations administratives pour une conduite future et les attentes créées parmi les agents économiques quant au fait qu'elle sera appliquée à l'avenir, sont également pertinentes pour établir le caractère prospectif de cette règle ou norme.¹⁵⁹

7.56. Comme nous l'avons déjà indiqué, il ressort des éléments de preuve présentés par la Russie que la méthode d'ajustement des frais a été appliquée pour la première fois en 2005, et à plusieurs reprises en 2006, 2007, 2008, 2009, 2012, 2013, 2015 et 2019. En février 2013, le Tribunal de l'Union européenne a examiné si les ajustements des frais appliqués par la Commission européenne dans quatre procédures antidumping achevées en 2006, 2008 et 2009, concernant les importations de nitrate d'ammonium et de solutions d'urée et de nitrate d'ammonium en provenance de Russie¹⁶⁰, étaient compatibles avec l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Ces affaires – T 235/08 ("Acron I")¹⁶¹, T 118/10 ("Acron II")¹⁶², T 459/08¹⁶³ et T 84/07¹⁶⁴ – ont été publiées à la même date, traitent d'allégations semblables et comportent dans une large mesure le même raisonnement. Dans ces arrêts, le Tribunal de l'Union européenne a été d'avis que la Commission européenne avait "pu conclure à bon droit", conformément à l'article 2.5, "que l'un des éléments des registres des requérantes ne pouvait être considéré comme raisonnable" et qu'il convenait, par conséquent, "de procéder à son ajustement, en recourant à d'autres sources émanant de marchés qu'elles considéraient comme plus représentatifs".¹⁶⁵ Dans chacune des quatre affaires, le Tribunal a conclu, en des termes semblables, que "[l]e prix du gaz en Russie étant réglementé, il y [avait] effectivement lieu de considérer que le coût de production du produit concerné était affecté par une distorsion du marché intérieur russe en ce qui concerne le prix du gaz, ce prix ne résultant pas des forces du marché."¹⁶⁶

7.57. Dans la détermination définitive rendue en novembre 2013 dans le cadre de l'enquête antidumping concernant les importations de biodiesel en provenance d'Argentine et d'Indonésie¹⁶⁷, citant l'affaire Acron I, la Commission européenne s'est appuyée sur les conclusions du Tribunal de l'Union européenne pour étayer sa décision de ne pas tenir compte des coûts des principales matières premières figurant dans les registres comptables des producteurs-exportateurs argentins et indonésiens, et de remplacer chacun de ces coûts par un prix de référence. La Commission européenne a rejeté les allégations formulées par les producteurs-exportateurs argentins et indonésiens concernant les ajustements apportés à leurs coûts de production, dans les termes suivants:

[L]e Tribunal a posé dans l'affaire Acron [I] le principe de droit qui veut que les registres comptables ne soient pas pris comme base pour le calcul de la valeur normale si les frais liés à la production d'un produit faisant l'objet d'une enquête ne sont pas raisonnablement reflétés dans ces registres et que ces frais puissent être remplacés par des coûts reflétant un prix résultant des forces du marché, conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base. Le fait que l'affaire Acron [I] porte sur des prix régulés par l'État ne peut cependant être interprété comme signifiant que la Commission n'est pas en droit d'appliquer l'article 2, paragraphe 5, à

¹⁵⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.132 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 187). (notes de bas de page omises)

¹⁶⁰ Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17); Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33), Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15); et Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20).

¹⁶¹ Affaire T 235/08 (pièce RUS-12).

¹⁶² Affaire T 118/10 (pièce RUS-29).

¹⁶³ Affaire T 459/08 (pièce RUS-14).

¹⁶⁴ Affaire T 84/07 (pièce RUS-13).

¹⁶⁵ Voir, par exemple, l'affaire T 235/08 (pièce RUS-12), paragraphe 46.

¹⁶⁶ Affaire T 235/08 (pièce RUS-12), paragraphe 44; affaire T 118/10 (pièce RUS-29), paragraphe 51; affaire T 459/08 (pièce RUS-14), paragraphe 65; et affaire T 84/07 (pièce RUS-13), paragraphe 58.

¹⁶⁷ Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23).

d'autres formes d'intervention étatique faussant, directement ou indirectement, un marché précis en abaissant les prix à un niveau artificiellement bas.¹⁶⁸

7.58. Dans des déterminations récentes, la Commission européenne a invoqué les arrêts susmentionnés du Tribunal de l'Union européenne à l'appui des "ajustements" apportés aux coûts de production. En particulier, la Russie présente deux déterminations antidumping rendues par la Commission européenne en 2019 concernant les déterminations provisoires¹⁶⁹ et définitives¹⁷⁰ dans l'enquête initiale portant sur des importations de mélanges d'urée et de nitrate d'ammonium originaires, entre autres, de Russie (Règlements n° 2019/576 et 2019/1688).¹⁷¹

7.59. Dans la détermination provisoire, après avoir constaté que les prix du gaz naturel en Russie étaient réglementés par l'État par l'intermédiaire de lois fédérales et étaient fondés sur des objectifs stratégiques, la Commission européenne a rejeté les allégations formulées par les producteurs-exportateurs russes et a considéré que l'"ajustement du prix du gaz était justifié au titre de l'article 2, paragraphe 5, du règlement [antidumping] de base tel que confirmé par la Cour de justice".¹⁷² Ce faisant, elle a fait référence aux affaires T 84/07 et T 118/10 qui, comme nous l'avons déjà indiqué, montrent la validation de la méthode d'ajustement des frais par les tribunaux de l'UE. Dans la détermination finale, en choisissant le point de référence à utiliser pour l'ajustement du prix gaz, la Commission européenne a considéré que le prix dit "Waidhaus", c'est-à-dire le prix du gaz russe exporté à la frontière entre l'Allemagne et la République tchèque, était un point de référence approprié. La Commission européenne s'est appuyée, entre autres choses, sur le fait que "[l'utilisation de ce prix] comme référence a été confirmée par les arrêts respectifs de la Cour de justice".¹⁷³

7.60. Nous prenons note de l'allégation de la Russie, fondée sur les termes employés dans la détermination définitive dans le cadre de l'enquête antidumping concernant les importations de biodiesel en provenance d'Argentine et d'Indonésie, selon laquelle la Commission européenne applique la méthode d'ajustement des frais en tant que "principe de droit" reconnu par le Tribunal de l'Union européenne.¹⁷⁴ Selon la Russie, ce "principe de droit" est considéré et accepté par la Commission européenne "comme une orientation judiciaire et administrative" dans la conduite des procédures antidumping.¹⁷⁵ L'Union européenne soutient que, selon le droit interne de l'UE, l'affirmation de la Russie selon laquelle un "principe de droit" sous-tend l'application de la méthode

¹⁶⁸ Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23), considérant 72. Voir aussi *ibid.*, le considérant 42.

¹⁶⁹ Règlement n° 2019/576 (pièce RUS-167).

¹⁷⁰ Règlement n° 2019/1688 (pièce RUS-166).

¹⁷¹ Nous notons que, dans l'une de ses dernières communications au Groupe spécial, l'Union européenne s'est opposée à la "tentative [de la Russie] d'introduire [les Règlements n° 2019/1688 et 2019/576] dans la présente procédure" au motif qu'ils "n'entraient pas dans le champ" du différend (Union européenne, observations sur la réponse de la Russie à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 33). Nous rejetons cette objection. Premièrement, la Russie a présenté les Règlements n° 2019/1688 et 2019/576, et examiné ces éléments de preuve pour la première fois, dans sa deuxième communication écrite au Groupe spécial, en réponse à l'argument de l'Union européenne selon lequel les éléments de preuve versés au dossier ne démontraient pas l'existence de la méthode d'ajustement des frais (Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 459 et 460). Nous considérons que bien qu'il existe des limites temporelles en ce qui concerne les mesures qui peuvent entrer dans le champ d'un différend, ces limites ne s'appliquent pas de la même façon aux éléments de preuve. À cet égard, nous souscrivons à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières* selon laquelle "[l]es éléments de preuve qui viennent étayer une allégation contestant des mesures qui relèvent du mandat d'un groupe spécial peuvent être antérieurs ou postérieurs à l'établissement du groupe spécial". Il n'est donc "pas interdit à un groupe spécial d'apprécier un élément de preuve simplement parce que celui-ci est antérieur ou postérieur à son établissement". (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 188) Par conséquent, nous jugeons approprié de tenir compte des Règlements n° 2019/1688 et 2019/576 dans notre analyse de l'existence d'une méthode d'ajustement des frais. Deuxièmement, nous notons que l'Union européenne n'allègue pas que ces règlements ont été déposés tardivement dans la procédure. En tout état de cause, nous considérons que la Russie a présenté les Règlements n° 2019/1688 et 2019/576 à un moment de la procédure qui était conforme à nos procédures de travail (voir les procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 5) et que l'Union européenne a eu l'occasion de présenter ses vues sur ces éléments de preuve au cours de la procédure.

¹⁷² Règlement n° 2019/576 (pièce RUS-167), paragraphes 58 et note de bas de page 12.

¹⁷³ Règlement n° 2019/1688 (pièce RUS-166), paragraphe 41 et note de bas de page 9 (faisant référence à l'affaire T 84/07 (pièce RUS-13) et à l'affaire T 118/10 (pièce RUS-29)). Voir aussi le Règlement n° 2019/576 (pièce RUS-167), paragraphe 55 d) et note de bas de page 9.

¹⁷⁴ Russie, réponses aux questions du Groupe spécial n° 19, paragraphe 66, et n° 25, paragraphe 94.

¹⁷⁵ Russie, réponse à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphe 63.

d'ajustement des frais est "incompréhensible, erronée et non étayée par de quelconques éléments de preuve".¹⁷⁶

7.61. Nous considérons que, indépendamment du point de savoir si, dans le cadre juridique de l'Union européenne, la référence de la Commission européenne à un "principe de droit" a une quelconque valeur juridique contraignante, il n'en reste pas moins que la Commission, l'autorité chargée d'administrer les procédures antidumping, considère que l'application de l'ajustement des frais est approuvée par le Tribunal de l'Union européenne et, sur la base de cette approbation, applique l'ajustement des frais lorsqu'elle est confrontée aux circonstances décrites par la Russie. De plus, la référence de la Commission européenne à un "principe de droit" "établi" par le Tribunal nous donne à penser que la Commission considère que l'interprétation donnée par le Tribunal de l'UE de l'article 2.5 est déterminante et doit être suivie dans les affaires futures. À notre avis, la référence, dans les déterminations citées par la Russie, aux décisions du Tribunal de l'Union européenne est pertinente dans la mesure où elles révèlent l'invocation prospective de la mesure, ce qui donne à penser que la Commission européenne adopterait probablement la même conduite dans le futur. De plus, s'agissant de l'affirmation de la Russie selon laquelle, en appliquant la méthode d'ajustement des frais, la Commission européenne "augmente nettement" le coût de production et la marge de dumping qui en résulte dans les procédures antidumping¹⁷⁷, nous notons que la Russie étaye cette affirmation avec deux cas d'application de cette mesure.¹⁷⁸ Même si ces éléments de preuve ne nous permettent pas de conclure que la méthode d'ajustement des frais, en tant que mesure appliquée de manière générale et prospective, aurait nécessairement cet effet dans tous les cas où elle est appliquée, nous admettons que, logiquement, il s'ensuivrait que l'application de l'ajustement des frais peut entraîner une augmentation du coût de production et de la marge de dumping qui en résulte, dans certaines circonstances. Toutefois, il n'y a aucun élément de preuve dans le dossier qui donne à penser que la méthode d'ajustement des frais a été élaborée par l'Union européenne en tant que "politique délibérée" afin de supprimer les "distorsions" ou d'augmenter le coût de production et la marge de dumping qui en résulte pour les producteurs faisant l'objet de l'enquête, comme la Russie le fait valoir.

7.62. À la lumière de notre examen des éléments de preuve présentés par la Russie, nous sommes d'avis que la méthode d'ajustement des frais est "appliquée de manière prospective". Nous fondons cette conclusion sur les facteurs suivants: i) la méthode a été appliquée constamment et systématiquement pendant une longue période; ii) elle a été approuvée par le Tribunal de l'Union européenne; et iii) la Commission européenne s'est appuyée sur cette approbation en tant que "principe de droit" pour continuer d'appliquer la méthode jusqu'en 2019 au moins.

7.63. Enfin, notre conclusion selon laquelle la méthode d'ajustement des frais est appliquée de manière prospective est également fondée sur le fait que l'Union européenne n'a pas pu identifier un quelconque cas de non-application. En réponse à une question du Groupe spécial sur le point de savoir s'il y a eu des cas dans lesquels la méthode contestée n'a pas été appliquée dans l'ensemble spécifique de circonstances décrit par la Russie, l'Union européenne a déclaré que "[s]'il exist[ait] des distorsions vérifiées des prix d'intrants, la Commission européenne aurait le droit de recourir à une variable de substitution appropriée pour établir le coût de production non faussé dans le pays d'origine".¹⁷⁹ À notre avis, cette déclaration donne à penser que la méthode d'ajustement des frais, telle qu'elle est décrite par la Russie, est susceptible d'être appliquée dans le futur.

¹⁷⁶ Union européenne, réponse à la question n° 24 du Groupe spécial, paragraphe 69.

¹⁷⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 379 à 386.

¹⁷⁸ Premièrement, la Russie fait référence au réexamen à l'expiration concernant les importations d'urée en provenance, entre autres, de Croatie, de Lybie et d'Ukraine. Dans la présente procédure, la Commission européenne s'est abstenue de faire un ajustement pour les frais du gaz en provenance de Croatie et de Lybie, mais a noté que l'ajustement "accroîtrait sensiblement la marge de dumping". (Règlement n° 240/2008 (pièce RUS-28), considérants 26 et 41) Deuxièmement, la Russie fait référence à l'affirmation du Groupe spécial UE – *Biodiesel (Argentine)* selon laquelle le remplacement par la Commission européenne dans l'enquête correspondante des frais réels par un prix uniforme pour les fèves de soja de tous les producteurs "a nettement fait augmenter les coûts de production pour chacun des producteurs argentins". (Rapport du Groupe spécial UE – *Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.182)

¹⁷⁹ Union européenne, réponse à la question n° 69 du Groupe spécial, paragraphes 4 et 5.

7.2.2.3.4 Conclusion

7.64. Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que la Russie a établi l'existence de la méthode d'ajustement des frais en tant que mesure "appliquée de manière générale et prospective" imputable à l'Union européenne.

7.65. Avant de passer à la compatibilité de la méthode d'ajustement des frais avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping, nous jugeons utile de mentionner que notre conclusion selon laquelle la mesure contestée existe résulte de notre évaluation globale de tous les arguments et éléments de preuve présentés par la Russie, ainsi que des réponses et éléments de preuve fournis par l'Union européenne, conformément aux considérations exposées dans les paragraphes précédents. À cet égard, nous notons que la Russie a présenté des arguments et des éléments de preuve additionnels pour démontrer la teneur précise et l'application générale et prospective de la méthode d'ajustement des frais, comme i) le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base, lu à la lumière du considérant 3 du Règlement n° 1972/2002; ii) des avis exprimés par des experts juridiques; et iii) l'article 2.6*bis* du Règlement antidumping de base introduit par le Règlement n° 2017/2321, l'article 7.2*bis* du Règlement antidumping de base introduit par le Règlement n° 2018/825, les considérants 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321 et le considérant 8 du Règlement n° 2018/825. Après avoir examiné ces arguments et éléments de preuve qui nous ont été présentés, nous concluons qu'ils n'étaient pas suffisamment les allégations de la Russie concernant l'existence de la méthode d'ajustement des frais.¹⁸⁰

7.66. S'agissant des Règlements n° 2017/2321 et 2018/825, nous rappelons que la Russie nous a demandé de constater que les mesures ci-après relevaient de notre mandat: article 2.6*bis*, introduit par le Règlement n° 2017/2321; article 7.2*bis*, introduit par le Règlement n° 2018/825; considérants 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321; et considérant 8 du Règlement n° 2018/825. Nous répondons à la demande de la Russie dans la sous-section suivante.

7.2.3 Demande de la Russie concernant les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825

7.67. La Russie note que, après l'établissement du Groupe spécial en décembre 2016, l'Union européenne a adopté les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825, qui ont modifié le Règlement antidumping de base, en introduisant, respectivement, les articles 2.6*bis* et 7.2*bis* dans le Règlement antidumping de base. Elle estime que ces dispositions, ainsi que les considérants connexes 3, 5 et

¹⁸⁰ Par exemple, nous n'interprétons pas le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base et le considérant 3 du Règlement n° 1972/2002, pris séparément ou conjointement, comme offrant des éléments qui établissent l'existence, ou la teneur précise, d'une méthode conformément à laquelle la Commission européenne ajuste les prix intérieurs d'intrants de la manière décrite par la Russie. Le deuxième alinéa de l'article 2.3 et le considérant 3 du Règlement n° 1972/2002 clarifient quelles circonstances pouvaient être considérées par les autorités chargées de l'enquête comme constituant une "situation particulière du marché", qui ne concerne pas le calcul des coûts.

S'agissant des avis exprimés par des experts juridiques, la Russie fait référence à un article publié dans une revue juridique et à des extraits d'ouvrage. Ces écrits théoriques établissent un lien entre l'introduction du deuxième alinéa de l'article 2.3 et le deuxième alinéa de l'article 2.5 en 2002 et l'octroi, par l'Union européenne, du statut d'économie de marché à la Fédération de Russie la même année. Dans ces publications, les auteurs expriment une opinion personnelle selon laquelle, en vertu de ces modifications, l'Union européenne a étendu les techniques applicables aux économies autres que de marché aux économies de marché également. Bien que ces auteurs considèrent que ces dispositions du Règlement antidumping de base pourraient être appliquées d'une manière qui entraîne le rejet des frais intérieurs et l'utilisation des frais d'autres marchés, les publications ne font pas référence à une méthode d'ajustement des frais, et ne décrivent ou n'expliquent pas non plus comment cette méthode est appliquée par la Commission européenne. En fait, comme elles ont été publiées en 2002 et 2004, les publications sont antérieures à l'application de la méthode d'ajustement des frais.

De plus, nous ne considérons pas que les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825, ou que les éléments de preuve se rapportant à la promulgation de ces règlements présentés par la Russie, étayaient les allégations de celle-ci concernant l'existence de la méthode d'ajustement des frais. Les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 ne concernent pas l'examen du point de savoir si les documents comptables des sociétés visées par l'enquête "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré", conformément à l'article 2.5 du Règlement antidumping de base.

7 du Règlement n° 2017/2321 et le considérant connexe 8 du Règlement n° 2018/825, "confirment" et "clarifient" certains aspects de la méthode d'ajustement des frais.¹⁸¹

7.68. La Russie affirme que les nouvelles dispositions du Règlement antidumping de base introduites par les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 prévoient une nouvelle méthode pour calculer les coûts de production dans les procédures antidumping, et que cette nouvelle méthode a "une teneur et des effets semblables" à ceux de la méthode d'ajustement des frais.¹⁸² Selon elle, tout comme la méthode d'ajustement des frais, les articles 2.6*bis* et 7.2*bis* traitent de l'existence de "distorsions" causées par la réglementation par les pouvoirs publics qui affecte le prix de "matières premières". Faisant valoir que ces dispositions clarifient le niveau de "distorsions" qui déclenche le rejet de frais d'intrants correctement consignés et leur remplacement par des prix d'intrants "non faussés"¹⁸³, la Russie affirme que les articles 2.6*bis* et 7.2*bis* constituent le dernier "développement évolutif" du fondement juridique de l'application de la méthode d'ajustement des frais.¹⁸⁴

7.69. La Russie considère que les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 représentent des éléments de preuve ayant un "poids considérable"¹⁸⁵ pour l'examen par le Groupe spécial de l'existence de la méthode d'ajustement des frais.¹⁸⁶ Mais elle demande également au Groupe spécial de formuler des constatations sur la compatibilité avec les règles de l'OMC des articles 2.6*bis* et 7.2*bis* du Règlement antidumping de base, étant donné que ces dispositions et la méthode d'ajustement des frais ne "s'excluent pas mutuellement". En fait, selon elle, il y a un "lien clair" entre les deux ensembles de mesures, et ces mesures se complètent et peuvent être appliquées, individuellement ou conjointement, dans de futures procédures antidumping pour traiter de prétendues "distorsions" dans les coûts de production.¹⁸⁷

7.70. Pour ces raisons, la Russie nous demande de constater que l'article 2.6*bis* du Règlement antidumping de base introduit par le Règlement n° 2017/2321, l'article 7.2*bis* du Règlement antidumping de base introduit par le Règlement n° 2018/825, ainsi que les considérants connexes 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321 et le considérant connexe 8 du Règlement n° 2018/825, sont incompatibles avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.¹⁸⁸ Selon elle, sans ces constatations, le différend ne serait pas entièrement réglé, car ces nouvelles dispositions du Règlement antidumping de base continueraient de fournir le fondement juridique de déterminations et d'actions semblables de la Commission européenne, comme dans le cadre de la méthode d'ajustement des frais.¹⁸⁹

7.71. L'Union européenne soutient que ni les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 ni aucune disposition de ces règlements ne relèvent du mandat du Groupe spécial car, au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial, les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 n'existaient pas et il n'y a aucune référence à ces règlements dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Russie. Par conséquent, pour l'Union européenne, la compatibilité avec les règles de l'OMC des Règlements n° 2017/2321 et 2018/825, ou de toute disposition de ces règlements, n'est pas une question qui relève du mandat du Groupe spécial.¹⁹⁰

¹⁸¹ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 84; réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 96; et deuxième communication écrite, paragraphe 622.

¹⁸² Russie, réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 51.

¹⁸³ Russie, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 96.

¹⁸⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 303; et deuxième communication écrite, paragraphe 627.

¹⁸⁵ Russie, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 91.

¹⁸⁶ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 617.

¹⁸⁷ Russie, réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 58; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 86; et réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 91.

¹⁸⁸ Russie, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphes 91 et 92.

¹⁸⁹ Russie, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 101; deuxième communication écrite, paragraphe 652; et réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, paragraphe 39.

¹⁹⁰ Union européenne, réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, paragraphe 73. De plus, l'Union européenne estime que l'existence et la teneur précise de la mesure en cause alléguée doivent être évaluées à la date à laquelle le Groupe spécial a été établi. Comme les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 ont été adoptés des années plus tard, ils n'ont aucune pertinence pour l'analyse que le Groupe spécial est appelé à effectuer.

7.72. L'article 6:2 du Mémoire d'accord dispose qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial "indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". La compatibilité avec l'article 6:2 doit être déterminée sur la base d'un examen objectif de la demande dans son ensemble, telle qu'elle existait au moment du dépôt et en se fondant sur le libellé qui y est utilisé¹⁹¹, à savoir, "par le texte" de la demande d'établissement d'un groupe spécial.¹⁹² L'expression "mesures spécifiques en cause" figurant à l'article 6:2 donne à penser qu'en règle générale, les mesures incluses dans le mandat d'un groupe spécial doivent être des mesures qui existent au moment de l'établissement du groupe spécial.¹⁹³

7.73. La section I.D de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Russie contient une allégation au titre de l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping concernant la méthode d'ajustement des frais, telle que décrite par la Russie.¹⁹⁴ Les articles 2.6*bis* et 7.2*bis* du Règlement antidumping de base introduits par les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825, respectivement, et les considérants 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321 ainsi que le considérant 8 du Règlement n° 2018/825, ne sont pas inclus dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Russie.

7.74. La Russie fait valoir que, bien que cela ne soit pas explicitement mentionné, les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont suffisamment larges pour inclure dans le mandat du Groupe spécial les articles 2.6*bis* et 7.2*bis* du Règlement antidumping de base introduits par les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825, respectivement, et les considérants 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321 et le considérant 8 du Règlement n° 2018/825. Elle fait référence à la section IV de sa demande d'établissement d'un groupe spécial¹⁹⁵, qui dispose que la demande couvre toutes "modifications, mesures de remplacement, prorogations, mesures connexes et mesures d'application, et tout acte des autorités de l'Union européenne qui affecterait les mesures en cause".¹⁹⁶

7.75. Nous notons que des membres de phrase de la nature de celui qui figure dans la section IV de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Russie ont été interprétés comme autorisant un groupe spécial à considérer comme relevant de son mandat des mesures adoptées après qu'il a été établi.¹⁹⁷ Il s'agit ici d'éviter que les prescriptions procédurales du système de règlement des différends de l'OMC n'aboutissent à une situation dans laquelle des mesures ultérieures qui sont essentiellement les mêmes que des mesures relevant du mandat d'un groupe spécial puissent échapper complètement à l'examen.¹⁹⁸ Toutefois, pour constater qu'une mesure non incluse dans une demande d'établissement d'un groupe spécial relève néanmoins du mandat d'un groupe spécial, même si elle est ultérieure, un groupe spécial doit examiner si la nouvelle mesure et la mesure initiale ont la même essence.¹⁹⁹ Une mesure adoptée après l'établissement du groupe spécial qui "modifie l'essence" de la mesure initiale ou qui "[a des] conséquences juridiques trop différentes de celles de[] [la] mesure[] initiale[]" ne relèverait pas de la compétence d'un groupe spécial.²⁰⁰

7.76. Après avoir soigneusement examiné les arguments et éléments de preuve de la Russie en ce qui concerne l'ensemble de mesures adopté après l'établissement du groupe spécial, ainsi que la description et la qualification par la Russie de la méthode d'ajustement des frais, nous sommes d'avis que les articles 2.6*bis* et 7.2*bis* du Règlement antidumping de base introduits par les

¹⁹¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 641 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127; *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 164 et 169; *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 161; et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 108).

¹⁹² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 161 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127).

¹⁹³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 156.

¹⁹⁴ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 3.

¹⁹⁵ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 84 à 88.

¹⁹⁶ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 7 et 8.

¹⁹⁷ Rapports du Groupe spécial *Chine – Matières premières*, paragraphe 7.12.

¹⁹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 139 et 144; et rapports du Groupe spécial *CE – Produits des technologies de l'information*, paragraphe 7.140.

¹⁹⁹ Rapports du Groupe spécial *Chine – Matières premières*, paragraphe 7.15.

²⁰⁰ Rapports du Groupe spécial *CE – Produits des technologies de l'information*, paragraphe 7.139.

Règlements n° 2017/2321 et 2018/825, respectivement, ainsi que les considérants 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321 et le considérant 8 du Règlement n° 2018/825, ne relèvent pas de notre mandat. Ces mesures et la méthode d'ajustement des frais décrites dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Russie n'ont pas la même essence.

7.77. Nous fondons cette conclusion sur le fait que, selon la description et l'explication de la mesure contestée données par la Russie, la Commission européenne applique la méthode d'ajustement des frais "dans le cadre de son examen" conformément à l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, en particulier dans l'analyse du point de savoir si les documents comptables des sociétés visées par l'enquête "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré".²⁰¹ Les dispositions des Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 citées par la Russie ne concernent pas l'examen du point de savoir si les documents comptables des sociétés visées par l'enquête "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré", conformément à l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Nous interprétons plutôt les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 comme introduisant, respectivement, de nouvelles disciplines en ce qui concerne le calcul de la valeur normale et la détermination du niveau des droits devant être imposés dans les procédures antidumping.

7.78. La première disposition de l'article 2.6*bis* – 2.6*bis* a) – introduite par le Règlement n° 2017/2321 se lit comme suit:

Lorsqu'il est jugé inapproprié, dans le contexte de l'application de la présente disposition ou de toute autre disposition pertinente du présent règlement, de se fonder sur les prix et les coûts sur le marché intérieur du pays exportateur du fait de l'existence, dans ce pays, de distorsions significatives ... la valeur normale est calculée exclusivement sur la base de coûts de production et de vente représentant des prix ou des valeurs de référence non faussés.

7.79. L'article 2.6*bis* b) à e) régit l'application de cette disposition, y compris en introduisant la notion de "distorsions significatives". L'article 2.7*bis* introduit par le Règlement n° 2018/825 concerne quant à lui la détermination du niveau des droits devant être imposés. Selon cette disposition, lorsqu'elle examine si un droit inférieur à la marge de dumping suffirait à éliminer le préjudice, la Commission européenne détermine s'il existe des distorsions notables sur les matières premières quant au produit concerné. Bien que ces dispositions traitent la question des distorsions notables dans le pays exportateur, aucune d'entre elles ne concerne spécifiquement le point de savoir si les documents comptables "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré", conformément à l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Nous notons toutefois qu'il s'agit d'un élément essentiel de la description par la Russie de la mesure contestée.

7.80. À notre avis, le texte des articles 2.6*bis* et 7.2*bis* des Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 donne à penser que ces dispositions introduisent des disciplines concernant le calcul de la valeur normale et la détermination du niveau des droits, qui ont des conséquences juridiques différentes de celles qui découlent de la méthode d'ajustement des frais. Par conséquent, nous ne sommes pas convaincus que ces nouvelles mesures et la méthode d'ajustement des frais aient la même essence. Nous jugeons également pertinent que, pour la Russie, les dispositions ajoutées par les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 au Règlement antidumping de base "ne remplacent pas" la méthode d'ajustement des frais.²⁰²

7.81. Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que les dispositions et considérants des Règlements n° 2017/2321 et 2018/825 mentionnés par la Russie ne relèvent pas de notre mandat. Par conséquent, nous rejetons la demande de la Russie visant à ce que nous examinions les articles 2.6*bis* et 7.2*bis* du Règlement antidumping de base introduits par les Règlements n° 2017/2321 et 2018/825, respectivement, ainsi que les considérants connexes 3, 5 et 7 du Règlement n° 2017/2321 et le considérant connexe 8 du Règlement n° 2018/825, et à ce que nous formulions des constatations concernant ces articles et considérants.

²⁰¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 305.

²⁰² Russie, réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 52.

7.2.4 Question de savoir si la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit le rejet des frais consignés

7.82. Nous rappelons que la Russie allègue que la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce que, en appliquant cette méthode, l'Union européenne rejette les frais consignés dans les documents comptables de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête qui sont tenus conformément aux principes GAAP du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré.

7.2.4.1 Principaux arguments des parties

7.2.4.1.1 Russie

7.83. La Russie fait observer que, au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que deux conditions soient remplies: a) les registres sont tenus conformément aux principes GAAP du pays exportateur; et b) les registres "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré".²⁰³

7.84. La Russie fait valoir que la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping donne pour instruction à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner si les registres "représentent ou reproduisent convenablement et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le producteur visé par l'enquête qui ont une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré".²⁰⁴ Selon elle, cela nécessite une comparaison entre, d'une part, les frais consignés dans les registres et, d'autre part, les frais engagés par le producteur/l'exportateur spécifique, afin d'établir si les registres tiennent compte raisonnablement des frais effectivement supportés par le producteur/l'exportateur.²⁰⁵

7.85. La Russie fait valoir que la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping ne prévoit pas d'analyse du "caractère raisonnable" des frais consignés eux-mêmes²⁰⁶, et ne devrait pas non plus être interprétée d'une manière qui permettrait à l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer le "caractère raisonnable" des frais consignés par rapport à un point de repère sans lien avec le coût de production dans le pays d'origine, considéré comme tenant compte des "circonstances normales".²⁰⁷

7.86. La Russie rappelle que la méthode d'ajustement des frais prévoit le rejet des frais consignés au motif qu'ils ne sont pas raisonnablement reflétés dans les registres du producteur/de l'exportateur.²⁰⁸ Par conséquent, selon elle, la méthode d'ajustement des frais s'appuie sur la deuxième condition énoncée à la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping pour rejeter les prix d'intrants consignés supportés par les producteurs visés par l'enquête.²⁰⁹ La Russie affirme que la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce que, en s'appuyant sur la deuxième condition, celle-ci prévoit le rejet des frais consignés lorsque les prix d'intrants sont nettement inférieurs aux prix internationaux en raison de "distorsions" alléguées créées par la réglementation des pouvoirs publics dans le pays exportateur.²¹⁰ Selon elle, du fait de cette comparaison avec les prix internationaux, la

²⁰³ Russie, première communication écrite, paragraphes 232 et 404.

²⁰⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 413 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.26).

²⁰⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 418 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.242).

²⁰⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 413 (citant le rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.56); réponse à la question n° 29 a) du Groupe spécial, paragraphe 121 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.102).

²⁰⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 411 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.23 et 6.30).

²⁰⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 410.

²⁰⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 408.

²¹⁰ Russie, réponse à la question n° 21 du Groupe spécial, paragraphe 72.

méthode d'ajustement des frais prévoit un examen du "caractère raisonnable" des frais eux-mêmes²¹¹, en violation de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

7.2.4.1.2 Union européenne

7.87. Sans aborder les constatations spécifiques figurant dans les déterminations antidumping présentées par la Russie, l'Union européenne fait valoir que les circonstances dans lesquelles des données ou des informations consignées dans les registres de l'entreprise peuvent être rejetées dépendent largement des données de fait. Selon elle, ces circonstances peuvent survenir en cas de non-respect de l'une ou l'autre des deux conditions expresses énoncées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Toutefois, ces deux conditions expresses énoncées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 n'épuisent pas les circonstances dans lesquelles les frais consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête peuvent être rejetés.²¹² Selon l'Union européenne, les données ou informations figurant dans les registres de l'entreprise peuvent également être rejetées dans les circonstances visées par le terme "normalement" qui apparaît dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, et dans les circonstances visées par les termes "[a]ux fins du paragraphe 2" qui apparaissent également dans la première phrase de l'article 2.2.1.1.²¹³

7.88. En ce qui concerne le terme "normalement", l'Union européenne fait valoir que dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, l'Organe d'appel a confirmé que les deux circonstances ou conditions explicitement décrites dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 n'étaient pas les seuls cas dans lesquels l'autorité chargée de l'enquête pouvait refuser d'utiliser les registres du producteur ou de l'exportateur visé par l'enquête. Elle fait valoir que, compte tenu de l'emploi du terme "normalement" dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, l'Organe d'appel "n'[a pas] exclu[] ... qu'il puisse y avoir des circonstances autres que celles qui sont visées par les deux conditions énoncées dans cette phrase, dans lesquelles l'obligation de fonder le calcul des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ne s'applique pas".²¹⁴ Selon elle, ces situations possibles existent lorsque l'autorité chargée de l'enquête est confrontée à des données non fiables pour faire sa détermination.

7.89. En ce qui concerne les termes "[a]ux fins du paragraphe 2" figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, l'Union européenne fait valoir que l'article 2.2.1.1 est appliqué "[a]ux fins" de l'article 2.2, et que le but de cette dernière disposition est de déterminer une valeur "normale" conformément à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, c'est-à-dire qui permet une comparaison valable, ce qui, pour l'Union européenne, est une valeur qui résulte du fonctionnement normal des forces du marché que sont l'offre et la demande.²¹⁵

7.90. Pour l'Union européenne, les mots "normalement" et "[a]ux fins du paragraphe 2" figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 confirment donc qu'il y a des circonstances, autres que celles qui sont énoncées explicitement dans cette phrase, dans lesquelles l'obligation de fonder le calcul des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ne s'applique pas.²¹⁶ Dans ces circonstances, l'Union européenne fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas être tenue de faire sa détermination de la valeur normale sur la base de données concernant les coûts qui sont de nature à être faussées et qui ne sont donc pas fiables pour

²¹¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 409.

²¹² Union européenne, réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphe 14.

²¹³ L'Union européenne fait valoir que cela inclut, par exemple, l'existence d'une "situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Selon elle, cela inclut également, par exemple, l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation qui rend les données pertinentes non fiables. (Union européenne, première communication écrite, paragraphe 98; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 17)

²¹⁴ Union européenne, réponses aux questions du Groupe spécial n° 12, paragraphe 42 et note de bas de page 13, et n° 29 a), paragraphe 78 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.87).

²¹⁵ Union européenne, réponse à la question n° 29 b) du Groupe spécial, paragraphe 79.

²¹⁶ Union européenne, observations sur les réponses de la Russie aux questions du Groupe spécial n° 75, paragraphes 43 et 44; et n° 115, paragraphes 31 à 33.

une comparaison valable de la valeur normale et des prix à l'exportation au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping.²¹⁷

7.2.4.2 Critère juridique

7.91. La première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Aux fins du paragraphe 2, les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.

7.92. La première phrase de l'article 2.2.1.1 commence par le membre de phrase "[a]ux fins du paragraphe 2". Cela indique que, lorsque la valeur normale est construite parce qu'elle ne peut pas être déterminée sur la base des ventes intérieures, le calcul du "coût de production dans le pays d'origine" est soumis à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.²¹⁸

7.93. La première phrase de l'article 2.2.1.1 identifie les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête comme étant la source privilégiée de données sur le coût de production, et donne pour instruction à l'autorité chargée de l'enquête de fonder normalement ses calculs des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres remplissent deux conditions: i) ils sont conformes aux principes GAAP du pays exportateur; et ii) ils "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré".²¹⁹

7.94. La première condition se rapporte à la question de savoir si les registres d'un exportateur ou d'un producteur spécifique sont conformes aux principes, normes et procédures comptables qui sont généralement acceptés et qui s'appliquent à ces registres dans le pays exportateur. Cette condition a été interprétée comme concernant les pratiques générales en matière de comptabilité et d'information de l'exportateur ou du producteur.²²⁰

7.95. La deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 a été interprétée dans deux différends récents: *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*. Dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a interprété cette condition comme ayant trait à la question de savoir si les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête "représent[ai]ent ou reproduis[ai]ent convenablement et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le producteur visé par l'enquête qui [avaient] une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré".²²¹ Notant que cette disposition est axée sur les "registres" de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, l'Organe d'appel a rejeté une interprétation selon laquelle la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 concernait la question de savoir si les frais consignés eux-mêmes étaient "raisonnables".²²² À cet égard, sur la base du contexte fourni par l'article 2.2 de l'Accord antidumping, il a indiqué que la deuxième condition "ne devrait pas être interprétée d'une manière qui permettrait à l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer les frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur par rapport à un point de repère sans lien avec le coût de production dans le pays d'origine".²²³

²¹⁷ Union européenne, déclaration finale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 8; réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphes 13 et 14 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.87; et observations sur la réponse de la Russie à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphes 43 et 44 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier*, paragraphe 7.115).

²¹⁸ Rapports de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.24 et 6.44; *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.86.

²¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.18.

²²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.21.

²²¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.56.

²²² Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.56.

²²³ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.23.

7.96. Dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, l'Organe d'appel a réaffirmé qu'il n'y avait pas de critère du "caractère raisonnable" au titre de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 qui régirait le sens du terme "frais" lui-même et qui permettrait aux autorités chargées de l'enquête de ne pas tenir compte des prix intérieurs d'intrants lorsque ces prix étaient inférieurs à d'autres prix au niveau international.²²⁴ L'Organe d'appel a rappelé que c'était les "registres" de l'exportateur ou du producteur individuel faisant l'objet de l'enquête qui étaient soumis à la condition voulant qu'ils "tiennent compte raisonnablement" des "frais associés à la production et à la vente du produit considéré".²²⁵

7.2.4.3 Évaluation du Groupe spécial

7.97. La Russie a démontré que le premier élément de la méthode d'ajustement des frais prévoyait le rejet des frais consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête lorsque les prix intérieurs d'intrants étaient notablement bas par rapport à d'autres marchés, qu'ils étaient réglementés par les pouvoirs publics du pays d'origine ou affectés par d'autres mesures des pouvoirs publics. Dans de telles situations, la Commission européenne considère que les frais ne sont "pas raisonnablement reflétés" dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ou ne "tiennent [pas] compte raisonnablement des frais" liés à la production et à la vente de l'intrant pertinent ou du produit considéré.²²⁶ À notre avis, il est plus juste d'interpréter le raisonnement exposé dans les extraits des déterminations de la Commission européenne reproduits plus haut comme révélant que celle-ci applique la méthode d'ajustement des frais pour rejeter des informations sur les frais consignés en s'appuyant sur la *deuxième condition* du premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. En effet, devant le Tribunal, le Conseil de l'Union européenne a défendu l'application par la Commission européenne de la méthode d'ajustement des frais sur cette base précise dans les cinq arrêts présentés par la Russie: T 235/08 ("Acron I")²²⁷, T 118/10 ("Acron II")²²⁸, T 459/08²²⁹, T 84/07²³⁰ et T 111/14.²³¹

7.98. Nous rappelons que, selon la deuxième condition prescrite à l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, "[les documents comptables] [doivent] [tenir] compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré". Ce libellé est pratiquement identique au texte de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Comme il est indiqué plus haut, l'élément central de l'obligation énoncée dans la deuxième condition énoncée à la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping a été interprété comme consistant en la question de savoir si les registres de l'exportateur ou du producteur tenaient compte raisonnablement de leurs frais, plutôt qu'en celle de savoir si les frais engagés par ceux-ci étaient raisonnables.²³² Nous notons également que dans les deux différends dans lesquels la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping a été interprétée – *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium* – tant les Groupes spéciaux que l'Organe d'appel ont considéré que l'existence de mesures des pouvoirs publics dans le pays d'origine, de nature différente et dont l'effet sur les prix intérieurs d'intrants était différent dans chaque cas, ne constituait pas une base suffisante ou adéquate pour conclure, en application de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1, que les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête ne "[tenaient] [pas] compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré".

7.99. En effet, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, la mesure des pouvoirs publics dont il a été constaté qu'elle rendait les frais consignés inutilisables pour le calcul des coûts de production était le système argentin de taxe à l'exportation, qui faisait baisser le prix intérieur des intrants pertinents à un "niveau artificiellement bas".²³³ L'Organe d'appel est convenu avec le Groupe spécial que la

²²⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.88 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.37 et 6.56).

²²⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.88.

²²⁶ Voir plus haut le paragraphe 7.40.

²²⁷ Affaire T 235/08 (pièce RUS-12), considérants 34 et 35.

²²⁸ Affaire T 118/10 (pièce RUS-29), considérants 35 et 36.

²²⁹ Affaire T 459/08 (pièce RUS-14), considérants 55 et 56.

²³⁰ Affaire T 84/07 (pièce RUS-13), considérants 42 et 43.

²³¹ Affaire T 111/14 (pièce RUS-38), considérant 37.

²³² Rapport du Groupe spécial *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 7.69.

²³³ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.299.

détermination de la Commission européenne établissant que les prix intérieurs des fèves de soja en Argentine étaient inférieurs aux prix internationaux en raison du système argentin de taxe à l'exportation ne constituait pas, en elle-même, un fondement suffisant au regard de l'article 2.2.1.1 pour conclure que les registres des producteurs ne tenaient pas compte raisonnablement des coûts des fèves de soja associés à la production et à la vente de biodiesel, ou pour ne pas tenir compte de ces coûts lors de la construction de la valeur normale du biodiesel. Pour cette raison, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 en ne calculant pas le coût de production du produit faisant l'objet de l'enquête sur la base des registres des producteurs.²³⁴

7.100. De même, dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, le Ministère du développement économique et du commerce (MEDT) de l'Ukraine, chargé de mener les enquêtes ou les réexamens antidumping, a rejeté les frais pour le gaz reflétés dans les registres des sociétés russes visées par l'enquête parce que le prix du gaz sur le marché intérieur russe n'était pas un prix du marché car l'État contrôlait ce prix, parce qu'il était artificiellement inférieur au prix à l'exportation de gaz de la Russie ainsi qu'au prix du gaz dans d'autres pays, et parce qu'il était inférieur aux coûts.²³⁵ L'Organe d'appel a souscrit à la constatation du Groupe spécial selon laquelle le MEDT de l'Ukraine n'avait pas fourni une base adéquate au titre de cette deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1, pour rejeter les frais consignés pour le gaz. Il a rappelé, à cet égard, que l'examen au titre de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 ne concernait pas la question de savoir si les frais figurant dans les registres n'étaient pas raisonnables parce que, par exemple, ils étaient inférieurs à ceux d'autres pays.²³⁶

7.101. À notre avis, les raisons qui sous-tendent le rejet des frais consignés au titre de la méthode d'ajustement des frais ne peuvent pas être distinguées de celles qui ont été jugées inadéquates par les Groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans les affaires *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium* comme fondement pour ne pas tenir compte des frais consignés conformément à la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1. Nous rappelons que, en vertu de la méthode d'ajustement des frais, les frais consignés des sociétés visées par l'enquête sont rejetés du calcul du coût de production en raison de différences de prix d'intrants notables sur le marché intérieur et les marchés extérieurs, et de l'existence d'une réglementation des prix dans le pays d'origine ou d'autres mesures qui ont une incidence sur les prix intérieurs d'intrants. Notre examen de la manière dont la méthode fonctionne révèle que le facteur décisif pour rejeter les prix d'intrants consignés est qu'ils sont réglementés par l'État et "très inférieurs aux prix du marché payés sur les marchés non réglementés"²³⁷, comme la Russie l'a indiqué.

7.102. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que la méthode d'ajustement des frais ne prévoit pas d'analyse se rapportant à la question de savoir si les registres de l'exportateur ou du producteur "représentent ou reproduisent [convenablement et suffisamment] les frais engagés par l'exportateur ou le producteur visé par l'enquête qui ont une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré".²³⁸ D'une manière semblable aux faits sous-jacents dans les affaires *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, la méthode d'ajustement des frais évalue le "caractère raisonnable" des frais consignés dans les registres des sociétés visées par l'enquête eux-mêmes par rapport aux prix des intrants pertinents sur ce qui est considéré comme des marchés non réglementés. Lorsque cette comparaison révèle une différence de prix notable, la méthode d'ajustement des frais ne tient pas compte des frais consignés des sociétés visées par l'enquête. À notre avis, cela ne constitue pas un fondement adéquat ou suffisant au titre de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 pour conclure que les registres des sociétés visées par l'enquête ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.

7.103. Nous prenons note de la position de l'Union européenne, fondée sur les termes "normalement" et "[a]ux fins du paragraphe 2" figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, selon laquelle les deux conditions expresses énoncées dans cette phrase n'épuisent pas les

²³⁴ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.55.

²³⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.100.

²³⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.102.

²³⁷ Voir plus haut le paragraphe 7.40.

²³⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.97.

circonstances dans lesquelles les frais consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête peuvent être rejetés.²³⁹

7.104. La Russie convient que, lorsque les deux conditions énoncées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 sont remplies, les autorités chargées de l'enquête utiliseront "normalement", c'est-à-dire en règle générale, les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête pour calculer les frais. Toutefois, elle soutient que le terme "normalement" figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 n'inclut pas une dérogation illimitée à l'obligation d'utiliser les registres des sociétés visées par l'enquête.²⁴⁰ Selon elle, seules des dérogations explicites fournissent le fondement juridique permettant à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des frais autres que ceux qui ont été engagés par les sociétés visées par l'enquête dans le pays d'origine.²⁴¹ De plus, la Russie estime que le membre de phrase introductif "[a]ux fins du paragraphe 2" figurant à l'article 2.2.1.1 ne permet pas d'examiner le fonctionnement des forces du marché que sont l'offre et la demande afin d'établir la valeur normale.²⁴² Toutefois, étant donné que la méthode d'ajustement des frais consiste à rejeter les prix d'intrants consignés conformément à la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, la Russie fait valoir que toute tentative par l'Union européenne de s'appuyer sur le mot "normalement" pour justifier une dérogation à l'obligation d'utiliser les registres des sociétés visées par l'enquête constituerait une justification *a posteriori*.²⁴³

7.105. Nous convenons avec la Russie qu'aucun élément de preuve ne semble indiquer que la méthode d'ajustement des frais est ou a été appliquée parce que l'Union européenne avait une quelconque intention de donner effet à son interprétation du terme "normalement" figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1. Nous rappelons que, dans les déterminations antidumping de la Commission européenne présentées par la Russie, le facteur décisif pour rejeter les prix d'intrants consignés est qu'ils étaient réglementés par l'État et "très inférieurs aux prix du marché payés sur les marchés non réglementés". Nous croyons comprendre que l'Union européenne fait valoir aux fins du présent différend que des informations "faussées" sur les frais constituent une circonstance "anormale" qui justifie le rejet des frais en application du terme "normalement" au sens de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Nous notons que le terme "normalement" apparaît également au premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base d'une façon qui correspond, en termes de structure et de sens, à la manière dont il est utilisé à l'article 2.2.1.1.²⁴⁴ Toutefois, les déterminations antidumping attestant la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais n'indiquent pas que la Commission européenne s'est appuyée sur le terme "normalement" figurant au premier alinéa de l'article 2.5 lorsqu'elle a rejeté les prix d'intrants consignés. Si la Commission européenne avait dérogé à la prescription énoncée à l'article 2.5, selon laquelle les "frais sont *normalement* calculés sur la base des documents comptables", on aurait pu s'attendre à trouver une explication de cette dérogation dans les déterminations pertinentes. Cependant, aucune explication en ce sens n'est présente.

7.106. Par conséquent, nous constatons que les déterminations antidumping attestant l'existence de la méthode d'ajustement des frais ne fournissent aucune explication motivée et adéquate sur la question de savoir si et pourquoi le fait que les prix d'intrants consignés étaient réglementés par l'État et "très inférieurs aux prix du marché payés sur des marchés non réglementés" constituait une circonstance "anormale" ou justifiait autrement le rejet des frais consignés conformément au terme "normalement" au sens de l'article 2.2.1.1. Au contraire, à notre avis il est tout à fait juste d'interpréter le raisonnement de la Commission européenne figurant dans les déterminations reproduites plus haut comme révélant que celle-ci applique la méthode d'ajustement des frais pour rejeter les informations sur les frais consignés en se fondant sur la *deuxième condition* du premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. De plus, comme il a déjà été indiqué, dans

²³⁹ Union européenne, réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphe 14.

²⁴⁰ Russie, réponse à la question n° 29 b) du Groupe spécial, paragraphes 126 et 130 à 133; et deuxième communication écrite, paragraphe 580.

²⁴¹ La Russie fait valoir que ces dérogations sont énoncées dans l'Accord antidumping, c'est-à-dire dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 incorporée par l'article 2.7, et dans les protocoles d'accession de certains Membres qui ont pris un engagement spécifique sur la comparabilité des prix dans les procédures antidumping. (Russie, réponses aux questions du Groupe spécial n° 29 a), paragraphe 124, n° 29 b), paragraphes 131 et 133, et n° 29 d), paragraphes 163 et 164)

²⁴² Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 491 et 492.

²⁴³ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 690.

²⁴⁴ Voir plus haut la note de bas de page 91.

les cinq arrêts du Tribunal présentés par la Russie, le Conseil de l'Union européenne a cherché à défendre l'application de la méthode d'ajustement des frais en faisant valoir qu'il était justifié de rejeter les informations sur les frais consignés en vertu de la *deuxième condition* du premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, et non de la flexibilité alléguée découlant du terme "normalement" figurant dans le premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Nous ne jugeons donc pas nécessaire d'examiner plus avant si les deux conditions expresses énoncées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping épuisent les circonstances dans lesquelles les frais consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête peuvent être rejetés.²⁴⁵

7.2.4.4 Conclusion

7.107. Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que la méthode d'ajustement des frais prévoit le rejet des frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête d'une manière incompatible avec la deuxième condition énoncée à la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Par conséquent, nous constatons que la méthode d'ajustement des frais de l'Union européenne est incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

7.2.5 Question de savoir si la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit l'utilisation de frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré"

7.108. La Russie allègue que la méthode d'ajustement des frais est également incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit l'utilisation de frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré".²⁴⁶ La deuxième condition est la source du libellé sur lequel la Russie s'appuie pour fonder son allégation.

7.109. La Russie a indiqué que cette allégation était indépendante de son allégation susmentionnée au titre de l'article 2.2.1.1, c'est-à-dire qu'elle était sans rapport avec le rejet indu des frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête.²⁴⁷ Toutefois, il apparaît que les arguments de la Russie à l'appui de son allégation au titre de l'article 2.2.1.1 sont axés sur les mêmes bases factuelles et juridiques que son allégation relative au rejet des registres des producteurs. En effet, en expliquant son allégation dans sa première communication écrite, la Russie a fourni une explication d'un paragraphe indiquant que "dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* et [*UE – Biodiesel*] (*Indonésie*), les Groupes spéciaux et l'Organe d'appel [avaient] constaté que l'[Union européenne] avait agi de manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping".²⁴⁸ Les paragraphes des rapports mentionnés par la Russie²⁴⁹ contiennent les constatations des Groupes spéciaux et de l'Organe d'appel dans les différends respectifs en ce qui concerne le rejet des registres des sociétés visées par l'enquête conformément à la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. La question de savoir si l'utilisation de données autres que celles qui sont consignées dans les registres des sociétés visées par l'enquête est compatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 n'est pas abordée dans ces paragraphes.

7.110. Nous prenons également note de l'explication de la Russie selon laquelle sa deuxième contestation au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1 concerne l'utilisation de frais qui, contrairement à ceux qui sont consignés dans les registres des sociétés visées par l'enquête, n'ont pas de "véritable relation avec le producteur visé par l'enquête du produit considéré et avec la production et la vente du produit spécifique considéré".²⁵⁰ Toutefois, à la lumière du texte de

²⁴⁵ Par conséquent, nous jugeons qu'il n'est pas nécessaire, aux fins du présent différend, de fournir une interprétation complète de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, comme la Russie le demande, y compris les termes "[a]ux fins du paragraphe 2" et "normalement", et de l'article 2.2 de l'Accord antidumping. (Russie, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 101)

²⁴⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 21, 405 et 1258.

²⁴⁷ Russie, réponses aux questions du Groupe spécial n° 75, paragraphe 68, et n° 76, paragraphe 78.

²⁴⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 421.

²⁴⁹ Rapports des Groupes spéciaux *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 7.249 et 8.1.c.i; *UE – Biodiesel (Indonésie)*, paragraphes 7.27 et 8.1.a; et rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.57 et 7.2.a.

²⁵⁰ Russie, réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphes 75 et 76.

l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et de l'interprétation de cette disposition par des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel, à laquelle nous souscrivons, il n'apparaît pas que la première phrase de l'article 2.2.1.1 parle de la nature d'informations sur des frais à utiliser au lieu des frais consignés dans les registres des sociétés visées par l'enquête. Nous rappelons que la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 est axée sur les *registres* des frais de l'exportateur ou du producteur, et non sur les frais en tant que tels.²⁵¹ À notre avis, une fois que les registres ont été rejetés comme source du coût de production pour construire la valeur normale, le libellé de la deuxième condition n'a aucune autre applicabilité en ce qui concerne les données sur les frais à utiliser.

7.111. Pour les raisons indiquées plus haut, nous constatons que l'allégation de la Russie est dénuée de fondement valable à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et nous rejetons donc ce fondement pour l'allégation de la Russie.

7.2.6 Question de savoir si la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle prévoit l'utilisation de frais autres que "le coût de production dans le pays d'origine"

7.112. La Russie allègue en outre que la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce que, en appliquant cette méthode, la Commission européenne utilise des frais autres que "le coût de production dans le pays d'origine" dans la construction de la valeur normale. De ce fait, la valeur normale construite n'est pas fondée sur "le coût de production dans le pays d'origine", comme l'exige l'article 2.2.²⁵²

7.2.6.1 Principaux arguments des parties

7.2.6.1.1 Russie

7.113. La Russie fait observer que l'article 2.2 de l'Accord antidumping prescrit à l'autorité chargée de l'enquête de construire la valeur normale sur la base du coût de production du produit "dans le pays d'origine".²⁵³ Elle note que l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994 prescrit de même que la construction de la valeur normale soit fondée sur le coût de production du produit "dans le pays d'origine".²⁵⁴ Selon la Russie, le "coût de production" désigne le coût pour produire un produit spécifique²⁵⁵, c'est-à-dire les dépenses payées pour produire le produit considéré dans le pays d'origine.²⁵⁶ Pour la construction de la valeur normale conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, ces dépenses doivent refléter "le coût de production dans le pays d'origine".²⁵⁷

7.114. La Russie rappelle que l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping identifie les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête comme étant la source privilégiée de données sur le coût de production à utiliser dans ce calcul.²⁵⁸ Tout en reconnaissant que l'article 2.2 ne limite pas les sources d'information qui peuvent être utilisées pour établir les coûts de production à celles qui sont situées dans le pays d'origine²⁵⁹, la Russie soutient que, lorsqu'elle s'appuie sur de quelconques informations extérieures au pays, l'autorité chargée de l'enquête doit faire en sorte que ces informations soient utilisées pour établir le coût de production "dans le pays d'origine", comme le prévoit l'article 2.2.²⁶⁰ La Russie fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête est tenue de faire en sorte que toute information extérieure au pays qu'elle utilise pour calculer la valeur normale

²⁵¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.17.

²⁵² Russie, première communication écrite, paragraphes 425 et 436.

²⁵³ Russie, première communication écrite, paragraphe 427 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.171).

²⁵⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 427.

²⁵⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 427 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.237).

²⁵⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 427 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.23).

²⁵⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 427.

²⁵⁸ Russie, réponse à la question n° 29 d) du Groupe spécial, paragraphe 155 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.71).

²⁵⁹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 595.

²⁶⁰ Russie, réponse à la question n° 29 d) du Groupe spécial, paragraphe 160 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.82).

"reflète" le coût de production dans le pays d'origine.²⁶¹ Elle affirme que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a indiqué clairement que l'article 2.2 n'autorisait pas l'autorité chargée de l'enquête à simplement "remplacer" les frais d'intrants correctement consignés par des données sur les frais émanant de pays tiers.²⁶²

7.115. La Russie allègue que la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce que, en appliquant cette méthode, la Commission européenne remplace les prix d'intrants effectivement payés par les sociétés visées par l'enquête qui sont consignés dans leurs registres par des prix d'intrants "de substitution" à l'extérieur du pays.²⁶³

7.116. La Russie fait valoir en outre que, même si les informations sur les prix d'intrants "de substitution" ne reflètent pas les prix d'intrants réels supportés par les sociétés visées par l'enquête dans le pays d'origine et sont sans lien avec le produit spécifique considéré²⁶⁴, la méthode d'ajustement des frais ne fait pas en sorte que ces informations extérieures au pays soient adaptées à un niveau qui reflète les frais supportés par les sociétés visées par l'enquête "dans le pays d'origine".²⁶⁵ Tout en notant que, dans les déterminations antidumping spécifiques, certains ajustements sont apportés aux informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays pour tenir compte des frais de transport, de la taxe douanière à l'exportation, de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits d'accise, des coûts de distribution locaux, du fret maritime et des frais de transbordement, la Russie fait valoir que ces ajustements ne sont pas suffisants car ils ne peuvent pas amener les prix d'intrants de substitution au niveau qui reflète le coût de production dans le pays d'origine.²⁶⁶ Par conséquent, conformément à la méthode d'ajustement des frais, la Commission européenne n'établit pas "le coût de production dans le pays d'origine", en violation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

7.2.6.1.2 Union européenne

7.117. S'appuyant sur les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Union européenne estime que l'autorité chargée de l'enquête est autorisée, au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, à rechercher des informations sur le coût de production auprès de sources extérieures au pays d'origine, à condition que celles-ci soient à même ou capable de permettre d'aboutir au coût de production dans le pays d'origine.²⁶⁷

7.118. Sans aborder les constatations spécifiques figurant dans les déterminations antidumping présentées par la Russie, l'Union européenne fait valoir que le processus consistant à avoir recours à des informations émanant d'autres marchés représentatifs dépend largement des données de fait. L'autorité chargée de l'enquête examinera et soupèsera tous les éléments de preuve pertinents disponibles pour établir la valeur normale. Lorsque plusieurs possibilités se présentent, l'autorité chargée de l'enquête devra fonder sa décision sur toutes les circonstances factuelles de l'affaire examinée.²⁶⁸ De même, le processus consistant à examiner si un ajustement est nécessaire et a été justifié ou non dépendra aussi largement des données de fait. Il dépendra de faits concrets, tels que l'existence ou l'absence d'une taxation sur l'autre marché représentatif. L'Union européenne fait valoir qu'il dépendra aussi du contexte procédural, par exemple le point de savoir si la justification

²⁶¹ Russie, réponse à la question n° 29 d) du Groupe spécial, paragraphe 160.

²⁶² Russie, réponse à la question n° 29 d) du Groupe spécial, paragraphe 159 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73); déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 98 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73).

²⁶³ Russie, première communication écrite, paragraphe 283.

²⁶⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 430 et 433; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 65 et 85.

²⁶⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 433; réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, paragraphe 38.

²⁶⁶ Russie, observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 78 du Groupe spécial, paragraphe 59.

²⁶⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 119; et réponse à la question n° 114 du Groupe spécial, paragraphe 1.

²⁶⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 99; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 17.

et le montant de tout ajustement demandé ont été dûment étayés ou non par la partie intéressée ayant formulé la demande.²⁶⁹

7.119. Selon l'Union européenne, l'adaptation ou l'ajustement doit être effectué de manière à garantir une comparaison "valable" et "équitable", comme le prévoit l'article 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping. Toutefois, l'Union européenne estime que l'article 2.2 ne peut pas être interprété comme obligeant l'autorité chargée de l'enquête à effectuer une comparaison autre qu'une comparaison "valable" et "équitable". En particulier, selon elle, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas être tenue d'utiliser des données dont elle a déjà déterminé qu'elles n'étaient pas à même de garantir une comparaison "valable" et "équitable".²⁷⁰ Cela serait incompatible avec le but même de l'article 2.2, à savoir établir s'il y a dumping en effectuant une comparaison "valable" entre la valeur normale (c'est-à-dire une valeur qui est "normale" – donc, non fondée sur des informations faussées ou non fiables) et le prix à l'exportation.²⁷¹

7.2.6.2 Critère juridique

7.120. L'article 2.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices.²⁷²

7.121. L'expression "coût de production dans le pays d'origine" figurant à l'article 2.2 a été interprétée comme étant "une référence au prix payé ou à payer pour produire quelque chose dans le pays d'origine".²⁷³

7.122. Alors que, conformément à la première phrase de l'article 2.2.1.1, les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a décidé que l'article 2.2 n'interdisait pas à l'autorité chargée de l'enquête de s'appuyer sur des renseignements autres que ceux contenus dans les registres de l'exportateur ou du producteur, y compris des éléments de preuve intérieurs au pays et extérieurs au pays, pour calculer certains ou la totalité de ces frais.²⁷⁴ À cet égard, l'Organe d'appel a estimé que l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne limitait pas les sources d'information ou d'éléments de preuve aux seules sources à l'intérieur du pays d'origine.²⁷⁵ Toutefois, l'autorité chargée de l'enquête reste assujettie à l'obligation d'établir le coût de production "dans le pays d'origine". Ainsi, lorsqu'elle utilise des renseignements autres que ceux contenus dans les registres de l'exportateur ou du producteur pour construire le coût de production, elle doit faire en sorte que les renseignements soient appropriés pour déterminer un "coût de production" "dans le pays d'origine".²⁷⁶ L'autorité chargée de l'enquête n'est pas autorisée à simplement remplacer les frais émanant de l'extérieur du pays d'origine par le "coût de production dans le pays d'origine".²⁷⁷

7.123. Dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, l'Organe d'appel a confirmé que le membre de phrase "coût de production dans le pays d'origine" indiquait que, quel que soit l'information ou

²⁶⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 100; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 17.

²⁷⁰ Union européenne, réponse à la question n° 29 d) du Groupe spécial, paragraphe 81 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)*, paragraphe 5.207; et *Chine – HP SSST (Japon) / Chine – HP SSST (UE)*, paragraphe 5.52).

²⁷¹ Union européenne, déclaration finale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 8.

²⁷² Note de bas de page omise.

²⁷³ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.69.

²⁷⁴ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73.

²⁷⁵ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.74.

²⁷⁶ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.70 et 6.73.

²⁷⁷ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73.

l'élément de preuve qui était utilisé pour déterminer le "coût de production", il devait être à même ou capable de permettre d'aboutir à un coût de production "dans le pays d'origine" et que, afin de se conformer à cette obligation, il pouvait être nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête adapte ces informations.²⁷⁸ Nous souscrivons à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel de l'obligation énoncée à l'article 2.2 consistant à déterminer "le coût de production dans le pays d'origine".

7.2.6.3 Évaluation du Groupe spécial

7.124. La Russie a démontré que le deuxième élément de la méthode d'ajustement des frais prévoyait l'utilisation d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays pour le calcul des coûts de production du producteur ou de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête. Comme cela a déjà été indiqué, après avoir rejeté les prix d'intrants consignés dans les registres des sociétés visées par l'enquête, la Commission européenne entreprend d'"ajuster" leurs coûts de production. Les éléments de preuve présentés par la Russie montrent que ces ajustements ont été effectués au moyen d'informations émanant d'autres marchés, que la Commission européenne a jugées "représentatifs". Comme il a été indiqué plus haut, dans presque toutes les déterminations, le prix d'intrant ajusté était fondé sur le prix moyen de l'intrant pertinent lorsqu'il était exporté du pays d'origine vers une autre destination.²⁷⁹ Dans ces cas, la Commission européenne a apporté des ajustements au nouveau prix d'intrant pour tenir compte des frais de transport, de la taxe douanière à l'exportation, de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits d'accise, des coûts de distribution locaux, du fret maritime et des frais de transbordement, afin de retirer les dépenses liées à l'exportation et les frais de transport. La Russie a démontré en outre qu'en appliquant la méthode d'ajustement des frais, la Commission européenne n'expliquait pas si ou comment ces informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays adaptés reflétaient ou représentaient les coûts de production dans le pays d'origine.

7.125. Comme nous l'avons déjà indiqué, bien que l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne limite pas les sources d'information qui peuvent être utilisées pour calculer les coûts de production aux seules sources situées dans le pays d'origine²⁸⁰, l'autorité chargée de l'enquête reste assujettie à l'obligation d'établir le coût de production "dans le pays d'origine". Cela peut exiger de celle-ci qu'elle adapte les informations extérieures au pays afin de faire en sorte qu'elles soient appropriées pour déterminer un coût de production "dans le pays d'origine".²⁸¹ Le respect de l'obligation d'adapter les informations extérieures au pays d'origine conformément à l'article 2.2 a été examiné dans les affaires *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*. Dans les deux affaires, l'Organe d'appel a confirmé les constatations des Groupes spéciaux selon lesquelles les autorités chargées de l'enquête respectives avaient agi en violation de l'article 2.2 en n'expliquant pas comment les informations utilisées dans leurs calculs avaient été adaptées pour faire en sorte qu'elles représentent le coût de production dans le pays d'origine.²⁸²

7.126. Dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, après avoir rejeté le prix réellement payé par les producteurs argentins pour les fèves de soja sur la base d'une constatation établissant que le système argentin de taxe à l'exportation avait fait baisser le prix intérieur d'intrants à un niveau artificiellement bas, la Commission européenne a remplacé le prix d'achat réel des fèves de soja par le prix de référence moyen des fèves de soja publié par le Ministère argentin de l'agriculture pour l'exportation, net des frais de transbordement.²⁸³ L'Organe d'appel a constaté que la Commission européenne n'avait pas respecté la règle pertinente dans la détermination antidumping spécifique en cause parce que:

Outre le fait qu'elle a signalé la déduction des frais de transbordement, l'Union européenne n'a pas affirmé, que ce soit devant le Groupe spécial ou devant nous, que ses autorités avaient adapté, ou même envisagé d'adapter, les informations utilisées

²⁷⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.121 (faisant référence à *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73).

²⁷⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.41.

²⁸⁰ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.74.

²⁸¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

²⁸² Rapports de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.81; et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphes 6.122 et 6.123.

²⁸³ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.182.

dans leurs calculs pour faire en sorte qu'elles représentent le coût de production en Argentine.²⁸⁴

7.127. Dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, après avoir rejeté les frais consignés pour le gaz des producteurs russes visés par l'enquête sur la base d'une constatation établissant, entre autres choses, que le prix du gaz en Russie était réglementé par les pouvoirs publics, le MEDT de l'Ukraine a remplacé les frais consignés pour le gaz par des prix du gaz à l'extérieur de la Russie, spécifiquement le prix du gaz exporté de la Russie à la frontière avec l'Allemagne, ajusté pour tenir compte des frais de transport.²⁸⁵ L'Organe d'appel est convenu avec le Groupe spécial qu'il n'y avait aucune explication de la raison pour laquelle l'ajustement apporté au prix à l'exportation de la Russie à la frontière avec l'Allemagne pour tenir compte des frais de transport était suffisant pour adapter ce prix à l'exportation en vue de refléter le coût de production dans le pays d'origine:

Le Groupe spécial n'a rien vu dans ce qu'avait dit le MEDT dans le rapport d'enquête qui explique pourquoi les ajustements pour tenir compte des frais de transport étaient adéquats pour adapter le prix à l'exportation de la Russie à la frontière avec l'Allemagne en vue de refléter le coût des producteurs russes visés par l'enquête dans le pays d'origine. Il a aussi rappelé sa constatation antérieure au titre de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, une constatation à laquelle nous avons souscrit plus haut. En dehors du fait qu'elle a signalé la déduction des frais de transport, l'Ukraine n'a pas affirmé, que ce soit devant le Groupe spécial ou devant nous, que le MEDT avait autrement adapté le prix à l'exportation de gaz utilisé dans ses calculs pour faire en sorte qu'il reflète le coût de production en Russie.²⁸⁶

7.128. Nous souscrivons à ces considérations et les trouvons pertinentes pour notre analyse de la compatibilité de la méthode d'ajustement des frais avec l'article 2.2. D'une manière semblable aux faits sous-tendant les décisions antidumping dans les affaires *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, la méthode d'ajustement des frais prévoit le calcul des coûts de production des sociétés visées par l'enquête sur la base d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays, ajustés pour tenir compte des concepts liés aux exportations et au transport, sans établir si ou expliquer comment les informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays ajustés reflètent ou représentent le coût de production dans le pays d'origine. Ces éléments de preuve nous convainquent que la méthode d'ajustement des frais contrevient à l'article 2.2.

7.129. S'agissant des ajustements qui devraient être effectués afin d'établir le coût de production dans le pays d'origine, nous prenons note de l'argument de l'Union européenne selon lequel la décision d'effectuer ou non des ajustements dépendrait du point de savoir si ces ajustements ont été invoqués et justifiés par les sociétés visées par l'enquête.²⁸⁷ Nous ne sommes pas d'accord. L'article 2.2 prescrit aux autorités chargées de l'enquête de calculer les coûts de production "dans le pays d'origine" et, conformément à l'article 2.2.1.1, cette obligation exige "normalement" l'utilisation des registres des sociétés visées par l'enquête, pour autant que les deux conditions énoncées dans cette disposition soient remplies. Nous considérons que, dans la mesure où l'autorité chargée de l'enquête fonde ses calculs sur des informations autres que celles qui sont consignées dans les registres des sociétés visées par l'enquête, elle sera tenue de faire en sorte que des ajustements soient effectués, si nécessaire, afin d'établir le coût de production "dans le pays d'origine". Nous ne considérons pas que le respect de cette obligation au titre de l'article 2.2 soit subordonné à la nature des demandes et de la participation des sociétés visées par l'enquête à l'enquête correspondante.

7.130. L'Union européenne affirme aussi que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas être tenue d'utiliser des données dont elle a déjà déterminé qu'elles n'étaient pas à même de garantir une comparaison "valable" et "équitable".²⁸⁸ Selon elle, cela serait incompatible avec le but même de l'article 2.2, à savoir établir s'il y a dumping en effectuant une "comparaison valable" entre la valeur

²⁸⁴ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.81.

²⁸⁵ Rapport du Groupe spécial *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 7.94.

²⁸⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.122. (notes de bas de page omises)

²⁸⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 100; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 17.

²⁸⁸ Union européenne, réponse à la question n° 29 d) du Groupe spécial, paragraphe 81.

normale (c'est-à-dire une valeur qui est "normale" – donc, non fondée sur des informations faussées ou non fiables) et le prix à l'exportation.²⁸⁹ Nous ne jugeons pas cet argument pertinent pour régler l'allégation de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'autorité chargée de l'enquête doit fournir une explication motivée et adéquate concernant la manière dont les informations utilisées dans ses calculs ont été adaptées pour faire en sorte qu'elles représentent le coût de production dans le pays d'origine. La question de savoir si des adaptations spécifiques sont appropriées ou inappropriées pour faire en sorte que les informations soient correctement adaptées ferait l'objet de cette explication.²⁹⁰

7.2.6.4 Conclusion

7.131. Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que la méthode d'ajustement des frais, en prévoyant l'utilisation d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays sans établir si ni expliquer pourquoi ces informations sont adéquates pour refléter ou représenter le coût de production dans le pays d'origine, contrevient à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

7.3 Allégation de la Russie concernant le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base

7.3.1 Introduction

7.132. La Russie affirme que le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base exige que, pour le calcul d'une valeur normale sur la base du coût de production, seuls les prix "représentatifs" soient utilisés.²⁹¹ Elle affirme également que les autorités de l'UE croient comprendre que les prix "représentatifs" désignent les prix non affectés par les "distorsions" dues à la réglementation des pouvoirs publics.²⁹² Elle allègue que cette mesure est donc incompatible "en tant que telle" avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.²⁹³

7.133. Le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base dispose ce qui suit:

Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales, ou lorsque ces ventes sont insuffisantes, ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la valeur normale du produit similaire est calculée sur la base du coût de production dans le pays d'origine, majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les dépenses administratives et les autres frais généraux et d'une marge bénéficiaire raisonnable, ou sur la base des prix à l'exportation, pratiqués au cours d'opérations commerciales normales, vers un pays tiers approprié, à condition que ces prix soient représentatifs.

7.134. La contestation de la Russie est fondée sur son affirmation selon laquelle la partie finale du premier alinéa de l'article 2.3, "à condition que ces prix soient représentatifs", s'applique et se rapporte non seulement à l'expression antérieure "prix à l'exportation", mais aussi à l'expression

²⁸⁹ Union européenne, déclaration finale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 8.

²⁹⁰ De plus, nous avons demandé à l'Union européenne d'expliquer pourquoi les références citées aux déclarations de l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)* et *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)* étaient pertinentes pour notre évaluation de l'allégation de la Russie au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, considérant que l'Union européenne ne traitait pas la Russie comme un pays NME (contrairement aux faits pertinents sous-tendant l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)* et que le présent différend ne portait pas sur des frais d'administration et de commercialisation, et frais de caractère général (contrairement aux faits pertinents sous-tendant l'affaire *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*). L'Union européenne a de nouveau dit que ces affaires "confirm[aient] [son] argument plus général" selon lequel l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas être tenue d'utiliser des données dont elle avait déjà déterminé qu'elles n'étaient pas à même de garantir une comparaison valable et équitable (Union européenne, réponse à la question n° 77 du groupe spécial, paragraphes 15 à 17). Cependant, elle n'a pas expliqué comment les différends qu'elle a cités étayaient l'allégation selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas utiliser des données qu'elle avait déjà rejetées, compte tenu en particulier des différences substantielles entre la méthode d'ajustement des frais et les faits sous-tendant ces différends.

²⁹¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 62 à 90 et 109.

²⁹² Russie, première communication écrite, paragraphes 89 et 90.

²⁹³ Russie, première communication écrite, paragraphes 89 à 110.

plus éloignée "coût de production" . Pour faire admettre cette allégation, la Russie doit démontrer que la teneur de la mesure est, en fait, telle qu'elle l'a allégué. Nous rappelons à cet égard qu'"[i]l incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie est incompatible "en tant que telle" avec les obligations dans le cadre de l'OMC d'apporter des éléments de preuve quant au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation".²⁹⁴ Puisque les Membres de l'OMC sont présumés avoir adopté leurs lois de bonne foi, une plainte contre la législation d'un Membre "en tant que telle" est considérée comme étant une "contestation[] sérieuse[]".²⁹⁵

7.135. Lorsqu'une législation nationale est contestée "en tant que telle", le point de départ de l'analyse sera le texte de la législation nationale telle qu'il est libellé.²⁹⁶ Un plaignant peut donc chercher à étayer son interprétation du sens de la législation nationale sur la base uniquement du texte de cette législation.²⁹⁷ Il peut aussi chercher à étayer son interprétation du sens de la législation nationale en cause par des éléments additionnels, y compris les "éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus".²⁹⁸ Lorsque la législation nationale d'un Membre est contestée "en tant que telle", la responsabilité qui nous incombe est d'examiner le sens et la portée de la législation nationale en cause pour procéder à une évaluation objective de la question.²⁹⁹ En conséquence, nous commencerons notre analyse de cette allégation en soupesant les éléments de preuve qui nous ont été présentés afin d'évaluer si le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base a la teneur alléguée par la Russie. En particulier, nous examinerons si les éléments de preuve démontrent ou non que le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" s'applique et se rapporte à l'expression "coût de production".

7.3.2 Question de savoir si le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base exige que, dans la construction de la valeur normale, seuls les prix "représentatifs" soient utilisés

7.136. Dans la présente section, nous résumons brièvement les arguments de chaque partie qui se rapportent à l'évaluation des éléments de preuve présentés en ce qui concerne le sens allégué du premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base, puis nous procédons à l'examen et à l'évaluation des éléments de preuve pertinents.

7.137. La Russie note que le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base décrit deux autres méthodes pour déterminer la valeur normale: a) le coût de production dans le pays d'origine; et b) les prix à l'exportation, pratiqués au cours d'opérations commerciales normales, vers un pays tiers approprié. La Russie interprète le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" figurant dans la dernière partie du premier alinéa de l'article 2.3 comme établissant une prescription, à savoir que les "prix" soient "représentatifs", applicable aux deux autres méthodes.³⁰⁰

7.138. L'Union européenne fait valoir que les affirmations de la Russie concernant le portée et le sens du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" figurant dans le premier alinéa de l'article 2.3 sont incorrectes en fait; l'expression "ces prix" figurant à l'article 2.3 du Règlement antidumping de base renvoie à la seule autre occurrence figurant dans cet article dans laquelle le terme "prix" fait référence aux "prix à l'exportation".³⁰¹ L'Union européenne affirme que

²⁹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.156 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157).

²⁹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 172 et 173.

²⁹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 168.

²⁹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.156.

²⁹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.100 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157).

²⁹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.201 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.98; *États-Unis – Acier au carbone (Inde)*, paragraphe 4.445).

³⁰⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 61 à 64.

³⁰¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 51 et 52.

la Russie n'est pas en mesure de démontrer que le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" figurant à l'article 2.3 désigne autre chose que les "prix à l'exportation".³⁰²

7.139. L'allégation de la Russie concernant le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est fondée sur l'affirmation selon laquelle la dernière partie de cette disposition – "à condition que ces prix soient représentatifs" – exige que le "coût de production dans le pays d'origine" soit "représentatif[]" pour être utilisé dans la construction de la valeur normale. Ainsi, la question liminaire que nous examinons au sujet de cette allégation est la question de savoir si la Russie a établi ou non que la dernière partie de la disposition contestée était applicable au "coût de production dans le pays d'origine". La Russie trouve des éléments à l'appui de sa qualification de la dernière partie du premier alinéa de l'article 2.3 dans a) le libellé de cette disposition, l'historique de son développement et le sens ordinaire des termes utilisés; b) une déclaration faite par la Commission des Communautés européennes en 2002; et c) certains éléments de preuve additionnels concernant le sens du terme "représentatif[]", y compris d'autres dispositions du Règlement antidumping de base, les considérants 3 et 4 du Règlement n° 1972/2002, la pratique de l'application des normes pertinentes par les autorités de l'UE et des arrêts du Tribunal de l'Union européenne. Nous allons procéder à l'examen de chacune de ces catégories d'éléments de preuve.

7.3.2.1 Libellé

7.140. La Russie trouve des éléments étayant sa position concernant la portée de la dernière partie du premier alinéa de l'article 2.3 dans le sens donné par le dictionnaire du mot "those" (ces) et dans l'emplacement du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" dans l'article 2.3: après la description des deux autres méthodes pour déterminer la valeur normale ("le coût de production" et les "prix à l'exportation").³⁰³

7.141. S'agissant du sens du mot "those" (ces), la Russie note que ce mot, qui précède le mot "prices" (prix), "est utilisé, entre autres chpses, pour faire référence à des "things or persons pointed to or already mentioned" (choses ou personnes désignées ou déjà mentionnées)"³⁰⁴, "in opposition to *this*: properly denoting the more distant of two things" (par opposition à *this* (ce): qui désigne celle de deux choses qui est la plus éloignée).³⁰⁵ La Russie note, en revanche, que le mot "these" (ces) est utilisé pour faire référence à des "things or persons present or near (actually, or in thought, esp. as having just been mentioned)" (choses ou personnes présentes ou proches (dans la réalité, dans la pensée, en particulier celles qui viennent d'être mentionnées))"³⁰⁶ et fait référence à "the nearer of two things close to the speaker" (celle de deux choses qui est la plus proche de celui qui parle).³⁰⁷ Pour la Russie, le pronom "those" (ces) a une portée plus large que celle du pronom "these" (ces)³⁰⁸, couvrant ainsi "toutes les options disponibles" dans le contexte du premier alinéa de l'article 2.3: le coût de production et les prix à l'exportation.³⁰⁹

7.142. La Russie note qu'en 1995, l'Union européenne a modifié le libellé initial de la disposition en remplaçant "provided that *these* prices are representative" par "provided that *those* prices are representative" (à condition que ces prix soient représentatifs).³¹⁰ Sur la base de la dichotomie alléguée entre les termes "these" et "those", la Russie fait valoir que cette modification législative a des "incidences [très] réelles" sur la portée de la disposition contestée et témoigne de l'intention

³⁰² Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 5.

³⁰³ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 10; réponse à la question n° 1 du Groupe spécial, paragraphes 3 et 5; et deuxième communication écrite, paragraphe 23.

³⁰⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 65 (citant le Oxford English Dictionary en ligne, définition de "those", <http://www.oed.com/view/Entry/201046?redirectedFrom=those&> (consulté le 21 mars 2019) (pièce RUS-55, sens I.2.a.)).

³⁰⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 65 (citant le Oxford English Dictionary en ligne, définition de "that", <http://www.oed.com/view/Entry/200177> (consulté le 21 mars 2019) (pièce RUS-47, sens II.B.2.a.)).

³⁰⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 65 (citant le Oxford English Dictionary en ligne, définition de "these" <http://www.oed.com/view/Entry/200651?result=2&rskey=Oa3AQE&> (consulté le 21 mars 2019) (pièce RUS-54), sens II.3.a.)).

³⁰⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 64 (citant le *New Oxford American Dictionary*, 3^{ème} éd., A. Stevenson et C. A. Lindberg (éd.), (Oxford University Press, 2011), définition de "this" (pièce RUS-53), page 1)

³⁰⁸ Russie, réponse à la question n° 1 du Groupe spécial, paragraphe 7.

³⁰⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 65.

³¹⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 36 à 39.

délibérée³¹¹ de l'Union européenne d'élargir la prescription relative au caractère "représentatif" au coût de production et aux prix à l'exportation. Selon la Russie, si le mot "prix" était censé faire référence uniquement aux prix à l'exportation, il aurait été plus approprié d'utiliser le pronom "these" (ces), en tant que forme plurielle de "this" (ce), qui "faire référence à celle de deux choses qui est la plus proche de celui qui parle".

7.143. S'agissant de l'emplacement du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs", la Russie note qu'à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, le membre de phrase "à condition que ce prix soit représentatif" est placé après les mots "un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié" et avant les mots "le coût de production dans le pays d'origine", indiquant ainsi clairement que la prescription s'applique seulement au prix à l'exportation.³¹² Selon la Russie, cette différence entraîne une interprétation différente "lorsque le pronom figurant dans les dispositions correspondantes est modifié".

7.144. Le point de départ de l'analyse du sens d'une disposition de la législation nationale est le texte de cette législation, *tel qu'il est libellé*.³¹³ Par conséquent, nous examinerons, sur la base du texte de l'article 2.3 *tel qu'il est libellé*, si le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" s'applique au coût de production. Nous prenons note des arguments de la Russie mettant en avant que l'article 2.3 employait une terminologie différente et que l'article 2.2 de l'Accord antidumping était structuré de manière différente. Toutefois, ces arguments revêtent un caractère différent et sont évalués différemment des éléments de preuve contenus dans le libellé même de la mesure contestée, qui, comme nous l'avons indiqué, est le point de départ de notre analyse.

7.145. Nous observons que les définitions du dictionnaire présentées par la Russie montrent que le terme "those" (ces) a deux usages: en tant que *pronom démonstratif*³¹⁴ et en tant que *déterminant démonstratif*.³¹⁵ Lorsqu'il est employé en tant que pronom démonstratif, le terme "indique[] des choses ou des personnes désignées ou déjà mentionnées", comme l'a observé la Russie. Selon cette acception, "those" (ces) est un pronom qui *remplace* un nom et se suffit à lui-même. Lorsqu'il est employé en tant que *déterminant démonstratif*, le terme indique "des choses ou des personnes connues comme étant telles qu'elles sont décrites"³¹⁶ et "désigne[] les personnes ou les choses indiquées".³¹⁷ Selon cette acception, "those" (ces) *introduit* le nom, sans le remplacer. Dans la dernière partie du premier alinéa de l'article 2.3, le mot "those" (ces) est suivi du mot "prices" (prix). Nous estimons que l'emploi du terme "those prices" (ces prix) dans le libellé de cette disposition est compatible avec le sens de "those" (ces) utilisé en tant que déterminant démonstratif, c'est-à-dire pour désigner ou introduire le mot "prices" (prix). Nous observons que la seule autre occurrence dans laquelle le terme "prix" est utilisé dans le premier alinéa de l'article 2.3 est lorsqu'il fait référence à la deuxième autre méthode pour déterminer la valeur normale: les "prix à l'exportation, pratiqués au cours d'opérations commerciales normales, vers un pays tiers approprié". Nous constatons que l'emploi dans le libellé de l'expression "prix à l'exportation" suivie de l'expression "those prices" (ces prix) établit, au sens du premier alinéa de l'article 2.3, un lien manifeste entre le membre de phrase exigeant que les prix soient représentatifs et la deuxième méthode de détermination de la valeur normale, qui est fondée sur les prix à l'exportation. Selon notre évaluation, le libellé même du premier alinéa de l'article 2.3 étaye l'interprétation selon

³¹¹ Russie, réponse à la question n° 1 du Groupe spécial, paragraphe 6.

³¹² Bien que le libellé du premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base soit quasiment identique à celui de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, lorsqu'il décrit les autres méthodes pour déterminer la valeur normale l'article 2.2 présente d'abord le prix à l'exportation vers un pays tiers approprié et ensuite le coût de production dans le pays d'origine.

³¹³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 168.

³¹⁴ Oxford English Dictionary en ligne, définition de "those"
<http://www.oed.com/view/Entry/201046?redirectedFrom=those&> (consulté le 21 mars 2019), (pièce RUS-55), sens I.

³¹⁵ Oxford English Dictionary en ligne, définition de "those"
<http://www.oed.com/view/Entry/201046?redirectedFrom=those&> (consulté le 21 mars 2019), (pièce RUS-55), sens II.

³¹⁶ Oxford English Dictionary en ligne, définition de "those"
<http://www.oed.com/view/Entry/201046?redirectedFrom=those&> (consulté le 21 mars 2019), (pièce RUS-55), sens II.6.b.

³¹⁷ *Shorter Oxford English Dictionary*, 6^{ème} édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 3245.

laquelle le terme "those" (ces) désigne uniquement le nom qui suit ("prix"), comme l'affirme l'Union européenne.³¹⁸

7.146. Dans la description de la première méthode de détermination de la valeur normale, le premier alinéa de l'article 2.3 fait référence au "coût de production dans le pays d'origine, majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les dépenses administratives et autres frais généraux et d'une marge bénéficiaire raisonnable". Ainsi, le lien manifeste établi sur la base du terme "prix" est absent de la première méthode de détermination de la valeur normale. Cette différence est renforcée par le fait que la structure du premier alinéa de l'article 2.3 établit les première et deuxième méthodes comme possibilités pour la détermination de la valeur normale, la première sur la base des coûts de production et la deuxième sur la base des prix à l'exportation. Compte tenu de cette structure, l'utilisation de l'expression "those prices" (ces prix) serait un choix illogique pour un rédacteur souhaitant faire référence aux deux autres méthodes de détermination de la valeur normale. Une meilleure formulation, si telle était son intention, aurait notamment pu être: "provided that those costs or prices are representative" (à condition que ces coûts ou prix soient représentatifs). Par conséquent, nous ne constatons pas que le texte même étaye une interprétation du membre de phrase "provided that those prices are representative" (à condition que ces prix soient représentatifs) comme couvrant "toutes les options disponibles" comme le laisse entendre la Russie.³¹⁹

7.147. Le fait que le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" soit placé à la fin du premier alinéa de l'article 2.3 ne signifie pas en soi que ce membre de phrase couvre les deux méthodes mentionnées dans cet alinéa. Selon nous, le fait que le membre de phrase contesté soit placé à la fin de la phrase indique qu'il se rapporte à la méthode correspondant à la deuxième occurrence: les "prix à l'exportation ... vers un pays tiers approprié".

7.148. Pour étayer son interprétation de la disposition contestée, l'Union européenne a fourni les versions française et espagnole de la modification de 1995. Parce que les deux versions utilisent le "même terme" ("ces prix" en français et "estos precios" en espagnol), l'Union européenne fait valoir qu'une quelconque modification du libellé initial de la dernière partie du premier alinéa de l'article 2.3 "n'a pas [eu] la moindre incidence sur le sens de la disposition".³²⁰

7.149. Notre examen de la version espagnole confirme que la condition exigeant l'utilisation des prix "représentatifs" s'applique exclusivement à la détermination de la valeur normale fondée sur les prix à l'exportation vers un pays tiers. Dans la version espagnole, l'article 2.3 ne comporte pas une mais deux phrases. La première phrase dispose que, dans les circonstances spécifiées, la valeur normale doit être déterminée sur la base du coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les dépenses administratives et autres frais généraux et d'une marge bénéficiaire raisonnable. La deuxième phrase dispose que la valeur normale peut aussi être calculée sur la base des prix à l'exportation vers un pays tiers approprié pratiqués aux cours d'opérations commerciales normales, "à condition que ces prix soient représentatifs".³²¹

7.150. À la lumière de ce qui précède, nous constatons que le libellé du premier alinéa de l'article 2.3 n'étaye pas une interprétation selon laquelle l'expression "ces prix" qui figure dans le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs", dans le premier alinéa de l'article 2.3, couvre à la fois les "prix à l'exportation" et le "coût de production dans le pays d'origine". Par conséquent, nous constatons que le *libellé* du premier alinéa de l'article 2.3 n'étaye pas l'allégation de la Russie concernant la portée de cette disposition. En effet, nous constatons que le libellé est contraire à l'interprétation donnée par la Russie de cette disposition. En outre, nous constatons que le libellé du premier alinéa de l'article 2.3 est clair à cet égard, et nous accordons une valeur probante importante à cette constatation. Gardant à l'esprit cette interprétation comme élément de preuve

³¹⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 49.

³¹⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 65.

³²⁰ Union européenne, réponse à la question n° 2 du Groupe spécial, paragraphe 3.

³²¹ La version espagnole du premier alinéa de l'article 2.3 est libellée comme suit:

Quando, en el curso de operaciones comerciales normales, no existan ventas del producto similar o estas sean insuficientes, o cuando, debido a una situación especial del mercado, dichas ventas no permitan una comparación adecuada, el valor normal del producto similar se calculará sobre la base del coste de producción en el país de origen más una cantidad razonable en concepto de gastos de venta, generales y administrativos y en concepto de beneficios. También podrá calcularse utilizando los precios de exportaciones realizadas a un tercer país apropiado en el curso de operaciones comerciales normales y siempre que estos precios sean representativos.

de la teneur de la mesure contestée, nous procédons à l'examen et au soupesage des éléments de preuve restants avancés par la Russie à l'appui de la teneur alléguée de la mesure contestée.

7.3.2.2 Déclaration de la Commission européenne

7.151. La Russie fait valoir que la déclaration ci-après, faite par la Commission européenne au Conseil de l'Union européenne, confirme que les autorités de l'UE ne tiennent pas compte, dans la détermination de la valeur normale réelle, de certains coûts de production au motif qu'ils ne sont pas "représentatifs", conformément au premier alinéa de l'article 2.3.

Collecte des informations

En ce qui concerne les enquêtes antidumping et antisubventions au cours desquelles il est probable qu'il soit fait appel aux nouvelles dispositions de l'article 2, paragraphes 3 et 5 du Règlement (CE) n° 384/96 et de l'article 6, point d), du Règlement (CE) n° 2026/97, adoptées en vertu du présent règlement du Conseil, les services de la Commission demanderont, au début d'une enquête, des informations émanant non seulement des parties concernées mais également d'autres sources pertinentes. Le plaignant et toutes les autres parties concernées seront aussi invités à proposer d'éventuelles sources pertinentes. Les informations ainsi obtenues seront utilisées pour évaluer si les prix et les coûts indiqués par les exportateurs ou les producteurs sur lesquels porte l'enquête font l'objet ou non d'une distorsion au sens des modifications susmentionnées.

7.152. La déclaration est reproduite dans un document du 16 octobre 2002 présenté par le Groupe "Questions commerciales" au Comité des représentants permanents/Conseil, portant sur deux propositions législatives visant à modifier le Règlement n° 384/96 (le Règlement antidumping de base) et le Règlement n° 2026/97 (le Règlement antisubventions de base). La première proposition visait à préciser le Règlement antidumping de base et la deuxième proposition prévoyait l'abrogation ou la modification de certaines dispositions du Règlement antisubventions de base.³²²

7.153. La Russie fait valoir que la déclaration étaye sa position selon laquelle le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" s'applique au coût de production. La Russie allègue que les dispositions introduites au moyen des modifications (le deuxième alinéa de l'article 2.3 et le deuxième alinéa de l'article 2.5) se rapportent au premier alinéa de l'article 2.3, et la déclaration indique que les informations obtenues par les autorités de l'UE seront utilisées pour évaluer "si les prix et les coûts indiqués par les exportateurs ou les producteurs sur lesquels porte l'enquête font l'objet ou non d'une distorsion au sens des modifications susmentionnées"³²³. Selon la Russie, cela indique que le coût de production doit, d'après les allégations, ne pas être faussé pour être utilisé dans la détermination de la valeur normale. En d'autres termes, la Russie estime que la référence faite dans la déclaration à une évaluation de la question de savoir si "les prix et les coûts ... font ou non l'objet d'une distorsion" décrit l'application au coût de production de la prescription relative au caractère "représentatif" figurant dans le premier alinéa de l'article 2.3, et que cette déclaration assimile les coûts et les prix.³²⁴

7.154. Nous observons que cette déclaration concerne la collecte d'informations tant dans les procédures antidumping que dans les procédures antisubventions, conformément aux modifications introduites au moyen des "nouvelles dispositions", ainsi que l'utilisation de ces informations par les autorités de l'UE. La déclaration ne mentionne pas le premier alinéa de l'article 2.3, ni le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs". De plus, la déclaration n'indique pas que le premier alinéa de l'article 2.3 contient une prescription selon laquelle les coûts de production doivent être "représentatifs" pour être utilisés dans la détermination de la valeur normale. Elle ne démontre pas non plus que, dans ce contexte, "[ne faisant pas l'objet] d'une distorsion" a le sens

³²² Déclarations datées du 16 octobre 2002, "Statements by the Commission to the Council Minutes", Annexe n° 11510/02 (pièce RUS-9), page 1.

³²³ Russie, première communication écrite, paragraphe 67; réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphes 11 à 17.

³²⁴ Russie, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphes 11 à 17.

de "représentatifs". Pour ces raisons, nous constatons que la déclaration de la Commission européenne n'étaye pas l'interprétation de la Russie de la teneur du premier alinéa de l'article 2.3.³²⁵

7.3.2.3 Dispositions du Règlement antidumping de base

7.155. La Russie invite le Groupe spécial à se reporter au deuxième alinéa de l'article 2.3, à l'article 2.2 et au deuxième alinéa de l'article 2.5, faisant valoir que le terme "représentatif" utilisé dans ces dispositions du Règlement antidumping de base "impliqu[e] une signification et une application identiques de ce terme".³²⁶

7.156. Le deuxième alinéa de l'article 2.3 dispose ce qui suit:

Il peut être considéré qu'il existe une situation particulière du marché pour le produit concerné au sens de la phrase précédente, notamment lorsque les prix sont artificiellement bas, que l'activité de troc est importante ou qu'il existe des régimes de transformation non commerciaux.

7.157. La Russie fait valoir que cette disposition, lue à la lumière du premier alinéa de l'article 2.3, révèle que des "prix artificiellement bas" ne seraient pas acceptés comme étant "représentatifs".³²⁷

7.158. Nous interprétons le deuxième alinéa de l'article 2.3 comme précisant les circonstances pouvant être considérées par les autorités chargées de l'enquête comme constituant une "situation particulière du marché", et indiquant que l'une de ces circonstances est lorsque les prix sont "artificiellement bas". La "situation particulière du marché" est mentionnée dans la première partie du premier alinéa de l'article 2.3 et fait partie des circonstances dans lesquelles la valeur normale doit être déterminée sur la base de différentes méthodes. Ainsi, nous constatons que le deuxième alinéa de l'article 2.3 se limite à clarifier l'expression "situation particulière du marché", qu'il n'indique pas ou ne précise pas la teneur de la disposition contestée qui décrit les deux autres méthodes de détermination de la valeur normale et qu'il se conclut par la prescription relative au caractère "représentatif" pertinente pour cette allégation. En d'autres termes, le deuxième alinéa de l'article 2.3 porte sur les conditions pouvant indiquer qu'il existe une situation particulière du marché telle que les ventes intérieures du produit similaire peuvent être écartées comme base pour la valeur normale. Il ne dit rien concernant la manière dont les différentes méthodes de détermination de la valeur normale doivent être appliquées, qui est l'objet de l'allégation considérée. Par conséquent, nous ne considérons pas que le deuxième alinéa de l'article 2.3, y compris la référence aux prix "artificiellement bas" qui s'y trouve, éclaire la question de savoir si le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" s'applique au coût de production au sens de la mesure contestée. Pour ces raisons, nous constatons que le deuxième alinéa de l'article 2.3 n'étaye pas l'interprétation de la Russie de la teneur du premier alinéa de cet article.

7.159. L'article 2.2 du Règlement antidumping de base se lit comme suit:

Les ventes du produit similaire destiné à la consommation sur le marché intérieur du pays exportateur sont normalement utilisées pour déterminer la valeur normale si le volume de ces ventes représente 5% ou plus du volume des ventes du produit considéré dans l'Union. Toutefois, un volume des ventes inférieur peut être utilisé, par exemple, lorsque les prix pratiqués sont considérés comme *représentatifs du marché concerné*.³²⁸

7.160. La Russie fait valoir que la référence aux prix "représentatifs" du marché concerné, et le fait que la disposition contestée vienne directement après l'article 2.2, donne à penser que le premier alinéa de l'article 2.3 exige des autorités de l'UE qu'elles examinent la "représentativité" des coûts de production.³²⁹ L'article 2.2 dispose qu'un faible volume de ventes intérieures peut être considéré comme suffisant lorsque "les prix pratiqués sont considérés comme représentatifs du marché concerné". Cette disposition permet d'éclairer une décision sur la question de savoir si un faible

³²⁵ À la lumière de cela, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les arguments contradictoires des parties sur la question de savoir si la déclaration de la Commission des Communautés européennes a une incidence sur l'interprétation de la disposition pertinente de l'Accord antidumping de base.

³²⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 71 et 72.

³²⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 68 et 69.

³²⁸ Pas d'italique dans l'original.

³²⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 71.

volume de ventes intérieures par rapport aux ventes à l'exportation peut servir de base pour la détermination de la valeur normale, de sorte qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à d'autres méthodes de détermination de la valeur normale. Ainsi, l'article 2.2 ne dit rien sur les coûts de production pouvant être utilisés pour déterminer une valeur normale construite, ni sur la question de savoir si ces coûts doivent être "représentatifs" au sens du premier alinéa de l'article 2.3. Pour ces raisons, nous constatons que l'article 2.2 n'étaye pas l'interprétation de la Russie de la teneur du premier alinéa de l'article 2.3.

7.161. Le deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base dispose ce qui suit:

Si les frais liés à la production et à la vente d'un produit faisant l'objet d'une enquête ne sont pas raisonnablement reflétés dans les registres de la partie concernée, ils sont ajustés ou déterminés sur la base des frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays, ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres *marchés représentatifs*.³³⁰

7.162. La Russie fait valoir que le mot "représentatifs" est aussi employé dans le deuxième alinéa de l'article 2.5, "ce qui suppose l'existence d'un sens et d'une application identiques de ce terme".³³¹ Le deuxième alinéa de l'article 2.5 porte sur la source des informations devant être utilisées en ce qui concerne les frais associés à la production et à la vente du produit considéré. Cette disposition n'exige pas que les coûts de production soient "représentatifs". Au contraire, elle indique que des coûts "raisonnables reflétés dans les registres de la partie concernée" peuvent être utilisés, sans faire référence à une condition de "représentativité". Dans cette disposition, le terme "représentatifs" est employé pour qualifier le *marché* pouvant être une source de remplacement pour les informations relatives aux frais lorsque les registres de la partie et d'autres sources émanant du même pays ont été rejetés. Cela diffère du sens et de l'application du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" tel qu'utilisé dans le premier alinéa de l'article 2.3. Pour ces raisons, nous constatons que le deuxième alinéa de l'article 2.5 n'étaye pas l'interprétation de la Russie de la teneur du premier alinéa de l'article 2.3.

7.3.2.4 Considérants du Règlement n° 1972/2002 et du Règlement n° 2017/2321

7.163. La Russie invite aussi le Groupe spécial à se reporter à deux règlements de l'UE sur lesquels elle fonde son interprétation du mot "représentatifs" figurant dans le premier alinéa de l'article 2.3.

7.164. La Russie fait valoir que le considérant 3 du Règlement n° 1972/2002 indique que seuls les prix du marché mondial et les prix sur les marchés sur lesquels ils reflètent l'offre et la demande, c'est-à-dire sans les "entraves au marché" ou les "distorsions" de la réglementation des pouvoirs publics, seront considérés par l'Union européenne comme "représentatifs" aux fins de l'article 2.3 du Règlement de base.³³² Le troisième considérant du Règlement n° 1972/2002 dispose ce qui suit:

L'article 2, paragraphe 3, du Règlement (CE) n° 384/96 dispose, entre autres, que lorsque les ventes du produit similaire ne permettent pas une comparaison valable, du fait d'une situation particulière du marché, la valeur normale doit être calculée sur la base du coût de production dans le pays d'origine, majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les dépenses administratives et autres frais généraux et d'une marge bénéficiaire raisonnable ou sur la base des prix à l'exportation, pratiqués au cours d'opérations commerciales normales, vers un pays tiers approprié, à condition que ces prix soient représentatifs. Il y a lieu de mieux définir les circonstances pouvant être considérées comme constituant une situation particulière du marché dans laquelle les ventes du produit similaire ne permettent pas une comparaison valable. Ces circonstances peuvent, par exemple, être liées à la pratique du troc et à l'existence d'autres régimes de transformation non commerciaux, ou à d'autres entraves au

³³⁰ Pas d'italique dans l'original.

³³¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 72 (faisant référence à la Résolution du Conseil du 8 juin 1993 (pièce RUS-10), paragraphe 3; "les différentes dispositions des lois devraient être cohérentes les unes avec les autres; le même terme devrait être utilisé dans l'ensemble de manière à exprimer un concept donné").

³³² Russie, première communication écrite, paragraphe 74.

marché. En conséquence, les signaux du marché peuvent ne pas refléter correctement l'offre et la demande, ce qui peut avoir une incidence sur les coûts et prix correspondants et peut aussi entraîner un décalage des prix nationaux par rapport aux prix du marché mondial ou aux prix d'autres marchés représentatifs. Il est évident que toutes les précisions données dans ce contexte ne peuvent pas être exhaustives compte tenu de la grande variété des éventuelles situations particulières du marché ne permettant pas une comparaison valable.³³³

7.165. La Russie fait valoir que le considérant 4 du Règlement n° 1972/2002 indique que, uniquement lorsque les prix ne sont pas affectés par des "entraves au marché" ou des "distorsions" et sont "[conformes] aux prix du marché mondial ou aux prix d'autres marchés représentatifs", l'Union européenne traitera les prix comme étant "représentatifs", en tant qu'indicateurs de marchés "représentatifs".³³⁴ Le quatrième considérant du Règlement n° 1972/2002 dispose ce qui suit:

Il convient de fournir des indications sur la marche à suivre si, conformément à l'article 2, paragraphe 5, du Règlement (CE) n° 384/96, les registres ne tiennent pas raisonnablement compte des frais liés à la production et à la vente du produit considéré, notamment dans des cas où, du fait d'une situation particulière du marché, les ventes du produit similaire ne permettent pas une comparaison valable. Dans ces circonstances, les données pertinentes doivent être obtenues de sources qui ne sont pas affectées par de telles distorsions. Il peut s'agir des coûts d'autres producteurs ou exportateurs établis dans le même pays ou, si ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, de toute autre source raisonnable, notamment les informations émanant d'autres marchés représentatifs. Les données pertinentes peuvent être utilisées soit pour l'ajustement de certains éléments des registres de la partie concernée, soit, si ce n'est pas possible, pour la détermination des coûts de cette partie.³³⁵

7.166. La Russie trouve également des éléments étayant son interprétation du terme "représentatifs" dans les considérants 5 et 6 du Règlement n° 2017/2321. Comme cela a déjà été observé, le Règlement n° 2017/2321 est un instrument récemment promulgué par l'Union européenne, qui établit de nouvelles règles pour l'établissement de la valeur normale en cas de "distorsions significatives" sur le marché du pays exportateur.³³⁶ La Russie fait valoir que ces considérants confirment que l'adjectif "représentatif" dans les expressions "marchés représentatifs" et "pays représentatifs", dans le contexte du Règlement antidumping de base, fait référence aux marchés et aux pays sans distorsions et donc différents du "pays exportateur" où il est constaté que ces "distorsions" alléguées entraînent des prix "artificiellement bas".³³⁷ Les considérants 5 et 6 du Règlement n° 2017/2321 disposent, respectivement, ce qui suit:

Les coûts sont normalement calculés d'après les documents comptables tenus par l'exportateur et producteur faisant l'objet de l'enquête. Toutefois, en présence de distorsions significatives directes ou indirectes dans le pays exportateur se traduisant par un niveau artificiellement bas des coûts consignés dans les documents comptables de la partie concernée, ces coûts peuvent être ajustés ou établis sur la base d'éléments raisonnables de quelque nature que ce soit, y compris des informations relatives à d'autres marchés représentatifs ou à des valeurs de référence ou prix internationaux. Il est également possible d'utiliser les coûts sur le marché intérieur, mais uniquement si des données correctes et adéquates permettent d'établir positivement que ces coûts ne sont pas faussés.

Lorsque les données proviennent de pays représentatifs et que la Commission doit déterminer si le niveau de protection sociale et environnementale dans ces pays est adéquat, il est nécessaire que la Commission examine si ces pays respectent les conventions fondamentales de l'OIT [Organisation internationale du travail] et les conventions multilatérales pertinentes en matière d'environnement.

³³³ Règlement n° 1972/2002 (pièce RUS-3).

³³⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 76.

³³⁵ Règlement n° 1972/2002 (pièce RUS-3).

³³⁶ Règlement n° 2017/2321 (pièce RUS-11).

³³⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 77 et 78.

7.167. Aucun des considérants mentionnés par la Russie ne fait référence à la disposition contestée ou à la prescription alléguée selon laquelle les coûts de production doivent être "représentatifs" pour être utilisés dans la construction de la valeur normale. En fait, ils concernent, clarifient ou modifient d'autres dispositions du Règlement antidumping de base. Par conséquent, les considérants n'étaient pas une interprétation du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" figurant dans la dernière partie du premier alinéa de l'article 2.3 comme faisant référence au "coût de production dans le pays d'origine" figurant dans cette même disposition, ou selon laquelle, conformément à ce membre de phrase, le premier alinéa de l'article 2.3 exige que le "coût de production" soit "représentatif[]".

7.3.2.5 Pratique des autorités de l'UE dans les procédures antidumping

7.168. La Russie fait valoir que la pratique de la Commission européenne dans l'application de l'expression "marchés représentatifs" en relation avec l'article 2.5 du Règlement antidumping de base éclaire le sens du terme "représentatif" tel qu'il est utilisé au premier alinéa de l'article 2.3.³³⁸ Dans sa première communication écrite, la Russie a renvoyé le Groupe spécial aux quatre déterminations ci-après formulées par la Commission européenne dans des procédures antidumping: le Règlement n° 661/2008, le Règlement n° 812/2008, le Règlement n° 236/2008 et le Règlement n° 1256/2008.³³⁹ Ces déterminations concernent l'application du deuxième alinéa de l'article 2.5 – y compris l'identification des "marchés représentatifs", plutôt que l'application du premier alinéa de l'article 2.3 et du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs". Après la première réunion de fond, la Russie a renvoyé le Groupe spécial à 12 déterminations additionnelles.³⁴⁰ À nouveau, aucune de ces déterminations ne concerne l'application du premier alinéa de l'article 2.3 et du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs". Pour ces raisons, nous constatons que les déterminations mentionnées n'étaient pas l'interprétation de la Russie de la teneur du premier alinéa de l'article 2.3.

7.3.2.6 Jugements du Tribunal de l'Union européenne

7.169. La Russie renvoie le Groupe spécial à trois jugements du Tribunal de l'Union européenne.³⁴¹ Les jugements concernent l'interprétation et l'application du deuxième alinéa de l'article 2.5, plutôt que l'application du premier alinéa de l'article 2.3 ou la portée du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs". Pour cette raison, nous constatons que les jugements mentionnés n'étaient pas l'interprétation de la Russie de la teneur du premier alinéa de l'article 2.3.

7.3.3 Conclusion

7.170. À la lumière de l'examen ci-dessus des communications des parties et de notre analyse de tous les éléments de preuve pertinents dont nous disposons, nous considérons que les éléments de preuve n'étaient pas l'interprétation de la Russie de la teneur du premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base. Par conséquent, nous constatons que les éléments de preuve n'indiquent pas, et que la Russie n'a donc pas démontré, que le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base exige que seuls des prix "représentatifs" soient utilisés dans la construction de la valeur normale du produit similaire. En effet, sur la base de notre examen des éléments de preuve pertinents versés au dossier dont nous sommes saisis, nous concluons que, sur le plan factuel, la mesure contestée n'a pas la teneur alléguée par la Russie. C'est à la Russie qu'incombe la charge de prouver que la mesure contestée a la teneur qui, d'après les allégations, est incompatible avec l'Accord antidumping. Ainsi, l'allégation de la Russie concernant la mesure contestée doit être jugée sans fondement. Par conséquent, nous ne considérons pas qu'il soit

³³⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 80 à 86.

³³⁹ Russie, première communication écrite, paragraphes 80 à 86 (faisant référence au Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), au Règlement n° 812/2008 (pièce RUS-16), au Règlement n° 236/2008 (pièce RUS-17) et au Règlement n° 1256/2008 (pièce RUS-18)).

³⁴⁰ Règlement n° 1891/2005 (pièce RUS-19); Règlement n° 1050/2006 (pièce RUS-31); Règlement n° 954/2006 (pièce RUS-34); Règlement n° 1269/2012 (pièce RUS-22); Règlement n° 1911/2006 (pièce RUS-20); Règlement n° 238/2008 (pièce RUS-35); Règlement n° 1251/2009 (pièce RUS-33); Règlement n° 237/2008 (pièce RUS-24); Règlement n° 240/2008 (pièce RUS-28); Règlement n° 994/2007 (pièce RUS-36); Règlement n° 172/2008 (pièce RUS-37); et Règlement n° 1194/2013 (pièce RUS-23). (Russie, réponse à la question n° 6 a) du Groupe spécial, paragraphe 26)

³⁴¹ Affaire T 235/08 (pièce RUS-12), paragraphes 36, 44 et 46; affaire T 84/07 (pièce RUS-13), paragraphes 44 et 60; affaire T 459/08 (pièce RUS-14), paragraphes 57 et 67. (Russie, première communication écrite, paragraphes 87 et 88)

nécessaire d'examiner plus avant les aspects additionnels de l'allégation "en tant que tel" de la Russie concernant le premier alinéa de l'article 2.3.

7.4 Allégations de la Russie concernant le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base

7.4.1 Introduction

7.171. La Russie allègue que le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'il introduit une circonstance additionnelle pour la détermination de la valeur normale par le biais d'autres méthodes qui n'est pas prévue à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Spécifiquement, la Russie allègue que le deuxième alinéa de l'article 2.3 dispose qu'une "situation particulière du marché pour le produit concerné" existe "lorsque les prix sont artificiellement bas".³⁴²

7.172. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Russie formule son allégation comme suit:

Le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base dispose ce qui suit:

"Il peut être considéré qu'il existe *une situation particulière du marché pour le produit concerné* au sens de l'alinéa précédent, notamment *lorsque les prix sont artificiellement bas*, que l'activité de troc est importante ou qu'il existe des régimes de transformation non commerciaux." (pas d'italique dans l'original)

La Fédération de Russie conteste le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base dans la mesure où il dispose qu'"une situation particulière du marché pour le produit concerné" existe "lorsque les prix sont artificiellement bas", introduisant ainsi une circonstance additionnelle pour la détermination de la valeur normale par le biais d'autres méthodes.

Il apparaît que cette mesure est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping car elle élargit les motifs d'utilisation d'autres méthodes de détermination de la valeur normale alors qu'"une situation particulière du marché pour le produit concerné" est limitée uniquement à la situation décrite dans la deuxième disposition additionnelle relative au paragraphe 1 de l'article VI, qui figure dans l'Annexe I du GATT de 1994.³⁴³

7.173. C'est l'allégation qui nous est présentée et la Russie est tenue de prouver que cette allégation avancée, selon laquelle le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible "en tant que tel" avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping pour les raisons indiquées par la Russie.³⁴⁴ La Russie a la charge de démontrer que les aspects contestés des mesures en cause sont incompatibles avec l'Accord antidumping.³⁴⁵ Elle s'acquittera de la charge qui lui incombe si elle établit des éléments *prima facie*, à savoir des éléments qui, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, font obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la Russie.³⁴⁶ Si elle ne s'acquitte pas de cette charge, cette allégation ne peut pas aboutir.

7.174. Nous commençons notre analyse de cette allégation par un examen de l'interprétation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping avancée par la Russie, dont celle-ci allègue qu'elle étaye son allégation d'incompatibilité en ce qui concerne le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base. L'interprétation faite par la Russie de l'article 2.2 et avancée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial est développée plus avant dans ses communications écrites et ses réponses aux questions du Groupe spécial et constitue le principal fondement de son allégation. Celle-ci consiste

³⁴² Russie, première communication écrite, paragraphe 21 b).

³⁴³ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 2.

³⁴⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 337.

³⁴⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 96. ("[I]l incombe à un Membre plaignant de présenter des éléments de preuve et des arguments juridiques suffisants pour démontrer que, *prima facie*, la mesure d'un autre Membre est incompatible avec une obligation pertinente résultant pour cet autre Membre des accords visés").

³⁴⁶ Rapport de l'Organe d'appel, *CE – Hormones*, paragraphes 98 et 104.

à dire que "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping fait exclusivement référence à la circonstance spécifique décrite dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, à savoir "un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État". Nous examinons aussi certains arguments additionnels d'incompatibilité développés par la Russie dans ses communications écrites, dont certains sont liés à la relation avancée entre "la situation particulière du marché" et la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, et dont certains sont indépendants de cette interprétation.

7.4.2 Question de savoir si "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping fait exclusivement référence à une situation spécifique qui est la circonstance décrite dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994

7.175. Comme cela a été noté, la Russie estime que le libellé "la situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping devra s'appliquer uniquement à un pays qui correspond à la description donnée dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994: "un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État".³⁴⁷ La question dont nous sommes saisis est celle de savoir si, comme l'affirme la Russie, "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping fait exclusivement référence à une situation spécifique et si cette situation spécifique est la situation spécifiée dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1.³⁴⁸ Pour répondre à cette question, nous ne devons pas nécessairement adopter une interprétation globale de ce qui peut constituer ou non "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2. Nous examinerons la question de savoir si l'interprétation avancée par la Russie peut constituer un fondement valable pour son allégation d'incompatibilité avec l'article 2.2 tel qu'interprété conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.

7.176. Nous commençons notre analyse en examinant le texte de la disposition en cause. L'article 2.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif, ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices.³⁴⁹

7.177. Pour étayer son interprétation selon laquelle l'expression "la situation particulière du marché" fait uniquement référence à une situation spécifique, la Russie s'appuie, entre autres choses, sur le fait que l'expression utilise l'article défini "la" et le fait que le terme "situation" est écrit au singulier.³⁵⁰

7.178. La Russie fait valoir que l'utilisation de l'article défini "la" indique que les rédacteurs savaient exactement à quelle situation du marché le membre de phrase "la situation particulière du marché" faisait référence.³⁵¹ Nous constatons que l'utilisation de l'article défini "la" s'explique mieux en relation avec la manière dont l'article 2.2 fonctionne en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping. En particulier, nous notons que l'existence d'un dumping est déterminée par exportateur au titre de l'article 2.³⁵² Par conséquent, la valeur normale est de même déterminée par exportateur, et l'article 2.2 prévoit trois circonstances dans lesquelles la valeur normale par exportateur n'est pas déterminée sur la base

³⁴⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 148 et 152.

³⁴⁸ Russie, réponse à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphes 41 et 45.

³⁴⁹ Note de bas de page omise.

³⁵⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 141.

³⁵¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 142.

³⁵² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphes 87 à 95.

des prix de vente intérieurs du produit similaire pratiqués par l'exportateur au cours d'opérations commerciales normales: a) lorsque de telles ventes n'ont pas lieu; b) lorsque, du fait du faible volume des ventes sur le marché intérieur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable; et c) lorsque, du fait de la situation particulière du marché, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable.³⁵³ Ainsi, "la" situation particulière du marché au sens de l'article 2.2 correspond à la situation qui existe en relation avec les ventes intérieures du produit similaire réalisées par l'exportateur spécifique pour lequel l'existence d'un dumping est déterminée, de sorte que ces ventes ne permettent pas une comparaison valable avec les ventes à l'exportation du produit considéré réalisées par l'exportateur. Dans toute application particulière de l'article 2.2 aux fins de l'établissement de la valeur normale en vue de déterminer l'existence d'un dumping pour un exportateur, la situation en cause concernant les ventes du produit similaire réalisées par l'exportateur sera définie, et non indéfinie. Nous constatons que cette interprétation explique mieux l'utilisation de l'article défini "la" dans le membre de phrase "la situation particulière du marché" que l'explication fournie par l'interprétation de la Russie: le fait que l'utilisation de "la" en tant que déterminant qualifie "la situation particulière du marché" comme faisant exclusivement référence à une seule situation spécifique qui était à l'esprit des rédacteurs de l'article 2.2., à savoir la situation décrite dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994.³⁵⁴ De plus, si les rédacteurs de l'article 2.2 avaient uniquement une situation spécifique à l'esprit lorsqu'ils ont utilisé le membre de phrase "la situation particulière du marché", comme l'allègue la Russie, on aurait pu s'attendre à ce qu'ils définissent le membre de phrase en précisant la situation à laquelle ils entendaient faire référence. Toutefois, comme l'admet la Russie, le membre de phrase n'est pas défini ainsi.³⁵⁵

7.179. Même si le terme "situation" est écrit au singulier, il ne s'ensuit pas qu'il doit faire exclusivement référence à la même situation particulière dans chaque cas où l'article 2.2 peut être appliqué, comme le fait valoir la Russie. Si, au lieu de cela, le pluriel "situations" avait été utilisé, l'article 2.2 pourrait être interprété comme exigeant, dans chaque cas de détermination de la valeur normale pour un exportateur spécifique, que plusieurs situations existent, ayant pour effet que les ventes intérieures ne permettent pas une comparaison valable, avant qu'une autorité chargée de l'enquête puisse ne pas tenir compte des ventes intérieures du produit similaire comme base pour la valeur normale et utiliser, au lieu de cela, un autre moyen de détermination de la valeur normale. Nous constatons que l'utilisation du singulier "situation" à l'article 2.2 évite simplement d'imposer une obligation involontaire de constater l'existence de plusieurs situations pour chaque détermination de la valeur normale, et qu'elle devrait être comprise comme signifiant que seule *une* situation particulière du marché avait pour effet que les ventes du produit similaire sur le marché intérieur ne permettent pas une comparaison valable serait exigée pour recourir à d'autres bases pour la détermination de la valeur normale. Par conséquent, nous constatons que l'utilisation du terme "situation" au singulier n'étaye en rien l'interprétation avancée par la Russie.

7.180. La Russie fait aussi valoir que le sens ordinaire des différents termes employés dans le membre de phrase "la situation particulière du marché" étaye l'interprétation qu'elle a avancée.³⁵⁶ Elle fait valoir que les définitions du dictionnaire donnent à penser que le membre de phrase "la situation particulière du marché" signifie que "la situation sur le marché est spéciale, individuelle pour ce marché spécifique".³⁵⁷ Toutefois, les raisons données par la Russie à l'appui de cet argument sont à nouveau fondées sur l'utilisation de l'article défini "la" et l'utilisation du terme "situation" au singulier.³⁵⁸ Ce sont les arguments que nous avons examinés plus haut. De même, le sens ordinaire du mot "particulière" n'établit pas qu'il n'est fait référence qu'à une seule situation de ce type dans

³⁵³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 94.

³⁵⁴ Nous constatons également que cette interprétation fonctionnelle de l'application de l'article 2.2 et de la condition relative à "la situation particulière du marché" évite d'accorder une importance indue au choix d'un article défini ou indéfini. Nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Russie selon lequel l'utilisation de l'article indéfini "una" dans la version espagnole de l'article 2.2, à la différence des articles définis figurant dans les versions anglaise et française, nécessite le recours à l'article 33 de la Convention de Vienne pour concilier les textes parce que, selon elle, l'article 2:4 du Code antidumping du Tokyo Round montre que l'utilisation de l'article "una" dans la version espagnole de l'article 2.2 de l'Accord antidumping est une erreur de traduction. (Russie, réponse à la question n° 114 du Groupe spécial, paragraphes 14 à 18) En fait, nous constatons qu'une telle conclusion serait justifiée uniquement si nous constatons que l'interprétation avancée par la Russie était correcte.

³⁵⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 139.

³⁵⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 140.

³⁵⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 140.

³⁵⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 141 et 142.

cette disposition. En fait, le terme "particulière" suggère qu'il ne s'agit pas d'une situation générale et qu'elle est spécifique aux faits et aux circonstances considérés au cas par cas. Par conséquent, le sens ordinaire des termes employés dans le membre de phrase "la situation particulière du marché" présenté par la Russie ne nous convainc pas que ce membre de phrase fait référence à une seule situation spécifique. Nous constatons que l'interprétation de la Russie selon laquelle la "situation particulière du marché" peut uniquement être interprétée comme faisant référence à une seule situation spécifique n'est pas étayée par le texte de l'article 2.2. Nous ne trouvons rien dans le texte de l'article 2.2 qui donne à penser que le sens du membre de phrase "la situation particulière du marché" est aussi restreint.

7.181. La Russie fait aussi valoir que le membre de phrase "la situation particulière du marché" fait exclusivement référence à la situation décrite dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994: "un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État".³⁵⁹ Comme indiqué plus haut, nous trouvons que le texte de l'article 2.2 n'étaye pas une interprétation du membre de phrase "la situation particulière du marché" comme faisant référence à une seule situation spécifique. En outre, nous ne trouvons rien dans l'article 2.2 qui fasse explicitement référence à la deuxième note additionnelle ou aux circonstances spécifiques décrites dans celle-ci.

7.182. La deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

Il est reconnu que, dans le cas d'importations en provenance d'un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, la détermination de la comparabilité des prix aux fins du paragraphe premier peut présenter des difficultés spéciales et que, dans de tels cas, les parties contractantes importatrices peuvent estimer nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une comparaison exacte avec les prix intérieurs dudit pays ne soit pas toujours appropriée.

7.183. Puisque, de l'avis de la Russie, la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 décrit "un pays qui a une situation de marché spéciale, individuelle", la Russie fait valoir que les rédacteurs du Code antidumping adopté à l'issue des négociations du Kennedy Round ont "tenu compte" de la deuxième note additionnelle lorsqu'ils ont introduit l'expression "situation particulière du marché".³⁶⁰ La Russie fait valoir, sur la base de son interprétation, qu'il est raisonnable de conclure que les négociateurs faisaient référence à ce "type particulier d'économie autre que de marché" comme étant "la situation particulière du marché".³⁶¹ Selon nous, les rédacteurs auraient tenu compte du principe d'interprétation selon lequel, lorsque les dispositions d'un accord utilisent des termes différents, on peut en déduire qu'ils ont un sens différent. Si l'intention des rédacteurs avait été de faire référence à la situation décrite dans la deuxième note additionnelle, ils auraient été censés le faire explicitement au moyen d'une référence ou utiliser les mêmes termes à cette fin. Même si nous acceptons que "la situation particulière du marché" constituait une étiquette appropriée pour la situation décrite dans la deuxième note additionnelle, nous ne pourrions pas convenir que le texte de l'article 2.2, examiné à la lumière de la deuxième note additionnelle, étaye une interprétation selon laquelle le membre de phrase "la situation particulière du marché" fait *exclusivement* référence à la situation décrite dans la deuxième note additionnelle.

7.184. Pour étayer son interprétation de l'article 2.2, la Russie fait référence au contexte fourni par l'article 2.7 de l'Accord antidumping.³⁶² L'article 2.7 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

³⁵⁹ Russie, première communication écrite, paragraphes 148 à 151 (faisant référence à GATT, CONTRACTING PARTIES – Ninth Session – Review Working Party II on Tariffs, Schedules and Customs Administration – Article VI – Proposal by the Czechoslovak Delegation – Revision, W.9/86/Rev.1 (21 December 1954) (pièce RUS-26) et à GATT, CONTRACTING PARTIES – Ninth Session – Report of Review Working Party III on Barriers to Trade Other Than Restrictions or Tariffs, L/334 (1 March 1955) (pièce RUS-27)).

³⁶⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 148.

³⁶¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 148.

³⁶² Russie, première communication écrite, paragraphe 144.

[L'article 2 de l'Accord antidumping] est sans préjudice de la [deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994].

7.185. Sur la base du sens donné par le dictionnaire du membre de phrase "sans préjudice"³⁶³, la Russie fait valoir que l'article 2.7 de l'Accord antidumping établit que les dispositions de l'article 2 de cet accord, y compris l'article 2.2, s'appliquent "sans porter atteinte aux droits des Membres au titre de la deuxième note additionnelle". Pour la Russie, l'article 2.2 de l'Accord antidumping contient l'obligation de déterminer la valeur normale au moyen d'une des deux méthodes décrites dans cette disposition et la deuxième note additionnelle offre une flexibilité en ce qui concerne la détermination de la valeur normale. La Russie fait valoir que si les conditions énoncées dans la deuxième note additionnelle sont remplies, une autorité chargée de l'enquête peut déroger à l'obligation établie à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, en se conformant au texte de la deuxième note additionnelle.³⁶⁴

7.186. Nous n'interprétons pas l'article 2.7 comme reliant l'article 2.2 et la deuxième note additionnelle de la manière indiquée par la Russie. Si, comme la Russie l'affirme, le membre de phrase "la situation particulière du marché" fait référence exclusivement à la situation décrite dans la deuxième note additionnelle, soit la nature obligatoire de cette disposition de l'article 2.2 est annulée par la deuxième note additionnelle dans tous les cas dans lesquels la disposition s'applique soit cette disposition obligatoire énoncée à l'article 2.2 restreint l'effet de la deuxième note additionnelle. Le sens de "sans préjudice" suggère plutôt que l'article 2 et la deuxième note additionnelle devraient fonctionner conjointement sans restreindre la portée ou l'effet de la deuxième note additionnelle. Nous croyons comprendre que l'article 2.7 préserve le fonctionnement de la deuxième note additionnelle, et que l'article 2 de l'Accord antidumping ne devrait pas être interprété d'une manière qui annule ou limite la deuxième note additionnelle. Le texte de la deuxième note additionnelle "reconnait" qu'une situation factuelle spécifique ("un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État"), pourrait donner lieu à une circonstance (des "difficultés spéciales" dans la "détermination de la comparabilité des prix") dans laquelle un Membre importateur pourrait devoir tenir compte d'une possibilité ("qu'une comparaison exacte avec les prix intérieurs ... ne soit pas toujours appropriée"). À cet égard, nous constatons que l'interprétation avancée par la Russie limiterait la deuxième note additionnelle d'au moins deux manières.

7.187. Premièrement, en reconnaissant que "la détermination de la comparabilité des prix ... peut présenter des difficultés spéciales" la deuxième note additionnelle fait référence à la difficulté que présente la *détermination* de la comparabilité des prix, alors que l'article 2.2 exige une détermination selon laquelle les ventes intérieures du produit similaire réalisées par un exportateur "ne permettent pas une comparaison valable". En d'autres termes, alors que la deuxième note additionnelle permettrait à l'autorité chargée de l'enquête d'éviter une comparaison exacte avec les prix intérieurs qui pourrait être inappropriée en raison des difficultés spéciales que peut présenter la détermination de la comparabilité des prix, l'article 2.2 est plus restrictif en exigeant une comparaison de prix à prix sauf si une détermination selon laquelle les prix intérieurs ne permettent pas une comparaison valable est faite.

7.188. La deuxième note additionnelle accorde à l'autorité chargée de l'enquête un pouvoir discrétionnaire considérable ("*peuvent estimer* nécessaire de *tenir compte de la possibilité ... ne soit pas toujours appropriée*"³⁶⁵) pour constater qu'une comparaison exacte entre les prix est appropriée malgré la présence de "difficultés spéciales". En revanche, l'article 2.2 a une application plus prescriptive ("*lorsque*, du fait de la situation particulière du marché ..., de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping *sera déterminée* [en utilisant une des deux autres méthodes pour la détermination de la valeur normale, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.2]").³⁶⁶

7.189. Pour ces raisons, nous constatons que l'interprétation avancée par la Russie limiterait la deuxième note additionnelle, en violation de la prescription de l'article 2.7 selon laquelle l'article 2

³⁶³ "Sans porter atteinte à telle ou telle allégation ou tel ou tel droit existant" (Russie, réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, paragraphe 46 (faisant référence à Oxford English Dictionaries en ligne, définition de "without prejudice" <https://www.oed.com/view/Entry/150162?redirectedFrom=without+prejudice#eid28522373> (consulté le 25 septembre 2019), page 3, (pièce RUS-149, page 3)).

³⁶⁴ Russie, réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, paragraphe 46.

³⁶⁵ Pas d'italique dans l'original.

³⁶⁶ Pas d'italique dans l'original.

de l'Accord antidumping est sans préjudice de la deuxième note additionnelle, ou annulerait la nature obligatoire de la disposition relative à "la situation particulière du marché" indiquée à l'article 2.2 dans tous les cas où elle s'applique. Nous constatons qu'aucun de ces éléments ne peut être retenu comme étant une interprétation correcte.

7.190. Dans son interprétation de la relation entre les articles 2.2 et 2.7 de l'Accord antidumping et la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, la Russie trouve aussi des éléments à l'appui dans la déclaration suivante faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)*:

L'obligation de procéder à une comparaison équitable prévue à l'article 2.4 [de l'Accord antidumping] s'applique dans toutes les enquêtes antidumping, indépendamment de la méthode utilisée pour déterminer la valeur normale. Dans ce contexte, nous rappelons que l'article 2.7 de l'Accord antidumping incorpore la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994. Cette disposition, lue conjointement avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping, a été interprétée comme permettant aux autorités chargées de l'enquête de ne pas tenir compte des prix et des coûts intérieurs d'un producteur [d'une économie autre que de marché] dans la détermination de la valeur normale au motif qu'une comparaison exacte avec ces prix peut ne pas être appropriée.³⁶⁷

7.191. Dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)*, l'Organe d'appel n'a pas été appelé à interpréter l'article 2.2 ou la deuxième note additionnelle. L'allégation examinée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)* concernait l'interprétation et l'application de l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Spécifiquement, la Chine a fait valoir devant l'Organe d'appel que le Groupe spécial avait fait erreur en constatant que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière incompatible avec la prescription relative à une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le rejet par les autorités de l'UE des demandes des producteurs chinois en vue de certains ajustements. La Chine a fait valoir qu'il n'y avait aucun fondement juridique dans l'Accord antidumping ou dans le Protocole d'accession de la Chine permettant de constater que l'article 2.4 de l'Accord antidumping imposait une obligation différente et moins rigoureuse s'agissant de procéder à une comparaison équitable dans des enquêtes visant des producteurs d'économies autres que de marché.

7.192. L'Organe d'appel a fait la déclaration mentionnée par la Russie en exposant la façon dont il comprenait "certaines questions relatives à l'interprétation de [l'article 2.4]".³⁶⁸ En indiquant que la deuxième note additionnelle, "lue conjointement avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping", a été interprétée comme permettant aux autorités de ne pas tenir compte des prix et des coûts intérieurs d'une économie autre que de marché, l'Organe d'appel faisait référence à l'obligation générale énoncée à l'article 2.2 de calculer la valeur normale sur la base des prix intérieurs à moins qu'il y ait une circonstance spéciale – compte tenu du fait que, dans le cas particulier d'une économie autre que de marché, la circonstance spéciale était établie dans la deuxième note additionnelle. Toutefois, l'Organe d'appel n'indique pas que "la situation particulière du marché" mentionnée à l'article 2.2 fait uniquement référence à la situation décrite dans la deuxième note additionnelle. En outre, il a fait cette déclaration sans procéder à la moindre analyse des libellés spécifiques de l'article 2.2 et de la deuxième note additionnelle. Par conséquent, nous ne considérons pas que la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)* au sujet de la relation entre l'article 2.2 et la deuxième note additionnelle fournit un quelconque appui à l'interprétation avancée par la Russie.

7.193. Compte tenu de tous les arguments présentés à l'appui de l'interprétation avancée par la Russie selon laquelle "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping fait exclusivement référence à une situation spécifique et selon laquelle il s'agit de la situation spécifiée dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, pour les raisons exposées plus haut, nous constatons que cette interprétation ne peut pas constituer

³⁶⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 147 (faisant référence au Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)*, paragraphe 5.205).

³⁶⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)*, paragraphe 5.198.

un fondement valable pour l'allégation de la Russie selon laquelle le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

7.4.3 Arguments additionnels liés à la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994

7.194. La Russie présente des arguments additionnels concernant l'interprétation de l'article 2.2 pour étayer son allégation selon laquelle l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Elle a précisé que certains de ces arguments étaient liés à l'interprétation qu'elle avait avancée, selon laquelle "la situation particulière du marché" faisait exclusivement référence à la situation spécifiée dans la deuxième note additionnelle, et que certains de ses arguments interprétatifs additionnels étaient indépendants de la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994.³⁶⁹ Nous commençons par examiner les arguments additionnels qui sont liés à la deuxième note additionnelle, avant de passer aux arguments indépendants de cette note.

7.195. La Russie fait valoir qu'il découle de l'interprétation qu'elle a avancée en relation avec la deuxième note additionnelle que la "situation particulière du marché" fait référence à une situation spécifique d'un pays "dans son ensemble", de sorte qu'une situation qui existe en ce qui concerne le marché du produit similaire ou de ses intrants ne peut pas constituer "la situation particulière du marché", y compris pour ce qui est d'une situation de "prix artificiellement bas" pour le produit similaire ou ses intrants.³⁷⁰ Nous notons tout d'abord que le qualificatif "dans son ensemble" n'apparaît pas dans le texte de l'article 2.2. Nous tenons aussi compte du fait que le terme "marché" est employé comme adjectif pour indiquer que la situation visée dans le membre de phrase "la situation particulière du marché" est une situation qui concerne un marché et que la pertinence de "la situation particulière du marché" dans le contexte de l'article 2.2 se rapporte à la question de savoir si elle a pour effet ou non que les ventes du produit similaire réalisées par l'exportateur sur le marché intérieur ne permettent pas une comparaison valable avec les ventes à l'exportation réalisées par l'exportateur pour lequel l'existence d'un dumping est déterminée. De ce fait, nous ne voyons aucune raison fonctionnelle pour qu'une situation existant par rapport au marché du produit similaire ou de ses intrants soit nécessairement exclue de ce qui constitue "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 dans le cadre de l'examen de la circonstance dans laquelle cette situation a pour effet que les ventes intérieures du produit similaire réalisées par l'exportateur ne permettent pas d'effectuer une comparaison valable avec les ventes à l'exportation du produit considéré réalisées par l'exportateur. Par conséquent, nous ne partageons pas l'avis selon lequel les situations qui ne concernent pas le pays exportateur "dans son ensemble" ou qui ne correspondent pas à la situation décrite dans la deuxième note additionnelle sont nécessairement exclues de ce qui constitue "la situation particulière du marché" dans le cadre de toute application de l'article 2.2 aux faits propres à une affaire donnée. Nous ne souscrivons donc pas à l'affirmation de la Russie selon laquelle de telles situations s'ajoutent nécessairement aux trois circonstances prévues à l'article 2.2 permettant de ne pas tenir compte des ventes intérieures du produit similaire réalisées par un exportateur et d'utiliser une autre base pour la valeur normale aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping.³⁷¹ En résumé, nous ne trouvons, dans le texte et dans le fonctionnement de l'article 2.2, aucun élément permettant d'interpréter "la situation particulière du marché" comme se rapportant nécessairement exclusivement à un pays "dans son ensemble", comme le fait valoir la Russie. Pour les raisons expliquées plus haut, nous ne partageons pas non plus l'avis selon lequel la deuxième note additionnelle étaye une telle interprétation de "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2. Nous constatons que cet argument interprétatif additionnel ne permet pas d'étayer l'allégation de la Russie selon laquelle l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

7.4.3.1 Arguments additionnels indépendants de la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994

7.196. Nous passons maintenant aux arguments additionnels de la Russie concernant l'interprétation de l'article 2.2, qui sont indépendants de l'interprétation avancée selon laquelle "la situation particulière du marché" fait exclusivement référence à la situation spécifiée dans la

³⁶⁹ Russie, réponses aux questions n° 61 a) et 61 b).

³⁷⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 148, 152 et 156; deuxième communication écrite, paragraphes 127 a), 127 b) et 127 c).

³⁷¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 125, 133, 135, 156, 157 et 159.

deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, et nous déterminerons si ces arguments additionnels permettent d'étayer l'allégation de la Russie selon laquelle le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

7.197. Premièrement, la Russie fait valoir que la disposition relative à la "situation particulière du marché" énoncée à l'article 2.2 ne contient aucun fondement juridique pour une analyse par l'autorité chargée de l'enquête de la question de savoir si les prix sont "artificiellement bas" sur la base d'un examen des signaux de l'offre et de la demande sur les marchés, des distorsions alléguées du marché, ou des prix du produit ou des intrants par rapport aux prix sur les marchés mondiaux ou les marchés représentatifs.³⁷² Hormis cette affirmation, la Russie ne donne aucune justification interprétative d'une telle interdiction, au-delà de l'observation selon laquelle il n'est pas explicitement fait référence à de telles analyses à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Nous considérons que cela constitue une base insuffisante pour constater que l'article 2.2 interdit à l'autorité chargée de l'enquête d'effectuer une telle analyse. Étant donné que l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'étayer ses déterminations au titre de l'article 2.2 au moyen de constatations de fait pertinentes et établies de façon suffisante, et d'une explication motivée et adéquate, nous ne considérons pas que l'absence d'autorisation explicite dans le texte de l'article 2.2 peut être interprétée comme étant une interdiction d'effectuer de telles analyses. Nous constatons que la Russie n'a pas démontré que ces analyses ne pouvaient jamais être pertinentes pour la détermination de l'autorité chargée de l'enquête sur la question de savoir si les faits et les circonstances propres à une affaire exigeaient une détermination selon laquelle la situation particulière du marché avait pour effet que les ventes intérieures du produit similaire réalisées par un exportateur ne permettaient pas une comparaison valable aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping. Ainsi, nous constatons que cet argument concernant l'interprétation de l'article 2.2 n'étaye aucunement l'allégation de la Russie selon laquelle l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

7.198. Deuxièmement, la Russie fait valoir que "les prix bas et les prix qui sont plus bas que dans [l'Union européenne], par exemple, peuvent être des prix habituels sur le marché intérieur de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête et refléter des opérations commerciales normales sur le marché intérieur" et donc, en prévoyant que lesdits "prix artificiellement bas" constituent le motif de l'utilisation des autres méthodes pour déterminer la valeur normale, la mesure en cause est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.³⁷³ Hormis cette affirmation, la Russie ne donne aucune justification interprétative de la raison pour laquelle l'article 2.2 exige nécessairement que des "prix habituels" reflétant des opérations commerciales normales sur le marché intérieur ne pourraient jamais être affectés par la situation particulière du marché de sorte que ces prix de vente seraient artificiellement abaissés et ne permettraient pas une comparaison valable. Nous notons que, conformément à l'article VI:1 a) du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, les ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales ne sont, en aucun cas, admissibles pour constituer la base pour la valeur normale. En conséquence, la référence à "de telles ventes" à l'article 2.2 doit faire référence aux ventes qui ont lieu au cours d'opérations commerciales normales et qui pourraient servir de base pour la valeur normale sauf si elles ne permettent pas une comparaison valable, en raison du faible volume, ou de la situation particulière du marché. Cette conclusion découle aussi du mot "ou" suivant la condition "[l]orsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur", qui indique que les deux conditions suivantes (c'est-à-dire "la situation particulière du marché" et le "faible volume") s'appliquent lorsque des ventes *ont* lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur mais que ces ventes peuvent ne pas constituer une base appropriée pour la détermination de la valeur normale pour d'autres raisons. Ainsi, le fait d'observer que les prix de vente sont habituels et reflètent le cours d'opérations commerciales normales dans le pays exportateur ne peut pas, en soi, exclure la possibilité que l'application de la condition relative au faible volume ou de la condition relative à la situation particulière du marché serait valable dans le cadre des faits propres à une affaire particulière. Sur cette base, nous constatons que la justification interprétative donnée par la Russie pour cet argument d'incompatibilité n'est pas valable et qu'elle

³⁷² Russie, première communication écrite, paragraphe 160; deuxième communication écrite, paragraphe 127 d).

³⁷³ Russie, première communication écrite, paragraphe 161; deuxième communication écrite, paragraphe 127 e).

ne peut pas étayer l'allégation de la Russie selon laquelle l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

7.199. Avant de conclure, nous notons que l'examen que nous avons fait jusqu'ici des questions interprétatives liées à cette allégation au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping était centré sur le texte et le contexte pertinent de cette disposition dans le cadre de l'examen de la justification juridique avancée par la Russie pour son allégation. Nous allons maintenant tenir compte de considérations liées à l'objet et au but de l'Accord antidumping. Nous notons tout d'abord que l'Accord antidumping ne contient pas de préambule pour guider l'examen de son objet et de son but.³⁷⁴ Nous notons également que l'Organe d'appel a examiné la teneur et la structure de l'Accord antidumping pour discerner l'objet et le but de celui-ci, et qu'il a constaté qu'il traitait du dumping dommageable en permettant aux Membres de prendre des mesures antidumping pour contrebalancer le dumping dommageable et en imposant des disciplines applicables à l'utilisation de telles mesures antidumping.³⁷⁵ Nous constatons que l'interprétation que nous avons tirée du texte et du contexte pertinent de l'article 2.2 de l'Accord antidumping cadre avec cette interprétation de l'Accord antidumping. Nous constatons que les considérations liées à l'objet et au but de l'Accord antidumping ne fournissent aucune base pour constater que la justification juridique avancée par la Russie constitue une interprétation correcte des dispositions pertinentes de l'Accord.

7.200. Enfin, nous notons que l'expression "la situation particulière du marché" a récemment été examinée par le Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier* dont le rapport a été adopté par l'ORD après la deuxième réunion de fond du présent différend.³⁷⁶ Nous avons demandé et reçu des observations des parties sur des aspects potentiellement pertinents de ce rapport et nous avons tenu compte du rapport et des observations des parties ainsi que du fait que les mesures, les justifications juridiques et les dossiers en cause dans ces deux différends étaient très différents. En particulier, nous notons que la justification juridique présentée par la Russie pour cette allégation n'a pas été avancée par les parties à ce différend et qu'elle n'était donc pas en cause dans cette affaire. D'après ce que nous comprenons, le Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier* a formulé des constatations concernant les justifications juridiques spécifiques avancées par les parties à ce différend, alors que notre analyse était exclusivement centrée sur la justification juridique particulière avancée par la Russie pour cette allégation. Néanmoins, nous observons que le raisonnement du Groupe spécial dans cette affaire concorde avec notre propre conclusion selon laquelle "la situation particulière du marché" ne fait pas exclusivement référence à la situation décrite dans la deuxième note additionnelle.

L'expression "situation particulière du marché" ne peut être définie d'une manière qui englobe toutes les situations différentes pouvant se présenter devant l'autorité chargée de l'enquête qui ne permettraient pas une "comparaison valable". À notre avis, le choix des rédacteurs d'utiliser cette expression devrait être considéré comme un choix délibéré. Par conséquent, même si l'expression "situation particulière du marché" est limitée par les mots "particulière" et "marché" qui la qualifient, elle ne peut pas être interprétée d'une manière qui identifie complètement les circonstances ou les choses qui constituent la situation que l'autorité chargée de l'enquête peut devoir prendre en considération.³⁷⁷

Nous considérons que ce raisonnement est convaincant et pertinent pour l'allégation qui nous a été présentée, dans la mesure où il reconnaît l'existence de "situations différentes ... qui ne permettraient pas une "comparaison valable"" et où il ne se limite donc pas exclusivement à la situation décrite dans la deuxième note additionnelle. Nous concluons donc que nos constatations et notre raisonnement au sujet de cette allégation sont en outre étayés par les constatations et le raisonnement du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier*.

³⁷⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 118.

³⁷⁵ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Lave-linge*, paragraphe 5.52; *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.25.

³⁷⁶ Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier*.

³⁷⁷ Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier*, paragraphe 7.21.

7.4.4 Conclusion

7.201. Après un examen attentif de tous les arguments présentés à l'appui de l'interprétation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping avancée par la Russie, nous constatons, pour les raisons exposées plus haut, qu'ils n'étaient pas son allégation selon laquelle le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Nous constatons que la Russie ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer que la justification juridique sur laquelle son interprétation de l'article 2.2 reposait fournissait une base valable pour cette allégation. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie.

7.5 Allégations de la Russie concernant la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base

7.5.1 Introduction

7.202. La Russie allègue que la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base est incompatible "en tant que telle" avec l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

7.203. Le deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base est libellé comme suit:

Si les frais liés à la production et à la vente d'un produit faisant l'objet d'une enquête ne sont pas raisonnablement reflétés dans les registres de la partie concernée, ils sont ajustés ou déterminés sur la base des frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays, *ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs*.³⁷⁸

7.204. La Russie conteste uniquement la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base: "ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs".³⁷⁹

7.205. La contestation de la Russie est fondée sur son affirmation selon laquelle, dans un certain scénario, la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 empêche la Commission européenne a) de calculer le coût de production sur la base des frais "associés à la production" du produit considéré conformément à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, et b) de construire la valeur normale sur la base du coût de production du produit similaire dans le pays d'origine du produit considéré conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.³⁸⁰ Dans le scénario avancé par la Russie, les frais d'autres producteurs ou exportateurs du pays d'origine du produit considéré "sont disponibles" mais "ne peuvent pas être utilisés" au sens du deuxième alinéa de l'article 2.5 parce que la Commission européenne détermine que ces frais sont faussés en raison de la réglementation des pouvoirs publics dans le pays d'origine du produit considéré et pour cette raison rejetés. La Russie fait valoir que, lorsque ce scénario se produit, la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 dispose que le coût de production doit être "ajusté[]" ou déterminé[]" "sur toute autre base raisonnable", c'est-à-dire toute base autre que les frais d'autres producteurs ou exportateurs du pays exportateur. Selon la Russie, cela empêche la Commission européenne de respecter l'obligation, prévue à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, de construire la valeur normale sur la base du "coût de production dans le pays d'origine". En outre, la Russie fait valoir que la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 exige que le coût de production soit "ajusté[]" ou déterminé[]" sur la base d'"informations émanant d'autres marchés représentatifs", ce qui, d'après les allégations, fait référence aux prix et coûts de production d'intrants non faussés dans des pays tiers, et empêche donc la Commission européenne de respecter l'obligation qui lui incombe au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping de calculer le coût de production sur la base des frais "associés à la production" du produit considéré. Enfin, la Russie a contesté l'absence de prescription explicite, dans la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5, visant à assurer le respect de l'obligation prévue à l'article 2.2 de l'Accord antidumping de fonder la construction de la valeur

³⁷⁸ Pas d'italique dans l'original.

³⁷⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 165.

³⁸⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 281.

normale sur "le coût de production dans le pays d'origine" et de faire en sorte que le coût de production "ajusté" ou "établi" représente "le coût de production dans le pays d'origine". Nous examinons chacun de ces arguments l'un après l'autre.

7.5.2 Question de savoir si l'article 2.2 de l'Accord antidumping exige que "le coût de production dans le pays d'origine" soit basé sur les frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays lorsque les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête sont rejetés

7.206. Selon la Russie, la Commission européenne n'est pas en mesure de respecter l'obligation énoncée à l'article 2.2 de l'Accord antidumping imposant de construire la valeur normale sur la base du "coût de production dans le pays d'origine" parce que la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5, dans le scénario présenté, exige qu'elle ajuste ou détermine les frais sur la base d'autre chose que les frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays. Dans le contexte de cette allégation, nous ne croyons pas comprendre que la Russie conteste le fondement du rejet des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, mais plutôt la conséquence d'un tel rejet, dans le scénario présenté, résultant de la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5. La question interprétative dont nous sommes saisis est donc celle de savoir si l'article 2.2 de l'Accord antidumping exige de l'autorité chargée de l'enquête ayant rejeté les registres d'un exportateur ou d'un producteur faisant l'objet de l'enquête qu'elle construise la valeur normale sur la base des frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays, de sorte que l'autorisation, dans la partie contestée, d'utiliser "toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs", entraînera nécessairement la construction d'une valeur normale qui n'est pas en conformité avec l'article 2.2.

7.207. Nous avons déjà exposé notre compréhension et notre interprétation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping en relation avec l'allégation de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais, et pour éviter une répétition inutile nous renvoyons à cette analyse figurant plus haut. Nous rappelons que nous avons constaté que l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne limitait pas les sources d'informations à utiliser pour calculer le coût de production aux seules sources à l'intérieur du pays d'origine.³⁸¹ Une fois que les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ont été rejetés, il n'y a aucune hiérarchie des sources sur lesquelles baser le coût de production dans le pays d'origine. Les frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays peuvent constituer une source appropriée, mais pas nécessairement la seule source possible. Bien entendu, l'autorité chargée de l'enquête reste assujettie à l'obligation d'établir le coût de production "dans le pays d'origine". Tant que l'autorité chargée de l'enquête établit un coût de production qui représente le coût de production dans le pays d'origine, la prescription de l'article 2.2 est respectée. Nous avons déjà constaté que l'autorité chargée de l'enquête pouvait être tenue d'adapter des informations extérieures au pays afin de faire en sorte qu'elles soient appropriées pour déterminer un coût de production "dans le pays d'origine".³⁸² Le respect de l'obligation d'adapter les informations extérieures au pays d'origine au titre de l'article 2.2 a aussi été examiné dans les affaires *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*. Dans les deux affaires, il a été constaté que les autorités chargées de l'enquête respectives avaient agi en violation de l'article 2.2 en n'expliquant pas comment les informations utilisées dans leurs calculs avaient été adaptées afin de faire en sorte qu'elles représentent le coût de production dans le pays d'origine.³⁸³ Il s'ensuit, d'après nous, que les frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays ne constituent pas la seule source d'informations relatives aux frais qui permette de satisfaire à la prescription de l'article 2.2 imposant l'utilisation du coût de production dans le pays d'origine lors de la construction de la valeur normale.

7.208. Pour les raisons indiquées plus haut, nous constatons que l'allégation de la Russie est dénuée de fondement valable à l'article 2.2 de l'Accord antidumping et nous rejetons donc ce fondement pour l'allégation de la Russie.

³⁸¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.74.

³⁸² Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

³⁸³ Rapports de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.81; *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.123.

7.5.3 Question de savoir si l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping exige que le coût de production soit basé sur les frais "associés à la production" du produit considéré lorsque les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête sont rejetés

7.209. Selon la Russie, la Commission européenne n'est pas en mesure de respecter l'obligation, énoncée à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, de calculer le coût de production sur la base des frais "associés à la production" du produit considéré parce que la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 exige que le coût de production soit "ajusté[] ou déterminé[]" sur la base d'"informations émanant d'autres marchés représentatifs", ce qui, d'après les allégations, fait référence aux prix et coûts de production d'intrants non faussés dans des pays tiers. Comme nous l'avons déjà indiqué, nous ne croyons pas comprendre que la Russie conteste le fondement du rejet des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, mais plutôt la conséquence d'un tel rejet, dans le scénario présenté, résultant de la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5. La question interprétative dont nous sommes saisis est donc celle de savoir si l'article 2.2.1.1 exige de l'autorité chargée de l'enquête ayant rejeté les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête qu'elle construise la valeur normale sur la base du coût "associé[]" à la production" du produit considéré.

7.210. La première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Aux fins du paragraphe 2, les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.

7.211. Nous avons déjà exposé notre compréhension et notre interprétation de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en relation avec l'allégation de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais, et pour éviter une répétition inutile nous renvoyons à cette analyse figurant plus haut. Nous rappelons que l'article 2.2.1.1 identifie les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête comme étant la source privilégiée des données relatives au coût de production, et donne pour instruction à l'autorité chargée de l'enquête de baser normalement ses calculs des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres remplissent deux conditions. La deuxième condition est la source du libellé sur lequel la Russie s'appuie pour fonder son allégation selon laquelle la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 est incompatible avec l'article 2.2.1.1. Toutefois, comme nous l'avons indiqué, la condition en question s'applique aux "registres" de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête plutôt qu'aux informations relatives aux frais utilisées à la place des frais consignés dans les registres. Une fois que les registres ont été rejetés comme source du coût de production pour construire la valeur normale, le libellé de la deuxième condition n'a aucune autre applicabilité en ce qui concerne les frais à utiliser. Au lieu de cela, nous avons constaté que lorsqu'une autorité chargée de l'enquête utilisait des informations autres que celles figurant dans les registres de l'exportateur ou du producteur pour construire le coût de production, elle devait faire en sorte que les informations³⁸⁴ soient appropriées pour déterminer un "coût de production" dans le pays d'origine"³⁸⁵, plutôt qu'elles "reflètent raisonnablement" les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré".³⁸⁶

7.212. Pour les raisons indiquées plus haut, nous constatons que l'allégation de la Russie est dénuée de fondement valable dans l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et nous rejetons donc ce fondement pour l'allégation de la Russie.

³⁸⁴ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73. (notes de bas de page omises)

³⁸⁵ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70. (note de bas de page omise)

³⁸⁶ Rapports de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.88; *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.18.

7.5.4 Question de savoir si la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base empêche la Commission européenne d'adapter les "informations émanant d'autres marchés représentatifs" pour établir "le coût de production dans le pays d'origine", conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping

7.213. La Russe conteste l'absence de prescription explicite dans la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 visant à assurer le respect de l'obligation prévue à l'article 2.2 de l'Accord antidumping imposant de fonder la construction de la valeur normale sur "le coût de production dans le pays d'origine" et donc de faire en sorte que le coût de production "ajusté" ou "établi" représente "le coût de production dans le pays d'origine".

7.214. Nous avons déjà exposé notre compréhension et notre interprétation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping en relation avec l'allégation de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais, et pour éviter une répétition inutile nous renvoyons à cette analyse figurant plus haut. Nous rappelons que lorsque l'autorité chargée de l'enquête utilise des informations autres que celles figurant dans les registres de l'exportateur ou du producteur pour construire le coût de production, elle doit faire en sorte que les informations³⁸⁷ soient appropriées pour déterminer un "coût de production" "dans le pays d'origine".³⁸⁸ L'autorité chargée de l'enquête n'est pas autorisée à simplement remplacer les frais émanant de l'extérieur du pays d'origine par le "coût de production ... dans le pays d'origine".³⁸⁹ Par conséquent, nous constatons que la Russie a présenté un fondement valable figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping pour formuler une allégation d'incompatibilité.

7.215. Nous rappelons que pour faire admettre cette allégation, la Russie doit démontrer que la teneur de la mesure correspond, en fait, à ce qu'elle a allégué. Notre analyse de ce fondement de l'allégation de la Russie commence par le soupesage des éléments de preuve qui nous ont été présentés afin d'évaluer si la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base a la teneur alléguée par la Russie.

7.216. Nous rappelons que le deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base est libellé comme suit:

Si les frais liés à la production et à la vente d'un produit faisant l'objet d'une enquête ne sont pas raisonnablement reflétés dans les registres de la partie concernée, ils sont ajustés ou déterminés sur la base des frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays, *ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs*.³⁹⁰

7.217. Nous rappelons également que la Russie conteste uniquement la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base: "ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs".³⁹¹

7.218. Spécifiquement, la Russie conteste l'absence de prescription explicite, dans la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5, visant à assurer le respect de l'obligation énoncée à l'article 2.2 de l'Accord antidumping imposant de fonder la construction de la valeur normale sur "le coût de production dans le pays d'origine" et donc de faire en sorte que le coût de production "ajusté" ou "établi" représente "le coût de production dans le pays d'origine".

7.219. La Russie expose son argument selon lequel l'absence d'une telle prescription explicite dans le deuxième alinéa de l'article 2.5 empêche la Commission européenne de respecter l'article 2.2, comme suit:

³⁸⁷ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.73. (notes de bas de page omises)

³⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.70. (note de bas de page omise)

³⁸⁹ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.73.

³⁹⁰ Pas d'italique dans l'original.

³⁹¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 165.

[E]n vertu du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement de base, les autorités de l'UE *doivent* "ajuster" ou "établir" le prix d'intrant ou le coût de production du producteur faisant l'objet de l'enquête dont il n'a pas été tenu compte, "sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs".

[Toutefois, cette] disposition ne contient pas la deuxième prescription spécifique imposant d'adapter les frais ajustés ou établis pour faire en sorte qu'ils représentent le coût de production du produit dans le pays d'origine. Étant donné que le texte du Règlement de base reflète un choix délibéré et soigneusement réfléchi du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne de déléguer un pouvoir aux autorités de l'UE pour des actions spécifiques, l'absence de prescription législative additionnelle imposant d'adapter le prix d'intrants ajusté "non faussé" ou le coût de production établi "non faussé" pour obtenir *le prix des intrants et les frais dans le pays d'origine* signifie qu'une telle adaptation n'est pas requise.³⁹²

7.220. Sur la base du texte lui-même, nous considérons que la Russie a démontré que l'adaptation d'informations extérieures au pays pour établir le coût de production dans le pays d'origine, conformément à l'article 2.2, n'est pas requise par la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5. Toutefois, nous estimons que cela n'est pas suffisant pour rendre la partie contestée incompatible "en tant que telle" avec l'article 2.2. La Russie fait en outre valoir ce qui suit:

Ainsi, l'absence de pouvoir délégué pour effectuer l'adaptation empêche les autorités de l'UE de faire en sorte que les prix des intrants et les autres coûts de production qu'elles entendent utiliser dans les calculs reflètent le coût de production du produit dans le pays d'origine.³⁹³

7.221. Pour cette affirmation, nous constatons que la Russie n'a pas fourni d'éléments de preuve adéquats indiquant que l'absence de pouvoir délégué pour effectuer l'adaptation signifie que la Commission européenne n'a aucun moyen d'effectuer les adaptations requises. Nous n'avons identifié aucun élément de preuve indiquant que le principe affirmé était une caractéristique de la législation interne pertinente de l'Union européenne. Nous rappelons que dans notre examen de la méthode d'ajustement des frais, nous avons constaté que dans presque toutes les déterminations que nous avons examinées appliquant le deuxième alinéa de l'article 2.5, la Commission européenne a apporté des ajustements pour tenir compte des frais de transport, de la taxe douanière à l'exportation, de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits d'accise, des coûts de distribution locaux, du fret maritime et des frais de transbordement, afin de retirer les dépenses liées à l'exportation et les frais de transport. Ces ajustements ne sont pas explicitement prévus à l'article 2.5, mais rien n'empêchait la Commission européenne de les faire.

7.222. La Russie fait valoir que la pratique concernant l'application de la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 démontre qu'elle est appliquée sans aucune adaptation qui assure l'arrivée au coût de production dans le pays d'origine et que cette absence d'adaptation est soutenue par le Tribunal de l'Union européenne.³⁹⁴ Nous rappelons que nous avons constaté plus haut que l'application systématique des premier et deuxième alinéas de l'article 2.5, avec l'appui des avis pertinents du Tribunal, démontrait le fonctionnement de la méthode d'ajustement des frais conformément à laquelle la Commission européenne ne prend pas en compte l'adaptation des informations extérieures au pays pour établir le coût de production dans le pays d'origine. Compte tenu de nos constatations concernant le fonctionnement de la méthode d'ajustement des frais, nous ne considérons pas que les éléments de preuve mentionnés par la Russie démontrent que le sens de la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 est que l'adaptation des informations extérieures au pays est impossible.

7.223. Pour ces raisons, nous constatons que les éléments de preuve n'étaient pas, et que la Russie n'a donc pas démontré, le fait que la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base empêche la Commission européenne d'adapter les informations extérieures au pays pour établir le coût de production dans le pays d'origine. Par conséquent, nous

³⁹² Russie, première communication écrite, paragraphes 264 et 265. (pas d'italique dans l'original)

³⁹³ Russie, première communication écrite, paragraphe 265.

³⁹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 272 et 273.

rejetons l'allégation de la Russie concernant l'incompatibilité avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping sur cette base.

7.224. Enfin, nous notons que le deuxième alinéa de l'article 2.5 a déjà fait l'objet d'un différend antérieur dans lequel il a été constaté que la mesure n'était pas incompatible "en tant que telle" avec l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Nous avons fondé nos constatations concernant la mesure contestée sur notre évaluation des éléments de preuve et arguments versés au dossier en l'espèce. Nous notons, toutefois, que nos constatations et notre raisonnement concernant cette allégation ne sont pas contraires aux constatations et au raisonnement du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*.³⁹⁵

7.5.5 Conclusion

7.225. Ayant examiné et rejeté chacune des justifications fournies par la Russie pour son allégation selon laquelle la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, nous concluons que la Russie n'a pas démontré le bien-fondé de cette allégation.

7.6 Allégations de la Russie concernant les mesures antidumping visant les importations de certains tubes et tuyaux soudés originaires de Russie

7.6.1 Introduction

7.226. La Commission européenne a imposé des droits antidumping sur certains tubes et tuyaux soudés en provenance, entre autres, de la Russie, au moyen du Règlement n° 1256/2008 du 16 décembre 2008.³⁹⁶ À l'issue d'un réexamen à l'expiration engagé en 2013, elle a prorogé l'application de ces droits pour cinq années supplémentaires au moyen du Règlement n° 2015/110 du 26 janvier 2015.³⁹⁷ La Commission européenne a constaté qu'il était probable que le dumping³⁹⁸ et le dommage³⁹⁹ se reproduiraient en cas d'abrogation des mesures.

7.227. La Russie allègue que, dans le cadre du réexamen à l'expiration, l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping:

- a. La première phrase de l'article 2.2.1.1 parce que, en déterminant la valeur normale, la Commission européenne:
 - i. n'a pas calculé le coût de production des tubes et tuyaux sur la base des registres du producteur faisant l'objet de l'enquête, parce qu'elle a rejeté les prix effectivement payés pour le gaz par le producteur faisant l'objet de l'enquête; et
 - ii. a utilisé des frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré".
- b. L'article 2.2.1 parce que la Commission européenne a utilisé des coûts de production incorrects, calculés en violation de l'article 2.2.1.1, dans le cadre du critère des opérations commerciales normales.
- c. L'article 11.3 parce que la Commission européenne a déterminé la probabilité que le dumping se reproduirait sur la base de frais calculés en violation de l'article 2.2.1.1 et 2.2.1 de l'Accord antidumping.⁴⁰⁰

7.228. L'Union européenne répond que la Russie n'a pas démontré que les déterminations de la Commission européenne relatives au calcul des coûts de production, aux opérations commerciales

³⁹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.242; rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 7.169 à 7.174.

³⁹⁶ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 1.

³⁹⁷ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), article premier; Russie, première communication écrite, paragraphe 437; et Union européenne, première communication écrite, paragraphe 110.

³⁹⁸ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 87.

³⁹⁹ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 163.

⁴⁰⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 483 à 485.

normales et à la probabilité que le dumping se reproduirait dont il est rendu compte dans le Règlement n° 2015/110 étaient incompatibles avec les articles 2.2.1.1, 2.2.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.

7.6.2 Allégations de la Russie au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1

7.6.2.1 Principaux arguments des parties

7.6.2.1.1 Russie

7.229. Les allégations de la Russie au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1 reposent sur deux principaux axes d'argumentation.

7.230. Le premier fondement de l'allégation de la Russie concerne le rejet des frais liés au gaz reflétés dans les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête. La Russie dit qu'en examinant la probabilité que le dumping se reproduirait, la Commission européenne a construit la valeur normale. Ce faisant, la Commission n'a pas calculé les coûts de production de certains tubes et tuyaux soudés sur la base des registres du producteur faisant l'objet de l'enquête.⁴⁰¹ En particulier, la Russie affirme que la Commission européenne a écarté les prix intérieurs du gaz parce qu'ils i) représentaient seulement 30% du prix du gaz russe à l'exportation et étaient nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés d'exportation non réglementés; et ii) étaient réglementés par les pouvoirs publics. Sur la base de ces éléments de preuve, la Commission européenne a conclu que les frais liés au gaz n'étaient pas "raisonnablement reflétés" dans les registres du producteur. En conséquence, la Russie affirme que la Commission européenne a rejeté les frais intérieurs consignés pour le gaz en s'appuyant sur la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.⁴⁰² La Russie rappelle que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a interprété la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 comme ne faisant pas référence au "caractère raisonnable" des frais consignés. En fait, cette disposition concerne "la question de savoir si les registres ... *représentent ou reproduisent convenablement et suffisamment* les frais engagés par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête".⁴⁰³

7.231. La Russie affirme que les raisons que la Commission européenne a données lors du réexamen à l'expiration pour ne pas tenir compte des prix du gaz du producteur russe – à savoir qu'ils ne correspondaient pas aux "prix pratiqués sur les marchés d'exportation non réglementés" – ne sont pas, en elles-mêmes, suffisantes pour conclure que les frais liés au gaz n'étaient pas "raisonnablement reflétés" dans les registres du producteur russe.⁴⁰⁴ Selon la Russie, la Commission européenne a en fait examiné le "caractère raisonnable" des frais consignés eux-mêmes.⁴⁰⁵ Ainsi, d'après la Russie, la Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en rejetant, au titre de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1, les prix du gaz consignés dans les registres du producteur russe.⁴⁰⁶

7.232. Le second fondement de l'allégation de la Russie concerne l'utilisation de frais qui ne sont pas "associés à la production et à la vente du produit considéré". La Russie affirme qu'après avoir constaté que les frais liés au gaz consignés dans les registres du producteur ne pouvaient pas être utilisés, la Commission européenne a calculé les coûts de production sur la base d'un prix de substitution à l'extérieur du pays, à savoir le prix du gaz russe lorsque celui-ci est vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus). Or, pour la Russie, ce prix du gaz à l'extérieur du pays ne peut pas être considéré comme étant "associé à la production et à la vente du produit considéré" car il n'a aucune "véritable relation" avec les frais se rapportant à la production et à la vente de tubes et de tuyaux soudés en Russie.⁴⁰⁷ Par conséquent, selon la Russie, la Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec la première phrase de

⁴⁰¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 469.

⁴⁰² Russie, première communication écrite, paragraphes 464 à 476.

⁴⁰³ Russie, première communication écrite, paragraphe 470 (citant le rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.26); et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 659.

⁴⁰⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 472.

⁴⁰⁵ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 658.

⁴⁰⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 472.

⁴⁰⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 481 et 482.

l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en ne calculant pas le coût de production sur la base des "frais associés à la production et à la vente du produit considéré".

7.6.2.1.2 Union européenne

7.233. L'Union européenne ne souscrit pas à l'avis selon lequel la Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en constatant que les prix intérieurs du gaz en Russie ne pouvaient pas être utilisés pour déterminer le coût de production et en utilisant, à la place, le prix du gaz russe lorsque celui-ci est vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus).

7.234. L'Union européenne affirme que, lors du réexamen à l'expiration concernant certains tubes et tuyaux soudés – la Commission européenne a constaté que, comme "les prix du gaz sur le marché intérieur russe [étaient] des prix réglementés", ces prix [étaient] "nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe". Compte tenu de ces distorsions, la Commission européenne n'a pas tenu compte des informations figurant dans les registres du producteur russe et est allée chercher d'autres données fiables pour établir les frais liés au gaz en Russie. Selon l'Union européenne, cela est compatible avec l'article 2.2.1.1 étant donné que les mots "normalement" et "[a]ux fins du paragraphe 2" figurant dans cette disposition confirment qu'il y a des circonstances, autres que celles des deux situations exposées dans cette phrase, dans lesquelles l'obligation de fonder le calcul des frais sur les registres ne s'applique pas.⁴⁰⁸ Cela est aussi compatible avec l'article 2 de l'Accord antidumping, qui exige l'établissement d'une valeur normale fondée sur des données concernant les prix ou les frais qui permettent l'établissement d'une valeur qui est "normale", par opposition à des données concernant les prix ou les frais qui sont faussées et peu fiables.⁴⁰⁹

7.235. L'Union européenne affirme que le rejet par la Commission européenne des frais russes liés au gaz est aussi étayé par la jurisprudence de l'OMC. À cet égard, elle affirme que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel n'a pas exclu qu'il puisse y avoir des circonstances dans lesquelles les données concernant le coût de production déclarées par l'exportateur ou le producteur ne puissent pas être utilisées. Par ailleurs, il n'a pas contesté le fait qu'il y avait des circonstances – outre les deux cas mentionnés expressément à l'article 2.2.1.1⁴¹⁰ – dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête avait besoin de s'appuyer sur d'autres éléments de preuve que les données consignées dans les registres de l'exportateur ou du producteur pour établir la valeur normale.⁴¹¹ Selon l'Union européenne, l'Organe d'appel a confirmé ce point de vue dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium*.⁴¹²

7.236. Pour l'Union européenne, la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 n'équivaut pas à un critère du "caractère raisonnable" des frais consignés ne s'applique pas aux situations dans lesquelles le prix intérieur d'intrants est réglementé. L'Union européenne rappelle que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, la Commission européenne a rejeté le prix intérieur de la matière première – les fèves de soja – parce qu'il était artificiellement inférieur au prix international en raison du système argentin de taxe à l'exportation. Or, dans le réexamen à l'expiration concernant les tubes et tuyaux soudés, l'intervention des pouvoirs publics sur les prix du gaz est bien plus directe car "les pouvoirs publics russes établissent

⁴⁰⁸ Union européenne, réponse à la question n° 80 du Groupe spécial, paragraphe 26.

⁴⁰⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 53 à 55; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 18.

⁴¹⁰ Comme nous l'avons déjà noté, l'article 2.2.1.1 donne pour instruction à l'autorité chargée de l'enquête de fonder normalement ses calculs des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ces registres remplissent deux conditions: i) ils sont tenus conformément aux principes GAAP du pays exportateur; et ii) ils "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré".

⁴¹¹ Union européenne, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 19; deuxième communication écrite, paragraphe 52 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.18 et note de bas de page 120; et au rapport du Groupe spécial *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 7.80 et note de bas de page 141); et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 17.

⁴¹² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 52 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.87).

les prix intérieurs du gaz et ne permettent pas du tout aux forces de l'offre et de la demande d'agir".⁴¹³

7.237. Enfin, l'Union européenne affirme que, compte tenu des obligations que la Russie a contractées au moment de son accession à l'OMC, elle peut rejeter les prix intérieurs russes des intrants de gaz lorsqu'ils ne sont pas établis sur la base de "considérations d'ordre commercial normales, selon les principes de récupération des coûts et de réalisation d'un bénéfice". L'Union européenne affirme que, lorsqu'elle a accédé à l'OMC, la Russie a confirmé qu'elle s'engageait à faire en sorte que les producteurs/distributeurs de gaz naturel en Fédération de Russie agiraient dans le cadre réglementaire pertinent, sur la base de "considérations d'ordre commercial normales" axées sur le recouvrement des coûts et la réalisation d'un bénéfice.⁴¹⁴ Selon l'Union européenne, l'engagement de la Russie, énoncé au paragraphe 132 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC et incorporé dans son Protocole d'accession, détermine comment le droit de l'OMC s'applique à la Russie.⁴¹⁵

7.6.2.2 Critère juridique

7.238. Le critère juridique applicable à la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping est exposé aux paragraphes 7.91 à 7.96.

7.6.2.3 Évaluation du Groupe spécial

7.239. Dans le cadre de son examen de la probabilité que le dumping pour certains tubes et tuyaux soudés se reproduirait, la Commission européenne a évalué si le produit similaire était vendu sur le marché intérieur russe au cours d'opérations commerciales normales en établissant la proportion de ventes intérieures bénéficiaires à des clients indépendants pour le type de produit concerné. Dans ce contexte, la Commission européenne a d'abord examiné "si les prix du gaz payés par le seul producteur-exportateur ayant collaboré reflétaient raisonnablement les coûts associés à la production et à la distribution du gaz".⁴¹⁶ La Commission européenne a conclu que les frais liés au gaz "n'étaient pas raisonnablement reflétés dans les registres du producteur-exportateur" compte tenu de l'écart entre les frais intérieurs liés au gaz et les prix extérieurs du gaz et du fait que les prix intérieurs du gaz en Russie étaient réglementés:

Il a été constaté que le prix du gaz payé par les producteurs-exportateurs sur le marché intérieur représentait environ 30% du prix à l'exportation du gaz naturel russe. À cet égard, toutes les données disponibles indiquent que les prix du gaz sur le marché intérieur russe sont des prix réglementés, qui sont nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe. Compte tenu du fait que les frais liés au gaz n'étaient pas raisonnablement reflétés dans les registres du producteur-exportateur, comme prévu à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base, ces frais ont dû être ajustés en conséquence. En l'absence de prix du gaz non faussés et suffisamment représentatifs du marché intérieur russe, il a été jugé approprié, conformément à l'article 2, paragraphe 5, de fonder l'ajustement sur des informations relatives à d'autres marchés représentatifs. Le prix ajusté a été établi à partir du prix moyen du gaz russe lorsque celui-ci est vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus), adapté afin de tenir compte des coûts de distribution locaux. Waidhaus est la principale plaque tournante pour les ventes de gaz russe à l'Union européenne, qui est son principal débouché et applique des tarifs qui reflètent raisonnablement les coûts. Elle peut donc être considérée comme étant un marché représentatif au sens de l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base.⁴¹⁷

⁴¹³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 114.

⁴¹⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 115 et 116; deuxième communication écrite, paragraphe 53; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 19.

⁴¹⁵ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 53.

⁴¹⁶ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 68.

⁴¹⁷ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69. Le Groupe spécial note que la détermination n'indique pas si le producteur russe a contesté le prix du gaz choisi par la Commission européenne au cours du réexamen correspondant.

7.240. À notre avis, les termes employés dans l'extrait reproduit ci-dessus pourraient être lus comme donnant à penser que la Commission européenne a rejeté les informations sur les frais consignées du producteur russe en s'appuyant sur la *deuxième condition* du premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base. Comme nous l'avons déjà noté, cette disposition prescrit que les frais d'un producteur ou d'un exportateur soient normalement calculés sur la base de ses registres comptables, à condition que i) ces registres soient conformes aux principes GAAP du pays concerné; et ii) "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré". De plus, nous notons que l'approche que la Commission européenne a suivie pour rejeter les frais consignés dans le cadre du réexamen à l'expiration pour certains tubes et tuyaux soudés constitue l'un des éléments de preuve concernant l'application de la méthode d'ajustement des frais.⁴¹⁸ Comme nous l'avons établi auparavant, il est plus juste d'interpréter le raisonnement exposé dans les déterminations que la Russie met en avant pour établir l'existence de la méthode d'ajustement des frais comme révélant que la Commission européenne applique la méthode d'ajustement des frais pour rejeter les informations sur les frais consignés en s'appuyant sur la *deuxième condition* du premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base.⁴¹⁹ Comme il a été mentionné plus haut, l'approche que la Commission européenne a suivie pour rejeter les informations sur les frais consignés a été défendue par le Conseil de l'Union européenne, précisément sur la base de ce fondement juridique, dans les cinq arrêts du Tribunal présentés par la Russie.⁴²⁰

7.241. Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que, dans le cadre du réexamen à l'expiration concernant les tubes et tuyaux soudés, la Commission européenne a rejeté les informations sur les frais consignés du producteur russe en application de la deuxième condition du premier alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base.

7.242. Nous rappelons que, selon la deuxième condition énoncée à l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, "[les registres] ... [doivent tenir] compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré". Ce libellé est pratiquement identique au texte de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Comme nous l'avons déjà noté, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a interprété la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 comme ayant trait à la question de savoir si les registres du producteur "représen[taient] ou reprodui[saient] convenablement et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête qui [avaient] une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré".⁴²¹ Comme ce sont les "registres" qui sont soumis à la condition voulant qu'ils "tiennent compte raisonnablement" des "frais associés à la production et à la vente du produit considéré", il n'y a pas de critère du "caractère raisonnable" au titre de cette condition qui régirait le sens du terme "frais" lui-même. En conséquence, la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 "ne devrait pas être interprétée d'une manière qui permettrait à l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer les frais consignés dans les registres ... par rapport à un point de repère sans lien avec le coût de production dans le pays d'origine".⁴²²

7.243. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que, dans le cadre du réexamen à l'expiration concernant certains tubes et tuyaux soudés, la Commission européenne a appliqué de manière incorrecte la deuxième condition énoncée à la première phrase de l'article 2.2.1.1 en rejetant les frais liés au gaz pour le producteur russe au motif qu'ils n'étaient pas reflétés dans les registres.⁴²³

⁴¹⁸ Voir plus haut le paragraphe 7.45.

⁴¹⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.97.

⁴²⁰ Voir plus haut le paragraphe 7.97.

⁴²¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.56.

⁴²² Rapports de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.23; et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.88.

⁴²³ Nous prenons note de l'allégation de la Russie selon laquelle les registres du producteur étaient conformes aux principes GAAP du pays concerné. Comme la détermination ne traite pas du point de savoir si les registres du producteur russe étaient conformes aux principes GAAP, nous croyons comprendre que la Commission européenne n'a pas examiné s'il était satisfait à la première condition énoncée à la première phrase de l'article 2.2.1.1. Par conséquent, nous nous abstenons d'exprimer un point de vue sur la question de savoir si les registres du producteur russe étaient conformes aux principes GAAP. En tout état de cause, étant donné que l'allégation de la Russie porte sur la *deuxième condition* énoncée à la première phrase de l'article 2.2.1.1, il n'est pas pertinent pour nous de savoir si les registres étaient ou non conformes aux principes GAAP.

7.244. L'Union européenne fait valoir que l'interprétation de la deuxième condition donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, à savoir que la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 n'inclut pas d'examen du "caractère raisonnable" des frais consignés eux-mêmes, ne serait pas applicable à des situations telles que celles dont il est allégué qu'elles existent en Russie, où les prix intérieurs du gaz sont réglementés, de sorte qu'il n'y a aucune interaction effective entre l'offre et la demande sur le marché du gaz.⁴²⁴ La Russie ne souscrit pas à l'avis selon lequel l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping constitue le fondement juridique de l'examen de la réglementation des pouvoirs publics, y compris de la manière dont les pouvoirs publics exercent leur droit de contrôler les prix et les effets de ce contrôle.⁴²⁵

7.245. Comme nous l'avons déjà noté, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, la mesure des pouvoirs publics dont il a été constaté qu'elle rendait les frais consignés inutilisables pour le calcul des coûts de production était le système argentin de taxe à l'exportation, qui avait pour effet de faire baisser le prix intérieur des intrants pertinents à un "niveau artificiellement bas".⁴²⁶ L'Organe d'appel a souscrit à l'avis du Groupe spécial que la détermination de la Commission européenne établissant que les prix intérieurs des fèves de soja en Argentine étaient inférieurs aux prix internationaux en raison du système argentin de taxe à l'exportation ne constituait pas, en elle-même, un fondement suffisant au regard de l'article 2.2.1.1 pour conclure que les registres des producteurs ne tenaient pas compte raisonnablement des coûts des fèves de soja associés à la production et à la vente de biodiesel, ou pour ne pas tenir compte de ces coûts lors de la construction de la valeur normale du biodiesel.⁴²⁷

7.246. Nous ne voyons rien dans le rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, qui donne à penser que la nature de la mesure des pouvoirs publics, ou l'étendue de son incidence sur les coûts intérieurs, était pertinente pour les conclusions du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel en ce qui concerne la deuxième condition prévue à l'article 2.2.1.1. En fait, dans un différend ultérieur (*Ukraine – Nitrate d'ammonium*), dans lequel il a été constaté que les prix du gaz étaient contrôlés par l'État et étaient artificiellement inférieurs au prix à l'exportation du gaz en provenance de Russie et au prix du gaz dans d'autres pays, l'Organe d'appel a confirmé son interprétation de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1: il n'y a aucun critère du caractère raisonnable dans cette condition qui régirait le sens du terme "frais" lui-même et qui permettrait aux autorités chargées de l'enquête de ne pas tenir compte des prix intérieurs d'intrants lorsque ces prix sont inférieurs à un point de repère international.⁴²⁸ Par conséquent, nous ne souscrivons pas à l'avis de l'Union européenne que l'interprétation de la deuxième condition donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* ne serait pas applicable aux faits sous-tendant le réexamen à l'expiration pour certains tubes et tuyaux soudés.⁴²⁹

7.247. Nous prenons note de l'argument de l'Union européenne selon lequel le rejet des informations sur les frais liés au gaz "faussées" dont il est tenu compte dans les registres du producteur russe était justifié par deux ensembles de raisons. Premièrement, par les mots "normalement" et "[a]ux fins du paragraphe 2" figurant à l'article 2.2.1.1, qui confirment qu'il y a des circonstances, autres que celles des deux situations exposées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, dans lesquelles l'obligation de fonder le calcul des frais sur les registres ne s'applique pas. Deuxièmement, par l'article 2 de l'Accord antidumping, qui exige l'établissement d'une valeur normale fondée sur des données concernant les prix ou les frais qui permettent l'établissement d'une

⁴²⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 114.

⁴²⁵ Russie, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 91; et deuxième communication écrite, paragraphe 670.

⁴²⁶ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.299.

⁴²⁷ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.55.

⁴²⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.88.

⁴²⁹ Nous notons que le Groupe spécial *Ukraine – Nitrate d'ammonium* a rejeté un argument semblable à celui qui est formulé par l'Union européenne dans l'affaire dont nous sommes saisis. Dans ce différend, le défendeur (l'Ukraine) a fait valoir que les circonstances factuelles dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* étaient différentes de celles qui existaient en Russie, parce que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'autorité chargée de l'enquête n'avait constaté l'existence d'aucun élément de preuve indiquant une intervention directe de l'État dans la réglementation des coûts de l'intrant et que la distorsion n'était pas appréciable, même si le système argentin de taxe à l'exportation avait pour effet de déprimer les prix des intrants. Le Groupe spécial était d'avis que les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, ne donnaient pas à penser que "le niveau économique, et la nature directe ou indirecte de la réglementation en question", étaient pertinents pour l'analyse par le Groupe spécial ou l'Organe d'appel de la deuxième condition prévue à l'article 2.2.1.1 (rapport du Groupe spécial *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 7.91).

valeur qui est "normale", par opposition à des données concernant les prix ou les frais qui sont faussées et peu fiables.

7.248. Nous ne considérons pas que cet argument soit pertinent pour nous permettre de nous prononcer sur l'allégation de la Russie en ce qui concerne le rejet des frais liés au gaz consignés, dans le cadre du réexamen à l'expiration relatif aux tubes et tuyaux soudés. Comme nous l'avons déjà noté, la Commission européenne s'est appuyée sur la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 pour ne pas tenir compte des frais liés au gaz pour le producteur russe sur le marché intérieur. De plus, la détermination antidumping n'indique pas que la Commission européenne s'est appuyée sur le terme "normalement" figurant au premier alinéa de l'article 2.5 lorsqu'elle a rejeté les prix d'intrants consignés. Si la Commission européenne avait dérogé à la prescription énoncée à l'article 2.5, selon laquelle les "frais sont *normalement* calculés sur la base des documents comptables", on aurait pu s'attendre à trouver une explication de cette dérogation dans la détermination. Toutefois, aucune explication de ce type ne figure dans le Règlement n° 2015/110. En conséquence, notre analyse du point de savoir si la Commission européenne a indûment rejeté les frais liés au gaz consignés devrait être centrée sur le fonctionnement de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1. Nous n'estimons donc pas nécessaire d'examiner si le rejet des frais consignés était justifié par une autre circonstance, comme l'explique l'Union européenne, car, en définitive, aucun élément de preuve n'atteste que c'est cela qui a motivé la détermination de la Commission européenne.

7.249. Par ailleurs, l'Union européenne fait valoir que la Commission européenne était en droit de ne pas tenir compte des frais liés au gaz reflétés dans les registres du producteur car, pendant son processus d'accession à l'OMC, la Russie s'est engagée à faire en sorte que les producteurs/distributeurs agiraient sur la base de "considérations d'ordre commercial normales". Toutefois, selon l'Union européenne, les prix du gaz en Russie continuent d'être établis par les pouvoirs publics et restent donc nettement inférieurs aux prix du marché. La Russie répond que le paragraphe 132 du rapport du Groupe de travail ne justifie aucunement, sur le plan juridique, la décision de la Commission européenne de rejeter les prix du gaz indiqués et d'utiliser à leur place le prix de substitution pour le gaz.⁴³⁰ Ce paragraphe figure dans une section du rapport "intitulée "Politique des prix", qui porte sur un sujet distinct des engagements figurant dans la section séparée relative à l'antidumping".⁴³¹ Selon la Russie, seul un "engagement explicite" énoncé dans une section du Protocole d'accession ou du rapport du Groupe de travail spécifiquement dédiée aux règles sur l'antidumping peut être considéré comme un fondement juridique de la position de l'Union européenne.⁴³²

7.250. Le paragraphe 132, dans la section du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC intitulée "Politique des prix", indique ce qui suit:

En réponse aux préoccupations exprimées, le représentant de la Fédération de Russie a déclaré qu'à compter de la date d'accession, les producteurs/distributeurs de gaz naturel en Fédération de Russie agiraient dans le cadre réglementaire pertinent, sur la base de considérations d'ordre commercial normales axées sur le recouvrement des coûts et la réalisation d'un bénéfice. Il a confirmé que la politique de son gouvernement visait à faire en sorte que, à compter de la date d'accession, et s'agissant de la fourniture de gaz aux utilisateurs industriels, ces agents économiques recouvrent leurs coûts (coût de production, frais généraux, charges financières, frais de transport, frais afférents à l'entretien et à la modernisation de l'infrastructure d'extraction et de distribution, coût des investissements dans la prospection et l'exploitation de nouveaux gisements) et soient en mesure de dégager un bénéfice de leurs activités commerciales normales. Il a ajouté que le gouvernement russe continuerait de réglementer le prix du gaz destiné aux ménages et aux autres utilisateurs non commerciaux, sur la base de considérations sociales intérieures. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.⁴³³

⁴³⁰ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 689; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 114.

⁴³¹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 688.

⁴³² Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 687.

⁴³³ Cet engagement fait partie des obligations que la Russie a contractées au moment de son accession et est incorporé dans son Protocole d'accession. (Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC, WT/ACC/RUS/70, paragraphes 132 et 1450; Protocole d'accession de la Fédération de Russie, paragraphe 2)

7.251. Ce paragraphe contient la déclaration du représentant de la Russie selon laquelle les producteurs/distributeurs de gaz naturel en Russie "agiraient ... sur la base de considérations d'ordre commercial normales axées sur le recouvrement des coûts et la réalisation d'un bénéfice". Toutefois, rien dans le paragraphe 132 n'indique que cette déclaration était censée établir le fondement juridique permettant de ne pas tenir compte des coûts intérieurs du gaz en Russie au titre de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 au motif que ces coûts sont réglementés ou nettement inférieurs aux prix payés sur des marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe. De plus, le paragraphe 132 ne fait aucunement référence à l'Accord antidumping ou à l'article VI:1 du GATT de 1994, et ne fait pas référence, directement ou indirectement, au calcul des coûts de production ou de la valeur normale pour les producteurs/exportateurs russes lors de procédures antidumping. À cet égard, à la différence des instruments concernant l'accession à l'OMC de certains autres Membres⁴³⁴, le Protocole d'accession de la Russie ne contient pas de règles spécifiques applicables aux procédures antidumping menées par des autorités chargées de l'enquête étrangères en ce qui concerne des importations en provenance de Russie. Pour ces raisons, nous ne souscrivons pas à l'avis selon lequel l'engagement énoncé au paragraphe 132 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC justifie le rejet des frais liés au gaz naturel dans le cadre du réexamen à l'expiration concernant les tubes et tuyaux soudés.

7.6.2.4 Conclusion

7.252. Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que la Commission européenne a rejeté les frais dont il est tenu compte dans les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête d'une manière incompatible avec la deuxième condition énoncée à la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Par conséquent, nous constatons que, lors du réexamen à l'expiration concernant certains tubes et tuyaux soudés, la Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1.

7.253. Ayant déjà conclu que la Commission européenne n'avait aucune raison valable de rejeter les frais liés au gaz reflétés dans les registres du producteur, nous n'estimons pas nécessaire de trancher la question de savoir si la Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 en utilisant des frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré".⁴³⁵ Nous appliquons donc le principe d'économie jurisprudentielle pour cette allégation.

7.6.3 Allégation de la Russie au titre de l'article 2.2.1

7.6.3.1 Principaux arguments des parties

7.6.3.1.1 Russie

7.254. Citant le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, la Russie affirme que les règles servant à calculer les coûts qui sont utilisées pour déterminer si les ventes inférieures au coût peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix sont énoncées à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.⁴³⁶ Elle note en outre que, dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, le Groupe spécial a considéré que les coûts utilisés dans le cadre du

⁴³⁴ Par exemple, le Protocole d'accession du Viet Nam énonce des dispositions spécifiques à suivre pour "déterminer la comparabilité des prix selon l'article VI du GATT de 1994 et selon l'Accord antidumping" dans le cadre des "procédures portant sur les exportations du Viet Nam vers un Membre de l'OMC". (Rapport du Groupe de travail de l'accession du Viet Nam à l'OMC, WT/ACC/VNM/48, paragraphes 255 et 527; Protocole d'accession du Viet Nam, paragraphe 2)

⁴³⁵ À cet égard, nous notons qu'en ce qui concerne cette deuxième allégation de la Russie au titre de l'article 2.2.1.1, les parties se sont appuyées dans une large mesure sur l'article 2.2, y compris la possibilité de calculer les coûts de production dans le pays d'origine en utilisant des renseignements autres que ceux reflétés dans les registres et d'adapter des renseignements extérieurs pour arriver aux coûts de production dans le pays d'origine. Toutefois, étant donné que l'allégation de la Russie n'est pas fondée sur l'article 2.2 de l'Accord antidumping, nous nous abstenons d'examiner ces arguments.

⁴³⁶ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 729 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.252).

critère des opérations commerciales normales au titre de l'article 2.2.1 devaient être compatibles avec l'article 2.2.1.1.⁴³⁷

7.255. La Russie affirme qu'en appliquant le critère des opérations commerciales normales lors du réexamen à l'expiration, la Commission européenne a utilisé des coûts de production calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1. Selon elle, étant donné que les coûts du gaz, pour le réexamen à l'expiration, ont été calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1, l'utilisation de ces coûts de production établis d'une manière incorrecte dans le cadre du critère des opérations commerciales normales est aussi incompatible avec l'article 2.2.1.⁴³⁸

7.6.3.1.2 Union européenne

7.256. L'Union européenne fait valoir que la Russie n'a pas démontré que, si la Commission européenne s'était appuyée sur les "frais intérieurs liés au gaz en Russie faussés", elle serait nécessairement arrivée à la conclusion que les ventes du produit sur le marché intérieur russe avaient lieu dans le cadre d'opérations commerciales normales.⁴³⁹

7.6.3.2 Critère juridique

7.257. L'article 2.2.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur ou les ventes à un pays tiers à des prix inférieurs aux coûts de production unitaires (fixes et variables) majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général ne pourront être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix et ne pourront être écartées de la détermination de la valeur normale que si les autorités déterminent que de telles ventes sont effectuées sur une longue période en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable. Si les prix qui sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente sont supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il sera considéré que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable.⁴⁴⁰

7.258. En vertu de l'article 2.2.1, les autorités chargées de l'enquête ne peuvent considérer les ventes du produit similaire à des prix inférieurs aux coûts comme n'ayant pas lieu "au cours d'opérations commerciales normales" en raison de leur prix, et ne peuvent écarter de telles ventes de la détermination de la valeur normale "que si" les autorités déterminent que ces ventes ont été: i) effectuées sur une longue période; ii) en quantités substantielles; et iii) à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.⁴⁴¹ Les ventes à des prix inférieurs aux coûts qui peuvent potentiellement être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix doivent être déterminées.⁴⁴² Cette étape initiale oblige les autorités chargées de l'enquête à identifier les ventes effectuées à des prix inférieurs "aux coûts de production unitaires (fixes et variables) majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général".⁴⁴³ En ce qui concerne les coûts de production à prendre en considération dans le cadre de cette évaluation, les Groupes spéciaux *CE – Saumon (Norvège)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium* ont considéré que les règles servant à calculer les coûts qui [étaient] utilisées pour déterminer si les ventes inférieures au coût [pouvaient] être

⁴³⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 474 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 7.116).

⁴³⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 473 à 475.

⁴³⁹ Union européenne, réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphe 28. L'Union européenne estime en outre que, dans la mesure où les allégations de la Russie au titre de l'article 2.2.1.1 ne sont pas retenues, son allégation corollaire au titre de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping devrait elle aussi être rejetée. Cependant, dans le cas où le Groupe spécial considérerait que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1, pour celle-ci, il n'y aurait aucune raison de constater qu'il y a violation de l'article 2.2.1.

⁴⁴⁰ Notes de bas de page omises.

⁴⁴¹ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.22.

⁴⁴² Rapport du Groupe spécial *CE – Saumons (Norvège)*, paragraphe 7.232.

⁴⁴³ Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.232.

considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix [étaient] énoncées à l'article 2.2.1.1.⁴⁴⁴ Nous souscrivons à cette interprétation.

7.6.3.3 Évaluation du Groupe spécial

7.259. Comme il est indiqué plus haut, dans le cadre du réexamen à l'expiration concernant certains tubes et tuyaux soudés, la Commission européenne a examiné "si le produit similaire était vendu au cours d'opérations commerciales normales" en établissant la proportion des ventes intérieures bénéficiaires à des clients indépendants pour le type de produit concerné.⁴⁴⁵ À la lumière de ses constatations selon lesquelles les coûts du gaz ne pouvaient pas être utilisés et "ont dû être ajustés" sur la base du "prix ... du gaz russe lorsque celui-ci [était] vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus)", la Commission européenne a utilisé, pour le critère des opérations commerciales normales, "le coût de production moyen *après* ajustement pour le coût du gaz".⁴⁴⁶

7.260. Nous rappelons notre constatation antérieure selon laquelle la Commission européenne a indûment rejeté les frais reflétés dans les registres du producteur russe, d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1. En conséquence, en appliquant le critère des opérations commerciales normales, la Commission européenne s'est appuyée sur des coûts de production qui avaient été calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1. Par conséquent, il doit nécessairement s'ensuivre que le critère des opérations commerciales normales de la Commission européenne était aussi incompatible avec l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping.

7.261. Nous prenons note de l'argument de l'Union européenne selon lequel, pour que son allégation soit admise, la Russie serait tenue de montrer que la Commission européenne serait arrivée à la conclusion que les ventes intérieures avaient lieu au cours d'opérations commerciales normales si elle s'était appuyée sur les frais liés au gaz sur le marché intérieur. Toutefois, nous ne considérons pas que l'obligation énoncée à l'article 2.2.1 imposant d'utiliser, dans le cadre du critère des opérations commerciales normales, des coûts de production déterminés d'une manière compatible avec l'article 2.2.1.1 soit subordonnée à une démonstration selon laquelle le respect de cette règle conduirait à une conclusion différente par rapport au non-respect.

7.6.3.4 Conclusion

7.262. Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que la Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping car, en faisant ses déterminations au titre de cette disposition, elle s'est appuyée sur des frais qui avaient été calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

7.6.4 Allégation de la Russie au titre de l'article 11.3

7.263. Conformément à l'article 11.2 du Règlement antidumping de base, lors du réexamen à l'expiration concernant les tubes et tuyaux soudés, la Commission européenne a examiné s'il était probable que le dumping se reproduirait.⁴⁴⁷ À cette fin, elle a examiné i) le "[d]umping probable pendant la période d'enquête de réexamen"⁴⁴⁸; et ii) l'"[é]volution des exportations en cas d'abrogation des mesures".⁴⁴⁹

7.264. Dans le cadre de son évaluation du "[d]umping probable pendant la période d'enquête de réexamen", comme il est indiqué plus haut, la Commission européenne a utilisé, pour le critère des opérations commerciales normales, le coût de production moyen *après* ajustement pour le coût du gaz. Les coûts de production ajustés ont ensuite été utilisés pour l'établissement de la valeur normale. Spécifiquement, la Commission européenne a établi la valeur normale "comme étant le prix moyen des ventes intérieures bénéficiaires pendant la période d'enquête de réexamen".⁴⁵⁰ Par

⁴⁴⁴ Rapports des groupes spéciaux *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.252; et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 7.116.

⁴⁴⁵ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 67.

⁴⁴⁶ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 70. (pas d'italique dans l'original)

⁴⁴⁷ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 16.

⁴⁴⁸ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérants 65 à 78.

⁴⁴⁹ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérants 79 à 86.

⁴⁵⁰ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 71.

la suite, la Commission européenne a déterminé le prix probable à l'exportation.⁴⁵¹ Sur la base de ces constatations, elle a déterminé une "marge de dumping probable" de 38,7% pour la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen.⁴⁵²

7.265. Dans le cadre de son évaluation de l'["é"]volution des exportations en cas d'abrogation des mesures", la Commission européenne a examiné deux facteurs: i) premièrement, la capacité de production des producteurs-exportateurs, concluant qu'"il exist[ait] un risque important que les producteurs-exportateurs russes vendent des quantités élevées de tuyaux soudés sur le marché de l'Union à des prix de dumping"⁴⁵³; et ii) l'attractivité du marché de l'Union, constatant qu'"en cas d'abrogation des mesures il exist[ait] un risque important de détournement des flux commerciaux vers le marché de l'Union".⁴⁵⁴

7.266. En ce qui concerne la probabilité que le dumping se reproduirait, dans le considérant 87, la Commission européenne a conclu ce qui suit:

Les capacités inutilisées disponibles en Russie et les prix intéressants pratiqués sur le marché de l'Union conduisent à conclure qu'en cas d'expiration des mesures en vigueur il existe un risque d'augmentation des exportations russes du produit concerné faisant l'objet d'un dumping.⁴⁵⁵

7.267. La Russie allègue que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que la Commission européenne a déterminé la probabilité que le dumping se reproduirait sur la base d'une marge de dumping établie à l'aide de coûts de production calculés en violation de l'article 2.2.1.1 et 2.2.1 de l'Accord antidumping.⁴⁵⁶ De l'avis de la Russie, si l'autorité chargée de l'enquête choisit de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir sa détermination de la probabilité dans le cadre de réexamens, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2 de l'Accord antidumping.⁴⁵⁷

7.268. L'Union européenne affirme que la Russie n'a pas démontré que la conclusion sur la probabilité que le dumping se reproduirait aurait été modifiée si la Commission européenne s'était appuyée sur les frais liés au gaz faussés sur le marché intérieur en Russie.⁴⁵⁸

7.269. L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage

⁴⁵¹ La Commission européenne a expliqué que le défaut de coopération important de la part des producteurs-exportateurs en Russie l'avait amenée à utiliser les données disponibles pour établir le prix à l'exportation probable. (Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérants 72 et 73)

⁴⁵² Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 78.

⁴⁵³ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 80.

⁴⁵⁴ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 86.

⁴⁵⁵ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 87.

⁴⁵⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 483 à 485; observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphe 116.

⁴⁵⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 452 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127).

⁴⁵⁸ Union européenne, réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphe 29. L'Union européenne estime en outre que, dans la mesure où les allégations de la Russie au titre de l'article 2.2.1.1 sont dénuées de fondement, son allégation corollaire au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping devrait elle aussi être rejetée. En revanche, au cas où le Groupe spécial considérerait que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1, pour celle-ci, il n'y aurait aucune raison de constater qu'il y a violation de l'article 11.3.

subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen.⁴⁵⁹

7.270. En ce qui concerne le calcul de la marge de dumping lors de réexamens menés conformément à l'article 11.3, nous croyons comprendre que, bien que l'autorité chargée de l'enquête ne soit pas tenue de calculer une marge de dumping si elle devait choisir de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir sa détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines de l'article 2. Si des marges étaient viciées sur le plan juridique parce qu'elles ont été calculées d'une manière incompatible avec une disposition particulière de l'article 2, cela pourrait entraîner une incompatibilité non seulement avec cette disposition, mais aussi avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Dans de telles circonstances, "la détermination de la probabilité [d'un dumping] ne [pourrait] pas constituer un fondement approprié pour le maintien des droits antidumping au titre de l'article 11.3."⁴⁶⁰

7.271. Nous notons que, comme l'a affirmé la Russie, la Commission européenne a déterminé la probabilité que le dumping se reproduirait sur la base, entre autres choses, de la marge de dumping probable qu'elle a établie pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen. Cette "marge de dumping probable" a été déterminée comme étant de 38,7% pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen. De plus, comme il est indiqué dans le considérant 87 de la détermination antidumping, les capacités inutilisées disponibles en Russie et les prix intéressants pratiqués sur le marché de l'Union "[ont conduit la Commission européenne] à conclure qu'en cas d'expiration des mesures en vigueur il exist[ait] un risque d'augmentation des exportations russes du produit concerné faisant l'objet d'un dumping". La référence aux "exportations russes ... faisant l'objet d'un dumping" et la détermination d'une marge de dumping dans le cadre de la décision nous convainquent que le prix de dumping probable était l'un des facteurs ayant motivé la conclusion positive de la Commission européenne selon laquelle il était probable que le dumping se reproduirait en l'absence des mesures. Nous notons en outre que l'Union européenne ne nie pas que la Commission européenne s'était appuyée sur la marge de dumping probable pour arriver à une conclusion positive sur le fait que le dumping se reproduirait probablement.

7.272. Nous rappelons nos constatations antérieures selon lesquelles, en déterminant la valeur normale afin d'établir la marge de dumping probable, la Commission européenne i) a indûment rejeté les frais reflétés dans les registres du producteur russe, d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1; et ii) s'est appuyée sur des coûts de production calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1 en appliquant le critère des opérations commerciales normales.

7.273. Étant donné que la Commission européenne a établi la probabilité que le dumping se reproduirait en s'appuyant sur une marge de dumping établie sur la base de coûts de production calculés en violation de l'article 2.2.1.1 et de l'article 2.2.1, sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait enfreignait l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.274. Par conséquent, nous constatons que la Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, en fondant sa conclusion qu'il était probable selon laquelle le dumping se reproduirait sur des coûts de production calculés en violation de l'article 2.2.1.1 et 2.2.1 de l'Accord antidumping.

7.7 Allégations de la Russie concernant les mesures antidumping imposées par l'Union européenne sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie et enquêtes et réexamens correspondants

7.275. La Russie formule une série d'allégations concernant l'imposition de mesures antidumping par l'Union européenne sur le nitrate d'ammonium en provenance de la Fédération de Russie et le

⁴⁵⁹ Note de bas de page omise.

⁴⁶⁰ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127; et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 183.

réexamen à l'expiration qui a conduit à l'imposition de ces mesures ("le troisième réexamen à l'expiration").⁴⁶¹ La Russie regroupe ses allégations en cinq catégories:

- i. allégations concernant les produits visés par le réexamen à l'expiration;
- ii. allégations à l'encontre de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira faite par l'UE;
- iii. allégations à l'encontre de la détermination que le dumping se reproduira faite par l'UE;
- iv. allégations concernant l'application continue de mesures antidumping aux importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie; et
- v. allégations concernant la conduite du réexamen à l'expiration.

7.276. Nous rappelons que, en règle générale, les groupes spéciaux sont libres de structurer l'ordre de leur analyse comme ils l'entendent. Ce faisant, ils peuvent juger utile de prendre en compte la manière dont une allégation leur a été présentée par un Membre plaignant.⁴⁶² Compte tenu des allégations et des arguments présentés par les parties en l'espèce, nous avons décidé de commencer notre examen en analysant les allégations de la Russie sur les produits visés par le réexamen à l'expiration, avant de passer aux allégations à l'encontre des déterminations de la probabilité que le dommage et le dumping se reproduiraient établies par l'UE. Nous passerons ensuite aux allégations concernant l'application continue de mesures antidumping aux importations de nitrate d'ammonium et, enfin, aux allégations relatives à la conduite du réexamen à l'expiration.

7.277. Pour commencer, nous notons que l'Union européenne formule une objection préliminaire horizontale sur l'applicabilité de l'Accord antidumping à certaines allégations présentées par la Russie. Nous examinons cette objection préliminaire avant de passer aux allégations individuelles de la Russie.

7.7.1 Question de savoir si certaines allégations présentées par la Fédération de Russie devraient être rejetées par le Groupe spécial parce qu'elles concernent des déterminations antérieures à l'accession à l'OMC

7.278. L'Union européenne estime que, en vertu de l'article 18.3, les dispositions de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 s'appliquent seulement aux enquêtes et aux réexamens de mesures existantes, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date. Étant donné que la Russie est devenue Membre de l'OMC le 22 août 2012, seules les déterminations faites en relation avec des réexamens engagés après cette date peuvent faire l'objet d'un réexamen par le présent groupe spécial.⁴⁶³

7.279. Nous commençons par examiner l'article 18.3 de l'Accord antidumping, qui dispose ce qui suit:

Sous réserve des alinéas 3.1 et 3.2, les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens de mesures existantes, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date.

⁴⁶¹ Dans la section III.B ("Fondement juridique de la plainte") de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Russie énumère au total 22 allégations, de l'allégation n° 1 à l'allégation n° 22. Dans ses communications écrites, elle ne donne aucune autre explication concernant l'allégation n° 10 ("[l']Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en procédant à la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait sans d'abord déterminer la probabilité que le dumping subsisterait"), de sorte que le Groupe spécial a estimé que la Russie ne maintenait plus cette allégation.

⁴⁶² Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 126.

⁴⁶³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 130 et 154. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 149, 151, 152, 370 et 429.

7.280. L'article 18.3 porte sur l'applicabilité temporelle de l'Accord antidumping et la recevabilité des allégations formulées devant les groupes spéciaux sur la base de cet accord. Il a été interprété comme suit par le Groupe spécial *États-Unis – DRAM*:

À notre avis, des mesures antérieures à l'OMC ne sont pas soumises à l'Accord antidumping simplement parce qu'elles continuent d'être appliquées à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre concerné ou après cette date. En fait, en vertu du sens ordinaire des termes de l'article 18.3, l'Accord antidumping s'applique uniquement aux "réexamens de mesures existantes" engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre concerné ou après cette date ("réexamens postérieurs à l'OMC"). Toutefois, nous ne pensons pas que les termes de l'article 18.3 prévoient l'application de l'Accord antidumping à tous les aspects d'une mesure antérieure à l'OMC simplement parce que des parties de cette mesure font l'objet d'un réexamen postérieur à l'OMC. Nous pensons plutôt que le libellé de l'article 18.3 entraîne l'application de l'Accord antidumping uniquement au réexamen postérieur à l'OMC. En d'autres termes, le champ d'application de l'Accord antidumping est déterminé par le champ du réexamen postérieur à l'OMC, de sorte que conformément à l'article 18.3, l'Accord antidumping s'applique uniquement aux parties d'une mesure antérieure à l'OMC qui entrent dans le champ d'un réexamen postérieur à l'OMC. *Tout aspect d'une mesure antérieure à l'OMC qui n'entre pas dans le champ du réexamen postérieur à l'OMC n'est pas soumis à l'Accord antidumping en vertu de l'article 18.3 dudit accord.*⁴⁶⁴

7.281. Le Groupe spécial chargé d'examiner ce différend a ensuite constaté que la gamme des produits visés n'a été déterminée "qu'une seule fois lors de l'enquête initiale antérieure [à l'accession] à l'OMC, bien avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les États-Unis le 1^{er} janvier 1995."⁴⁶⁵ La détermination de la gamme des produits visés ne faisait pas partie du "réexamen" postérieur à l'accession à l'OMC et, en conséquence, il a été constaté qu'elle n'était pas visée par l'Accord antidumping, ce qui rendait l'allégation de la Corée relative à la gamme des produits visés irrecevable.

7.282. Le Groupe spécial *Brésil – Noix de coco desséchée* est parvenu à une conclusion semblable en examinant l'article 32.3 de l'Accord SMC (l'article analogue à l'article 18.3 de l'Accord antidumping):

L'article 32.3 définit globalement les situations dans lesquelles l'Accord SMC s'applique à des mesures qui ont été imposées suite à des enquêtes ne relevant pas dudit accord. Plus précisément, l'Accord SMC s'applique aux "réexamens de mesures existantes" engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC ou après cette date. C'est donc par le biais du mécanisme des réexamens prévu dans l'Accord SMC, et uniquement par le biais de ce mécanisme, que l'Accord prend effet pour ce qui est des mesures imposées à la suite d'enquêtes auxquelles l'Accord SMC ne s'applique pas.⁴⁶⁶

7.283. Un élément également pertinent pour cette question est la décision du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes (Viet Nam)*, affaire dans laquelle le Groupe spécial a examiné les réexamens administratifs concernant une ordonnance antidumping adoptée avant la date de l'accession du Viet Nam à l'OMC. Dans cette procédure, le Viet Nam a contesté un taux résiduel global calculé dans l'enquête initiale. En réponse, les États-Unis ont fait valoir que, parce que l'USDOC avait simplement continué à appliquer le taux résiduel global provenant de l'enquête *initiale* au cours de la période suivant l'accession du Viet Nam à l'OMC, le taux résiduel global n'était pas soumis au réexamen dans le cadre l'OMC, en vertu de l'article 18.3. Le Groupe spécial a rejeté l'argument des États-Unis et a fait la distinction entre la situation factuelle de cette affaire et celle de l'affaire *États-Unis – DRAM*:

Nous ne sommes pas en mesure d'accepter l'argument des États-Unis qui, à notre avis, n'est pas étayé par les constatations du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*. Dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, la détermination en cause – celle des produits visés par les mesures

⁴⁶⁴ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphes 6.14. (pas d'italique dans l'original; note de bas de page omise)

⁴⁶⁵ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.16.

⁴⁶⁶ Rapport du Groupe spécial *Brésil – Noix de coco desséchée*.

antidumping en cause – avait été établie une fois, avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, et n'avait jamais été réexaminée par la suite. En revanche, les éléments de preuve qui nous ont été présentés montrent que l'USDOC a établi une détermination nouvelle et distincte concernant le taux résiduel global dans chacun des réexamens administratifs dont nous sommes saisis. ... Le simple fait que le taux résiduel global appliqué en définitive n'a pas été recalculé ne modifie pas l'étendue de l'analyse inhérente à la nouvelle détermination de l'USDOC de continuer d'appliquer ce taux.

...

En résumé, les éléments de preuve qui nous ont été présentés montrent que les taux résiduels globaux appliqués dans chacun des réexamens administratifs en cause ont chaque fois fait l'objet d'un examen complet de l'USDOC. ... Par conséquent, la citation que les États-Unis font des constatations du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* est inappropriée.⁴⁶⁷

7.284. Nous souscrivons aux interprétations de l'article 18.3 de l'Accord antidumping établies par les Groupes spéciaux *États-Unis – DRAM* et *États-Unis – Crevettes (Viet Nam)*. D'après ce que nous croyons comprendre, ces interprétations indiquent que, lorsqu'une enquête ou un réexamen postérieur à l'accession à l'OMC modifie ou réexamine seulement un aspect particulier d'une enquête ou d'un réexamen antérieur à l'accession à l'OMC, cet aspect doit être conforme aux règles de l'Accord antidumping et, par conséquent, peut être contesté bien qu'il fasse partie d'une mesure imposée avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Néanmoins, lorsqu'il n'y a aucun réexamen d'une mesure antérieure à l'accession à l'OMC, ou d'un certain aspect de l'enquête ou du réexamen antérieur à l'accession à l'OMC, l'article 18.3 prévoit que la mesure spécifique, ou l'aspect spécifique de la mesure antérieure à l'accession à l'OMC n'est pas soumis aux disciplines de l'Accord antidumping.

7.285. La Russie fait valoir que l'article 18.3 n'empêche pas sa plainte visant certains aspects des mesures de l'Union européenne contestées. Elle avance deux principaux axes d'argumentation à l'appui de sa position.

7.7.1.1 L'article 18.3 ne s'applique pas parce qu'il constitue une disposition transitoire

7.286. Premièrement, la Russie fait valoir que l'article 18.3 de l'Accord antidumping ne s'applique pas en l'espèce, car il constitue une disposition transitoire qui a été conçue pour réglementer la transition entre la période pendant laquelle le Code antidumping du Tokyo Round était en vigueur et l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping issu du Cycle d'Uruguay. Selon la Russie, l'article 18.3 s'appliquait seulement dans certaines circonstances dans lesquelles une procédure antidumping "était en cours au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC".⁴⁶⁸ Par conséquent, elle fait valoir que "l'article 18.3 ne concerne pas *une accession* à l'Accord sur l'OMC" qui, par définition, a eu lieu après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

7.287. L'objection de la Russie soulève deux questions interdépendantes, la première étant celle de savoir si l'article 18.3 s'appliquait ou non seulement à une certaine période et la deuxième concernant son applicabilité aux Membres accédants.

7.288. Lorsqu'on examine le texte même de l'article 18.3, rien n'indique qu'il a été conçu pour s'appliquer seulement pendant la période transitoire entre l'application du Code antidumping du Tokyo Round et l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping, comme l'axe d'argumentation de la Russie semblerait le laisser entendre. La Russie fait valoir qu'il découle des termes de l'article 18.3 que la période pertinente pour l'application de l'Accord antidumping est le moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC en 1995, parce que l'application de l'article 18.3 est explicitement limité à "certaines circonstances, lorsqu'une procédure [antidumping], soit une enquête soit un réexamen, était en cours au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC."⁴⁶⁹ Toutefois, ce

⁴⁶⁷ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes (Viet Nam)*, paragraphes 7.221 et 7.222.

⁴⁶⁸ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 737 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel examinait les termes de l'article 32.3 de l'Accord SMC, qui correspond à l'article 18.3 de l'Accord antidumping).

⁴⁶⁹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 737 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*).

point de vue n'est pas cohérent avec le libellé réel de l'article 18.3 et 18.3.2, qui fait référence à l'"entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC *pour un Membre*" et non à l'"entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC" en soi. L'expression "pour un Membre" indique clairement que l'application temporelle de l'Accord antidumping – dans le présent cas la capacité de présenter une allégation au titre de cet accord – est assujettie à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour chaque Membre de l'OMC pris individuellement. Pour la Russie, cette date est le 22 août 2012. Compte tenu de cela, admettre que la Russie est autorisée à présenter une allégation au titre de l'Accord antidumping à l'encontre d'une détermination faite avant l'accession de la Russie à l'OMC soumettrait, dans les faits, rétroactivement un Membre importateur à des obligations qu'il n'a jamais eues à l'égard des importations russes au moment de l'adoption des déterminations pertinentes. Selon nous, c'est précisément le type de situation que la règle transitoire énoncée à l'article 18.3 vise à éviter.⁴⁷⁰

7.7.1.2 L'article 18.3 régit seulement l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping pour les Membres importateurs

7.289. Le deuxième axe d'argumentation principal de la Russie pour étayer son interprétation de l'article 18.3 est que le terme "un Membre" figurant dans cet article fait exclusivement référence à un Membre importateur, et *non* à un Membre exportateur. D'après la Russie, cela tient au fait que l'Accord régit les enquêtes et les réexamens menés par un Membre importateur. La Russie fait donc valoir que l'article 18.3 n'établit pas de règles régissant le moment où la Russie, en tant qu'exportateur, est autorisée à recourir à ses droits au titre de l'Accord antidumping.⁴⁷¹ L'Union européenne répond que l'interprétation de la Russie créerait un déséquilibre entre les droits et obligations prévus dans l'Accord antidumping, de sorte que les droits commenceraient en quelque sorte à s'appliquer avant les obligations correspondantes. Selon l'Union européenne, cela reviendrait, en effet, à appliquer l'Accord antidumping rétroactivement dans la mesure où cela crée pour la Russie les droits à l'invocation, ce qui serait contraire à la règle de non-rétroactivité énoncée à l'article 28 de la Convention de Vienne. L'interprétation de la Russie "contredirait la notion relativement élémentaire selon laquelle, lorsqu'un nouveau Membre accède, les Accords de l'OMC – y compris à la fois les droits et les obligations qui y figurent – entrent en vigueur *pour ce Membre*".⁴⁷²

7.290. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas accepter l'argument de la Russie sur ce point.

7.291. La première concerne le libellé de la disposition, qui utilise l'article indéfini "*un Membre*" et non l'article défini "*le Membre* [imposant les mesures]". Selon nous, cela indique que la disposition est contraignante pour tous les Membres de l'OMC.

7.292. La deuxième raison pour laquelle nous ne pouvons pas est que l'interprétation de la Russie entraînerait aussi une asymétrie entre les droits pertinents et les obligations pertinentes contenues dans l'Accord antidumping. Nous considérons que les dispositions de l'article 18.3 de l'Accord antidumping s'appliquent de manière égale à tous les Membres de l'OMC à compter de la date de leur accession.

7.293. Donc, pour les raisons exposées plus haut, nous ne sommes pas convaincus par les arguments de la Russie concernant l'interprétation correcte de l'article 18.3 de l'Accord antidumping. Selon nous, l'article 18.3 empêche la Russie de contester des aspects des enquêtes ou des réexamens qui ont été engagés avant son accession à l'OMC. Dans notre examen des allégations individuelles de la Russie, nous allons donc peut-être devoir décider, avant de traiter le fond de ces allégations, si les déterminations contestées sont soustraites au fonctionnement de l'Accord antidumping en vertu de l'article 18.3.

⁴⁷⁰ À cet égard, nous notons que, dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (Viet Nam)*, les mesures contestées étaient postérieures à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Viet Nam.

⁴⁷¹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 738.

⁴⁷² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 64 (italique dans l'original). L'Union européenne ajoute que plusieurs dispositions des accords visés confirment cela. Voir, par exemple, l'article XII:1 de l'Accord sur l'OMC ("[c]ette accession vaudra pour le présent accord et pour les Accords commerciaux multilatéraux qui y sont annexés"): l'article 15.2 de l'Accord OTC ("[d]ans les moindres délais après la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, chaque Membre informera"); l'article XXXIII of the GATT de 1994 ("pourra adhérer au présent Accord").

7.294. Ayant examiné l'objection préliminaire formulée par l'Union européenne, nous passons maintenant aux allégations "tel qu'appliqué" présentées par la Russie. Nous commençons par les allégations concernant les produits visés par les mesures.

7.7.2 Allégations concernant les produits visés par les mesures

7.7.2.1 Introduction

7.295. La Fédération de Russie formule une série d'allégations (allégations n° 1 à 4) qu'elle décrit comme "des allégations concernant le champ des mesures applicables".⁴⁷³ D'après ce que nous comprenons, bien que ces quatre allégations se rapportent à différents aspects du troisième réexamen à l'expiration, la Russie a décidé de les regrouper parce qu'elles sont toutes liées, d'une manière ou d'une autre, à la question de la définition des produits et, en particulier, au fait que, d'après les allégations, aucune enquête antidumping n'a été menée et aucune détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage n'a été faite en relation avec les importations de deux types de nitrate d'ammonium: le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle.⁴⁷⁴

7.296. Nous notons que, si l'allégation n° 1 (question de savoir si l'Union européenne a prorogé les mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle sans mener d'enquête initiale) et l'allégation n° 2 (question de savoir si l'Union européenne a engagé un réexamen sur la base d'une demande qui n'était pas dûment motivée) traitent principalement – mais pas exclusivement – de questions liées aux produits visés par le réexamen à l'expiration, les allégations n° 3 et n° 4 concernent respectivement les questions suivantes:

- a. Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en ne menant pas un réexamen à l'expiration séparé pour les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de l'usine de Kirovo (allégation n° 3).
- b. Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en définissant d'une manière incorrecte la branche de production nationale et en formulant une détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur la base de données incomplètes (allégation n° 4).

7.297. Nous avons donc décidé d'examiner ces allégations dans le cadre de notre analyse des allégations relatives à la détermination faite par l'Union européenne de la probabilité que le dumping se reproduirait.

7.298. Ci-après, nous examinons donc les allégations n° 1 et n° 2.

7.7.2.2 Question de savoir si l'Union européenne a prorogé les mesures antidumping et perçu des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle bien qu'aucune enquête n'ait été menée et qu'aucune détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage important n'ait été faite (allégation n° 1)

7.299. Dans sa première allégation, la Russie allègue qu'aucune enquête antidumping n'a été menée et qu'aucune détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage n'a été faite en relation avec les importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle.⁴⁷⁵ En particulier, elle fait valoir ce qui suit:

[T]ant le nitrate d'ammonium stabilisé que le nitrate d'ammonium de qualité industrielle n'étaient pas des produits considérés dans l'enquête initiale et ces produits sont différents du nitrate d'ammonium de qualité engrais.⁴⁷⁶

⁴⁷³ Russie, première communication écrite, section 9.3.1.

⁴⁷⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 542.

⁴⁷⁵ Russie, première communication écrite, paragraphes 532 à 552.

⁴⁷⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 537.

7.300. La Russie dit que le nitrate d'ammonium stabilisé a été inclus dans les produits visés pour la première fois dans la procédure qui a abouti au Règlement n° 945/2005, et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle est apparu pour la première fois dans le Règlement n° 999/2004.

7.301. Par conséquent, la Russie estime que l'imposition et l'application des mesures antidumping aux importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle en provenance de la Fédération de Russie sont incompatibles avec les dispositions suivantes⁴⁷⁷:

- i. les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping parce que les mesures sont appliquées en l'absence d'enquête initiale et de déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage ou d'un lien de causalité en relation avec le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle;
- ii. l'article 2.1, 2.2, 2.4 et 2.6 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT parce que les droits antidumping ont été imposés sans détermination de l'existence d'un dumping en relation avec le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle, conformément à ces dispositions;
- iii. l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping parce que les droits antidumping ont été imposés en relation avec le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle sans détermination de l'existence d'un dommage, conformément à ces dispositions;
- iv. l'article 4.1 de l'Accord antidumping parce que les mesures ont été imposées sans détermination valable de la branche de production nationale;
- v. l'article 9.1 de l'Accord antidumping parce que les autorités de l'UE n'ont pas respecté les prescriptions concernant l'imposition de ces droits et, en conséquence, n'étaient pas autorisées à prendre une décision quant à leur imposition;
- vi. l'article 9.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:2 du GATT parce que, sans détermination d'une marge de dumping positive, automatiquement, les droits "dépass[ent] ... la marge de dumping"; et
- vii. les articles I, II:1 a) et II:1 b) du GATT parce que l'imposition de ces droits additionnels dépasse le taux de droit consolidé.⁴⁷⁸

7.302. L'Union européenne répond que les dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 mentionnées par la Russie ne s'appliquent pas aux produits visés par les mesures relatives au nitrate d'ammonium en cause, parce que le champ d'application de la mesure a été déterminé avant l'accession de la Russie et n'a pas été revu depuis.⁴⁷⁹ De plus, elle fait valoir qu'il n'y a eu aucun réexamen, aucune nouvelle détermination ou modification de la gamme des produits visés dans le réexamen à l'expiration qui a abouti au Règlement n° 999/2014 (présenté au Groupe spécial), et donc la question de la gamme des produits visés est un aspect régi uniquement par une détermination antérieure à l'accession à l'OMC, qui ne relève pas du champ du réexamen postérieur à l'accession à l'OMC et donc, au titre de l'article 18.3 de l'Accord antidumping, n'est assujettie à aucun des disciplines de l'Accord antidumping.⁴⁸⁰

7.303. Dans notre examen de l'allégation de la Russie, nous examinerons donc:

- i. la question de savoir si les questions soulevées par la Russie en relation avec la gamme des produits visés sont, comme l'Union européenne le fait valoir, régies uniquement par des déterminations antérieures à l'accession à l'OMC;

⁴⁷⁷ Russie, première communication écrite, section 9.3.1.1.

⁴⁷⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 571.

⁴⁷⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 130.

⁴⁸⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 158 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.17).

- ii. si cela est effectivement le cas, nous examinerons si le recours de l'Union européenne à l'article 18.3 signifie que l'allégation n° 1 doit être rejetée parce que les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 ne s'appliquent pas.

7.7.2.2.1 Évolution du produit considéré depuis l'enquête initiale

a. Produits visés par les mesures initiales

7.304. Les parties conviennent que les produits visés par la mesure antidumping initiale de l'UE sur le nitrate d'ammonium ont été fixés par le Règlement n° 2022/95 comme étant le "nitrate d'ammonium originaire de Russie relevant des codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90."⁴⁸¹ Ultérieurement, les Règlements n° 663/98 et n° 658/2002 (le "Réexamen de 2002") ont indiqué qu'ils s'appliquaient au "même produit" que le produit visé par l'enquête initiale:

à savoir le nitrate d'ammonium (ci-après dénommé "produit concerné"), un engrais azoté solide généralement utilisé dans l'agriculture. Il est obtenu à partir d'ammoniac et d'acide nitrique et sa teneur en azote dépasse 28% en poids sous forme granulée ou microgranulée.⁴⁸²

b. Incorporation du nitrate d'ammonium dans le champ d'application des mesures

7.305. Le Règlement n° 658/2002 a été modifié par un réexamen intermédiaire partiel qui a abouti au Règlement n° 945/2005.⁴⁸³ Le réexamen intermédiaire partiel couvrait les "nouveaux types de produit" qui possédaient "fondamentalement les mêmes caractéristiques physiques et chimiques de base que le produit concerné, étaient vendus par les mêmes circuits de vente aux mêmes utilisateurs finals et étaient destinés aux mêmes utilisations", mais étaient classés dans des codes NC additionnels.⁴⁸⁴ D'après l'Union européenne, le seul élément nouveau dans le Règlement n° 945/2005 était que ces nouveaux types de produits "contenaient ... simplement des éléments fertilisants majeurs additionnels, P et/ou K".⁴⁸⁵ Ces nouveaux types de produits sont connus sous le nom de "nitrate d'ammonium stabilisé". De plus, le Règlement n° 945/2005 indiquait que les nouveaux types de produits étaient considérés comme relevant de la définition du produit concerné uniquement "*par rapport à leur teneur en AN – à condition qu'elle dépasse 80% en poids –, ainsi qu'aux matières et/ou éléments fertilisants accessoires*".⁴⁸⁶

7.306. Dans le réexamen ultérieur qui a abouti au Règlement n° 661/2008 (le "Réexamen de 2008"), le produit concerné est défini comme correspondant "au produit défini dans le Règlement (CE) n° 945/2005".⁴⁸⁷

⁴⁸¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 131; Russie, première communication écrite, paragraphe 532. Nous notons que le Règlement n° 2022/95 n'établit pas de distinction entre le nitrate d'ammonium de qualité engrais et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle, mais fait référence au produit considéré comme étant un "engrais". (Règlement n° 2022/95 (pièce RUS-68), considérant 13)

⁴⁸² Règlement n° 663/98 (pièce RUS-146), considérant 9; Règlement n° 658/2002, (pièce RUS-70), considérants 13 et 14.

⁴⁸³ Règlement n° 945/2005 (pièce RUS-72).

⁴⁸⁴ Règlement n° 945/2005 (pièce RUS-72), considérant 7.

⁴⁸⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 133.

⁴⁸⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 134 (citant le Règlement n° 945/2005 (pièce RUS-72), considérant 35) (pas d'italique dans l'original). Voir aussi le considérant 38 du Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), qui explique la modification introduite en 2005 comme suit: "[à] l'origine, le produit concerné avait été défini comme du nitrate d'ammonium, mais il a été redéfini ultérieurement comme un engrais solide présentant une teneur particulière en nitrate d'ammonium. Cette redéfinition a été la conséquence de la clarification de la définition du produit en 2005, qui visait à couvrir également le nitrate d'ammonium auquel avaient été ajoutés les éléments fertilisants phosphore et/ou potassium (nitrate d'ammonium dit "sale" ou "stabilisé", ci-après le "nitrate d'ammonium stabilisé"), puisqu'il avait été constaté que ces mélanges possédaient essentiellement les mêmes caractéristiques physiques et chimiques de base et les mêmes propriétés agronomiques." (note de bas de page omise)

⁴⁸⁷ Règlement n° 661/2008 (pièce RUS-15), considérant 27; voir *ibid.*, articles 1^{er} et 2.

c. Exclusion des importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo à la suite de l'arrêt du Tribunal de première instance dans l'affaire T 348/05

7.307. Un producteur-exportateur russe, JSC Kirovo-Chepetsky Khimichesky Kombinat (Kirovo), a contesté l'élargissement de la mesure antidumping aux importations de nitrate d'ammonium stabilisé adoptée en 2005 devant le Tribunal de première instance de l'UE dans l'affaire T 348/05. Du fait de cet arrêt, le Règlement n° 945/2005 a été "annulé ... en ce qui concerne Kirovo".⁴⁸⁸

7.308. D'après la Russie:

Le Tribunal de première instance de l'UE a statué en particulier que l'UE n'avait jamais établi de détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage pour le nitrate d'ammonium stabilisé, qui n'était pas "similaire" au nitrate d'ammonium de qualité engrais, et donc l'imposition de la mesure antidumping aux importations de nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo était illégale. Étant donné que les avantages d'un arrêt de tribunal dans le système juridique de l'UE s'appliquent seulement au requérant, les importations dans l'UE de nitrate d'ammonium stabilisé fabriqué par d'autres producteurs russes restaient soumises à la mesure antidumping.⁴⁸⁹

7.309. Le Règlement n° 661/2008 a été modifié en 2009⁴⁹⁰ afin de mettre en œuvre l'arrêt du Tribunal de première instance. Du fait de cette modification, toutes les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Russie restaient dans le champ des produits visés par les mesures, à l'exception du nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo. Les autres types de nitrate d'ammonium exportés par Kirovo restaient également dans le champ des produits visés.⁴⁹¹

d. Inclusion alléguée du nitrate d'ammonium de qualité industrielle dans le Règlement n° 999/2014

7.310. Le Règlement n° 999/2014, qui a été adopté à la suite du troisième réexamen à l'expiration, engagé sur la base d'une demande déposée le 28 mars 2013⁴⁹², indique que "[l]e produit concerné par ce réexamen est le même que le produit défini dans le règlement ... n° 661/2008".⁴⁹³ Le produit considéré a donc été défini comme suit:

[E]ngrais solides ayant une teneur en nitrate d'ammonium excédant 80% en poids, relevant actuellement des codes NC 3102 30 90, 3102 40 90, ex 3102 29 00, ex 3102 60 00, ex 3102 90 00, ex 3105 10 00, ex 3105 20 10, ex 3105 51 00, ex 3105 59 00 et ex 3105 90 20, et originaires de Russie.⁴⁹⁴

⁴⁸⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 491. Union européenne, première communication écrite, paragraphe 184. Les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Kirovo relevant des codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90 étaient toujours visées par les mesures antidumping.

⁴⁸⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 491.

⁴⁹⁰ Par le Règlement n° 989/2009 (pièce RUS-116).

⁴⁹¹ Nous notons l'argument de la Russie selon lequel le refus de la Commission européenne d'exclure le nitrate d'ammonium stabilisé du champ des mesures dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration revient à une "détermination de la gamme des produits visés". (Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 744) Nous ne souscrivons pas à l'avis de la Russie selon lequel les événements reflétés aux considérants 20 à 22 du Règlement n° 999/2014 équivalent à un réexamen de la gamme des produits visés dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration. Comme il est expliqué dans ces considérants, les représentants des producteurs/exportateurs russes ont demandé l'exclusion du nitrate d'ammonium stabilisé de la gamme des produits visés par le réexamen parce que le Tribunal de première instance de l'Union européenne avait annulé le Règlement élargissant la gamme des produits visés au nitrate d'ammonium stabilisé. Dans sa réponse, la Commission européenne a simplement rappelé que l'arrêt du Tribunal de première instance dans l'affaire T 348/05 "concernait un seul producteur-exportateur russe" (Kirovo) et que "[p]our ... les autres producteurs russes, la définition du produit applicable demeure[ait] celle qui [était] spécifiée dans le règlement (CE) n° 945/2005". (Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66). (pas d'italique dans l'original))

⁴⁹² Request for an Anti-Dumping Sunset Review (Article 11(2) of the Basic EC Anti-Dumping Regulation), Imports of Ammonium Nitrate (AN) Originating in Russia (pièce EU-11).

⁴⁹³ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 44.

⁴⁹⁴ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 44.

7.311. Le Règlement n° 999/2014 indique ce qui suit:

Il convient de noter que les codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90 (respectivement, "nitrate d'ammonium autre qu'en solution aqueuse" et "mélanges de nitrate d'ammonium et de carbonate de calcium ou d'autres matières inorganiques dépourvues de pouvoir fertilisant, d'une teneur en azote excédant 28% en poids") *peuvent couvrir le nitrate d'ammonium utilisé à des fins industrielles* (comme la production d'explosifs) *ainsi que le nitrate d'ammonium utilisé à des fins agricoles*. Les deux types présentent les mêmes caractéristiques techniques et chimiques, peuvent être aisément interchangeables et sont considérés comme le produit concerné.⁴⁹⁵

7.312. Sur la base de notre examen de l'historique des mesures antidumping relatives au nitrate d'ammonium en provenance de Russie, nous notons que la définition du produit concerné a été sensiblement modifiée en 2005, afin d'inclure de "nouveaux types de produits". La définition a de nouveau été remaniée en 2009, à la suite de l'arrêt du Tribunal de première instance, afin d'exclure les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo du produit considéré. Ces faits affectant la gamme des produits visés ont donc eu lieu *avant* l'accession de la Russie à l'OMC.

7.313. L'inclusion alléguée du nitrate d'ammonium de qualité industrielle dans les produits visés pose un problème différent, puisque le Règlement n° 999/2014 résultait d'un réexamen engagé *après* l'accession de la Russie à l'OMC. Toutefois, pour les raisons suivantes, nous ne sommes pas convaincus par la démonstration de la Russie selon laquelle l'Union européenne a élargi la gamme du produit visé par l'enquête au nitrate d'ammonium de qualité industrielle dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration.

7.314. À l'appui de son allégation selon laquelle le Règlement n° 999/2014 a élargi la gamme des produits visés afin d'inclure le nitrate d'ammonium de qualité industrielle, la Russie utilise la déclaration suivante contenue dans le Règlement:

Il convient de noter que les codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90 ... peuvent couvrir le nitrate d'ammonium utilisé à des fins industrielles ... ainsi que le nitrate d'ammonium utilisé à des fins agricoles.⁴⁹⁶

7.315. La Russie fait valoir que cette déclaration équivaut à un élargissement de la gamme du produit visé par l'enquête parce que le nitrate d'ammonium de qualité industrielle n'était pas inclus dans la gamme du produit concerné dans l'enquête initiale.⁴⁹⁷ Elle étaye son allégation selon laquelle l'enquête initiale était limitée au nitrate d'ammonium utilisé à des fins agricoles au moyen des éléments suivants:

- a. La définition du produit considéré dans le Règlement n° 658/2002, et en particulier la référence au "nitrate d'ammonium généralement utilisé dans l'agriculture."⁴⁹⁸
- b. Le fait que le plaignant initial était l'EFMA, une "association européenne des fabricants d'engrais représentant les sociétés produisant du nitrate d'ammonium utilisé à des fins agricoles".⁴⁹⁹
- c. Le fait que le Règlement n° 658/2002 désigne les "agriculteurs comme étant les "utilisateurs du produit concerné"" et le fait que le Règlement n° 999/2014 analysait l'intérêt de l'Union seulement pour ce qui est des agriculteurs.⁵⁰⁰

7.316. L'Union européenne considère que l'affirmation figurant dans le Règlement n° 999/2014 ne modifie pas ni n'élargit la définition du produit concerné. En fait, elle "précise simplement que le

⁴⁹⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 46. (pas d'italique dans l'original)

⁴⁹⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 46.

⁴⁹⁷ Russie, première communication écrite, paragraphes 537 et 546.

⁴⁹⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 546.

⁴⁹⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 547. (note de bas de page omise)

⁵⁰⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 547 et note de bas de page 533.

produit concerné peut être utilisé à des fins industrielles ainsi qu'à des fins agricoles, et que, dans l'un et l'autre cas, il s'agit toujours du produit concerné".⁵⁰¹

7.317. Selon nous, l'affirmation figurant au considérant 46 du Règlement n° 999/2014 selon laquelle "les codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90 ... peuvent couvrir le nitrate d'ammonium utilisé à des fins industrielles"⁵⁰² décrit simplement le contenu des codes NC. De plus, nous constatons que les arguments avancés par la Russie n'étaient pas son allégation: le fait que le plaignant initial était une association produisant du nitrate d'ammonium utilisé à des fins agricoles ou le fait que les agriculteurs sont les principaux utilisateurs du produit ne démontrent pas que l'autorité chargée de l'enquête entendait limiter le produit considéré au nitrate d'ammonium de qualité engrais. Comme il a été dit par les représentants des exportateurs russes eux-mêmes, "[***]"⁵⁰³: si cela avait été le cas, cela aurait indiqué que l'autorité entendait limiter le produit considéré à certains sous-types de nitrate d'ammonium figurant dans les codes douaniers.

7.318. Comme l'Union européenne, nous notons aussi que, en mars 2014, au cours du troisième réexamen à l'expiration (c'est-à-dire avant la publication du Règlement n° 999/2014), les représentants des exportateurs russes ont dit que le produit concerné couvrait: "[***]"⁵⁰⁴. Cela indique que, pour les exportateurs du produit concerné, les produits visés par l'enquête s'appliquaient déjà au nitrate d'ammonium, indépendamment de son utilisation. En conséquence, nous concluons qu'il n'y a eu aucun réexamen, et donc aucun élargissement de la gamme des produits visés dans le troisième réexamen à l'expiration de 2014, "postérieur à l'accession à l'OMC".

7.319. Nous rappelons notre conclusion exposée plus haut⁵⁰⁵ selon laquelle, en vertu de l'article 18.3 de l'Accord antidumping, la Russie ne peut pas contester un aspect non réexaminé d'une détermination faite dans des enquêtes engagées avant l'accession de la Russie à l'OMC. Dans le présent différend, nous estimons que la détermination des produits visés est une caractéristique de l'"enquête initiale" (une mesure antérieure à l'accession à l'OMC) qui, si elle n'est pas prise en considération dans le réexamen de l'autorité chargée de l'enquête (après l'accession à l'OMC), n'est pas assujettie à l'Accord antidumping. C'est le cas de l'élargissement allégué de la gamme des produits visés dans le Règlement n° 945/2005: même si l'Union européenne a en fait élargi la gamme des produits visés afin d'inclure le nitrate d'ammonium stabilisé dans ce réexamen, cette détermination ne peut pas être assujettie, rétroactivement, aux dispositions de l'Accord antidumping.

7.320. Nous souscrivons donc à l'avis de l'Union européenne selon lequel l'élargissement de la gamme des produits visés est couvert par l'article 18.3, ce qui signifie que l'allégation n° 1 de la Russie doit être rejetée parce que les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 ne s'appliquent pas. De plus, nous avons conclu plus haut qu'il n'y avait eu aucun réexamen, et en conséquence aucun accroissement de la gamme des produits visés dans le troisième réexamen à l'expiration de 2014, "postérieur à l'accession à l'OMC" .

7.321. Pour ces raisons, nous rejetons l'allégation n° 1 de la Russie selon laquelle l'Union européenne a "violé les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle a imposé les mesures antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé pour lesquelles aucune enquête antidumping n'a été menée et aucune détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage n'a été faite".⁵⁰⁶ Étant donné que la partie de l'allégation n° 1 de la Russie qui est présentée sur la base des articles 2, 3, 4 et 9 de l'Accord antidumping et des articles I, II et VI du GATT de 1994 est corollaire d'une constatation selon laquelle l'Union européenne a imposé des droits antidumping sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle en l'absence de détermination de l'existence d'un dumping pour ces produits, nous rejetons également ces allégations.

⁵⁰¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 168.

⁵⁰² Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 46.

⁵⁰³ RFPA submission (4 March 2014) (pièce RUS-82 (RCC)), page 2.

⁵⁰⁴ RFPA submission (4 March 2014) (pièce RUS-82 (RCC)), page 3.

⁵⁰⁵ Voir plus haut le paragraphe 7.293.

⁵⁰⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 552.

7.7.2.3 Question de savoir si l'Union européenne a violé l'article 11.3 en engageant le troisième réexamen à l'expiration sur la base d'une demande qui n'était pas dûment motivée (allégation n° 2)

7.7.2.3.1 Introduction

7.322. La Russie allègue que l'ouverture du réexamen à l'expiration était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping pour quatre motifs indépendants:

- a. Premièrement, la demande de réexamen à l'expiration couvrait les importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle, pour lesquelles aucune enquête antidumping n'avait été menée, et aucune détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage n'avait été établie, en vertu de l'Accord antidumping.⁵⁰⁷
- b. Deuxièmement, la demande était basée sur les données relatives aux importations qui n'excluaient pas les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de l'usine de Kirovo (un producteur dont la production de nitrate d'ammonium stabilisé était normalement exclu de la gamme des produits visés). Selon la Russie, l'inclusion des importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo "a infecté" les données relatives au volume des importations en provenance de Russie.⁵⁰⁸ Donc, la demande présentée par Fertilizers Europe a été étayée par des éléments de preuve inexacts et insuffisants.⁵⁰⁹
- c. Troisièmement, les calculs de la marge de dumping fournis par Fertilizers Europe à l'appui de son allégation concernant la probabilité que le dumping subsiste étaient fondés sur une comparaison entre le coût de production à l'extérieur du pays d'origine et les prix à l'exportation vers des pays tiers.⁵¹⁰
- d. Quatrièmement, la demande était fondée sur une gamme des produits visés asymétrique: "d'une part, elle s'appuyait sur des données concernant la situation de la branche de production nationale fabriquant du nitrate d'ammonium de qualité engrais et, d'autre part, elle s'appuyait sur des données relatives au volume des importations russes et les calculs de la marge de dumping concernant le nitrate d'ammonium de qualité engrais, le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé".⁵¹¹ Donc, les éléments de preuve fournis par Fertilizers Europe pour étayer l'ouverture du réexamen à l'expiration n'étaient pas impartiaux, exacts et suffisants pour l'ouverture du réexamen et, par conséquent, la demande n'était pas dûment justifiée.⁵¹²

7.323. L'Union européenne estime que l'allégation n° 2 de la Russie devrait être rejetée dans la mesure où elle se rapporte à une gamme de produits visés qui a été déterminée avant l'accession de la Russie à l'OMC (pour les mêmes raisons que celles qu'elle a avancées pour rejeter l'allégation n° 1 de la Russie).⁵¹³ De plus, l'Union européenne rejette les arguments présentés par la Russie en ce qui concerne le contenu de la demande du requérant, parce qu'elle considère que la Russie fait l'amalgame entre les prescriptions relatives à l'ouverture des enquêtes initiales et les prescriptions relatives à l'ouverture des réexamens à l'expiration. D'après l'Union européenne, ces deux types d'enquêtes diffèrent:

- a. Même si, dans une enquête antidumping, l'autorité doit déterminer si le dumping a existé pendant la période couverte par l'enquête, le but d'un réexamen à l'expiration est de

⁵⁰⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 590; réponse à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 175.

⁵⁰⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 593.

⁵⁰⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 593; réponse à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 176.

⁵¹⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 599 à 605; réponse à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 177.

⁵¹¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 606 à 609; réponse à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 178.

⁵¹² Russie, première communication écrite, paragraphe 608.

⁵¹³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 130.

déterminer s'il est probable que le dumping se reproduira ou subsistera si les mesures étaient abrogées.

- b. L'analyse devant être effectuée dans un réexamen à l'expiration est, par nature, prospective et le type d'éléments de preuve nécessaires pour déterminer la probabilité que le dumping et le dommage subsistera ou se reproduira varie suivant les faits et circonstances propres à l'affaire.⁵¹⁴
- c. Le critère en matière de preuve pour l'ouverture d'un réexamen à l'expiration diffère du critère pour l'ouverture d'une enquête⁵¹⁵: l'obligation, énoncée à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, selon laquelle la demande devrait être dûment justifiée, est moins exigeante que l'obligation énoncée à l'article 5.3 imposant que la demande contienne des "éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête".⁵¹⁶ Alors que le requérant demandant l'ouverture d'une enquête doit fournir des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, le requérant demandant un réexamen à l'expiration doit "seulement" expliquer pourquoi il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé.⁵¹⁷

7.324. Selon l'Union européenne, la Russie fait aussi l'amalgame entre ce qui est exigé de l'autorité chargée de l'enquête pour l'établissement de déterminations et ce qui est exigé d'un requérant demandant un réexamen. À la différence de l'autorité menant le réexamen, le requérant demandant l'ouverture d'un réexamen à l'expiration n'a pas à établir positivement la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront, d'après l'Union européenne.⁵¹⁸ En l'espèce, l'Union européenne affirme que les requérants ont simplement allégué que la mesure qui était en vigueur devrait être *prorogée*.⁵¹⁹

7.7.2.3.2 Critère juridique applicable au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping

7.325. La première question dont le Groupe spécial est saisi concerne le critère juridique applicable pour qu'une demande de réexamen à l'expiration soit "dûment justifiée", comme indiqué à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.326. À cet égard, la Russie fait référence⁵²⁰ aux dispositions de l'article 12.3 de l'Accord antidumping, qui prévoit que les dispositions de l'article 12 (qui traite, entre autres choses, des avis au public concernant l'ouverture d'enquêtes antidumping) "s'appliqueront *mutatis mutandis* à l'ouverture et à l'achèvement des réexamens conformément à l'article 11 ...".

7.327. La Russie fait référence en particulier à l'article 12.1, qui dispose ce qui suit:

"Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5 ... un avis sera rendu public."

7.328. Selon la Russie, cela signifie que l'ouverture d'un réexamen à l'expiration sera compatible avec l'article 11.3 s'il est fondé sur des "éléments de preuve suffisants" en relation avec l'allégation concernant la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiront.⁵²¹

7.329. De plus, la Russie considère que l'article 5.3 de l'Accord antidumping fournit un contexte adéquat pour l'interprétation des expressions "éléments de preuve suffisants" et "dûment justifiée". L'article 5.3 dispose ce qui suit:

⁵¹⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 216 et 218.

⁵¹⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 219.

⁵¹⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 220 et 221.

⁵¹⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 223.

⁵¹⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 228.

⁵¹⁹ Union européenne, observations sur la réponse de la Russie à la question n° 89 du Groupe spécial.

⁵²⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 576 et 577.

⁵²¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 580.

Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

7.330. La Russie explique que cette disposition a été interprétée comme demandant aux groupes spéciaux d'examiner si une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale aurait pu déterminer à bon droit qu'il y avait des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité suffisants pour ouvrir une enquête.⁵²²

7.331. L'Union européenne convient que les demandes d'ouverture d'un réexamen à l'expiration doivent fournir des éléments de preuve indiquant qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Elle convient aussi que la décision de l'autorité chargée de l'enquête d'engager le réexamen doit être impartiale et objective.⁵²³ Néanmoins, elle ne souscrit pas à l'avis selon lequel le critère juridique pour l'ouverture d'enquêtes initiales peut être importé dans le contexte du réexamen à l'expiration.⁵²⁴ Elle considère ce qui suit:

- a. Le critère en matière de preuve pour l'ouverture d'un réexamen à l'expiration au titre de l'article 11.3 doit être moins exigeant que le critère pour l'ouverture d'une enquête initiale au titre de l'article 5.3. Cela tient au fait que, "[I]ors d'un réexamen à l'expiration, une mesure antidumping est déjà en place, et ce qui doit être "dûment justifié[]" est, au mieux, le point de savoir s'il est *probable* que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront."⁵²⁵
- b. Ce critère en matière de preuve pour l'Union européenne est "des éléments de preuve suffisants ... pour justifier l'ouverture", et non "des éléments de preuve suffisants pour étayer une détermination préliminaire ou finale".⁵²⁶ Sur la base de la définition donnée par le dictionnaire des termes "dûment" et "justifier", l'Union européenne fait valoir que l'article 11.3 exige "seulement la fourniture d'éléments de preuve à l'appui d'une constatation de la probabilité qu'un dumping ou un dommage subsisteront ou se reproduiront".⁵²⁷ En conséquence, elle fait valoir que c'est le processus de "réévaluation et d'examen", qui peut avoir lieu seulement pendant la procédure de réexamen à l'expiration (c'est-à-dire après l'ouverture), qui permet à l'autorité d'aller au-delà de la "plausibilité" et de formuler une conclusion de "probabilité".⁵²⁸

7.332. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a noté que l'article 21.3 de l'Accord SMC (la disposition correspondant à l'article 11.3 de l'Accord antidumping) ne contenait pas de renvoi à l'article 11 de l'Accord SMC (régissant l'ouverture des enquêtes initiales en matière de droits compensateurs).⁵²⁹ Nous notons qu'il en est de même pour l'article 11.3 de l'Accord antidumping: l'article 11.3 ne renvoie pas à l'article 5, qui est donc seulement applicable à l'ouverture d'enquêtes initiales. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*:

[C]es renvois [dans l'Accord antidumping] montrent que, lorsque l'intention des rédacteurs était de rendre une disposition particulière applicable aussi dans un contexte différent, ils l'ont fait explicitement. Par conséquent, le fait qu'ils n'ont pas inclus dans le texte de l'article 11.3 ou, d'ailleurs, dans celui d'aucun autre paragraphe de l'article 11, de renvoi à l'article 5.6 (ou vice versa) montre que leur intention n'était pas

⁵²² Russie, première communication écrite, paragraphe 584.

⁵²³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 213. Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 88 du Groupe spécial, paragraphe 55.

⁵²⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 215.

⁵²⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 220; deuxième communication écrite, paragraphe 85; et observations concernant la réponse de la Russie à la question n° 91 du Groupe spécial.

⁵²⁶ Union européenne, réponse à la question n° 88 du Groupe spécial, paragraphe 51.

⁵²⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 221.

⁵²⁸ Union européenne, réponse à la question n° 88 du Groupe spécial, paragraphe 52.

⁵²⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 108 et 109.

de rendre les critères en matière de preuve énoncés à l'article 5.6 applicables aux réexamens à l'extinction.⁵³⁰

7.333. Nous souscrivons à ce raisonnement. À l'article 11.3, l'absence de tout renvoi à l'article 5.3 doit être comprise comme impliquant que le critère pour l'ouverture d'un réexamen à l'expiration est différent du critère requis pour l'ouverture d'une enquête initiale, et que le critère énoncé à l'article 5.3 de l'Accord antidumping ne s'applique pas à un réexamen à l'expiration. Nous convenons également qu'il résulte d'une simple lecture du texte que le critère approprié suivant lequel on peut déterminer si un réexamen à l'expiration a été engagé à juste titre au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping est la question de savoir si le plaignant a fourni des éléments de preuve suffisants indiquant qu'il est probable que le dumping et le dommage se reproduiront en l'absence de mesures antidumping, pour justifier l'ouverture du réexamen. Il n'est pas nécessaire que la demande démontre d'une manière certaine que, en cas d'expiration des mesures, il est probable que le dumping et le dumping subsisteraient ou se reproduiraient.

7.334. Gardant ce critère à l'esprit, nous examinons maintenant le bien-fondé des quatre arguments présentés par la Russie à l'appui de son allégation.

7.7.2.3.3 Question de savoir si l'Union européenne a approuvé à tort une demande d'ouverture de réexamen à l'expiration visant à élargir la gamme des produits visés par les mesures antidumping au nitrate d'ammonium stabilisé et au nitrate d'ammonium de qualité industrielle bien qu'elle n'ait jamais mené d'enquête initiale ni établi de déterminations préalables de l'existence d'un dumping ou d'un dommage en relation avec ces deux produits

7.335. Premièrement, la Russie affirme que la requête contenait une demande visant à élargir la gamme des produits visés à des produits ne relevant pas de la gamme des produits visés de l'enquête initiale.⁵³¹ Elle précise qu'elle ne fait pas valoir que le requérant a effectivement demandé l'élargissement de la gamme des produits visés par la mesure dans la demande de réexamen à l'expiration⁵³² mais plutôt que l'Union européenne "a approuvé à tort une demande d'ouverture de réexamen à l'expiration *qui visait à élargir la gamme des produits visés par les mesures antidumping au nitrate d'ammonium stabilisé et au nitrate d'ammonium de qualité industrielle.*"⁵³³

7.336. Nous notons toutefois que la Russie n'a fourni aucun élément de preuve indiquant que la requête demandait un élargissement de la gamme des produits visés par la mesure de manière à inclure le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle, ou que la Commission européenne avait accepté une telle demande d'élargissement.⁵³⁴ En fait, les sections pertinentes de la demande de réexamen à l'expiration indiquent clairement que Fertilizers Europe a demandé un réexamen à l'expiration pour la mesure en ce qui concerne la même gamme de produits visés que celle qui avait été établie antérieurement dans le réexamen de 2008.⁵³⁵

7.337. Deuxièmement, la Russie fait valoir que la Commission européenne a décidé d'engager le troisième réexamen à l'expiration pour des types de produits (nitrate d'ammonium stabilisé et nitrate d'ammonium de qualité industrielle) qui n'avaient jamais fait l'objet de déterminations de l'existence d'un dumping ou d'un dommage dans des procédures antérieures.

⁵³⁰ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.27.

⁵³¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 590 et 591: "l'UE a approuvé la demande de réexamen à l'expiration présentée par Fertilizers Europe, dans laquelle la branche de production demandait d'étendre les mesures antidumping aux importations, entre autres, de nitrate d'ammonium stabilisé et au nitrate d'ammonium de qualité industrielle."

⁵³² Russie, réponse à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 106.

⁵³³ Russie, réponse à la question n° 89 du Groupe spécial, paragraphe 107. (pas d'italique dans l'original)

⁵³⁴ En réponse à la question n° 34 du Groupe spécial, qui demandait à la Russie de mentionner des éléments précis du dossier, la Russie a simplement réaffirmé son argument, mais n'a pas fourni d'éléments de preuve indiquant qu'un élargissement de la gamme des produits visés était demandé.

⁵³⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 231 et 232 (faisant référence à Request for an Anti-Dumping Sunset Review (Article 11(2) of the Basic EC Anti-Dumping Regulation), Imports of Ammonium Nitrate (AN) Originating in Russia (pièce EU-11)).

7.338. Toutefois, comme cela a déjà été noté dans la section 7.7.2.2.1 d) du présent rapport, "le produit concerné par [le troisième] réexamen [à l'expiration] est le même que le produit défini dans le Règlement (CE) n° 661/2008".⁵³⁶ Nous avons également constaté plus haut que, même si l'Union européenne a en fait élargi la gamme des produits visés afin d'inclure le nitrate d'ammonium stabilisé dans un réexamen antérieur, cette détermination ne peut pas être assujettie, rétroactivement, aux dispositions de l'Accord antidumping. En conséquence, la décision de la Commission européenne d'engager le troisième réexamen à l'expiration sur la base de la même gamme de produits visés que celle définie avant l'accession de la Russie à l'OMC, lorsque l'Accord antidumping ne s'appliquait pas, ne peut pas maintenant être incriminée en vertu de l'Accord antidumping.

7.339. Nous constatons donc que la Russie n'a pas démontré que le troisième réexamen à l'expiration avait été engagé sur la base d'une demande qui n'était pas dûment justifiée du fait de l'utilisation par la Commission européenne de la définition du produit employée dans le réexamen de 2008.

7.7.2.3.4 Question de savoir si l'Union européenne a approuvé à tort une demande de réexamen sur la base d'éléments de preuve concernant les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo

7.340. La Russie allègue que la requête comprenait des données sur les importations de nitrate d'ammonium stabilisé produit par Kirovo, même si le nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de l'usine de Kirovo était exclu de la gamme des produits concernés.⁵³⁷ Elle fait valoir que l'inclusion des importations en provenance de Kirovo dans la demande de réexamen a conduit à un volume d'importations qui "surestimait le volume des importations de nitrate d'ammonium de qualité engrais russe en le multipliant par quatre."⁵³⁸ Selon la Russie, les parties intéressées sont "tenues d'exclure les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping d'une demande d'ouverture d'un réexamen à l'expiration. Autrement, les éléments de preuve présentés par un requérant ne seraient ni exacts, ni adéquats".⁵³⁹

7.341. L'Union européenne "convient que ces exportations ne relèvent pas du produit concerné et qu'elles ne constituent donc pas des éléments de preuve directement pertinents, en ce sens qu'elles ne font pas partie des exportations russes du produit concerné vers l'UE".⁵⁴⁰ Toutefois, selon elle, la Russie n'a pas démontré que, en fait, les statistiques des importations utilisées dans la demande de réexamen à l'expiration incluaient des importations en provenance de l'usine de Kirovo.⁵⁴¹ De plus, l'Union européenne estime qu'il ne peut pas être demandé à un requérant de fournir des renseignements qui ne sont pas rendus publics: en l'espèce, elle affirme que les données rendues publiques sur les importations de nitrate d'ammonium dans l'Union européenne n'établissent pas de distinction des importations par exportateur/société.⁵⁴² De façon plus générale, elle considère ce qui suit:

Exiger que les demandes de réexamen à l'expiration soient exemptes de défauts (c'est-à-dire dépourvues de documents inutiles, sans lacunes, présentant les éléments de preuve complets nécessaires pour démontrer la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiront) serait incompatible avec l'article 11.3, parce que cela imposerait, pour les demandes d'ouverture de réexamen, un critère qui, au mieux, s'applique à la détermination finale de l'autorité.⁵⁴³

⁵³⁶ Avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration (pièce RUS-48), section 2; Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 44.

⁵³⁷ Affaire T 348/05 (10 septembre 2008) (pièce RUS-73), paragraphes 9 à 13, 23 et 24; affaire T 348/05 (9 juillet 2019) (pièce RUS-74).

⁵³⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 607; deuxième communication écrite, paragraphe 831. D'après ce que nous comprenons, la Russie veut dire que le volume réel des importations de nitrate d'ammonium de qualité engrais russe représentait seulement un quart du volume indiqué dans la requête.

⁵³⁹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 832.

⁵⁴⁰ Union européenne, réponse à la question n° 90 du Groupe spécial, paragraphe 60.

⁵⁴¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 235.

⁵⁴² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 236. Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 90 du Groupe spécial, paragraphes 64 à 67.

⁵⁴³ Union européenne, réponse à la question n° 90 du Groupe spécial, paragraphe 62.

7.342. Nous souscrivons à l'avis de la Russie selon lequel les exportations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo ne relèvent pas du produit concerné et, en tant que telles, ne sont pas directement pertinentes en tant qu'éléments de preuve dans le troisième réexamen à l'expiration. Nous sommes également préoccupés par le fait que, compte tenu des volumes d'importations mentionnés par la Russie, l'inclusion des importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo peut avoir artificiellement augmenté le volume des importations estimé par le plaignant dans sa demande de réexamen. Nous notons toutefois que l'avis d'ouverture d'un réexamen ne fait pas référence au volume des importations avant la période de réexamen en tant que fondement de l'ouverture du réexamen à l'expiration. Cet avis fait simplement référence à l'accroissement probable des importations du produit concerné, en cas d'expiration des mesures.⁵⁴⁴ Étant donné que le nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo ne relevait pas du produit concerné, l'affirmation figurant dans l'avis d'ouverture d'un réexamen donne à penser que la Commission européenne ne s'est pas, en fait, appuyée sur les données relatives aux exportations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo incluses dans la requête. De fait, l'Union européenne indique que la Commission européenne "ne s'est pas appuyée sur ces données en tant que telles pour engager le réexamen à l'expiration et que, à la différence de Fertilizers Europe, la Commission était en mesure de trier les données relatives au nitrate d'ammonium stabilisé, parce qu'elle avait accès à des renseignements douaniers plus détaillés."⁵⁴⁵ La Russie n'indique aucun élément de preuve figurant dans le dossier qui montre que la Commission européenne n'a pas séparé les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo des autres importations, et qu'elle s'était effectivement appuyée sur le volume des importations déclaré dans la requête.

7.343. Nous constatons donc que la Russie n'a pas démontré que le troisième réexamen à l'expiration avait été engagé sur la base d'une demande qui n'avait pas été dûment justifiée, en raison de l'inclusion alléguée de données concernant Kirovo dans la demande.

7.7.2.3.5 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur lorsqu'elle a approuvé les calculs de la marge de dumping fournis par la branche de production nationale à l'appui de son allégation de la probabilité que le dumping subsisterait

7.344. Enfin, la Russie affirme que la demande d'ouverture du réexamen à l'expiration n'était pas dûment justifiée parce qu'elle était fondée sur des allégations concernant la probabilité que le dumping subsisterait, qui s'appuyaient sur une marge de dumping qui avait été déterminée d'une manière incompatible avec l'article 2 de l'Accord antidumping. Elle soutient en particulier que la marge de dumping alléguée était fondée sur i) une valeur normale construite, calculée au moyen d'un coût du gaz qui n'était pas le coût de production "dans le pays d'origine" et ii) une comparaison de la valeur normale construite et du prix à l'exportation du nitrate d'ammonium russe lorsqu'il est exporté vers le Brésil, et non vers l'Union européenne.⁵⁴⁶ D'après la Russie, la Commission européenne a décidé d'engager le réexamen à l'expiration sur la base de ces renseignements, même si "une autorité impartiale et objective évaluant ces éléments de preuve n'aurait jamais déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé."⁵⁴⁷

7.345. Nous notons que l'avis d'ouverture du troisième réexamen à l'expiration fait référence à la marge de dumping calculée par le requérant comme étayant son allégation selon laquelle il était probable que le dumping se reproduirait si les mesures devaient arriver à expiration. L'avis d'ouverture du réexamen est ainsi libellé:

[L]'allégation concernant la probabilité que le dumping subsisterait est fondée sur une comparaison entre une valeur normale construite, basée sur les frais de fabrication en Russie, à l'exception du prix des intrants pour le gaz naturel, qui est basé sur le prix du gaz pour sa livraison à Waidhaus (DE), ajusté au regard des frais de transport, des frais de vente, dépenses administratives et autres frais généraux, et du bénéfice normalement réalisable, qui étaient basés sur les données des États-Unis d'Amérique, et le prix à l'exportation (au niveau départ usine) du produit examiné lorsqu'il est vendu pour être exporté vers l'Union.

⁵⁴⁴ Avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration (pièce RUS-48), section 4.2.

⁵⁴⁵ Union européenne, réponse à la question n° 90 du Groupe spécial, paragraphe 68.

⁵⁴⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 600 à 604.

⁵⁴⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 599 (citant l'avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration (pièce RUS-48)).

En outre, la valeur normale construite a aussi été comparée avec le prix à l'exportation (au niveau départ usine) du produit examiné lorsqu'il est vendu pour être exporté vers le Brésil, le principal marché d'exportation pour les engrais de Russie ...

Sur la base des comparaisons susmentionnées, qui montrent l'existence d'un dumping, le requérant allègue qu'il est probable que le dumping de la part de la Russie subsistera. Les calculs sont fondés sur le prix à l'exportation net du droit antidumping. Lorsqu'elle a vérifié les calculs, la Commission a tenu dûment compte de l'existence d'un engagement en matière de prix.⁵⁴⁸

7.346. Compte tenu des renseignements fournis par l'avis d'ouverture, nous souscrivons donc à l'avis de la Russie selon lequel la Commission européenne a accepté comme élément de preuve du "dumping" et de la "probabilité que le dumping se reproduirait" le calcul fait par les requérants. Ce calcul était fondé sur des éléments de preuve qui ne sont pas contestés par la Russie en l'espèce: les frais de fabrication du produit similaire en Russie, les estimations des frais de vente, dépenses administratives et autres frais et du bénéfice, ainsi que le prix à l'exportation départ usine du nitrate d'ammonium lorsqu'il est vendu pour être exporté vers l'Union européenne. En outre, contrairement à ce que la Russie fait valoir⁵⁴⁹, la valeur normale a été comparée avec le prix à l'exportation du nitrate d'ammonium russe lorsqu'il est vendu pour être exporté vers l'Union européenne (en plus du prix à l'exportation vers le Brésil).

7.347. Le seul élément de la valeur normale construite qui est contesté par la Russie est l'ajustement fait en ce qui concerne le coût du gaz, parce que "l'article 2.2 de l'Accord antidumping exige obligatoirement que la valeur normale construite soit basée sur "le coût de production dans le pays d'origine"". ⁵⁵⁰ L'avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration indique que la Commission européenne "a vérifié les calculs" et "a tenu compte" de l'existence d'un engagement en matière de prix. Cela n'indique pas si, dans sa "vérification des calculs", la Commission européenne s'est assurée que le coût de production utilisé dans la construction de la valeur normale était le coût de production dans le pays d'origine.

7.348. Comme il a été expliqué plus haut, le critère juridique correct au regard duquel le Groupe spécial devrait évaluer l'allégation de la Russie est le point de savoir si la requête contenait des éléments de preuve suffisants de la probabilité que le dumping se reproduirait si les mesures devaient arriver à expiration, pour qu'un réexamen à l'expiration soit engagé. Nous estimons que le membre de phrase "dûment justifiée" impose aux requérants et aux autorités chargées de l'enquête un critère en matière de preuve élevé, au stade de l'ouverture. Le critère en matière de preuve requis au stade de l'ouverture ne peut toutefois pas être le même que le critère en matière de preuve requis pour faire une détermination de la probabilité que le dumping se reproduira: c'est seulement en menant son réexamen que l'autorité pourra réunir et vérifier les éléments de preuve nécessaires pour étayer sa détermination. En revanche, une requête doit seulement contenir les éléments de preuve nécessaires pour étayer l'ouverture du réexamen et la qualité de ces éléments de preuve sera nécessairement limitée suivant la capacité du requérant d'accéder aux renseignements pertinents. Pour évaluer si la requête est dûment justifiée, l'autorité chargée de l'enquête doit toutefois s'assurer que les éléments de preuve présentés par les requérants sont cohérents avec les renseignements dont ils disposaient au moment du dépôt de la requête: cela peut inclure des hypothèses ou l'utilisation d'estimations et de valeurs de substitution, ce qui ne serait pas considéré comme étant un fondement raisonnable pour une détermination finale compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Nous sommes également d'avis que, si l'autorité choisit de s'appuyer sur des hypothèses faites par le requérant, elle doit expliquer pourquoi ces hypothèses justifient l'ouverture d'un réexamen à l'expiration. Dans le troisième réexamen à l'expiration concernant le nitrate d'ammonium, nous considérons que l'avis d'ouverture ne fournissait pas une telle explication, n'indiquant pas que la valeur normale construite par le requérant et "vérifiée" par la Commission européenne était fondée sur le coût de production dans le pays d'origine.

7.349. En conséquence, nous constatons que l'Union européenne a enfreint l'article 11.3 de l'Accord antidumping en ne vérifiant pas si la valeur normale construite incluse dans la demande était basée

⁵⁴⁸ Avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration (pièce RUS-48), section 4.1.

⁵⁴⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 601.

⁵⁵⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 602.

sur le coût de production dans le pays d'origine et, par conséquent, en ne s'assurant pas que la demande de réexamen était dûment justifiée.

7.7.2.3.6 Question de savoir si l'Union européenne a agi d'une manière contraire à l'article 11.3 de l'Accord antidumping en engageant le réexamen à l'expiration sur la base d'une demande de réexamen qui analysait les indicateurs de sa branche de production fabriquant du nitrate d'ammonium de qualité engrais, d'une part, et les importations russes de nitrate d'ammonium de qualité engrais, de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé d'autre part

7.350. La Russie fait valoir que la demande d'ouverture d'un réexamen à l'expiration était basée sur les données de la branche de production nationale couvrant seulement les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais, alors que les renseignements sur les importations en provenance de Russie couvriraient non seulement le nitrate d'ammonium de qualité engrais, mais aussi le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé: la Russie allègue en particulier que le volume des importations utilisé dans la requête incluait le nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de l'usine de Kirovo.⁵⁵¹

7.351. La Russie s'appuie sur une lettre datée du 4 mars 2014⁵⁵², qui indique que le risque d'une gamme de produits asymétrique avait été soulevé par les exportateurs russes au cours de l'enquête:

[L]a définition du "produit similaire" présentée par le requérant dans la demande ainsi que dans les réponses au questionnaire des producteurs de l'Union inclus dans l'échantillon est manifestement fautive, car elle couvre seulement le nitrate d'ammonium de qualité engrais, alors que le produit concerné couvre actuellement à la fois le nitrate d'ammonium de qualité engrais et le nitrate d'ammonium de qualité explosif ...

[L]a liste des producteurs connus dans la demande et la définition de la branche de production de l'Union qui en résulte excluent manifestement [certains] producteurs de nitrate d'ammonium de qualité explosif de l'UE. Et puisque les indicateurs de la branche de production et la consommation de l'Union sont calculés pour la branche de production du nitrate d'ammonium de qualité engrais, ils excluent par définition les données relatives à la production de nitrate d'ammonium de qualité explosif de l'UE.⁵⁵³

7.352. En conséquence, la Russie estime que la demande d'ouverture du réexamen n'était ni impartiale, ni exacte, ni suffisante.

7.353. L'Union européenne répond que "la demande de réexamen à l'expiration concernait la même gamme de produits visés que la mesure existante, qui incluait à la fois le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé (dans la mesure de la teneur en nitrate d'ammonium)".⁵⁵⁴ De plus, l'Union européenne fait référence au texte du Règlement n° 999/2014, qui indique ce qui suit:

[L]e requérant et les tenants de la demande sont des producteurs de nitrate d'ammonium de "qualité engrais" ainsi que d'autres produits couverts par ce réexamen au titre de l'expiration des mesures. Par conséquent, la demande n'était pas seulement soutenue par des producteurs de nitrate d'ammonium utilisé comme engrais, mais aussi par des producteurs d'autres types du produit concerné ...⁵⁵⁵

⁵⁵¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 606 et 608. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 757 à 761 et 860; réponse aux questions du Groupe spécial n° 103, paragraphe 165; n° 95, paragraphes 126 à 133. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 840; réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphes 135 à 137.

⁵⁵² Russie, première communication écrite, note de bas de page 556 (faisant référence à RFPA submission (4 March 2014) (pièce RUS-82 (RCC))).

⁵⁵³ RFPA submission (4 March 2014) (pièce RUS-82 (RCC)), page 3.

⁵⁵⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 87.

⁵⁵⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 249 et 268 (citant le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 7).

7.354. Selon l'Union européenne, la Russie ne démontre pas que les données fournies par la branche de production nationale de l'UE dans la requête couvraient seulement le nitrate d'ammonium de qualité engrais, ni que les données utilisées pour évaluer les importations russes incluaient les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo. L'Union européenne dit que, en tout état de cause, "ni l'article 11.3, ni aucune autre disposition de l'Accord antidumping n'exigent que la composition du produit concerné et celle du produit similaire soient identiques à tous égards."⁵⁵⁶

7.355. Compte tenu des éléments de preuve versés au dossier, nous ne sommes pas convaincus par l'allégation de la Russie selon laquelle le réexamen à l'expiration a été engagé sur la base d'une gamme de produits asymétrique. Nous notons par exemple que la même lettre du 4 mars 2014 des exportateurs russes demandait que l'autorité chargée de l'enquête demande au requérant de séparer les données relatives à la branche de production nationale concernant le nitrate d'ammonium de qualité engrais et celles concernant le nitrate d'ammonium stabilisé:

Donc, les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon devraient présenter à nouveau leurs réponses au questionnaire, en identifiant séparément leurs résultats pour les produits qui sont a) similaires au nitrate d'ammonium importé de Russie, et b) similaires au nitrate d'ammonium stabilisé importé de Russie. *Pour l'instant, les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon et le requérant, dans l'ensemble, mélangent les deux en alléguant que le nitrate d'ammonium stabilisé importé est similaire au nitrate d'ammonium fabriqué dans l'UE, mais cela est illégal au regard de l'arrêt du Tribunal qui a constaté que les deux n'étaient pas similaires.*⁵⁵⁷

7.356. Cela semble indiquer que le requérant n'a pas établi de distinction entre les différents types de nitrate d'ammonium dans sa réponse au questionnaire. En fait, l'avis d'ouverture inclut effectivement le nitrate d'ammonium stabilisé dans le champ du "produit examiné"⁵⁵⁸ et n'indique pas que le produit similaire devrait être défini autrement.

7.357. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a violé l'article 11.3 en engageant le troisième réexamen à l'expiration sur la base d'une demande qui analysait les indicateurs de la branche de production nationale fabriquant du nitrate d'ammonium de qualité engrais d'une part, et les importations de nitrate d'ammonium de qualité engrais, de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle d'autre part.

7.7.2.3.7 Conclusion sur l'allégation n° 2 de la Russie

7.358. Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que l'Union européenne a enfreint l'article 11.3 de l'Accord antidumping en n'indiquant pas dans l'avis d'ouverture si le calcul relatif au dumping inclus dans la demande était basé sur le coût de production dans le pays d'origine. Nous rejetons les autres arguments présentés par la Russie à l'appui de l'allégation n° 2.

7.7.3 Allégations de la Russie concernant l'établissement de la probabilité que le dommage se reproduira (allégations n° 5 à n° 8)

7.7.3.1 Introduction

7.359. La Russie formule une série d'allégations concernant la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par la Commission européenne dans le cadre du troisième réexamen à l'expiration visant le nitrate d'ammonium.⁵⁵⁹ Selon elle, l'analyse effectuée par la Commission européenne et la détermination à laquelle celle-ci est arrivée sont incompatibles avec l'article 11.3 et diverses dispositions des articles 3 et 4 de l'Accord antidumping.

⁵⁵⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 251.

⁵⁵⁷ RFPA submission (4 March 2014) (pièce RUS-82 (RCC)), page 5. (pas d'italique dans l'original dans l'original)

⁵⁵⁸ Avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration (pièce RUS-48), section 2.

⁵⁵⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66).

7.360. Les allégations n° 5 à n° 8 de la Russie relatives à la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira sont les suivantes:

- a. la Russie allègue que l'Union européenne a enfreint les articles 11.3, 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en n'effectuant pas de calculs appropriés de la sous-cotation⁵⁶⁰ (allégation n° 5);
- b. la Russie allègue que l'Union européenne a violé les articles 11.3, 3.1, 3.4 et 4.1 de l'Accord antidumping en fondant sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait: i) sur des données concernant un échantillon non représentatif de la branche de production nationale; ii) sur les données incomplètes, non représentatives et erronées communiquées par les sociétés de l'UE incluses dans l'échantillon; et iii) en n'examinant pas et n'expliquant pas les résultats économiques divergents des producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon et des producteurs de l'UE non inclus dans l'échantillon⁵⁶¹ (allégation n° 6);
- c. la Russie allègue que l'Union européenne a violé les articles 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping en concluant d'une manière erronée que rien n'indiquait que la situation non dommageable de la branche de production de l'UE se maintiendrait⁵⁶² (allégation n° 7);
- d. la Russie allègue que l'Union européenne a violé les articles 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping en ne fondant pas sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif des facteurs pertinents⁵⁶³ (allégation n° 8).

7.361. Avant d'examiner le fond de ces quatre allégations, nous notons que l'Union européenne formule deux arguments concernant:

- a. la question de savoir si nous devrions formuler des constatations et des recommandations au sujet de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par l'Union européenne dans le Règlement n° 999/2014, au vu de la détermination plus récente de la probabilité que le dommage se reproduira figurant dans le Règlement n° 1722/2018;
- b. le critère juridique applicable à l'examen par le Groupe spécial des allégations de la Russie n° 5 à n° 8.

7.362. Nous examinons tour à tour ces deux arguments.

7.7.3.2 Question de savoir si certaines allégations présentées par la Russie devraient ne pas être prises en compte par le Groupe spécial parce que le Règlement n° 1722/2018 a remplacé et actualisé le Règlement n° 999/2014

7.363. L'Union européenne avance deux arguments au sujet de la mesure en cause.

7.364. Premièrement, l'Union européenne affirme que les allégations n° 5 à n° 8 de la Russie (concernant la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira) ne s'étendent pas au Règlement n° 1722/2018 et visent seulement le Règlement n° 999/2014.⁵⁶⁴ D'après ce que nous comprenons, la Russie a confirmé que c'était le cas.⁵⁶⁵

7.365. Deuxièmement, l'Union européenne fait valoir que les allégations de la Russie concernant la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira figurant dans le Règlement n° 999/2014 devraient ne pas être prises en compte parce qu'une détermination plus récente de la

⁵⁶⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 922 à 955.

⁵⁶¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 956 à 998.

⁵⁶² Russie, première communication écrite, paragraphes 999 à 1024.

⁵⁶³ Russie, première communication écrite, paragraphes 1025 à 1084.

⁵⁶⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 124.

⁵⁶⁵ Russie, réponse à la question n° 40 du Groupe spécial, paragraphes 201 et 202.

probabilité que le dommage se reproduirait a été établie en 2018.⁵⁶⁶ Elle demande au Groupe spécial de ne pas formuler de recommandations concernant le Règlement n° 999/2014 parce que l'analyse qu'il contient a été actualisée et remplacée par l'analyse de la probabilité que le dommage se reproduirait figurant dans le Règlement n° 1722/2018. Elle demande également au Groupe spécial de ne pas formuler de constatations ou de recommandations concernant le Règlement n° 1722/2018 "étant donné que la Russie n'a présenté aucune allégation ni aucun argument concernant la manière dont la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait a été établie dans le Règlement de 2018".⁵⁶⁷

7.366. Nous commençons par noter que les deux parties conviennent que le Règlement n° 999/2014 est toujours en vigueur.⁵⁶⁸ Nous rappelons aussi que le Règlement n° 999/2014 et le Règlement n° 1722/2018 relèvent du mandat du présent Groupe spécial.⁵⁶⁹

7.367. Dans notre décision préliminaire, nous avons décrit la relation entre le Règlement n° 999/2014 et le Règlement n° 2018/1722 comme suit:

Le Règlement n° 2018/1722 est entré en vigueur après l'établissement du Groupe spécial mais peu de temps avant que sa composition ait été arrêtée. Par ses termes, ce règlement *modifie* le Règlement n° 999/2014, qui a imposé un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, à la suite d'un réexamen intermédiaire partiel engagé le 17 août 2017 et dont le champ était limité à l'examen du dommage. Bien que les droits antidumping en cause dans le présent différend soient actuellement perçus sur la base du Règlement n° 2018/1722, cette mesure est clairement liée aux déterminations établies dans le cadre de l'enquête initiale concernant les importations de nitrate d'ammonium et lors des réexamens ultérieurs.⁵⁷⁰

7.368. Le réexamen intermédiaire partiel qui a abouti au Règlement n° 2018/1722 a été engagé le 17 août 2017 et son champ était limité à l'examen du dommage.⁵⁷¹ Conformément à l'article 11.3 du Règlement antidumping de base, la Commission européenne "a examiné si les circonstances à l'origine de l'institution des mesures actuelles avaient changé et si ce changement présentait un caractère durable."⁵⁷² Le réexamen intermédiaire était donc centré sur les "changements durables" dont les requérants alléguaient qu'ils s'étaient produits, à savoir un niveau de concentration accru de la branche de production de l'Union produisant le produit similaire qui faisait suite aux "nombreuses fusions et acquisitions"⁵⁷³; une baisse du prix du gaz⁵⁷⁴; ainsi que des "changements observés à l'échelle mondiale" sur le marché du nitrate d'ammonium.⁵⁷⁵ Dans le cadre de son réexamen intermédiaire, la Commission européenne a effectué une analyse de la situation de la branche de production de l'Union et elle a conclu que "l'industrie de l'Union n'avait pas subi de préjudice important au sens de l'article 3, paragraphe 5, du règlement de base, bien qu'elle ne soit pas en aussi bonne santé que lors du dernier réexamen au titre de l'expiration ...".⁵⁷⁶

⁵⁶⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 453; deuxième communication écrite, paragraphe 124.

⁵⁶⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 125. Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 86 du Groupe spécial.

⁵⁶⁸ Union européenne, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphe 113: "l'Union européenne confirme que le Règlement n° 999/2014 est toujours en vigueur. Ce règlement concerne un réexamen à l'expiration confirmant la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiront. Il est d'application pour une durée de cinq ans."

⁵⁶⁹ Décision préliminaire du Groupe spécial, paragraphe 4.15.

⁵⁷⁰ Décision préliminaire du Groupe spécial, paragraphe 4.12. (notes de bas de page omises)

⁵⁷¹ Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), considérant 13. L'article 11.3 du Règlement antidumping de base est la disposition régissant les réexamens intermédiaires. Nous notons aussi que le considérant 14 indique que "[l]e même jour, la Commission a annoncé ... l'ouverture d'un autre réexamen partiel des mesures antidumping applicables aux importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, portant uniquement sur l'examen du dumping, conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base."

⁵⁷² Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), considérant 46.

⁵⁷³ Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), considérant 47.

⁵⁷⁴ Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), considérant 62.

⁵⁷⁵ Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), considérant 70.

⁵⁷⁶ Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), considérant 130.

7.369. Parallèlement aux réexamens intermédiaires partiels, la Commission européenne a également effectué une analyse de la probabilité que le dommage se reproduirait. Cette analyse figure dans la section 6 du Règlement n° 2018/1722 et examine "ce qui pourrait arriver à l'industrie de l'Union si les mesures étaient supprimées".⁵⁷⁷ Dans le cadre de ladite analyse, la Commission européenne a examiné les éléments suivants: i) les capacités inutilisées disponibles en Russie; ii) le comportement des exportateurs russes sur les marchés de pays tiers; iii) l'évolution future probable des prix russes à l'exportation; et iv) l'attractivité du marché de l'Union. Elle a conclu "à l'existence d'une probabilité de réapparition du préjudice si les mesures étaient supprimées."⁵⁷⁸

7.370. L'analyse de la probabilité que le dommage se reproduira effectuée par la Commission européenne dans le contexte *du troisième réexamen à l'expiration* couvre donc le même sujet que l'analyse figurant dans le Règlement n° 2018/1722. Dans le troisième réexamen à l'expiration, la Commission européenne a examiné i) la situation du marché de l'Union, y compris la situation de la branche de production de l'Union; ii) la capacité inutilisée, les flux commerciaux, l'attractivité du marché de l'Union et le comportement des producteurs-exportateurs russes en matière de fixation des prix; et iii) l'incidence du volume projeté des importations et les effets sur les prix en cas d'abrogation des mesures.

7.371. Au vu des déterminations respectives établies dans les Règlements n° 999/2014 et n° 2018/1722, qui couvrent le même produit et, en partie, le même sujet (la question de savoir s'il est probable que le dommage se reproduirait si les mesures antidumping devaient expirer), nous pensons comme l'Union européenne que l'adoption du Règlement n° 2018/1722 "a actualisé" la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait qui avait été établie dans le troisième réexamen à l'expiration.⁵⁷⁹ Nous notons toutefois que le Règlement n° 2018/1722 n'est pas un réexamen à l'expiration au sens de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et qu'il ne "remplace" donc pas entièrement le Règlement n° 999/2014, qui est toujours en vigueur. Ainsi que la Russie l'a noté:

On ne peut pas faire valoir que le Règlement n° 2018/1722 a remplacé les déterminations de la probabilité d'un dommage et de la probabilité d'un dumping figurant dans le Règlement n° 999/2014 dans la mesure où le but et les effets juridiques du Règlement n° 2018/1722 sont différents de ceux qui sont prévus à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. D'un point de vue pratique, cela signifie que la décision de proroger le droit frappant le nitrate d'ammonium russe est toujours fondée sur les déterminations de la probabilité d'un dumping et de la probabilité d'un dommage qui figuraient dans le Règlement n° 999/2014.

Le Règlement n° 2018/1722 a modifié seulement "[l']article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement d'exécution (UE) n° 999/2014 de la Commission". Il n'a donc modifié que "[l]e taux du droit antidumping définitif", tandis que le Règlement n° 2018/1722 est sans effet sur toutes les autres constatations et déterminations figurant dans le Règlement n° 999/2014.⁵⁸⁰

7.372. Nous partageons l'avis de la Russie selon lequel le Règlement n° 999/2014 contient le dernier réexamen à l'expiration concernant le nitrate d'ammonium et selon lequel, même si l'analyse de la probabilité que le dommage se reproduirait a été actualisée au cours du réexamen intermédiaire partiel, ce règlement a toujours des effets juridiques. Nous estimons donc qu'il est approprié de formuler des constatations en ce qui concerne les allégations de la Russie relatives au Règlement n° 999/2014.

7.373. S'agissant des recommandations devant être formulées par le Groupe spécial en l'espèce, l'article 19:1 du Mémoire d'accord dispose ce qui suit:

Dans les cas où un groupe spécial ... conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord.⁵⁸¹

⁵⁷⁷ Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), considérant 131.

⁵⁷⁸ Règlement n° 2018/1722 (pièce RUS-96), considérant 167.

⁵⁷⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 125.

⁵⁸⁰ Russie, réponse à la question n° 86 du Groupe spécial, paragraphes 100 et 102.

⁵⁸¹ Notes de bas de page omises.

7.374. Malgré l'article 19:1, le Groupe spécial *Inde – Produits en fer et en acier* a noté ce qui suit:

[L]es groupes spéciaux se sont en général abstenus de formuler des recommandations sur des mesures dont il avait été constaté qu'elles étaient incompatibles avec des dispositions des accords visés quand ces mesures n'existaient plus. Cela étant dit, étant donné qu'une mesure arrivée à expiration peut continuer à avoir un effet sur le fonctionnement d'un accord visé, il serait approprié qu'un groupe spécial formule des recommandations concernant les mesures en cause.⁵⁸²

7.375. Nous rappelons qu'en l'espèce, l'Union européenne *ne fait pas valoir* que le Règlement n° 999/2014 n'existe plus. Son argument est que le Groupe spécial ne devrait pas formuler de recommandation concernant les déterminations figurant dans le Règlement n° 999/2014 parce que celles-ci ont été "actualisées" par la suite dans le Règlement n° 2018/1722. Nous pensons comme les groupes spéciaux antérieurs que pour examiner s'il convient de formuler une recommandation au titre de l'article 19 du Mémoire d'accord, nous devons prendre en compte les modifications pertinentes et autres faits nouveaux pertinents relatifs aux mesures en cause.⁵⁸³ Par conséquent, si nous devons constater que la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait qui a été établie par la Commission européenne dans le Règlement n° 999/2014 est incompatible avec l'Accord antidumping, avant de formuler des recommandations comme l'article 19:1 du Mémoire d'accord enjoint de le faire, nous examinerions dans quelle mesure l'adoption du Règlement n° 2018/1722 affecte notre capacité de le faire.

7.376. Nous examinons maintenant la question du critère juridique applicable à notre examen des allégations de la Russie concernant la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par l'UE.

7.7.3.3 Critère juridique pertinent pour l'examen par le Groupe spécial des allégations de la Russie relatives à la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira

7.377. Dans ses allégations n° 5 à n° 8, la Russie demande au Groupe spécial de formuler des constatations au titre de l'article 11.3 et de l'article 3 de l'Accord antidumping. Dans son allégation n° 6, elle demande aussi au Groupe spécial de formuler une constatation au titre de l'article 4.1 de l'Accord antidumping. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les allégations formulées sur la base de l'article 3 parce que l'article 11.3 est la seule disposition applicable aux réexamens à l'expiration.⁵⁸⁴ Nous commençons donc notre analyse des allégations n° 5 à n° 8 de la Russie en rappelant le critère juridique applicable à l'examen par un groupe spécial de la détermination par l'autorité de la probabilité que le dommage se reproduira.

7.378. Nous rappelons d'abord qu'une détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie dans le cadre d'un réexamen à l'expiration exige que l'autorité chargée de l'enquête examine s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si les mesures antidumping en vigueur sont supprimées. Cette détermination est différente d'une détermination de l'existence d'un dommage dans une enquête initiale, qui exige que les autorités chargées de l'enquête déterminent si la branche de production nationale a subi un dommage important ou une menace de dommage important dans la période couverte par l'enquête initiale, au sens de l'article 3 de l'Accord antidumping. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a rappelé la nature de l'analyse qui devait être effectuée dans un réexamen à l'expiration et il a distingué cette analyse de celle qui devait être effectuée dans une enquête initiale:

La détermination de la probabilité est une détermination prospective. En d'autres termes, les autorités doivent entreprendre une analyse tournée vers l'avenir et chercher à résoudre la question de savoir ce qui se produirait probablement si le droit était supprimé. Pour examiner la nature d'une détermination de la probabilité établie dans

⁵⁸² Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits en fer et en acier*, paragraphe 7.27. (notes de bas de page omises)

⁵⁸³ Rapport du Groupe spécial *Russie – Traitement tarifaire*, paragraphe 7.85.

⁵⁸⁴ Union européenne, réponse à la question n° 44 du Groupe spécial, paragraphe 135. Nous ne pensons pas que l'Union européenne fasse valoir, toutefois, que les dispositions de l'article 4 ("Définition de la branche de production nationale") ne s'appliquent pas dans le contexte des réexamens à l'expiration.

un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3, nous rappelons ce que nous avons dit dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, dans le contexte de l'Accord SMC:

... les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents. La nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale.

Cette observation est également valable pour les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction au titre de l'Accord antidumping. Dans une enquête antidumping initiale, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer si *un dumping existe* pendant la période couverte par l'enquête. En revanche, dans un réexamen à l'extinction d'un droit antidumping, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer s'il est *probable que le dumping subsistera ou se reproduira* si le droit qui a été imposé à l'issue d'une enquête initiale est supprimé.⁵⁸⁵

7.379. Le Groupe spécial *UE – Chaussures* est arrivé à une conclusion semblable et a insisté sur la nécessité de tenir compte du fait que, dans un réexamen à l'expiration, "une mesure antidumping [était] en place depuis un certain temps":

Dans les enquêtes antidumping initiales, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer si la branche de production nationale d'un Membre subit un dommage important du fait des importations faisant l'objet d'un dumping. À ce stade, l'examen est centré sur l'existence d'un "dommage important" au moment de la détermination. Cette détermination est établie au titre de l'article 3, sur la base de renseignements concernant les facteurs nécessaires et pertinents pour une période antérieure quelconque. Par contre, dans un réexamen à l'expiration, une mesure antidumping est en place depuis un certain temps et les autorités chargées de l'enquête doivent, sur la base d'une nouvelle analyse, déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si cette mesure est supprimée.⁵⁸⁶

7.380. Ainsi, des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont constaté que, si les prescriptions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquaient à la détermination de l'existence d'un dommage dans le contexte d'une enquête initiale, elles ne s'appliquaient pas directement dans le contexte d'un réexamen à l'expiration. À cet égard, l'Organe d'appel a dit clairement dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* qu'"il n'[était] pas prescrit aux autorités chargées de l'enquête de respecter les dispositions de l'article 3 lors de l'établissement d'une détermination de la probabilité d'un dommage".⁵⁸⁷

7.381. Alors que nous souscrivons aux décisions de ces groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel sur cette question, nous sommes également attentifs au fait que même si elles ne sont pas directement applicables, les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping peuvent être pertinentes pour notre interprétation des obligations énoncées à l'article 11.3. Nous jugeons particulièrement pertinent le fait que l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

Cela ne veut toutefois pas dire, [que] pour une détermination dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête n'est jamais tenue d'examiner l'un quelconque des facteurs énumérés dans les paragraphes de l'article 3. Certaines des analyses prescrites par l'article 3 et nécessairement pertinentes dans une enquête initiale peuvent s'avérer probantes, voire requises, pour que l'autorité chargée de l'enquête parvienne, dans un réexamen à l'extinction, à une "conclusion motivée". À cet égard, nous sommes d'avis que la prescription fondamentale de l'article 3.1 selon laquelle une détermination de l'existence d'un dommage doit se fonder sur des

⁵⁸⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 105 à 107. (notes de bas de page omises)

⁵⁸⁶ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.329.

⁵⁸⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 280. L'Union européenne cite aussi le rapport du Groupe spécial dans la même affaire, qui indique que "les obligations énoncées à l'article 3 ne s'appliquent pas normalement aux réexamens à l'extinction." (Union européenne, première communication écrite, paragraphe 456)

"éléments de preuve positifs" et un "examen objectif" serait aussi pertinente pour les déterminations de la probabilité au titre de l'article 11.3. Il nous semble que des facteurs tels que le volume, les effets sur les prix et l'incidence sur la branche de production nationale des importations faisant l'objet d'un dumping, compte tenu des conditions de concurrence, peuvent être pertinents à des degrés divers pour une détermination de la probabilité d'un dommage donnée. L'autorité chargée de l'enquête peut aussi, sur la base de son propre jugement, prendre en considération d'autres facteurs figurant à l'article 3 lorsqu'elle établit une détermination de la probabilité d'un dommage. Cependant, la nécessité de procéder à une telle analyse dans une affaire donnée découle de la prescription imposée par l'article 11.3 – et non l'article 3 – voulant qu'une détermination de la probabilité d'un dommage repose sur une "base factuelle suffisante" permettant à l'organisme administratif de tirer des "conclusions motivées et adéquates".⁵⁸⁸

7.382. Nous rappelons aussi la déclaration suivante du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*:

À notre avis, le fait de ne pas examiner les facteurs pertinents énoncés dans les dispositions de fond de l'article 3 dans la détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira pourrait empêcher l'autorité chargée de l'enquête d'arriver à une "conclusion motivée", ce qui aurait pour résultat une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Toutefois, nous rappelons qu'une détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3 n'est pas requise au titre de l'article 11.3. Par conséquent, nous ne considérons pas que tous les facteurs pertinents pour une détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3 soient nécessairement pertinents pour une détermination de la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11.3.⁵⁸⁹

7.383. Par conséquent, même si la prescription fondamentale énoncée à l'article 3.1 selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage doit être fondée sur des "éléments de preuve positifs" et un "examen objectif" est également importante dans les déterminations de la probabilité au titre de l'article 11.3, nous sommes d'avis que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas obligée de se conformer aux dispositions de l'article 3 lorsqu'elle établit une détermination de la probabilité d'un dommage, à moins que cette détermination ne soit fondée sur une constatation de l'existence d'un dommage important. Par conséquent, nous rejetons l'allégation de la Russie relative à la compatibilité avec l'article 3 de l'Accord antidumping de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par l'Union européenne. Au lieu de cela, nous examinerons les déterminations établies par la Commission européenne à la lumière des obligations énoncées à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Ce faisant, nous nous référerons aux dispositions de l'article 3 en tant que contexte, selon qu'il sera nécessaire et en fonction de la nature des déterminations établies par la Commission européenne, pour interpréter les obligations énoncées à l'article 11.3.

7.7.3.4 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en n'effectuant pas de calculs appropriés de la sous-cotation (allégation n° 5)

7.7.3.4.1 Introduction

7.384. La Russie allègue que, dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration, la Commission européenne a effectué des calculs de la sous-cotation d'une manière incompatible avec les dispositions des articles 3.1, 3.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.⁵⁹⁰ Spécifiquement, elle affirme que le Règlement n° 999/2014 contient:

- a. une comparaison entre les prix c.a.f. russes moyens à l'exportation vers l'UE, et les prix départ usine moyens pratiqués par les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon⁵⁹¹; et

⁵⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 284.

⁵⁸⁹ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.333.

⁵⁹⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 935.

⁵⁹¹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 112: "[u]ne comparaison entre les prix [c.a.f.] moyens russes à l'exportation vers l'Union et les prix départ usine moyens pratiqués par les producteurs de

- b. une comparaison entre les prix russes départ usine moyens à l'exportation vers les pays tiers et les prix de vente départ usine pratiqués par les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon.⁵⁹²

7.385. Pour la Russie, ces comparaisons sont le fondement des conclusions de l'autorité selon lesquelles:

- a. une hausse subite des importations [russes], dans des quantités importantes et à des prix de *sous-cotation*, exercera une forte pression sur les prix de vente de la branche de production et lui fera perdre des parts de marché importantes⁵⁹³; et
- b. le nitrate d'ammonium russe serait exporté vers le marché de l'Union en volumes importants et à un niveau de prix dommageable.⁵⁹⁴

7.386. La Russie allègue donc que les défauts suivants dans les calculs de la sous-cotation effectués par la Commission européenne violent les articles 3.1, 3.2 et 11.3:

- a. la Commission européenne n'a pas pris en compte les prix de deux exportateurs russes couverts par des engagements en matière de prix⁵⁹⁵;
- b. la Commission européenne n'a pas pris en compte le prix à l'importation du nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Russie⁵⁹⁶;
- c. la Commission européenne n'a pas pris en compte les prix d'un producteur/exportateur russe ayant coopéré non inclus dans l'échantillon (OJSC Kuybyshevazot), qui vendait à des prix ne sous-cotant pas celui des producteurs de l'UE⁵⁹⁷; et
- d. la Commission européenne n'a pas examiné si les importations en provenance de Russie faisant, d'après les allégations, l'objet d'un dumping avaient une "force explicative" pour la dépression notable des prix intérieurs ou l'empêchement notable de hausses de prix intérieurs.⁵⁹⁸

7.387. De plus, s'agissant de la comparaison entre le prix des exportations russes vers les pays tiers et les prix de l'UE, la Russie allègue ce qui suit:

- a. la Commission européenne n'a pas examiné s'il y avait eu sous-cotation notable des prix des importations faisant l'objet d'un dumping par rapport aux prix de la branche de production nationale de l'UE⁵⁹⁹; et
- b. enfin, la Commission européenne n'a pas examiné si des ajustements étaient nécessaires pour faire en sorte que l'analyse de la sous-cotation des prix soit objective.⁶⁰⁰ Les ajustements demandés par les représentants des producteurs/exportateurs russes et étayés par des documents n'ont simplement pas été pris en compte.⁶⁰¹

l'Union pendant la période d'enquête de réexamen montre que les prix russes sous-cotent les prix de l'Union." Voir aussi Russie, première communication écrite, paragraphe 936.

⁵⁹² Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 160: "[p]endant la période d'enquête de réexamen, les prix russes à l'exportation vers des pays tiers étaient en moyenne de [...], soit 34% inférieurs au prix moyen actuel auquel les producteurs de l'Union vendent sur le territoire de l'Union." Voir aussi Russie, première communication écrite, paragraphe 936.

⁵⁹³ Russie, première communication écrite, paragraphe 935 (citant le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 169).

⁵⁹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 935 (citant le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 166).

⁵⁹⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 940.

⁵⁹⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 942.

⁵⁹⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 943.

⁵⁹⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 944.

⁵⁹⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 948.

⁶⁰⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 949.

⁶⁰¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 950.

7.388. L'Union européenne répond que l'article 11.3 n'impose aucune méthode particulière pour l'analyse de la probabilité que le dommage se reproduirait après que des mesures antidumping seraient supprimées. Pour elle, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue d'effectuer des calculs de la sous-cotation des prix au sens de l'article 3 de l'Accord antidumping. Dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration, la Commission européenne "a évalué quelle serait l'incidence potentielle des exportations russes vers le marché de l'Union et sur la branche de production de l'Union si les mesures en vigueur expiraient".⁶⁰² L'Union européenne insiste sur le fait que son analyse n'incluait pas de calcul de la sous-cotation des prix parce que "presque tous les producteurs-exportateurs qui vendaient le produit concerné pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen étaient couverts par des engagements en matière de prix" qui ne pouvaient "[pas] être considérés comme un indicateur fiable pour réaliser un calcul valable de la sous-cotation".⁶⁰³ Au lieu de cela, l'autorité a fait une "analyse tournée vers l'avenir"⁶⁰⁴ du détournement probable des flux commerciaux⁶⁰⁵ et des prix probables des exportations additionnelles russes vers l'Union⁶⁰⁶ si les mesures antidumping devaient expirer. Cette analyse "tournée vers l'avenir" "ne requiert pas la démonstration que les *importations faisant l'objet d'un dumping* ont une force explicative pour les *effets sur les prix*".⁶⁰⁷ D'une manière générale, l'Union européenne affirme que son analyse des prix était fondée sur des éléments de preuve positifs, "à savoir les prix à l'exportation des producteurs russes vers les pays tiers"⁶⁰⁸, et qu'elle était les "conclusions motivées" de la Commission.⁶⁰⁹

7.7.3.4.2 Analyse

7.389. Nous rappelons que la mesure en cause est le Règlement n° 999/2014, qui expose les résultats du troisième réexamen à l'expiration effectué par l'Union européenne en vertu de sa législation intérieure mettant en œuvre l'article 11 de l'Accord antidumping. Il n'y a pas de désaccord entre les parties quant au fait que l'article 11.3 de l'Accord antidumping porte spécifiquement sur ces réexamens. En revanche, l'Union européenne nous a demandé, et nous avons accepté, de rejeter les allégations de la Russie au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping parce que cette disposition n'est pas directement applicable dans le contexte d'un réexamen à l'expiration. Ayant exposé plus haut le critère juridique pour notre examen des allégations de la Russie au titre de l'article 11.3, nous examinons maintenant les arguments des parties.

7.390. Au vu des communications des parties présentées au Groupe spécial, nous notons que celles-ci sont en désaccord:

- a. sur la *nature* de l'analyse effectuée par la Commission européenne dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration (question de savoir si un calcul de la sous-cotation a été utilisé pour étayer la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait); et
- b. sur la question de savoir si l'analyse des prix effectuée par la Commission européenne est compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.391. Nous commençons par exposer les arguments des parties sur ces deux questions, avant de passer à notre analyse de la détermination établie par l'autorité chargée de l'enquête.

7.7.3.4.2.1 Arguments des parties

7.392. La Russie fait valoir que la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par la Commission européenne inclut une analyse de "l'effet sur les prix des importations

⁶⁰² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 459 (faisant référence au Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 148).

⁶⁰³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 459 (faisant référence au Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 112).

⁶⁰⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 461.

⁶⁰⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 462.

⁶⁰⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 466.

⁶⁰⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 471. (italique dans l'original)

⁶⁰⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 474.

⁶⁰⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 462.

futures faisant l'objet d'un dumping obtenu par un calcul de la *sous-cotation*⁶¹⁰ des prix du produit similaire de l'UE par les exportations russes. Elle souligne en particulier les considérants 112, 160, 166 et 169 du Règlement n° 999/2014.⁶¹¹ Le considérant 112 indique qu'"[u]ne comparaison entre les prix CIF moyens russes à l'exportation vers l'Union et les prix départ usine moyens pratiqués par les producteurs de l'Union pendant la période d'enquête de réexamen montre que les prix russes sous-cotent les prix de l'Union". Le considérant 160 indique ensuite que "[p]endant la période d'enquête de réexamen, les prix russes à l'exportation vers des pays tiers étaient en moyenne de 201 EUR/tonne, soit 34% inférieurs au prix moyen actuel auquel les producteurs de l'Union vendent sur le territoire de l'Union." Pour la Russie, ces comparaisons démontrent que la Commission européenne a calculé une marge de sous-cotation pour étayer sa conclusion selon laquelle elle "consid[é]rait en fait probable qu'en l'absence de mesures, les niveaux de prix auxquels les exportations russes entreraient dans l'Union seraient inférieurs aux coûts de fabrication de l'Union augmentés d'une marge bénéficiaire raisonnable, et par conséquent, préjudiciables".⁶¹² La Russie allègue que cette analyse de la sous-cotation des prix est incompatible avec les obligations énoncées à l'article 3 et avec les dispositions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.⁶¹³

7.393. L'Union européenne ne souscrit pas au point de vue selon lequel le Règlement n° 999/2014 contient une analyse de la sous-cotation des prix.⁶¹⁴ Bien que le tableau 6 du Règlement n° 999/2014 évalue le prix c.a.f. moyen des importations russes, le Règlement précise que "[d]e tels prix à l'exportation ne peuvent ... être considérés comme un indicateur fiable pour réaliser un calcul valable de la sous-cotation."⁶¹⁵ L'Union européenne fait référence au libellé "clair" utilisé par l'autorité dans le Règlement n° 999/2014 selon lequel: "la Commission n'a procédé à aucun calcul de la sous-cotation et de la sous-cotation des prix indicatifs ... et selon lequel "[l]a Commission n'affirme pas qu'en cas d'abandon des mesures les exportations russes sous-coteraient les prix de l'Union de 34%".⁶¹⁶ Afin de justifier la raison pour laquelle le calcul de la sous-cotation n'était pas pertinent ni réalisable, elle explique que "presque tous les producteurs-exportateurs qui ont vendu le produit concerné pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen étaient couverts par des engagements en matière de prix et leurs prix à l'exportation vers l'Union européenne étaient déterminés par ces engagements en matière de prix qui fixaient des prix minimaux."⁶¹⁷ De plus, elle fait valoir que les ventes russes à l'exportation vers le marché de l'Union ne pouvaient pas être utilisées en raison de l'absence de ventes du produit concerné par trois des producteurs/exportateurs inclus dans l'échantillon (EuroChem, UralChem et SBU Azot) pendant la période visée par le réexamen:

Les ventes à l'exportation vers l'Union ne pouvaient pas être utilisées pour déterminer le comportement futur des trois autres producteurs-exportateurs inclus dans l'échantillon pour les raisons suivantes. Durant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen, EuroChem et Acron n'ont exporté que dans le cadre de l'engagement en matière de prix. EuroChem a réalisé des ventes dans l'Union seulement pendant la période où elle était couverte par un engagement en vigueur, alors qu'elle n'en a réalisé aucune après que l'engagement a été retiré par la Commission au moyen de la décision 2012/629/UE. De leur côté, SBU Azot et UralChem n'ont pas vendu le produit concerné à l'Union pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen.⁶¹⁸

⁶¹⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 936; deuxième communication écrite, paragraphe 1126. (pas d'italique dans l'original)

⁶¹¹ Russie, réponse à la question n° 42 du Groupe spécial, paragraphe 203.

⁶¹² Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 162.

⁶¹³ Nous ne pensons pas que l'allégation n° 5 de la Russie au titre de l'article 11.3 soit corollaire de ses allégations au titre de l'article 3.1 et 3.2. Voir par exemple Russie, première communication écrite, paragraphe 955: "en n'effectuant pas des calculs de la sous-cotation conformes aux articles 11.3, 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, l'UE a agi d'une manière contraire à ses obligations au titre de ces articles."

⁶¹⁴ Union européenne, réponse à la question n° 42 du Groupe spécial, paragraphe 128: "[i]l n'y a nulle part dans le Règlement n° 999/2014, et donc dans les considérants mentionnés, une analyse de la sous-cotation. Dans le considérant 112, on explique exactement la raison pour laquelle la Commission n'a pas pu effectuer une analyse de la sous-cotation des prix sur la base des engagements en matière de prix".

⁶¹⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 112.

⁶¹⁶ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 136 (citant le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 114 et 162. Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 41 du Groupe spécial, paragraphe 120. (italique omis)

⁶¹⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 459.

⁶¹⁸ Divulgaration finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 43.

7.394. Pour l'Union européenne, les "prix pratiqués dans le cadre des engagements en matière de prix ne sont pas le résultat de l'interaction normale de l'offre et de la demande sur le marché".⁶¹⁹ Par suite, "les prix russes à l'importation vers l'Union européenne pendant la période couverte par l'enquête ne pouvaient pas servir d'éléments de preuve positifs pour arriver à ... des conclusions motivées".⁶²⁰ Au lieu de fonder sa détermination sur un calcul de la sous-cotation des prix entre le prix à l'exportation des producteurs russes et le prix des producteurs de l'UE sur le marché de l'Union, l'Union européenne affirme qu'elle a effectué une ""analyse tournée vers l'avenir" fondée sur les éléments de preuve fiables disponibles relatifs à la fixation des prix, ainsi que sur les données relatives à la consommation, aux capacités inutilisées, aux flux commerciaux et à l'attractivité du marché de l'Union."⁶²¹ Elle soutient que sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduira est fondée sur les quatre éléments suivants, qui sont exposés à la fois dans la divulgation finale⁶²² et dans le Règlement n° 999/2014:

- a. la capacité inutilisée du produit concerné⁶²³;
- b. l'attractivité du marché de l'Union: eu égard au fait que "les prix sur le marché de l'Union ... [se situaient] à un niveau largement supérieur à ceux de[s] ... marchés de pays tiers", l'autorité a considéré que "les producteurs russes seraient ... fortement encouragés non seulement à employer leur capacité inutilisée pour le marché de l'Union, mais aussi à réorienter des pays tiers vers le marché de l'Union certaines de leurs exportations actuelles"⁶²⁴; et eu égard à la proximité géographique et de "l'existence de circuits de distribution bien implantés"⁶²⁵;
- c. les limitations applicables à d'autres exportations russes à destination de pays tiers, étant donné que "la capacité inutilisée russe ... représent[ait] plus de deux fois l'augmentation de la consommation prévue sur ces marchés"⁶²⁶; et
- d. le prix attendu des exportations russes vers le marché de l'Union européenne si les mesures devaient expirer.⁶²⁷

7.395. Ayant exposé les arguments des parties en ce qui concerne le type d'analyse des prix effectuée par la Commission européenne, nous examinons maintenant le bien-fondé de l'allégation de la Russie au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.7.3.4.2.2 Évaluation du Groupe spécial

7.396. Au vu des arguments avancés par les parties, nous commençons notre évaluation de l'allégation n° 5 de la Russie en examinant si, comme la Russie l'affirme, la Commission européenne a effectué un calcul de la sous-cotation dans le cadre de son analyse de l'effet sur les prix des importations futures faisant l'objet d'un dumping.⁶²⁸ Nous examinons ensuite si l'analyse des prix effectuée par la Commission européenne est compatible avec les dispositions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.⁶²⁹

⁶¹⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 468.

⁶²⁰ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 147.

⁶²¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 461. (note de bas de page omise)

⁶²² Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)).

⁶²³ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 152.

⁶²⁴ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 153.

⁶²⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 155.

⁶²⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 154.

⁶²⁷ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 159 et 160.

⁶²⁸ Russie, réponse à la question n° 42 du Groupe spécial.

⁶²⁹ La Russie nous a demandé de constater ce qui suit: "même si le Groupe spécial constate que la Commission européenne n'a pas procédé à une analyse de la sous-cotation incompatible avec les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping, l'UE a néanmoins agi en infraction à l'article 11.3 de l'Accord antidumping." (Russie, réponse à la question n° 44 du Groupe spécial, paragraphe 213)

Question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête a effectué un calcul de la sous-cotation dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration

7.397. Nous commençons par rappeler ce qu'implique une analyse de la sous-cotation notable du prix dans le contexte de l'article 3 de l'Accord antidumping.

7.398. La deuxième phrase de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, qui est ici la disposition pertinente, se lit comme suit:

Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête *examineront s'il y a eu*, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, *sous-cotation notable du prix* par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites.⁶³⁰

7.399. Un calcul de la sous-cotation du prix est donc un élément obligatoire de l'analyse prescrite à l'article 3.2 dans le contexte d'une *enquête initiale*. L'article 3.2 établit expressément "un lien entre le prix des importations visées et celui des produits nationaux similaires", en prescrivant qu'une comparaison soit faite entre les deux.⁶³¹ Il est bien établi qu'une analyse de la sous-cotation du prix exige plus qu'une simple comparaison entre deux prix. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Chine – HP-SSST (Japon)*:

[L]a sous-cotation des prix, au titre de l'article 3.2, concern[e] simplement la question de savoir s'il y [a] une différence mathématique, à un moment quelconque de la période couverte par l'enquête, entre les prix des importations faisant l'objet d'un dumping et ceux des produits nationaux comparables.⁶³²

Le fait que l'article 3.2 établisse expressément "un lien entre le prix des importations visées et celui des produits nationaux similaires, en prescrivant qu'une comparaison soit faite entre les deux" ne signifie pas que l'autorité chargée de l'enquête peut satisfaire à ses obligations au titre de l'article 3.2 en examinant simplement "si les importations visées "sont vendues à des prix inférieurs à" ceux des produits nationaux comparables". Même si un examen du point de savoir s'il y a un écart de prix entre les produits importés et les produits nationaux peut être un point de départ utile pour une analyse de la sous-cotation des prix, il ne fournit pas une base suffisante pour permettre à l'autorité chargée de l'enquête de satisfaire à son obligation au titre de l'article 3.2.⁶³³

7.400. Au lieu de cela, l'Organe d'appel a décidé ce qui suit:

[U]ne lecture correcte de "price undercutting" au titre de l'article 3.2 donne à penser que l'examen exige une évaluation dynamique de l'évolution et des tendances des prix dans la relation entre les prix des importations faisant l'objet d'un dumping et ceux des produits nationaux similaires pendant toute la période couverte par l'enquête. Un examen de cette évolution et de ces tendances suppose d'évaluer si les prix à l'importation et les prix intérieurs évoluent dans le même sens ou dans des sens opposés, et s'il y a eu une hausse soudaine et substantielle des prix intérieurs.⁶³⁴

Le caractère notable de la sous-cotation des prix constatée sur la base de cette évaluation dynamique dépend de l'importance de la sous-cotation des prix. La question de savoir ce qu'est une sous-cotation des prix notable – c'est-à-dire la question de

⁶³⁰ Pas d'italique dans l'original.

⁶³¹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 136.

⁶³² Rapports de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon)* / *Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.160.

⁶³³ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon)* / *Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.163. (notes de bas de page omises)

⁶³⁴ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon)* / *Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.159.

savoir si la sous-cotation est importante, digne d'être notée ou lourde de conséquence – dépendra donc nécessairement des circonstances propres à chaque affaire.⁶³⁵

7.401. En outre, lorsqu'ils ont mené une analyse des effets sur les prix et comparé les prix du produit importé avec ceux d'un certain produit national, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont souligné qu'il était approprié et important d'examiner les facteurs affectant la comparabilité, y compris le rapport de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux en cause. Spécifiquement, l'Organe d'appel a constaté que, bien qu'il n'y ait pas de prescription explicite concernant la comparabilité des prix à l'article 3.2, le fait de ne pas assurer cette comparabilité des prix serait incompatible avec les principes fondamentaux de la détermination de l'existence d'un dommage prévus à l'article 3.1.⁶³⁶

7.402. S'agissant de la teneur tant de la divulgation finale que du Règlement n° 999/2014, nous pensons comme la Russie que ces documents n'énoncent pas les éléments du type d'analyse de la sous-cotation qui est envisagé à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Nous pensons aussi comme la Russie que plusieurs considérants de la divulgation finale et du Règlement n° 999/2014 suggèrent une analyse des prix respectifs des ventes de l'UE et des ventes russes à destination de l'Union européenne et des pays tiers pendant la période visée par le réexamen.

7.403. Toutefois, comme cela est rappelé plus haut, une analyse de la sous-cotation ne concerne pas "simplement" la différence mathématique, à un moment quelconque de la période couverte par l'enquête, entre les prix des importations faisant l'objet d'un dumping et ceux des produits nationaux comparables. Nous rappelons aussi que cette analyse n'est pas requise dans le contexte d'un réexamen à l'expiration. À cet égard, nous sommes attentifs aux constatations du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, selon lesquelles:

l'article 11.3 n'indique pas si l'autorité chargée de l'enquête est tenue de calculer l'effet des importations qui feront l'objet d'un dumping sur les prix pratiqués par la branche de production nationale. ... [C]ela veut dire que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas nécessairement tenue de faire ce calcul dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.⁶³⁷

7.404. En fait, le dossier montre que l'autorité chargée de l'enquête a dit expressément qu'elle n'avait pas effectué une analyse de la sous-cotation. Au lieu de cela, "[l']analyse a porté sur l'évolution de la consommation dans l'Union, les capacités inutilisées, les flux commerciaux, l'attractivité du marché de l'Union, ainsi que la politique de tarification des producteurs russes".⁶³⁸ Sur ce dernier point, la Commission européenne a constaté qu'"on [pouvait] légitimement se demander comment [les exportateurs russes couverts par un engagement en matière de prix] fixeraient leurs prix en cas d'expiration conjointe des engagements et des droits antidumping". Elle s'est donc appuyée sur le prix à l'exportation des producteurs/exportateurs russes inclus dans l'échantillon à destination des pays tiers pour estimer "[les] prix [auxquels] ces exportations supplémentaires provenant de sociétés non liées par un engagement de prix [étaient] susceptibles de se produire".⁶³⁹ Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une approche raisonnable pour examiner l'un des déterminants pertinents pour la question de savoir s'il est probable que le dommage se reproduira si le droit et les engagements en matière de prix existants sont supprimés.

7.405. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie selon laquelle "l'UE ne s'est pas conformée à son obligation d'établir une "détermination objective" fondée sur des "éléments de preuve positifs" *dans la détermination de la sous-cotation du prix* au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping établie dans l'enquête qui a abouti à l'adoption du Règlement n° 999/2014".⁶⁴⁰ Pour les mêmes raisons, nous rejetons aussi l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a violé

⁶³⁵ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.161. (italique omis; note de bas de page omise)

⁶³⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 200.

⁶³⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 457 et note de bas de page 482 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 7.273). Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 7.274.

⁶³⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 149.

⁶³⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 159 et 160.

⁶⁴⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 939. (pas d'italique dans l'original)

l'article 11.3 de l'Accord antidumping en n'examinant pas s'il y avait eu sous-cotation notable du prix des importations faisant l'objet d'un dumping par rapport aux prix de la branche de production nationale de l'UE.⁶⁴¹

Question de savoir si l'analyse des prix effectuée par l'Union européenne a enfreint l'article 11.3 de l'Accord antidumping

7.406. Nous examinons à présent l'allégation de la Russie selon laquelle "l'UE n'a pas satisfait à la prescription imposant que la détermination de la probabilité d'un dommage repose sur une "base factuelle suffisante" qui permette à l'autorité chargée de l'enquête d'arriver à une conclusion motivée au regard de l'article 11.3 de l'Accord antidumping".⁶⁴² En examinant l'allégation de la Russie, nous sommes conscients que la prescription imposant de faire une "détermination" concernant la probabilité:

s'oppose ... à ce que l'autorité chargée de l'enquête présume simplement qu'il y a probabilité. Pour continuer d'imposer la mesure une fois la période d'application de cinq ans expirée, il est clair que l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer, en se fondant sur des éléments de preuve positifs, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront du fait de la suppression du droit. L'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise.⁶⁴³

7.407. Nous jugeons pertinent pour notre analyse de la détermination de l'Union européenne le fait que les prescriptions imposant des "éléments de preuve positifs" et un "examen objectif" qui figurent à l'article 3.1 de l'Accord antidumping ne doivent pas être appliquées dans l'abstrait: elles concernent deux éléments essentiels d'une analyse du dommage:

- a. le volume des importations faisant l'objet d'un dumping et l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur; et
- b. l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

7.408. Étant donné que ces éléments sont des aspects obligatoires d'un "examen objectif" de l'existence d'un dommage, nous n'excluons pas qu'ils puissent être pertinents dans le contexte d'un "examen objectif" de la probabilité que le dommage se reproduira dans un réexamen à l'expiration. Par conséquent, "[d]es facteurs comme le volume, les effets sur les prix et l'incidence sur la branche de production nationale des importations faisant l'objet d'un dumping, compte tenu des conditions de concurrence, peuvent être pertinents à des degrés divers pour une détermination de la probabilité d'un dommage donnée. [Mais] [l']autorité chargée de l'enquête peut aussi, sur la base de son propre jugement, prendre en considération d'autres facteurs figurant à l'article 3 lorsqu'elle établit une détermination de la probabilité d'un dommage".⁶⁴⁴

7.409. En évaluant la compatibilité avec l'article 11.3 de l'analyse des prix effectuée par la Commission européenne, nous sommes particulièrement attentifs au fait que "dans un réexamen à l'expiration, une mesure antidumping est en place depuis un certain temps et les autorités chargées de l'enquête doivent, sur la base d'une nouvelle analyse, déterminer s'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si cette mesure est supprimée".⁶⁴⁵ Pour cette raison, nous ne souscrivons pas à l'avis de la Russie selon lequel une analyse de la sous-cotation du prix fondée sur une comparaison du prix des exportations russes de nitrate d'ammonium vers le marché de l'Union avec le prix des producteurs de l'UE aurait fourni une base plus objective pour évaluer la probabilité que le dommage se reproduirait en l'espèce. Comme la Commission européenne l'a reconnu, les prix russes à l'importation ne pouvaient pas être utilisés à cette fin parce qu'ils étaient couverts par un

⁶⁴¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 948.

⁶⁴² Russie, première communication écrite, paragraphe 939.

⁶⁴³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 114 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.271).

⁶⁴⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 284.

⁶⁴⁵ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.329.

engagement en matière de prix ou, en tout état de cause, affectés par les droits antidumping. À cet égard, nous estimons que les raisons exposées par la Commission européenne pour lesquelles elle n'a pas pris en compte le prix à l'exportation pratiqué par les exportateurs russes qui étaient liés par un engagement en matière de prix sont motivées et adéquates. Nous estimons que les mesures antidumping en place ont nécessairement une incidence sur le volume et le prix des importations de nitrate d'ammonium russe sur le marché de l'Union. De ce fait, le prix de ces importations ne peut pas être considéré comme un indicateur fiable du comportement futur des producteurs/exportateurs russes si les mesures devaient expirer. En outre, nous pensons comme l'Union européenne que les autorités chargées de l'enquête "ne sont pas limitées dans le choix de la méthode qu'elles suivront, dès lors qu'elles arrivent à des conclusions motivées fondées sur des éléments de preuve positifs."⁶⁴⁶

7.410. En l'espèce, nous notons que la détermination de la Commission européenne est fondée sur une série de facteurs, y compris le prix à l'exportation des exportations russes vers les pays tiers, la capacité inutilisée en Russie et l'attractivité du marché de l'Union et des marchés d'autres pays tiers. Sur ce dernier point, la Commission européenne a constaté qu'on pouvait "légitimement se demander comment [les exportateurs russes couverts par un engagement en matière de prix] fixeraient leurs prix en cas d'expiration conjointe des engagements et des droits antidumping".⁶⁴⁷ Elle s'est donc appuyée sur le prix à l'exportation des producteurs/exportateurs russes inclus dans l'échantillon vers les pays tiers afin d'estimer "[les] prix [auxquels] ces exportations supplémentaires provenant de sociétés non liées par un engagement de prix [étaient] susceptibles de se produire". En particulier, l'autorité a noté ce qui suit: "[i]l est probable qu'en l'absence de mesures antidumping, les exportations russes originaires de sociétés non liées par un engagement de prix entreraient sur le marché de l'Union à un niveau de prix moyen inférieur aux prix à l'importation à partir des pays tiers et également inférieur à ceux des importations provenant de Russie sous engagement, qui se situent dans la fourchette haute du prix non préjudiciable cible de l'industrie de l'Union."⁶⁴⁸ De plus, l'autorité chargée de l'enquête a constaté que "le coût de production actuel et, partant, le prix non préjudiciable actuel, n'[étaient] pas susceptible[s] de baisser à court terme, vu la tendance à la hausse du coût de production durant la période considérée".⁶⁴⁹

7.411. Nous considérons que ces facteurs et leur analyse par la Commission européenne, tels qu'ils sont exposés dans la divulgation finale et dans le Règlement n° 999/2014, sont pertinents et compatibles avec l'obligation d'adopter une approche tournée vers l'avenir et de fonder la détermination sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif. Dans le contexte de l'analyse tournée vers l'avenir que la Commission européenne effectuait, l'autorité n'était pas obligée d'examiner si les importations ayant fait l'objet d'un dumping pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen (c'est-à-dire dans le passé) avaient une "force explicative" pour la dépression notable des prix intérieurs ou l'empêchement notable des hausses de prix intérieurs. En fait, nous notons que la Commission européenne a examiné l'incidence probable sur les prix intérieurs des importations futures de nitrate d'ammonium russe si les mesures devaient arriver à expiration. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a enfreint l'article 11.3 de l'Accord antidumping en n'examinant pas si les importations en provenance de Russie dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping avaient une "force explicative" pour la dépression notable des prix intérieurs ou l'empêchement notable de hausses des prix intérieurs.

7.412. En conséquence, nous rejetons l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping:

- a. en ne tenant pas compte des prix de deux exportateurs russes (Acron et EuroChem) couverts par des engagements en matière de prix⁶⁵⁰;

⁶⁴⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 458. Voir aussi Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 128, 131, 133 et 134.

⁶⁴⁷ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 159.

⁶⁴⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 160. La conclusion énoncée dans ce considérant s'appuie aussi sur l'analyse du prix des exportations russes de nitrate d'ammonium à destination de pays tiers figurant dans la section du Règlement n° 999/2014 consacrée à la probabilité que le dumping se reproduira.

⁶⁴⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 163.

⁶⁵⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 940.

- b. en n'examinant pas si les importations en provenance de Russie dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping avaient une "force explicative" pour la dépression notable des prix intérieurs ou l'empêchement notable de hausses des prix intérieurs⁶⁵¹; et
- c. en n'examinant pas s'il y avait eu sous-cotation notable du prix des importations faisant l'objet d'un dumping par rapport aux prix de la branche de production nationale de l'UE.⁶⁵²

7.413. Enfin, nous examinons deux arguments additionnels avancés par la Russie à l'appui de son allégation n° 5.

Question de savoir si l'autorité européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en ne tenant pas compte du prix des ventes de nitrate d'ammonium stabilisé à l'exportation et des ventes à l'exportation de OJSC Kuybyshevazot

7.414. La Russie fait valoir tout d'abord que l'analyse par l'Union européenne de la probabilité que le dommage se reproduirait ne tenait pas compte du prix à l'importation de l'un des types de produits visés par la définition du produit concerné: le nitrate d'ammonium stabilisé. Elle affirme que le fait de n'avoir pas pris en considération les importations de ce type de produits a eu une incidence sur la détermination finale établie par l'autorité parce que le prix du nitrate d'ammonium stabilisé russe était plus élevé que le prix de la branche de production de l'Union.⁶⁵³ En outre, elle estime que puisque ces importations ne faisaient pas l'objet de mesures antidumping, "elles constituent le meilleur point de repère de ce que serait le comportement en matière de fixation des prix des producteurs-exportateurs russes en l'absence des mesures antidumping."⁶⁵⁴ À l'appui de son argument, elle appelle l'attention sur les observations sur la divulgation finale formulées par les représentants des exportateurs russes, qui indiquent ce qui suit:

Comme l'ARPE l'a fait valoir dans sa communication du 30 septembre 2013, la Commission a également à sa disposition des données relatives aux importations dans l'Union de nitrate d'ammonium stabilisé fabriqué par un exportateur russe exempté des droits antidumping. Le prix de ce nitrate d'ammonium stabilisé a été vérifié et devrait aussi être pris en compte en tant qu'élément de preuve montrant le comportement probable de la Russie en matière de prix sur le marché de l'Union après la suppression des mesures.⁶⁵⁵

7.415. La Russie souligne aussi la réponse au questionnaire de l'un des exportateurs inclus dans l'échantillon (Uralchem), qui contient un tableau montrant que, pendant la période visée par le réexamen, le nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo était en effet exporté vers l'Union européenne.⁶⁵⁶

7.416. En outre, la Russie fait valoir que la Commission européenne n'a pas non plus examiné le prix à l'exportation d'un producteur non inclus dans l'échantillon (OJSC Kuybyshevazot)⁶⁵⁷ qui a, selon elle, réalisé des ventes pendant la période visée par le réexamen sans engagement en matière de prix et à des prix qui ne sous-cotaient pas ceux de la branche de production nationale de l'UE. Dans leurs observations sur la divulgation finale, les représentants des producteurs/exportateurs russes ont dit ce qui suit:

[U]n volume important de nitrate d'ammonium à un prix relativement élevé, qui ne se traduit pas par une sous-cotation des prix ou une vente à des prix inférieurs, a été vendu pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen dans l'UE par un exportateur russe ayant coopéré, Kuybyshevazot. Cette vente a été réalisée en dehors de tout engagement en matière de prix. L'ARPE demande que les prix élevés de

⁶⁵¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 944.

⁶⁵² Russie, première communication écrite, paragraphe 948.

⁶⁵³ Russie, première communication écrite, paragraphe 942; deuxième communication écrite, paragraphes 1140 et 1141.

⁶⁵⁴ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1141.

⁶⁵⁵ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 35.

⁶⁵⁶ Responses to questionnaires provided by Uralchem (pièce RUS-144 (RCC)), page 5.

⁶⁵⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 943; deuxième communication écrite, paragraphe 1142.

cette vente soient pris comme une indication de ce que pourraient être les prix sur le marché de l'Union après la suppression des mesures.⁶⁵⁸

7.417. En réponse à l'argument de la Russie concernant le nitrate d'ammonium stabilisé, l'Union européenne met en avant deux facteurs:

- a. Premièrement, l'Union européenne rappelle que les importations de nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo sont expressément exclues du champ du produit concerné. Le Règlement n° 999/2014 indique que:

[d]e leur côté, SBU Azot et UralChem [Kirovo] n'ont pas vendu le produit concerné sur les marchés de l'Union pendant la [période couverte par l'enquête aux fins du réexamen].⁶⁵⁹

- b. Deuxièmement, s'agissant des ventes réalisées par OJSC Kuybyshevazot pendant la période visée par le réexamen, la Commission européenne explique que ces importations ont été incluses dans l'évaluation de l'autorité puisqu'elles figuraient dans la base de données utilisée pour calculer le volume et le prix moyen des exportations russes à destination de l'Union pendant la période visée par le réexamen.

7.418. Au vu des éléments de preuve versés au dossier, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Russie selon lequel le fait de ne pas tenir compte des ventes réalisées par Kirovo et OJSC Kuybyshevazot équivaut à une violation de l'obligation de procéder à un examen objectif:

- a. S'agissant des ventes de nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo, nous ne souscrivons pas à l'avis de la Russie selon lequel ces ventes sont le "meilleur point de repère" de ce que serait le comportement en matière de fixation des prix des producteurs-exportateurs russes en l'absence des mesures antidumping. Le fait que ces importations ne figurent pas parmi les produits visés par les mesures les place dans une position concurrentielle qui n'existerait plus si les mesures antidumping devaient expirer: ces importations devraient se trouver en concurrence avec d'autres importations russes qui ne seraient plus soumises à des mesures antidumping. Leur prix n'est donc pas un bon indicateur de ce que serait le comportement en matière de fixation des prix des producteurs-exportateurs russes en l'absence des mesures antidumping.
- b. Étant donné que OJSC Kuybyshevazot ne faisait pas partie des exportateurs inclus dans l'échantillon, nous ne voyons pas comment la Commission européenne aurait pu utiliser ses ventes comme point de repère pertinent. En fait, la seule source de renseignements sur le volume et le prix des ventes de la société signalés par l'ARPE est la réponse – non vérifiée – de la société au questionnaire d'échantillonnage⁶⁶⁰, qui indique le volume et la valeur de deux types de nitrate d'ammonium exportés vers l'Union européenne pendant la période visée par le réexamen. Nous notons aussi la référence de l'Union européenne au fait que ces ventes ont été incorporées dans la base de données utilisée pour calculer un prix moyen des importations russes pendant la période visée par le réexamen.

7.419. Pour ces raisons, nous rejetons l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en s'abstenant d'utiliser le prix des ventes de nitrate d'ammonium d'OJSC Kuybyshevazot et de Kirovo comme indicateur pertinent de l'évolution probable des prix du nitrate d'ammonium russe si les mesures devaient expirer.

⁶⁵⁸ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 35 (note de bas de page omise). La Russie signale aussi le questionnaire d'échantillonnage communiqué par OJSC Kuybyshevazot (pièce RUS-86 (RCC)).

⁶⁵⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 470 (faisant référence au Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 62).

⁶⁶⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 943 et note de bas de page 880. Voir aussi Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), note de bas de page 73. Le formulaire d'échantillonnage lui-même figure dans le questionnaire d'échantillonnage communiqué par OJSC Kuybyshevazot (pièce RUS-86 (RCC)).

Question de savoir si l'autorité européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en ne procédant pas à des ajustements du prix à l'exportation du nitrate d'ammonium russe vers les pays tiers

7.420. En tant que dernier argument à l'appui de son allégation, la Russie fait valoir que la comparaison effectuée par l'autorité chargée de l'enquête entre les prix russes à l'exportation vers les pays tiers et les prix de l'Union n'était pas probante parce que les ajustements demandés par les représentants des exportateurs russes (pour tenir compte des droits de douane proprement dits, des coûts postérieurs à l'importation, des différences concernant le produit, de l'emballage et du niveau commercial) n'ont pas été accordés par la Commission européenne.⁶⁶¹

7.421. L'Union européenne répond qu'elle n'était pas obligée de procéder à des ajustements parce qu'elle n'effectuait pas un calcul de la sous-cotation.⁶⁶² Elle fait aussi valoir que la Commission européenne n'était pas en mesure d'effectuer les ajustements concernant le niveau du commerce demandés par l'ARPE au cours de l'enquête, étant donné que les sociétés incluses dans l'échantillon, à l'exception d'Acron, ont coopéré seulement partiellement et n'ont pas fourni de données suffisamment détaillées, en particulier des énumérations par transaction (y compris par type de produit).⁶⁶³

7.422. Nous notons qu'il y a des éléments de preuve versés au dossier qui indiquent que les représentants des producteurs/exportateurs ont demandé certains ajustements. Le considérant 161 du Règlement n° 999/2014 indique, par exemple, ce qui suit:

[L']ARPE a affirmé que la comparaison entre les prix russes à l'exportation vers les pays tiers et les prix de l'Union n'avait aucun sens, une comparaison devant au contraire être faite entre des ventes pratiquées sur les mêmes marchés et avec des ajustements appropriés tenant compte des droits, des stades commerciaux, etc.

7.423. En outre, les observations de l'ARPE sur la divulgation finale indiquent ce qui suit:

Les prix de l'UE et les prix russes devraient être comparés au même niveau commercial et les coûts logistiques, y compris les droits de douane de l'UE, sont un élément important du coût qui augmente le prix à la livraison comparable pour les importations russes.⁶⁶⁴

7.424. Toutefois, les éléments de preuve versés au dossier ne démontrent pas quels ajustements ont été demandés par les représentants des exportateurs russes. En fait, les observations formulées par l'ARPE sur la divulgation finale⁶⁶⁵ font référence à une demande d'ajustement des prix russes à l'exportation *vers l'Union européenne*, et non des prix russes à l'exportation vers les pays tiers:

L'ARPE affirme que pour trancher la question des prix auxquels les exportations additionnelles des sociétés non couvertes par un engagement en matière de prix sont susceptibles d'avoir lieu, la Commission devrait s'appuyer sur les *prix effectifs constatés sur le marché de l'UE, dûment ajustés*.⁶⁶⁶

7.425. Nous pensons donc comme l'Union européenne que le dossier ne montre pas "où, dans l'enquête, les parties intéressées auraient formulé une demande d'ajustement" du prix des exportations russes vers des pays tiers.⁶⁶⁷ Il n'y a donc pas suffisamment d'éléments de preuve

⁶⁶¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 949 et 950.

⁶⁶² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 477; Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 114.

⁶⁶³ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 155.

⁶⁶⁴ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 32.

⁶⁶⁵ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1150; Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 33.

⁶⁶⁶ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 33. (pas d'italique dans l'original)

⁶⁶⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 478; deuxième communication écrite, paragraphe 154.

versés au dossier pour nous permettre de formuler une constatation d'incompatibilité avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping comme le demande la Russie.

7.7.3.4.3 Conclusion sur l'allégation n° 5

7.426. En conclusion, nous rappelons que nous n'avons pas pour tâche d'entreprendre un examen *de novo* des éléments de preuve ni de substituer notre jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête. Notre tâche consiste à évaluer si, au vu des éléments de preuve versés au dossier, l'autorité chargée de l'enquête a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs et, par conséquent, si sa détermination de la probabilité d'un dommage était motivée et adéquate. Après avoir soigneusement examiné les éléments versés au dossier et les arguments des parties, nous rejetons donc l'allégation n° 5 de la Russie selon laquelle la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par la Commission européenne est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping pour les raisons invoquées par la Russie.

7.7.3.5 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en fondant sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur des données incorrectes ou incomplètes (allégation n° 6)

7.7.3.5.1 Introduction

7.427. Au titre de l'allégation n° 6, la Russie conteste en outre – mais pour des raisons différentes – la compatibilité avec les articles 3.1 et 11.3 de l'Accord antidumping de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par l'Union européenne.

7.428. De plus, la Russie indique une violation des articles 3.4 et 4.1 de l'Accord antidumping parce que l'Union européenne a, d'après les allégations, utilisé des données provenant d'un échantillon de producteurs de l'UE qui n'était pas représentatif et fondé sa détermination sur un ensemble de données incomplet.⁶⁶⁸ En outre, elle se plaint que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas répondu de manière positive à la demande formulée par les représentants des producteurs/exportateurs russes⁶⁶⁹ visant à ce qu'elle explique "les résultats économiques notablement divergents des producteurs inclus dans l'échantillon et des producteurs qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon".⁶⁷⁰ Elle cite en particulier les données divergentes relatives aux coûts, aux prix et à la rentabilité, qui ont affecté les déterminations de la Commission européenne concernant le niveau du prix non dommageable et la détermination globale de la probabilité que le dommage se reproduirait.⁶⁷¹

7.7.3.5.2 Analyse

7.429. Nous rappelons que les dispositions de l'article 3 qui sont applicables aux déterminations de l'existence d'un dommage dans les enquêtes initiales ne s'appliquent pas directement aux réexamens à l'expiration. Nous avons donc décidé d'examiner les allégations de la Russie sur la base de l'article 11.3 et de l'article 4, mais non sur celle de l'article 3.⁶⁷² Notre examen des allégations de la Russie relatives aux données utilisées par la Commission européenne comme base de son analyse de la probabilité que le dommage se reproduirait sera donc centré sur la question de savoir si la détermination de l'autorité était le résultat d'un examen objectif et si elle était fondée sur des éléments de preuve positifs.

7.7.3.5.2.1 Résumé des faits pertinents

7.430. Nous commençons par exposer notre interprétation de la collecte des données par la Commission européenne dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration. Nous examinons

⁶⁶⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 966 et 975 à 978.

⁶⁶⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 983; Comments by RFPa on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), pages 20, 21 et 23 à 25.

⁶⁷⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 981 à 997.

⁶⁷¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 988 à 990.

⁶⁷² La Russie indique que "[m]ême si le Groupe spécial constate qu'il n'y a pas violation des articles 3.1, 3.4 ou 4.1, elle soutient que l'allégation n° 6 devrait néanmoins être examinée ... l'UE n'a pas procédé à un "examen rigoureux" et, finalement, n'a pas tiré de "conclusions motivées et adéquates" étayées par des "éléments de preuve positifs" et une "base factuelle suffisante" comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping." (Russie, réponse à la question n° 45 du Groupe spécial, paragraphe 215)

tout d'abord la façon dont le produit concerné et le produit similaire sont définis dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration. Nous examinons ensuite les données obtenues par la Commission européenne auprès de la branche de production nationale produisant le produit similaire.

Produit considéré et produit similaire

7.431. Nous notons tout d'abord que l'avis d'ouverture du troisième réexamen à l'expiration définit le produit concerné comme suit:

[E]ngrais solides ayant une teneur en nitrate d'ammonium excédant 80% en poids, relevant actuellement des codes NC 3102 30 90, 3102 40 90, ex 3102 29 00, ex 3102 60 00, ex 3102 90 00, ex 3105 10 00, ex 3105 20 10, ex 3105 51 00, ex 3105 59 00 et ex 3105 90 91, et originaires de Russie (le produit examiné).⁶⁷³

7.432. Alors que le Règlement n° 999/2014 définit la branche de production de l'Union comme "l'ensemble des producteurs connus de nitrate d'ammonium opérant dans l'Union durant la période considérée"⁶⁷⁴, il ajoute aussi que la définition du produit visé par le réexamen à l'expiration couvre le nitrate d'ammonium relevant des codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90 qui, conformément au Règlement n° 999/2014, "peuvent couvrir" le nitrate d'ammonium utilisé à des fins industrielles et à des fins agricoles.⁶⁷⁵ Le produit concerné couvre aussi le nitrate d'ammonium stabilisé, à l'exception du nitrate d'ammonium originaire de l'usine de Kirovo.⁶⁷⁶ S'agissant du "produit similaire" fabriqué dans l'Union européenne, le Règlement n° 999/2014 indique que "[l]e nitrate d'ammonium produit par l'industrie de l'Union est similaire au nitrate d'ammonium exporté de Russie vers l'Union en ce qui concerne ses caractéristiques physiques et techniques".⁶⁷⁷

Données obtenues par la Commission européenne auprès de la branche de production nationale produisant le produit similaire

7.433. Aux fins de son examen de la "[s]ituation économique de l'industrie de l'Union"⁶⁷⁸, la Commission européenne a sélectionné un échantillon de quatre producteurs de l'UE (Ab Achema, Grupa Azoty Zakłady Azotowe, GrowHow UK Limited et Yara France) représentant 42% de la production de l'Union et 41% des ventes du produit similaire de l'Union.⁶⁷⁹ Tous les producteurs inclus dans l'échantillon ont répondu aux questionnaires relatifs au dommage et leurs réponses ont été vérifiées par l'autorité chargée de l'enquête.⁶⁸⁰ Même si la Russie fait valoir que l'échantillon "n'incluait pas les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé"⁶⁸¹, nous notons que, dans ses communications au Groupe spécial, elle indique que "[l]es deux seuls producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle faisant partie de la branche de production nationale de l'UE, à savoir Yara France et GrowHow, sont inclus dans l'échantillon."⁶⁸² D'après ce que nous comprenons par conséquent, la Russie fait valoir que même si Yara France et GrowHow produisent du nitrate d'ammonium de qualité industrielle, leur réponse au questionnaire n'incluait pas de données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Cette interprétation est étayée par les déclarations formulées par l'Union européenne elle-même qui indique que "pendant l'enquête", l'autorité chargée de l'enquête a considéré que "certaines données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle manquaient initialement" dans les réponses obtenues auprès de ces sociétés.⁶⁸³ L'Union européenne explique qu'elle "n'a ménagé aucun effort

⁶⁷³ Avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration (pièce RUS-48), section 2.

⁶⁷⁴ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 98.

⁶⁷⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 46.

⁶⁷⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 44.

⁶⁷⁷ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 50.

⁶⁷⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), section 5.4.

⁶⁷⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 159.

⁶⁸⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 118.

⁶⁸¹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1154.

⁶⁸² Russie, première communication écrite, paragraphe 966. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1157 d) et 1159 s'agissant de Yara France, et paragraphe 1157 e) s'agissant de GrowHow; réponse à la question n° 46 du Groupe spécial, paragraphes 216 à 221.

⁶⁸³ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 161. L'Union européenne fournit aussi dans la pièce EU-22 un échange de courriers électronique datés du 6 mai 2014 entre l'autorité chargée de l'enquête et GrowHow, dans lesquels la société confirme que ses données relatives aux ventes en volume et en valeur couvrent à la fois le nitrate d'ammonium agricole et le nitrate d'ammonium industriel.

raisonnable pour obtenir tous les renseignements disponibles et pertinents", y compris en demandant des "macrodonnées" couvrant les 28 États membres de l'Union européenne, tous les producteurs connus du produit similaire dans l'Union et les données relatives au nitrate d'ammonium de qualité agricole et industrielle. D'après elle, ces renseignements ont été fournis par Fertilizers Europe dans des communications présentées les 10 mars⁶⁸⁴, 16 avril⁶⁸⁵ et 12 mai 2014.⁶⁸⁶ L'Union européenne indique que les "macro-indicateurs" figurant dans le Règlement n° 999/2014 sont un "mélange" des données reçues de la branche de production nationale en avril (pour les données relatives à la production) et en mai 2014 (pour les données relatives aux ventes à la capacité de production).⁶⁸⁷ À cet égard, la divulgation finale indique ce qui suit:

Pour les besoins de l'analyse du préjudice, la situation économique de l'industrie de l'Union est évaluée sur la base de macro-indicateurs économiques (production, capacité de production, utilisation des capacités, volume des ventes, part de marché, croissance, emploi, productivité et rétablissement à la suite de pratiques de dumping antérieures) et de micro-indicateurs économiques (prix unitaires moyens, coût unitaire, coûts de main-d'œuvre, stocks, rentabilité, flux de trésorerie, investissements, rendement des capitaux investis et aptitude à lever des capitaux). Les premiers indicateurs se fondent sur les données figurant dans la demande de réexamen initiale et sur les statistiques, et ils ont trait à tous les producteurs connus de l'Union. Les seconds se fondent sur les données contenues dans les réponses aux questionnaires fournies par les producteurs de l'Union inclus dans l'échantillon et vérifiées durant l'enquête.⁶⁸⁸

7.434. Par conséquent, d'après ce que nous comprenons, certains indicateurs ont été établis au niveau de la branche de production nationale dans son ensemble, tandis que d'autres "micro-indicateurs" ont été établis sur la base des données vérifiées de l'échantillon, dans lequel "certaines données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle manquaient initialement".⁶⁸⁹ Les données vérifiées de l'échantillon ont été utilisées par l'autorité chargée de l'enquête pour établir le prix non dommageable pour la branche de production de l'Union pendant la période visée par le réexamen, ainsi qu'il est indiqué dans la divulgation finale:

[P]endant la période d'enquête de réexamen, la Commission a établi le prix non préjudiciable pour l'industrie de l'Union en ajoutant au coût de production (déterminé à partir des données vérifiées des producteurs de l'Union inclus dans l'échantillon et présenté plus haut dans le tableau 7), les frais de vente, dépenses administratives et autres frais ainsi que le bénéfice cible.

...

Sur la base de ces chiffres, pendant la période d'enquête de réexamen, le prix non préjudiciable pour l'industrie de l'Union se situe entre 257 et 264 EUR/tonne.⁶⁹⁰

7.435. Le prix non dommageable a ensuite servi de base pour la conclusion suivante:

⁶⁸⁴ L'Union européenne indique que la communication du 10 mars 2014 contenait des données concernant seulement 14 producteurs connus constituant la branche de production de l'Union. Elle indique aussi que cette communication comprenait "certaines données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle". (Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 161)

⁶⁸⁵ Dataset filed by the EU industry (16 avril 2014) (pièce RUS-84 (RCC)). Cette pièce contient des données fournies par Fertilizers Europe en ce qui concerne la capacité, la production et les ventes du plaignant pour l'UE-28. Le document énumère 17 sociétés ayant fourni des données.

⁶⁸⁶ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 161. Voir aussi Union européenne, réponse à la question n° 47 du Groupe spécial, paragraphe 138.

⁶⁸⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 162. Nous notons que la communication de Fertilizers Europe (12 mai 2014) (pièce RUS-83 (RCC)) contient des indicateurs de dommage relatifs au "nitrate d'ammonium total: nitrate d'ammonium agricole, nitrate d'ammonium technique et autres types de nitrate d'ammonium" pour la branche de production de l'Union. Ces indicateurs incluent des données relatives aux prix, aux coûts et aux profits/pertes de la branche de production de l'Union.

⁶⁸⁸ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 74.

⁶⁸⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 161.

⁶⁹⁰ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérants 110 et 112.

Comme le niveau de prix actuel des importations russes relevant de l'engagement de prix de l'un des producteurs-exportateurs correspond à la fourchette haute du niveau de prix non préjudiciable, la Commission considère dès lors probable, sur la base des informations actuellement à sa disposition, que ces importations supplémentaires auront lieu à un niveau préjudiciable. Nonobstant le niveau de rentabilité actuel de l'industrie de l'Union, de tels prix probables mettraient en péril sa capacité à réaliser le bénéfice normalement réalisable en l'absence d'importations faisant l'objet d'un dumping.

L'enquête a également démontré que le coût de production actuel et, partant, le prix non préjudiciable actuel n'étaient pas susceptibles de baisser à court terme, vu la tendance à la hausse du coût de production durant la période considérée.⁶⁹¹

7.436. Nous notons que les représentants des producteurs/exportateurs russes ont formulé des observations sur la qualité des données collectées par la Commission européenne et sur la manière dont ces données ont été incluses dans l'analyse de la situation économique de la branche de production de l'Union. Dans des lettres datées des 14 mars⁶⁹² et 25 avril 2014⁶⁹³, l'ARPE a noté que i) aucun des principaux producteurs de nitrate d'ammonium de qualité "explosifs" ne figurait sur la liste des producteurs connus du produit similaire et que ii) Yara France et GrowHow (qui produisent à la fois du nitrate d'ammonium de qualité agricole et du nitrate d'ammonium de qualité industrielle) n'avaient pas communiqué de données concernant la production, les coûts et les ventes pour le nitrate d'ammonium de qualité "explosifs". En outre, dans ses observations sur la divulgation finale, l'ARPE a indiqué entre autres choses ce qui suit:

La rentabilité des producteurs inclus dans l'échantillon est ... indiquée différemment des indicateurs respectifs des producteurs ayant soutenu la demande fournis par le requérant le 12 mai 2014 ...

Compte tenu d'une différence notable entre les principaux indicateurs, l'ARPE estime que l'échantillon n'est manifestement pas représentatif de la branche de production de l'Union et que les constatations concernant les coûts, les prix et la rentabilité devraient être établies par référence aux données du 12 mai 2014 des requérants.⁶⁹⁴

7.437. D'après ce que nous comprenons, l'autorité chargée de l'enquête a demandé et obtenu (dans l'ensemble de données du 12 mai) "tous les macro et micro-indicateurs pertinents couvrant tous les producteurs connus du produit similaire de l'Union",⁶⁹⁵ ainsi que tous les types de nitrate d'ammonium constituant le produit similaire. Toutefois, il ressort clairement du Règlement n° 999/2014 que les indicateurs de dommage utilisés par l'autorité chargée de l'enquête pour examiner la situation de la branche de production de l'Union ont été établis sur la base des données vérifiées de l'échantillon (pour l'emploi, la productivité, les prix de vente, les coûts de la main-d'œuvre, les stocks, la rentabilité, les flux de trésorerie et le retour sur investissements)⁶⁹⁶ et des macrodonnées fournies par Fertilizers Europe en avril (pour les données relatives à la production). Il apparaît que seules les ventes et la capacité ont été établies sur la base de l'ensemble complet des données fourni en mai 2014.⁶⁹⁷

7.7.3.5.2.2 Évaluation du Groupe spécial

Question de savoir si la détermination de la Commission européenne est fondée sur un échantillon non représentatif de la branche de production de l'Union

7.438. Dans le contexte de cette allégation, d'après ce que nous comprenons, la Russie fait valoir que l'échantillon choisi par l'autorité chargée de l'enquête n'était pas représentatif de la branche de

⁶⁹¹ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérants 114 et 115.

⁶⁹² RFPA submission (4 March 2014) (pièce RUS-82 (RCC)), page 3.

⁶⁹³ RFPA submission (25 April 2014) (pièce RUS-90 (RCC)), page 4.

⁶⁹⁴ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), pages 20 et 21.

⁶⁹⁵ Communication de Fertilizers Europe (12 mai 2014) (pièce RUS-83 (RCC)), page 1.

⁶⁹⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), tableaux 6, 7, 8, 9 et 10.

⁶⁹⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 162. La Russie conteste la déclaration de l'Union européenne selon laquelle les données fournies le 12 mai 2014 par Fertilizers Europe ont été utilisées. (Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1170 et 1173)

production nationale produisant le produit similaire parce qu'il était constitué de sociétés produisant un seul type de nitrate d'ammonium. En conséquence, les données obtenues à partir de l'échantillon ont produit un résultat qui était biaisé.

7.439. Au vu des éléments de preuve versés au dossier, nous ne sommes pas convaincus que l'échantillon choisi par la Commission européenne n'était pas représentatif.

7.440. Ainsi qu'il est indiqué dans le Règlement n° 999/2014, la Commission européenne a choisi l'échantillon sur la base des volumes de ventes et de production du produit similaire pendant la période visée par le réexamen et sur la base de la situation géographique dans l'Union européenne. L'échantillon représentait environ 42% de la production et 41% des ventes de l'Union.⁶⁹⁸ Comme l'Union européenne⁶⁹⁹, nous notons que "lorsque les parties intéressées ont été invitées à formuler des observations sur le choix de l'échantillon, il ne s'en est trouvé aucune pour alléguer que ce choix était biaisé eu égard aux résultats économiques des producteurs. C'est seulement après la divulgation que l'ARPE [a] allégué que l'échantillon ne serait pas représentatif parce que la rentabilité des sociétés incluses dans l'échantillon et celle de la branche de production en général seraient différentes."⁷⁰⁰ En fait, dans leurs observations initiales sur le choix de l'échantillon, les représentants des producteurs/exportateurs russes n'ont pas évoqué le risque de distorsion lié au choix des producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais par opposition aux producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle: l'ARPE a critiqué la méthode choisie pour établir l'échantillon (choix d'un échantillon provisoire, avant ouverture, sur la base de lettres envoyées par le plaignant à l'appui de sa plainte; choix d'un échantillon constitué principalement de producteurs appuyant la plainte; délai limité pour demander à être inclus dans l'échantillon) et l'*inclusion* du nitrate d'ammonium stabilisé dans le produit concerné.⁷⁰¹ De plus, nous notons que les éléments de preuve versés au dossier montrent que deux des sociétés incluses dans l'échantillon (Yara France et GrowHow) produisent du nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Sur le plan factuel, il est donc inexact de la part de la Russie de dire que l'échantillon "présentait des lacunes *ab initio* car il n'incluait pas les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé de l'UE."⁷⁰²

Question de savoir si la détermination de la Commission européenne est fondée sur un ensemble de données qui étaient incomplètes et erronées

7.441. *Deuxièmement*, nous estimons que, sur la base des éléments de preuve versés au dossier, la Russie n'a pas établi *prima facie* que la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait était fondée sur un ensemble de données erronées/incomplètes fournies par les producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon.⁷⁰³ L'argument de la Russie est double, à savoir que:

- a. les réponses aux questionnaires des producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon ne comprenaient pas de données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle ni au nitrate d'ammonium stabilisé;
- b. même si l'autorité chargée de l'enquête a demandé des données concernant spécifiquement le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé pendant le réexamen, "l'UE n'a cependant pas établi ni examiné les micro-indicateurs de la branche de production nationale (emploi, productivité, prix de vente, coûts de la main-d'œuvre, stocks, rentabilité, flux de liquidités, investissements et retour sur investissements) qui couvriraient la production du nitrate d'ammonium de qualité industrielle et du nitrate d'ammonium stabilisé de l'UE."⁷⁰⁴

7.442. L'Union européenne admet que "certaines données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle manquaient initialement" dans les réponses obtenues auprès de ces sociétés mais elle fait valoir qu'elle a par la suite demandé et obtenu ces données. En outre, elle soutient que la

⁶⁹⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 19.

⁶⁹⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 180.

⁷⁰⁰ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 180 et 181.

⁷⁰¹ Comments by RFPA on the initiation of an expiry review (pièce RUS-85 (RCC)), pages 41 à 45.

⁷⁰² Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1162.

⁷⁰³ Russie, première communication écrite, paragraphe 978.

⁷⁰⁴ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1163.

détermination de la probabilité que le dommage se reproduira est fondée sur la situation de la branche de production produisant le produit similaire (nitrate d'ammonium), "quelle qu'en soit l'utilisation".⁷⁰⁵

7.443. Il est bien établi que "pour garantir l'exactitude d'une détermination de l'existence d'un dommage, l'autorité chargée de l'enquête ne doit pas agir de manière à engendrer un risque important de distorsion lorsqu'elle définit la branche de production nationale, par exemple en excluant toute une catégorie de producteurs du produit similaire".⁷⁰⁶ Nous estimons que ce principe fondamental fait partie intégrante de la prescription imposant de fonder une détermination sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif. Nous estimons aussi qu'il est également pertinent dans le contexte d'une analyse de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.444. En l'espèce, contrairement à ce que la Russie fait valoir, nous ne considérons pas que la Commission européenne "a exclu toute une catégorie de producteurs du produit similaire". Ainsi qu'il est noté plus haut, les éléments de preuve versés au dossier montrent que deux producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle étaient inclus dans l'échantillon.⁷⁰⁷ De la même façon, nous ne sommes pas convaincus par les éléments de preuve de la Russie montrant que les producteurs de l'UE n'ont systématiquement pas fait état des indicateurs économiques relatifs au nitrate d'ammonium de qualité industrielle et au nitrate d'ammonium stabilisé. Nous convenons avec la Russie qu'une fois que le produit similaire est défini, l'autorité chargée de l'enquête doit faire en sorte que les producteurs nationaux inclus dans l'échantillon communiquent des données économiques relatives à toutes les ventes du produit similaire et n'omettent aucune catégorie. Toutefois, nous n'assimilons pas la déclaration de l'Union européenne selon laquelle "certaines données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle manquaient initialement" à l'admission qu'aucune donnée relative au nitrate d'ammonium de qualité industrielle n'était incluse dans les réponses aux questionnaires de la branche de production nationale.

7.445. S'agissant de Yara France, nous notons la déclaration de la Russie selon laquelle "Yara n'a pas fourni de réponse au sujet de son usine de Pardies fabriquant uniquement du nitrate d'ammonium de qualité industrielle."⁷⁰⁸ Cette déclaration est étayée par des éléments de preuve indiquant que la réponse de Yara au questionnaire concernant le dommage contenait des données relatives à deux de ses usines (à Montoir et à Ambes).⁷⁰⁹

7.446. Toutefois, nous notons aussi que l'Union européenne a fourni des éléments de preuve montrant ce qui suit:

- a. deux producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle (GrowHow et Yara France) étaient inclus dans l'échantillon⁷¹⁰; et
- b. GrowHow a confirmé, lorsque la Commission européenne lui a posé la question, que ses données relatives aux ventes incluaient des données relatives à "toutes les ventes de nitrate d'ammonium ..., qu'il s'agisse d'engrais ou d'engrais industriel".⁷¹¹

⁷⁰⁵ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphes 163 et 164.

⁷⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 414.

⁷⁰⁷ La Russie constate que "alors que certains des producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle de l'UE faisaient partie de la branche de production nationale de l'UE, ils n'ont pas présenté de données relatives à la production et aux ventes de nitrate d'ammonium de qualité industrielle." (Russie, première communication écrite, paragraphe 966 (note de bas de page omise)) Voir aussi *ibid.* note de bas de page 909, qui cite les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle inclus dans la branche de production nationale.

⁷⁰⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 966; RFP submission (4 March 2014) (pièce RUS-82 (RCC)). Voir aussi la réponse de la Russie à la question n° 46 du Groupe spécial.

⁷⁰⁹ RFP submission (4 March 2014) (pièce RUS-82 (RCC)), page 3.

⁷¹⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 966.

⁷¹¹ Courriel électronique entre la Commission et GrowHow (pièce EU-22). Dans sa deuxième communication écrite, la Russie conteste la déclaration faite par GrowHow et fait valoir que "l'annexe B4 de la réponse aux questionnaires [[***]] qui est examinée dans le courriel électronique montre que les données couvrent seulement les ventes d'un produit appelé [[***]], qui est du nitrate d'ammonium de qualité engrais".

Question de savoir si l'Union européenne a manqué à l'obligation d'examiner les "résultats économiques notablement divergents des producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon et des producteurs de l'UE qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon"

7.447. Nous passons maintenant à l'argument de la Russie selon lequel l'Union européenne a manqué à l'obligation d'examiner les "résultats économiques notablement divergents des producteurs de l'Union européenne inclus dans l'échantillon et des producteurs de l'Union européenne qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon."⁷¹² La Russie conteste en particulier l'écart de rentabilité entre les producteurs inclus dans l'échantillon représentant 42% des ventes de la branche de production nationale et le groupe plus large de producteurs figurant dans l'"ensemble de données de mai" représentant 82% des ventes de la branche de production nationale.⁷¹³ Elle estime que l'autorité chargée de l'enquête aurait dû "examiner objectivement les deux ensembles de données et trouver ensuite la manière de les concilier de façon à formuler des conclusions motivées en ce qui concerne la rentabilité et les coûts pour déterminer s'il était probable qu'un dommage important se reproduirait dans le cas où les mesures antidumping seraient levées."⁷¹⁴ Elle note que le "Règlement n° 999/2014 ne dit rien sur cette question".⁷¹⁵

7.448. L'Union européenne répond que les indicateurs de dommage utilisés par l'autorité chargée de l'enquête étaient "fondés sur des données fiables puisque les données des sociétés incluses dans l'échantillon ont été vérifiées dans les locaux des entreprises."⁷¹⁶ En outre, puisque l'autorité chargée de l'enquête a constaté que la branche de production de l'Union n'était pas dans une situation dommageable pendant la période couverte par l'enquête, "un écart entre les producteurs de l'Union quant à leurs résultats économiques n'aurait pas abouti à un résultat différent de celui de l'analyse de la situation de la branche de production de l'Union, à savoir que celle-ci ne subissait pas de dommage important."⁷¹⁷

7.449. Nous rappelons que le droit des autorités chargées de l'enquête de s'appuyer sur les renseignements fournis par un échantillon dûment constitué de la branche de production nationale dans leur examen, leur analyse et leur détermination de l'existence d'un dommage a été reconnu dans des différends antérieurs portés devant l'OMC.⁷¹⁸ De même, la pratique consistant à utiliser des données obtenues auprès de l'ensemble de la branche de production dans le cas des indicateurs macroéconomiques et auprès d'un échantillon représentatif dans le cas des indicateurs microéconomiques a été jugée compatible avec un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs.⁷¹⁹ Nous estimons que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue d'établir une marge bénéficiaire moyenne pour tous les producteurs composant la branche de production nationale si elle l'a déjà fait pour un échantillon représentatif de producteurs. Nous ne partageons donc pas l'avis de la Russie selon lequel procéder à un examen objectif de la rentabilité des producteurs de l'Union aurait exigé de fonder la détermination de la probabilité d'un dommage sur les données relatives à la branche de production nationale définie comme étant constituée de tous les producteurs de nitrate d'ammonium de l'UE et de "les concilier avec les données des sociétés incluses dans l'échantillon."⁷²⁰

7.450. Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que la Commission européenne n'a pas fondé sa détermination de la probabilité d'un dommage sur des données relatives à un échantillon non représentatif de la branche de production nationale et sur des données incomplètes, non représentatives et erronées communiquées par les sociétés de l'UE incluses dans l'échantillon. Nous constatons aussi que l'Union européenne n'était pas tenue d'examiner et de concilier les deux ensembles de données relatives à la rentabilité et aux coûts pour déterminer s'il était probable qu'un dommage important se reproduirait.

(Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1167) Toutefois, cette déclaration n'est étayée par aucun élément de preuve versé au dossier du présent Groupe spécial.

⁷¹² Russie, première communication écrite, paragraphes 981 à 997.

⁷¹³ Russie, première communication écrite, paragraphe 991.

⁷¹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 993.

⁷¹⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 993.

⁷¹⁶ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 181.

⁷¹⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 182.

⁷¹⁸ Voir par exemple le rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.390.

⁷¹⁹ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphes 7.389 à 7.392.

⁷²⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 995.

7.7.3.5.3 Conclusion sur l'allégation n° 6

7.451. En conclusion, nous rappelons que nous n'avons pas pour tâche d'entreprendre un examen *de novo* des éléments de preuve ni de substituer notre jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête. Notre tâche consiste à évaluer si, au vu des éléments de preuve versés au dossier, l'autorité chargée de l'enquête a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs et, par conséquent, si sa détermination de la probabilité d'un dommage était motivée et adéquate. Il incombait à la Russie de prouver que la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait établie par la Commission européenne était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elle était fondée sur des données provenant d'un échantillon non représentatif, qu'elle était fondée sur des données incomplètes, non représentatives et erronées et que l'autorité n'avait pas examiné ni expliqué les résultats économiques divergents des producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon et des producteurs de l'UE qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon. Après avoir soigneusement examiné les éléments figurant dans le dossier et les arguments des parties, nous concluons que l'allégation n° 6 de la Russie n'est pas suffisamment étayée par les éléments de preuve versés au dossier pour que nous puissions constater l'existence d'une infraction aux articles 11.3 et 4.1.

7.7.3.6 Question de savoir si l'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en concluant que la situation non dommageable de la branche de production de l'UE ne se maintiendrait pas (allégation n° 7)

7.7.3.6.1 Introduction

7.452. La Russie conteste une série de constatations formulées par l'autorité européenne chargée de l'enquête au cours du troisième réexamen à l'expiration. En particulier, elle conteste la constatation, figurant au considérant 169 du Règlement n° 999/2014, selon laquelle la situation non dommageable de la branche de production nationale "ne se maintiendrait pas" en raison de la combinaison de trois facteurs:

- a. une baisse de la consommation dans l'UE;
- b. un fléchissement projeté du cycle conjoncturel et des prix; et
- c. une stabilité ou une nouvelle augmentation du coût de production.⁷²¹

7.453. La Russie estime que ces constatations de fait sont erronées et que l'autorité n'a pas pris en compte certaines données de fait pertinentes figurant dans le dossier:

- a. les éléments de preuve relatifs à l'évolution prévue de la consommation de l'Union⁷²²;
- b. les éléments de preuve relatifs à l'évolution des prix du nitrate d'ammonium dans l'Union européenne⁷²³; et
- c. les éléments de preuve relatifs au prix du gaz.⁷²⁴

7.454. En conséquence, selon la Russie, la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par l'autorité européenne chargée de l'enquête ne repose pas sur une base factuelle suffisante et n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs ni sur un examen objectif.⁷²⁵

7.455. Nous rappelons que l'article 11.3 de l'Accord antidumping exige de la part de l'autorité chargée de l'enquête "une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de réexamen et d'analyse". De plus, une détermination dans le cadre d'un

⁷²¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 1001.

⁷²² Russie, première communication écrite, paragraphe 1003.

⁷²³ Russie, première communication écrite, paragraphe 1006.

⁷²⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 1009.

⁷²⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 999.

réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 doit être fondée sur un "examen rigoureux" conduisant à des "conclusions motivées et adéquates" et doit être étayée par des "éléments de preuve positifs" et une "base factuelle suffisante".⁷²⁶ Conformément au critère d'examen énoncé à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, nous examinerons ci-après les questions de savoir si les éléments de preuve versés au dossier étayent les constatations de fait établies par la Commission européenne et si ces constatations de fait étayent la détermination globale selon laquelle la situation non dommageable de la branche de production ne se maintiendrait pas.

7.7.3.6.2 Analyse

7.7.3.6.2.1 Question de savoir si l'autorité a manqué à l'obligation d'examiner les éléments de preuve versés au dossier relatifs à l'évolution de la consommation de l'Union

7.456. En ce qui concerne la consommation de l'Union, la Russie fait valoir que les représentants des producteurs/exportateurs russes (ARPE) ont fourni à l'autorité chargée de l'enquête des prévisions montrant qu'il était probable que la consommation dans l'Union européenne augmente de 10% d'ici à 2017. Elle fait en outre référence à des données fournies par la branche de production nationale de l'UE montrant que l'augmentation de la consommation en Europe centrale a contrebalancé le recul de la consommation dans la zone de l'UE-15.⁷²⁷

7.457. Nous notons que, dans la divulgation finale, la Commission européenne a évalué la consommation de l'Union pendant la période visée par le réexamen sur la base des données relatives aux ventes fournies par la branche de production nationale et des données relatives aux importations pour le produit concerné. Dans ce contexte, la Commission européenne est arrivée à la conclusion suivante:

Entre 2010 et la période d'enquête de réexamen, la consommation de l'Union de nitrate d'ammonium a reculé de 11%, tandis que la production de produits agricoles n'a pas diminué dans la même proportion. Il semble que deux raisons principales expliquent cette baisse. Premièrement, les équipements et techniques d'épandage ont été améliorés et une quantité moindre d'engrais s'avère dès lors nécessaire par mètre carré de terrain. Deuxièmement, la diminution de la consommation de nitrate d'ammonium est compensée par l'utilisation d'autres engrais tels que le nitrate d'ammonium calcaire ou les engrais composés.⁷²⁸

7.458. Dans le Règlement n° 999/2014, la Commission européenne a répondu aux observations formulées par l'ARPE et a examiné en particulier la teneur du rapport CRU, indiquant que "le rapport évoqué par l'ARPE sembl[ait] indiquer un redressement marginal de la demande d'engrais azotés, et pas nécessairement une augmentation de la consommation du produit concerné".⁷²⁹

7.459. Contrairement à ce que la Russie fait valoir⁷³⁰, nous sommes d'avis que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas "manqu[é] à l'obligation de prendre en compte un certain nombre de faits pertinents"⁷³¹, et qu'elle ne s'est pas limitée à une évaluation de la situation existant *pendant* la période visée par le réexamen mais a procédé à une évaluation tournée vers l'avenir fondée sur les données de fait suivantes:

- a. prescriptions de plus en plus strictes en matière d'environnement et de sécurité s'appliquant au stockage et à l'utilisation du nitrate d'ammonium;
- b. niveau de maturité atteint par certains marchés; et

⁷²⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 182 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 113 et 114).

⁷²⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 1005; deuxième communication écrite, paragraphes 1201 à 1205. "Rapport CRU"

⁷²⁸ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 68.

⁷²⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 151.

⁷³⁰ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1199.

⁷³¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 1002.

c. techniques d'épandage plus efficaces.

7.460. La Commission européenne a conclu que "même en cas d'augmentation de la consommation d'engrais, et en particulier la consommation d'engrais azotés, celle du produit concerné ne devrait pas s'accroître de façon importante dans un avenir prévisible."⁷³²

7.461. Pour ces raisons, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Russie selon lequel l'autorité a manqué à l'obligation d'examiner les éléments de preuve versés au dossier relatifs à la consommation intérieure.

7.7.3.6.2.2 Question de savoir si l'autorité a manqué à l'obligation d'examiner les éléments de preuve versés au dossier relatifs à l'évolution des prix du nitrate d'ammonium dans l'Union européenne

7.462. S'agissant de l'évolution des prix dans l'Union européenne, la Russie fait valoir que, dans ses observations sur la divulgation finale, l'ARPE a fourni des éléments de preuve indiquant qu'il était attendu que les prix de l'UE restent jusqu'en 2019 au même niveau que pendant la période visée par le réexamen.⁷³³ Elle fait aussi valoir que l'autorité "s'est appuyée uniquement et exclusivement sur une analyse du marché fournie par le requérant qui montrait, d'après les allégations, qu'"il [était] attendu que les niveaux des prix du produit concerné diminuent au cours des deux ... années [suivantes]"⁷³⁴.

7.463. L'Union européenne répond que l'autorité a considéré, "sur la base de l'analyse du marché fournie par le requérant, qu'il apparaissait qu'après avoir augmenté régulièrement chaque année depuis 2009, les prix baissaient."⁷³⁵ À cet égard, la divulgation finale indique ce qui suit:

[D']après l'analyse de marché fournie par le plaignant, les prix du marché du nitrate d'ammonium ont aujourd'hui atteint leur plus haut niveau et le sommet du cycle conjoncturel. Le cycle économique, ainsi que les prix, devraient désormais s'inscrire à la baisse.⁷³⁶

7.464. La divulgation finale indique aussi ce qui suit:

Étant donné la nature prospective de l'analyse de la probabilité que le dommage se reproduira, la Commission examinera attentivement les observations étayées reçues à la suite de la présente divulgation, en particulier en ce qui concerne l'évolution probable des prix en l'absence de mesures et l'évolution probable du coût de production.⁷³⁷

7.465. Le Règlement n° 999/2014 montre que la Commission européenne a examiné les observations de l'ARPE sur la divulgation finale.⁷³⁸ Il indique toutefois que "[l]a nature prospective d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures fait qu'il est malaisé de tirer des conclusions exactes quant aux projections de prix pour 2017 et au-delà." L'autorité chargée de l'enquête a donc décidé de s'appuyer sur "[u]ne analyse de marché indépendante" indiquant que "les niveaux de prix du produit concerné devraient baisser au cours des deux prochaines années".⁷³⁹

7.466. Il ressort donc du Règlement n° 999/2014 que l'autorité a fondé sa constatation concernant l'évolution probable des prix sur les prévisions fournies par le requérant et établies sur la base des données relatives aux prix communiquées par un consultant indépendant (ICIS). Le graphique fourni

⁷³² Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 151.

⁷³³ Russie, première communication écrite, paragraphe 1006 et notes de bas de page 935 et 936 (faisant référence à Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014)(pièce RUS-79 (RCC)), pages 37 à 42).

⁷³⁴ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1207 et 1213.

⁷³⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 518. Le diagramme concernant les prévisions de prix pour le nitrate d'ammonium figure dans le document AN Russia Sunset: Summary of EU producers' facts and arguments (5 June 2014) (pièce EU-7), page 15. La source indiquée pour les prévisions de prix est un consultant indépendant (ICIS).

⁷³⁶ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 119.

⁷³⁷ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 116.

⁷³⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 170.

⁷³⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 171.

par le requérant couvre la période 2009-2014 et indique une baisse du prix du nitrate d'ammonium sur la période 2012-2014, c'est-à-dire juste après la période visée par le réexamen (du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013). Par conséquent, d'après ce que nous comprenons, la Commission européenne s'est surtout appuyée sur des prévisions de prix pour la période suivant immédiatement la période visée par le réexamen, qui indiquaient que le pic du cycle conjoncturel du nitrate d'ammonium avait été atteint en 2012. Nous notons aussi que le requérant a fourni un autre tableau intitulé "Corrélation entre les prix de l'urée et ceux du nitrate d'ammonium", qui montre une baisse du prix du nitrate d'ammonium jusqu'en 2017.⁷⁴⁰

7.467. Nous avons déjà noté que des éléments de preuve versés au dossier montraient que l'autorité avait examiné les observations de l'ARPE mais avait décidé de s'appuyer sur les renseignements fournis par le requérant. Même si la Russie fait valoir que l'ARPE a fourni des éléments de preuve indiquant qu'il était attendu que les prix de l'UE restent jusqu'en 2019 au même niveau que pendant la période visée par le réexamen, nous ne discernons pas ces éléments de preuve dans les observations de l'ARPE sur la divulgation finale. À vrai dire, les observations de l'ARPE ne contredisaient pas les renseignements sur les prix fournis par le requérant: de fait, l'ARPE critiquait les données fournies par le requérant mais ne fournissait aucune prévision de prix contradictoire. Au lieu de cela, elle demandait à l'autorité d'"adopter une perspective plus longue".⁷⁴¹ En particulier, elle ne contestait pas les données sur les prix fournies par le requérant mais notait qu'au-delà de la période 2012-2014, "les prix du nitrate d'ammonium en 2020 [seraient] assez semblables à ce qu'ils [étaient] maintenant".⁷⁴² Examinant la période précédant celle visée par le réexamen dans le troisième réexamen à l'expiration, l'ARPE a également noté qu'"une baisse des prix de l'urée ramenant ceux-ci à 275 USD en 2017-2018 n'[était] rien par rapport à ce qu'était le niveau des prix en 2000".⁷⁴³

7.468. Nous constatons donc que l'autorité chargée de l'enquête a effectivement examiné les éléments de preuve présentés par les exportateurs russes mais que ces éléments de preuve ne contredisent pas ceux fournis par le requérant sur lesquels la Commission européenne s'est appuyée en définitive. Compte tenu des éléments de preuve versés au dossier, nous ne pensons pas que ce faisant, l'autorité n'ait pas été objective ou n'ait pas fondé sa conclusion sur des éléments de preuve positifs.

7.7.3.6.2.3 Question de savoir si l'autorité a manqué à l'obligation d'examiner les éléments de preuve versés au dossier relatifs à l'évolution des prix du gaz

7.469. S'agissant des prix du gaz, la Russie fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête "n'a pas pris en compte" des "éléments de preuve non contestés" montrant que les prix du gaz "baissaient rapidement"⁷⁴⁴ et s'est appuyée au lieu de cela sur "une unique déclaration figurant dans une étude économique communiquée par les associations d'agriculteurs qui indiquait que "les prix du gaz naturel dans l'Union (...) devraient ... augmenter dans un avenir prévisible"". ⁷⁴⁵ En particulier, elle estime que la Commission européenne aurait dû prendre en compte les renseignements fournis par l'ARPE dans une communication datée du 12 juin 2014 et dans ses observations sur la divulgation finale (un extrait du rapport trimestriel de Yara indiquant les coûts de Yara pour le gaz et le pétrole en Europe ("Yara European gas and oil cost")).⁷⁴⁶

7.470. Nous notons que la divulgation finale contient seulement quelques références à l'évolution du prix du gaz:

- a. Premièrement, s'agissant de l'évolution du coût de production des producteurs inclus dans l'échantillon, le tableau 7 présente le coût de production vérifié par unité et indique que

⁷⁴⁰ AN Russia Sunset: Summary of EU producers' facts and arguments (5 June 2014) (pièce EU-7), page 16 (Prévisions des prix de Fertecon).

⁷⁴¹ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 39.

⁷⁴² Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 39.

⁷⁴³ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 40.

⁷⁴⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 1009; deuxième communication écrite, paragraphes 1216 à 1219.

⁷⁴⁵ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1214.

⁷⁴⁶ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), pages 42 et 43.

"[I]es coûts de production moyens ont eux aussi augmenté, principalement en raison de la hausse des coûts du gaz qui constitue le principal intrant."⁷⁴⁷

- b. Deuxièmement, la Commission européenne note que "rien dans le dossier n'indique que le prix du principal intrant des producteurs de l'Union, c'est-à-dire le gaz, diminuera notablement au cours de l'année prochaine ou des deux prochaines années".⁷⁴⁸

7.471. Le Règlement n° 999/2014 montre que la Commission européenne a examiné les éléments de preuve versés au dossier, même lorsqu'ils étaient contraires à sa propre constatation. En particulier, l'autorité chargée de l'enquête a indiqué ce qui suit:

Concernant la diminution des coûts du gaz annoncée par Yara international, il s'agit là d'un cas à part, dans la mesure où Yara est un groupe multinational qui a accès à diverses sources de gaz bon marché en dehors de l'Union. D'autres producteurs du produit concerné, et en particulier ceux situés dans les régions orientales de l'Union, font appel au gaz russe. La Commission considère dès lors qu'il n'est pas prouvé à suffisance que les prix du gaz baisseront de manière significative pour les producteurs de l'Union dans un proche avenir.⁷⁴⁹

7.472. Nous ne pensons donc pas que la Commission européenne "n'a pas pris en compte des éléments de preuve non contestés": nous constatons au contraire que la Commission européenne a examiné les éléments de preuve versés au dossier qui montraient une baisse des prix du gaz, mais qu'elle a estimé que la situation de Yara n'était pas représentative de la situation des autres producteurs. Eu égard aux éléments de preuve versés au dossier, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Russie selon lequel la constatation de l'autorité relative à l'évolution des prix du gaz n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs ni sur un examen objectif.

7.7.3.6.2.4 Question de savoir si l'autorité a manqué à l'obligation d'examiner d'autres éléments de preuve versés au dossier

7.473. Enfin, la Russie appelle l'attention sur une série de données de fait additionnelles présentées, d'après les allégations, par l'ARPE à l'appui de son allégation selon laquelle la situation non dommageable de la branche de production nationale de l'UE "*se maintiendrait*"⁷⁵⁰, à savoir:

- a. la compétitivité des exportations des producteurs de l'UE⁷⁵¹;
- b. l'évolution de la marge bénéficiaire de la branche de production⁷⁵²; et
- c. le détournement des flux commerciaux et l'attractivité du marché de l'UE.⁷⁵³

7.474. Nous examinons donc si, comme la Russie l'affirme, les éléments de preuve fournis par l'ARPE n'ont "pas été pris en compte" par l'autorité chargée de l'enquête et si cela a affecté l'objectivité de l'examen effectué par la Commission européenne.⁷⁵⁴

7.475. S'agissant du fait allégué que la Commission européenne n'a pas examiné les éléments de preuve montrant que les exportations de l'UE concurrençaient avec succès le nitrate d'ammonium d'origine russe sur les marchés de pays tiers, nous notons que, dans ses observations sur la divulgation finale, l'ARPE a allégué que "les résultats à l'exportation de la branche de production de l'Union démonstr[ai]ent que [les exportations de l'UE] [pouvaient] concurrencer avec succès le nitrate d'ammonium russe".⁷⁵⁵ L'ARPE a fourni des renseignements sur les volumes des exportations et les prix à l'exportation pendant la période 2009-2013 et a conclu ce qui suit:

⁷⁴⁷ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 88.

⁷⁴⁸ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 115.

⁷⁴⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 165.

⁷⁵⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 1015.

⁷⁵¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 1010 et note de bas de page 942.

⁷⁵² Russie, première communication écrite, paragraphe 1011.

⁷⁵³ Russie, première communication écrite, paragraphes 1012 et 1013.

⁷⁵⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 1018.

⁷⁵⁵ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 31.

Cela montre que les producteurs de l'UE soutiennent bien la concurrence avec les producteurs russes et ceux d'autres pays tiers sur les marchés de pays tiers. Il n'y a aucune raison pour que, lorsque les mesures seront abrogées, les producteurs de l'UE ne puissent pas concurrencer avec succès les producteurs russes sur le marché intérieur de l'UE.

7.476. La Russie appelle aussi l'attention sur la demande de réexamen introduite par le requérant, qui montre, d'après les allégations, que "dans les pays tiers, les importations russes étaient sous-cotées par les importations en provenance de l'UE. Au Brésil, par exemple, les importations russes ont été plus onéreuses que les importations en provenance des Pays-Bas ou de la Lituanie".⁷⁵⁶

7.477. L'Union européenne répond qu'elle a effectivement pris en considération et traité dans le Règlement n° 999/2014 les observations formulées par l'ARPE sur cette question⁷⁵⁷, en notant que "la situation économique positive actuelle de l'industrie de l'Union, y compris ses volumes de ventes à l'exportation vers les pays tiers, n'excl[ua]it pas automatiquement un changement de situation en cas d'abandon des mesures en vigueur".⁷⁵⁸

7.478. Alors que la Commission européenne aurait pu être plus explicite dans sa réponse, nous sommes d'avis que cette référence aux observations de l'ARPE montre que l'autorité chargée de l'enquête a effectivement examiné les résultats à l'exportation de la branche de production de l'UE.

7.479. S'agissant de la constatation de la Commission européenne selon laquelle les exportations russes entreraient sur le marché de l'Union à un niveau dommageable, produisant de ce fait un effet négatif sur les marges bénéficiaires de la branche de production, la Russie fait valoir ce qui suit:

[L]a déclaration de l'UE selon laquelle les importations en provenance de Russie "auront lieu à un niveau dommageable" est totalement dénuée de fondement. Il n'y a pas d'élément de preuve versé au dossier qui vienne confirmer que les importations visées causeront effectivement une réduction de la marge bénéficiaire de la branche de production de l'UE ramenant l'objectif de bénéfice en deçà de 8%.⁷⁵⁹

7.480. Nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel la Commission européenne n'a pas expliqué sa conclusion concernant le niveau de prix dommageable des importations russes et son incidence sur la marge bénéficiaire de la branche de production. En fait, dans le Règlement n° 999/2014, la Commission européenne a noté que "[n]onobstant le niveau de rentabilité actuel de l'industrie de l'Union, de tels prix probables mettraient en péril sa capacité à réaliser le bénéfice normalement réalisable en l'absence d'importations faisant l'objet d'un dumping."⁷⁶⁰ Elle a ajouté que "le coût de production actuel et, partant, le prix non préjudiciable actuel, n'[étaient] pas susceptible[s] de baisser à court terme, vu la tendance à la hausse du coût de production durant la période considérée."⁷⁶¹ En outre, nous notons que la conclusion de l'autorité concernant le niveau du prix dommageable était fondée entre autres sur la différence entre le prix à l'exportation des exportations russes vers les pays tiers et le prix des ventes intérieures du produit similaire sur le marché de l'Union pendant la période visée par le réexamen. Étant donné que ces deux prix étaient établis sur la base de données vérifiées fournies par les producteurs de nitrate d'ammonium russes et par ceux de l'UE⁷⁶², nous ne pouvons souscrire aux arguments de la Russie selon lesquels "[c]ette constatation est ... absolument dénuée de fondement factuel."⁷⁶³

⁷⁵⁶ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1220 (faisant référence à Page 85 of Annex B, Dumping of the Request (pièce RUS-99 (RCC))).

⁷⁵⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 189.

⁷⁵⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 147.

⁷⁵⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 1011.

⁷⁶⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 160.

⁷⁶¹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 163.

⁷⁶² Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 58: "[c]ette conclusion est fondée sur des données vérifiées fournies par des producteurs-exportateurs russes représentant 80% environ des exportations effectuées vers des pays tiers. ... Les ventes à l'exportation vers des pays tiers des quatre producteurs-exportateurs repris dans l'échantillon ont été réalisées à un niveau de prix soutenable pendant la [période couverte par l'enquête aux fins du réexamen]."

⁷⁶³ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1221.

7.481. Enfin, s'agissant de l'attractivité du marché de l'UE, la Russie fait valoir que l'Union européenne exagère cette attractivité pour deux raisons principales: premièrement, parce que les exportateurs russes n'utilisent pas en totalité les volumes d'importation en franchise de droits prévus dans les engagements en matière de prix actuellement en place et, deuxièmement, en raison de l'avantage concurrentiel que donne aux producteurs de l'Union un droit de douane proprement dit de 6,5%.⁷⁶⁴ Nous ne pouvons convenir avec la Russie que la conclusion formulée par la Commission européenne en ce qui concerne l'attractivité du marché de l'Union n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs. Les éléments de preuve versés au dossier montrent qu'en fait, la conclusion de la Commission est fondée sur les éléments suivants:

- i. le niveau des prix sur le marché de l'Union par rapport aux prix sur les marchés de pays tiers⁷⁶⁵;
- ii. les limites existant pour les exportations russes à destination de pays tiers⁷⁶⁶; et
- iii. la proximité géographique du marché de l'Union par rapport à la Russie et l'existence de circuits de distribution bien établis.⁷⁶⁷

7.482. Notre examen des constatations de fait de la Commission européenne relatives à l'attractivité du marché de l'Union nous amène donc à conclure que l'autorité disposait de suffisamment d'éléments de preuve dans le dossier pour constater que, si les mesures devaient arriver à expiration, le marché de l'Union serait une destination intéressante pour les exportations russes de nitrate d'ammonium.

7.7.3.6.3 Conclusion sur l'allégation n° 7 de la Russie

7.483. En conclusion, nous rappelons que nous n'avons pas pour tâche d'entreprendre un examen *de novo* des éléments de preuve ni de substituer notre jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête. Notre tâche consiste à évaluer si, au vu des éléments de preuve versés au dossier, l'autorité chargée de l'enquête a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs et, par conséquent, si sa détermination de la probabilité d'un dommage était motivée et adéquate. Après avoir soigneusement examiné les éléments de preuve versés au dossier et les arguments des parties, nous rejetons donc l'allégation n° 7 de la Russie selon laquelle la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par la Commission européenne est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que l'autorité chargée de l'enquête a conclu que rien n'indiquait dans le dossier que la situation non dommageable de la branche de production nationale de l'UE se maintiendrait.

7.7.3.7 Question de savoir si les constatations de l'Union européenne concernant les capacités inutilisées et la demande dans les pays tiers violent l'article 11.3 de l'Accord antidumping (allégation n° 8)

7.7.3.7.1 Introduction

7.484. La Russie formule une série d'allégations sur la base des articles 3.1 et 11.3 de l'Accord antidumping en ce qui concerne la façon dont l'Union européenne a calculé la capacité inutilisée des producteurs russes⁷⁶⁸ et évalué la capacité des marchés de pays tiers d'absorber cette capacité inutilisée.⁷⁶⁹ En particulier, elle critique le fait que, pour certains producteurs russes, la Commission européenne a utilisé des capacités nominales, alors que pour d'autres, elle s'est référée aux chiffres relatifs à la production effective.

⁷⁶⁴ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1227 et 1228. Voir aussi Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), page 26.

⁷⁶⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 153.

⁷⁶⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 154.

⁷⁶⁷ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 155.

⁷⁶⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 1033 à 1050.

⁷⁶⁹ Russie, première communication écrite, paragraphes 1051 à 1066.

7.485. L'Union européenne répond qu'elle a utilisé une méthode différente chaque fois qu'il y avait un écart entre la capacité nominale et le niveau effectif de la production.⁷⁷⁰ En ce qui concerne la capacité d'absorption des pays tiers, elle répond que, quelle que soit la méthode utilisée, la demande additionnelle susceptible d'exister sur les marchés de pays tiers au moment du réexamen et au-delà était seulement une fraction de la capacité inutilisée disponible en Russie.⁷⁷¹

7.7.3.7.2 Analyse

7.7.3.7.2.1 Évaluation par la Commission européenne de la capacité inutilisée

7.486. S'agissant de la capacité inutilisée, nous ne sommes pas convaincus par les arguments présentés par la Russie. En particulier, nous ne souscrivons pas à la déclaration de la Russie selon laquelle "le fait que la production dépasse la capacité nominale ne peut pas être considéré comme un facteur suffisant pour augmenter la capacité des exportateurs russes."⁷⁷²

7.487. Nous notons que l'évaluation par la Commission européenne de la capacité de production des producteurs russes a pour but de déterminer le volume de nitrate d'ammonium qui pourrait être exporté vers le marché de l'Union si les mesures devaient arriver à expiration.⁷⁷³ Pour cette évaluation, la capacité de production *effective* des usines produisant le produit concerné ou pouvant produire le produit concerné constitue l'indicateur pertinent. Alors que la capacité nominale est en principe un élément de preuve important dans toute enquête, nous jugeons raisonnable de la part de l'autorité chargée de l'enquête qui note un écart entre la capacité théorique et la capacité effective d'utiliser le chiffre le plus pertinent pour son analyse.

7.488. La Russie soutient en outre que la capacité nominale est la norme internationale pour l'évaluation de la capacité de production de la branche de production.⁷⁷⁴ Nous sommes d'avis que, alors que cette norme pourrait être pertinente pour les comparaisons internationales des capacités installées, elle ne l'est pas nécessairement dans le contexte d'une analyse de la probabilité que le dommage se reproduira: à cette fin, examiner la capacité maximale effective vérifiée constitue une approche raisonnable.

7.489. Nous ne pensons pas non plus que la Commission européenne ait utilisé des points de repère différents pour évaluer la capacité de production des producteurs russes et pour évaluer celle des producteurs de l'UE. Les éléments de preuve versés au dossier montrent que l'autorité chargée de l'enquête a collecté des données concernant la capacité nominale des producteurs de l'UE et des producteurs russes mais qu'elle s'est appuyée sur la capacité de production effective chaque fois que celle-ci était plus élevée que la capacité théorique. Nous ne voyons rien dans le dossier indiquant que l'autorité chargée de l'enquête ait noté l'existence d'un écart entre la capacité nominale et la capacité effective des producteurs de l'UE.

7.490. Enfin, la Russie présente un argument additionnel concernant l'expansion de la capacité d'un producteur russe (EuroChem NAK).⁷⁷⁵ Les parties sont en désaccord sur le volume d'accroissement de la capacité que cette expansion produirait. L'Union européenne se réfère à un document fourni par la société pendant la visite de vérification, qui indique que: "la capacité du site de production de nitrate d'ammonium est de [[***]] tonnes par jour ([[***]] kilotonnes par an) présentée comme correspondant à du nitrate d'ammonium pur."⁷⁷⁶ La Russie renvoie aux observations de l'ARPE sur la divulgation finale⁷⁷⁷, qui indiquent que même si la capacité déclarée est de [[***]] kilotonnes

⁷⁷⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 537.

⁷⁷¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 548.

⁷⁷² Russie, première communication écrite, paragraphe 1037.

⁷⁷³ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 84 et 94.

⁷⁷⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 1040.

⁷⁷⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 1048 (faisant référence à l'annexe VI du document Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC))).

⁷⁷⁶ Business Plan of the Investment Project for NAK Azot (pièce EU-9 (RCC) (traduction en anglais)), page 13.

⁷⁷⁷ "La capacité de la partie du projet portant sur le nitrate d'ammonium en granulés telle qu'elle est explicitement indiquée dans les documents fournis équivaut à [[***]]". Russie, première communication écrite, paragraphe 1048 et note de bas de page 983 (faisant référence à Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), pages 50 et 51: "Allegations Regarding a Further Major Increase of Capacity Are Incorrect" (les allégations relatives à une nouvelle augmentation importante de la capacité sont incorrectes)).

par an, seule une fraction de cette capacité est utilisée pour la production de nitrate d'ammonium en granulés.

7.491. Ayant examiné les éléments de preuve versés au dossier (le document obtenu par la Commission européenne pendant l'enquête et les observations de l'ARPE faisant suite à la divulgation finale), nous sommes dans l'incapacité de comprendre comment l'autorité chargée de l'enquête aurait pu conclure à partir de la documentation obtenue que l'expansion de la capacité était de [[***]] kilotonnes par an au lieu de [[***]] kilotonnes par an. En outre, puisque la Commission européenne a fondé sa constatation de fait sur un document fourni par la société faisant l'objet de l'enquête, qui présentait l'expansion de [[***]] kilotonnes par an comme concernant du nitrate d'ammonium pur, nous ne pouvons pas convenir avec la Russie que la conclusion tirée par l'autorité n'était pas objective et fondée sur des éléments de preuve positifs.

7.492. Pour les raisons qui précèdent, nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel les constatations de l'Union européenne relatives à la capacité de production effective des producteurs-exportateurs russes et à la capacité inutilisée dans la Fédération de Russie ne sont "pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve positifs versés au dossier".⁷⁷⁸

7.7.3.7.2.2 Évaluation par la Commission européenne de la capacité d'absorption des exportations russes par les pays tiers

7.493. Deuxièmement, s'agissant de la capacité des marchés de pays tiers d'absorber les exportations russes de nitrate d'ammonium, nous rappelons les constatations formulées par la Commission européenne dans la divulgation finale:

- a. La Commission européenne a noté tout d'abord que "certains des marchés d'exportation ... les plus importants au monde pour le nitrate d'ammonium ... rest[aient] protégés des exportations russes par des mesures antidumping" et que "le marché chinois continu[ait] d'être fermé aux importations de nitrate d'ammonium. Les producteurs russes sont par conséquent peu susceptibles ou incapables d'exporter vers ces marchés".⁷⁷⁹
- b. La Commission européenne a noté ensuite que le niveau de la consommation prévue en Amérique latine "ne permettrait qu'une absorption partielle de la capacité inutilisée des producteurs russes".⁷⁸⁰
- c. S'agissant de la consommation intérieure russe, il est dit dans la divulgation finale que "pendant la période d'enquête de réexamen, les ventes intérieures représentaient 53% des ventes totales des producteurs russes et l'augmentation annuelle prévue de 3% pendant les 5 prochaines années (environ 120 000 tonnes par an en moyenne) pourrait donc être aisément couverte par la capacité inutilisée dont disposent déjà les producteurs russes. La progression annuelle prévue correspond à moins de 7,8% de la capacité inutilisée annuelle estimée des producteurs russes après [la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen]".⁷⁸¹

7.494. Nous avons constaté que l'évaluation de la capacité de production des producteurs russes concernant le nitrate d'ammonium était objective et fondée sur des éléments de preuve positifs. Au vu des éléments de preuve figurant dans la divulgation finale, nous constatons également que la conclusion de la Commission européenne – à savoir que les marchés de pays tiers n'absorberaient qu'une fraction de la capacité inutilisée de la Russie – était fondée sur des éléments de preuve positifs et étaye la détermination suivante:

[L]es producteurs russes disposent d'une capacité inutilisée significative qui, en cas d'expiration des mesures, est fort susceptible d'être utilisée dans le cadre d'exportations supplémentaires substantielles vers l'Union.⁷⁸²

⁷⁷⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 1047.

⁷⁷⁹ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 55.

⁷⁸⁰ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 57.

⁷⁸¹ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 58.

⁷⁸² Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), considérant 60.

7.7.3.7.3 Conclusion sur l'allégation n° 8

7.495. En conclusion, nous rappelons que nous n'avons pas pour tâche d'entreprendre un examen *de novo* des éléments de preuve ni de substituer notre jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête. Notre tâche consiste à évaluer si, au vu des éléments de preuve versés au dossier, l'autorité chargée de l'enquête a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs et, par conséquent, si sa détermination de la probabilité d'un dommage était motivée et adéquate. Après avoir soigneusement examiné les éléments versés au dossier et les arguments des parties, nous rejetons l'allégation n° 8 de la Russie selon laquelle la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira faite par la Commission européenne est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que cette détermination n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif du niveau de la capacité de production disponible en Russie et de la capacité d'absorption des exportations russes par les marchés de pays tiers.

7.7.4 Allégations concernant la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait (allégations n° 9 et n° 11)

7.7.4.1 Introduction

7.496. La Russie formule une série d'allégations concernant la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait qui a été établie par la Commission européenne lors du troisième réexamen à l'expiration sur le nitrate d'ammonium. Selon elle, l'analyse et la détermination faites par la Commission européenne sont incompatibles avec l'article 11.3 et diverses dispositions des articles 2 et 6 de l'Accord antidumping. La Russie a confirmé que les allégations n° 9 et n° 11 concernent uniquement le Règlement n° 999/2014.⁷⁸³

7.497. Nous rappelons que nous avons décidé d'examiner les allégations n° 3 et n° 4 dans le cadre de la série d'allégations concernant la probabilité que le dumping se reproduirait.⁷⁸⁴

7.7.4.1.1 Résumé des faits pertinents

7.498. Le dossier indique que la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait établie par la Commission européenne s'appuyait sur trois facteurs déclarés:

- a. le prix à l'exportation du nitrate d'ammonium de Russie vers des pays tiers: les autorités de l'UE ont constaté que tous les exportateurs inclus dans l'échantillon vendaient à des prix de dumping sur les marchés de pays tiers tels que le Brésil, la Colombie, le Pérou, l'Ukraine et le Kazakhstan⁷⁸⁵;
- b. la capacité de production et la capacité inutilisée pour le nitrate d'ammonium en Russie. Les autorités de l'UE ont conclu que, en cas d'expiration des mesures, les producteurs russes disposaient d'une capacité inutilisée significative qui était susceptible d'être exportée vers l'Union européenne, en raison de la proximité géographique du marché de l'UE avec la Russie et des circuits de distribution bien implantés dans l'Union européenne; de l'incapacité du marché russe à absorber la capacité inutilisée; et du fait que certains des marchés d'exportation potentiellement les plus importants pour le nitrate d'ammonium (comme les États-Unis et l'Australie) restaient protégés des exportations russes par des mesures antidumping⁷⁸⁶; et
- c. l'attractivité du marché de l'Union et d'autres marchés tiers: sur la base d'une comparaison du prix de vente du produit concerné sur le marché de l'Union avec le prix de vente sur les marchés de pays tiers, les autorités de l'UE ont conclu que le marché de l'UE était attractif pour les exportateurs russes de nitrate d'ammonium.⁷⁸⁷

⁷⁸³ Russie, réponse à la question n° 35 du Groupe spécial, paragraphe 179.

⁷⁸⁴ Voir plus haut le paragraphe 7.297.

⁷⁸⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 57 et 58.

⁷⁸⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 85, 91 et 92.

⁷⁸⁷ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 93.

7.499. Compte tenu de ces facteurs, les autorités de l'UE ont conclu qu'il était probable que le dumping se reproduirait et qu'il y aurait une augmentation substantielle des quantités exportées vers l'Union, en cas d'expiration des mesures.⁷⁸⁸

7.500. En ce qui concerne le premier facteur (le prix à l'exportation du nitrate d'ammonium de Russie vers des pays tiers), le dossier indique que, bien qu'il ait été constaté que ces prix à l'exportation avaient fait l'objet d'un "dumping" (le prix à l'exportation moyen pondéré étant inférieur au prix moyen pondéré sur le marché intérieur)⁷⁸⁹, les autorités européennes n'ont pas effectué de calculs du dumping pour ces ventes. Au lieu de cela, la Commission européenne indique qu'elle a "simplement comparé les prix départ usine moyens pratiqués sur le marché intérieur avec les prix à l'exportation au niveau départ usine, sur la base des données déclarées par les sociétés de l'échantillon".⁷⁹⁰

7.7.4.1.2 Allégations de la Russie n° 9 et n° 11

7.501. La Russie conteste la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait en formulant les allégations suivantes:

7.502. Premièrement (allégation n° 9), la Russie fait valoir que chaque fois que l'autorité chargée de l'enquête établit des marges de dumping dans le cadre de son analyse de la probabilité, celle-ci doit faire en sorte que ces marges de dumping soient calculées conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping.⁷⁹¹ Si les déterminations relatives au dumping ne sont pas compatibles avec les dispositions de l'article 2, cela entraîne une violation à la fois de l'article 2 et de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Selon la Russie, la détermination de l'UE contrevient aux dispositions suivantes:

- a. l'article 2.1 de l'Accord antidumping, parce que l'autorité chargée de l'enquête a effectué les calculs du dumping sur la seule base d'une comparaison entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation vers des pays tiers, tout en rejetant les données sur les prix à l'exportation à destination de l'UE fournies par les exportateurs russes; et l'article 2.3 de l'Accord antidumping, parce que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas tenu compte des prix à l'exportation aux fins du calcul d'une marge de dumping au motif que ces prix à l'exportation étaient exigés au moment d'un engagement en matière de prix⁷⁹²;
- b. l'article 6.8 de l'Accord antidumping parce que l'autorité a rejeté les prix à l'exportation d'un producteur (EuroChem), en raison de la non-coopération partielle de la société. La Russie fait valoir qu'étant donné qu'EuroChem a fourni à l'Union européenne des données sur les ventes dans l'UE et sur d'autres marchés ainsi qu'un rapport transaction par transaction dans le cadre d'un engagement en matière de prix, l'Union européenne ne pouvait pas s'appuyer sur l'article 6.8 pour ne pas tenir compte des prix d'EuroChem⁷⁹³;
- c. l'article 6.10 de l'Accord antidumping, parce que l'Union européenne n'a pas déterminé des marges de dumping individuelles pour les producteurs russes inclus dans l'échantillon⁷⁹⁴; et
- d. l'article 11.3 de l'Accord antidumping, parce que l'Union européenne n'a pas examiné l'incidence de l'absence de dumping par les principaux exportateurs russes au cours de la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen lorsqu'elle a fait une détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait.⁷⁹⁵

⁷⁸⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 97.

⁷⁸⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 57 et 58.

⁷⁹⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 60.

⁷⁹¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 667.

⁷⁹² Russie, première communication écrite, paragraphes 695 et 696; voir aussi Determination of dumping margins for exports to the European Union (pièce RUS-125 (RCC)).

⁷⁹³ Russie, première communication écrite, paragraphe 700

⁷⁹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 702

⁷⁹⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 703.

7.503. Deuxièmement (allégation n° 11), la Russie estime que l'Union européenne a violé les articles 11.3, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping, ainsi que l'article VI:1 du GATT de 1994, en faisant une détermination positive de la probabilité que le dumping se reproduirait sur la base d'un "dumping" allégué, sans effectuer de calculs appropriés de la marge de dumping.⁷⁹⁶ Selon elle, comme l'Union européenne n'a pas comparé la valeur normale du produit similaire avec le prix à l'exportation du produit considéré fourni à destination de l'Union européenne (mais, plutôt, de pays tiers), celle-ci a violé les articles 2.1, 2.2 et, par conséquent, 11.3 de l'Accord antidumping, et l'article VI:1 du GATT.⁷⁹⁷ En outre, la Russie fait valoir que les autorités de l'UE n'ont pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation vers l'Union européenne et la valeur normale, comme l'exige l'article 2.4 de l'Accord antidumping. De ce fait, d'après les allégations, l'Union européenne a violé l'article 2.4 et, par conséquent, l'article 11.3 de l'Accord antidumping.⁷⁹⁸

7.504. Nous notons, à cet égard, que les parties sont en désaccord sur le critère juridique devant être appliqué par le Groupe spécial à son examen de la détermination par l'Union européenne de la probabilité que le dumping se reproduira. Bien que les principales allégations de la Russie portent sur l'incompatibilité alléguée du calcul du dumping effectué par l'autorité européenne avec l'article 2 de l'Accord antidumping et, par conséquent, sur l'incompatibilité de la détermination de la probabilité avec l'article 11.3, l'Union européenne nous demande de limiter nos constatations à l'article 11.3.⁷⁹⁹ Nous examinons d'abord la question du critère juridique applicable à notre évaluation de l'allégation de la Russie concernant la détermination par l'UE de la probabilité que le dumping se reproduirait, avant de passer aux allégations individuelles formulées par la Russie en l'espèce.

7.7.4.2 Critère juridique pertinent pour l'examen par le Groupe spécial des allégations n° 9 et n° 11 de la Russie

7.505. Dans le présent différend, la Russie conteste certaines déterminations faites par l'autorité chargée de l'enquête de l'Union européenne dans le cadre du troisième réexamen à l'expiration concernant le nitrate d'ammonium en provenance de Russie. Les deux parties conviennent que la disposition de l'Accord antidumping portant principalement sur les réexamens à l'expiration est l'article 11. La partie pertinente de l'article 11.3 dispose ce qui suit:

Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé ... à moins que les autorités ne déterminent ... *qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront* si le droit est supprimé.⁸⁰⁰

7.506. Nous rappelons que dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a expliqué que les enquêtes initiales et les réexamens à l'expiration étaient des processus distincts ayant des buts différents:

Dans une enquête antidumping initiale, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer si un dumping existe pendant la période couverte par l'enquête. En revanche, dans un réexamen à l'extinction d'un droit antidumping, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer s'il est *probable que le dumping subsistera ou se reproduira* si le droit qui a été imposé à l'issue d'une enquête initiale est supprimé.⁸⁰¹

7.507. Sur la même question, le Groupe spécial a indiqué ce qui suit: "[c]ompte tenu de différences qualitatives fondamentales quant à la nature de ces deux processus distincts ... il ne nous paraîtrait

⁷⁹⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 709.

⁷⁹⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 734.

⁷⁹⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 736 à 739.

⁷⁹⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 289.

⁸⁰⁰ Pas d'italique dans l'original.

⁸⁰¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 107. (italique dans l'original)

pas surprenant que les obligations inscrites dans les textes ayant trait à chacun des deux processus puissent différer.⁸⁰²

7.508. En outre, l'Organe d'appel a noté que l'article 11.3 ne prescrivait aucune méthode spécifique devant être appliquée pour établir une détermination de la "probabilité", et que cette disposition ne définissait aucun facteur particulier que les autorités devaient prendre en compte pour établir une telle détermination⁸⁰³, indiquant ce qui suit: "nous notons que l'article 11.3 ne dit rien de la manière dont une autorité devrait ou doit établir dans un réexamen à l'extinction qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira. Cette disposition elle-même ne prescrit aucun paramètre concernant aucune prescription méthodologique que l'autorité chargée de l'enquête d'un Membre devrait respecter lorsqu'elle établit une telle détermination de "probabilité".⁸⁰⁴

7.509. Toutefois, comme le Groupe spécial *États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)* l'a noté, l'Organe d'appel a bel et bien donné des orientations aux autorités chargées de l'enquête à cet égard.⁸⁰⁵ En particulier, l'Organe d'appel a indiqué qu'une détermination établie conformément à l'article 11.3 exigeait que les autorités chargées de l'enquête "entrepr[ennent] une analyse tournée vers l'avenir et cherch[ent] à résoudre la question de savoir ce qui se produirait probablement si le droit était supprimé".⁸⁰⁶ En outre, nous sommes conscients que le libellé de l'article 11.3 envisage un processus actif associant à la fois un aspect enquête et un aspect décision⁸⁰⁷, qui exige des autorités qu'elles agissent "avec un degré de diligence approprié et arriv[ent] à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen."⁸⁰⁸ Le mot "probablement", en particulier, définit le critère pertinent en matière de preuve, qui exige que les éléments de preuve démontrent une *probabilité raisonnable* qu'un dumping se produirait si le droit était supprimé. Toute constatation de probabilité devrait également être fondée sur des éléments de preuve positifs.⁸⁰⁹ Des éléments de preuve solides sont requis dans chaque affaire pour l'établissement d'une détermination appropriée de la probabilité, et cette détermination "ne peut être fondée uniquement sur l'application mécanique de présomptions".⁸¹⁰

7.510. Nous accordons également une attention au critère d'examen général pour les enquêtes antidumping, exprimé à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping:

[D]ans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée[.]

7.511. Ainsi, nous sommes d'avis que l'autorité chargée de l'enquête peut donc s'appuyer sur un éventail d'éléments de preuve positifs (y compris des éléments de preuve concernant un dumping passé et des éléments de preuve concernant un dumping dans d'autres juridictions⁸¹¹) afin d'étayer

⁸⁰² Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.8.

⁸⁰³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 123. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 283.

⁸⁰⁴ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.166.

⁸⁰⁵ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)*, paragraphe 7.305.

⁸⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 105.

⁸⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 111.

⁸⁰⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 111.

⁸⁰⁹ Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.45 et note de bas de page 48; et *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.42; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 88.

⁸¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 178. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)*, paragraphe 7.305.

⁸¹¹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.180.

une constatation de la probabilité qu'un dumping se reproduira, pour autant que l'établissement des faits à cette fin soit correct, que l'évaluation de ces faits soit impartiale et objective, et que la conclusion formulée soit motivée et adéquate.

7.512. En ce qui concerne spécifiquement la pertinence de l'article 2 de l'Accord antidumping dans une détermination de la probabilité qu'un dumping se reproduira, nous prenons note de la déclaration suivante du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*:

[I]l est clair pour nous que les articles 2 et 3 de l'Accord antidumping ne sont *pas directement applicables* à une détermination au titre de l'article 11.3 et donc à l'examen par un groupe spécial d'une violation alléguée à l'article 11.3. De plus, notre point de vue en la matière n'est pas altéré par le fait que l'autorité chargée de l'enquête décide d'établir une détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'expiration particulier.⁸¹²

7.513. En l'espèce, la Russie s'appuie sur la position du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* selon laquelle une "détermination prospective de la probabilité reposera inévitablement sur un fondement factuel se rapportant au passé et au présent"⁸¹³ pour faire valoir que les déterminations de l'existence d'un dumping soumises à l'article 2 sont des facteurs pertinents dans une détermination de la probabilité qu'un dumping se reproduira.⁸¹⁴ Elle estime en outre que, "au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4." De plus, "[s]i ces marges étaient viciées sur le plan juridique parce qu'elles avaient été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4, cela pouvait entraîner une incompatibilité non seulement avec l'article 2.4, mais aussi avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping." Dans de telles circonstances, "la détermination de la probabilité [d'un dumping] établie par l'USDOC ne [pourrait] pas constituer un fondement approprié pour le maintien des droits antidumping au titre de l'article 11.3."⁸¹⁵

7.514. Le Groupe spécial souscrit à l'hypothèse fondamentale de la Russie selon laquelle, si l'autorité s'appuie sur des marges de dumping pour examiner la probabilité qu'un dumping se reproduira dans le cadre d'un réexamen à l'expiration, ces marges de dumping devraient être établies d'une manière compatible avec les dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping. Sinon, celles-ci ne pourraient pas étayer un examen objectif de la probabilité qu'un dumping se reproduira. Toutefois, la Russie ne replace pas la constatation de l'Organe d'appel dans son contexte: dans sa déclaration la plus claire sur la distinction entre les déterminations de l'existence d'un dumping et les déterminations de la probabilité que celui-ci se reproduira, l'Organe d'appel a indiqué clairement qu'"[il] ne voy[ait] rien à l'article 11.3 qui fasse obligation aux autorités chargées de l'enquête de calculer des marges de dumping ou de s'appuyer sur de telles marges pour déterminer la probabilité que le dumping ... se reproduir[ait]."⁸¹⁶ L'Organe d'appel a ensuite poursuivi comme suit, comme le cite la Russie: "[t]outefois, au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité".⁸¹⁷ Dans la présente affaire, comme nous le verrons plus loin, nous ne considérons pas que la Commission européenne s'est en fait appuyée sur des marges de dumping, établies précédemment ou calculées à nouveau, pour déterminer la probabilité que le dumping se reproduirait.⁸¹⁸

7.515. Ayant cela à l'esprit, nous passons à l'argument de la Russie selon lequel l'autorité chargée de l'enquête s'est en fait appuyée sur un calcul de la marge de dumping pour déterminer s'il était probable ou non que le dumping se reproduirait. Si nous devons constater que l'autorité ne s'est

⁸¹² Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.157. (pas d'italique dans l'original)

⁸¹³ Russie, réponse à la question n° 96 du Groupe spécial, paragraphe 139. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.279.

⁸¹⁴ Russie, réponse à la question n° 96 du Groupe spécial, paragraphe 143.

⁸¹⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 666; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 127 à 130.

⁸¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127.

⁸¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127. (pas d'italique et non souligné dans l'original)

⁸¹⁸ Voir plus loin le paragraphe 7.526.

pas appuyée sur des marges de dumping pour son analyse de la probabilité que le dumping se reproduirait, nous refuserions de formuler des constatations sur la compatibilité avec l'article 2 de l'Accord antidumping de la détermination faite par l'Union européenne de la probabilité que le dumping se reproduirait. Nous examinerions néanmoins la compatibilité de la détermination de la Russie avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, en d'autres termes, la question de savoir si la détermination était "fondée sur un "examen rigoureux" conduisant à [une] "conclusion[] motivée[] et adéquate[]" et ... étayée par des "éléments de preuve positifs" et une "base factuelle suffisante.""⁸¹⁹

7.7.4.3 Question de savoir si la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait qui figure dans le Règlement n° 999/2014 s'appuyait sur un calcul de la marge de dumping

7.516. Le dossier indique que, dans le réexamen à l'expiration en cause, la Commission européenne a déterminé qu'il était probable que le dumping se reproduirait en cas d'expiration des mesures, pour les raisons suivantes:

- a. La Commission européenne a sélectionné un échantillon de quatre exportateurs de la Fédération de Russie (Acron, EuroChem, UralChem et SBU Azot): trois d'entre eux ont fourni des réponses partielles au questionnaire et Acron a fourni une réponse complète au questionnaire.⁸²⁰ Les deux premières sociétés interrogées ont effectué des ventes vers l'Union européenne pendant la période visée par le réexamen, mais dans le cadre d'engagements en matière de prix; les deux dernières n'ont pas vendu le produit concerné à l'Union européenne pendant la période visée par le réexamen.⁸²¹
- b. En raison de réponses incomplètes ou du fait qu'Acron a exporté dans le cadre d'un engagement en matière de prix, la Commission européenne n'a pas pu calculer de marge de dumping pour les quatre producteurs/exportateurs russes.⁸²²
- c. La Commission de l'UE a établi un prix départ usine intérieur moyen pour les ventes des quatre producteurs/exportateurs russes pendant la période visée par le réexamen et l'a comparé avec leur prix départ usine à l'exportation moyen pondéré vers certains pays tiers: elle a constaté que le prix départ usine moyen des ventes à l'exportation des quatre producteurs était inférieur à leur prix départ usine moyen des ventes intérieures et a donc conclu que les exportations de nitrate d'ammonium avaient été effectuées à des prix de dumping vers ces pays tiers.⁸²³

7.517. L'Union européenne précise en outre que la Commission européenne a fondé sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait sur:

... trois facteurs d'égale importance et interdépendants: les exportations de la Russie vers d'autres destinations à des prix inférieurs aux prix intérieurs (ce qui permettait de penser qu'il était probable, si les mesures étaient supprimées, que les exportateurs russes vendraient également à l'UE à des prix de dumping), les capacités inutilisées des producteurs russes (qui seraient probablement utilisées et orientées vers les marchés de l'UE si les mesures étaient supprimées) et les incitations à réorienter les ventes vers l'UE (en particulier, la différence de prix entre les exportations russes vers les marchés de pays tiers et les prix pratiqués dans l'UE permettait de penser que, si les mesures étaient supprimées, les exportateurs russes seraient incités à réorienter une partie de

⁸¹⁹ Russie, réponse à la question n° 96 du Groupe spécial, paragraphe 140 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 182).

⁸²⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 640 et 641.

⁸²¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 642.

⁸²² Russie, première communication écrite, paragraphe 645; Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 52 à 54.

⁸²³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 297; Russie, première communication écrite, paragraphe 648; et Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 57 et 58.

leurs ventes à l'exportation vers l'UE). La Commission a évalué ces trois facteurs de façon globale ... [.]⁸²⁴

7.518. En réponse à une allégation de l'ARPE selon laquelle des méthodes non appropriées avaient été utilisées dans les calculs du dumping, le Règlement n° 999/2014 indique que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas calculé les marges de dumping, mais a plutôt "comparé les prix départ usine moyens pratiqués sur le marché intérieur avec les prix à l'exportation au niveau départ usine [des exportateurs russes,] sur la base des données déclarées par les sociétés de l'échantillon."⁸²⁵ En outre, le même considérant dispose que, "[d]ans une analyse de la probabilité de réapparition du dumping, il n'y a pas lieu de calculer des marges de dumping précises, de sorte que rien n'imposait l'utilisation de valeurs CIF, comme suggéré par l'ARPE."⁸²⁶

7.519. Au contraire, la Russie fait valoir que "quelle que soit la qualification juridique que l'UE tente de donner à sa comparaison de prix à prix, la Commission a *bel et bien* établi une détermination effective de l'existence d'un dumping, et a *bel et bien* calculé les marges de dumping, afin de formuler une constatation selon laquelle les importations russes faisaient l'objet d'un "dumping".⁸²⁷ La Russie fait référence à des cas où le Règlement n° 999/2014 indique d'une manière affirmative que les importations russes faisaient l'objet d'un dumping sur les marchés de pays tiers.⁸²⁸ Cela comprend les phrases suivantes:

- a. "Acron a par conséquent vendu à des prix de dumping sur certains marchés de pays tiers, en particulier le Brésil"⁸²⁹;
- b. "Les prix réellement pratiqués sur le marché intérieur montrent ... déjà que les ventes à l'exportation vers les marchés de pays tiers font l'objet d'un dumping"⁸³⁰; et
- c. "les producteurs-exportateurs russes vendent actuellement le produit concerné à des prix de dumping à des pays tiers".⁸³¹

7.520. Selon la Russie, ces déclarations et la comparaison des prix ne constituent pas simplement "des éléments de preuve relatifs au dumping", mais consistent en une "comparaison de prix à prix", ce qui est "le principe fondamental du dumping".⁸³²

7.521. Pour l'Union européenne, la comparaison des prix départ usine intérieurs moyens avec les prix départ usine à l'exportation a été effectuée "dans le seul but d'évaluer la probabilité que le dumping se reproduirait, et n'était qu'"un [des] facteurs pertinents" dans cette évaluation".⁸³³ Une détermination de l'existence d'un dumping est séparée, et est régie par une disposition juridique distincte de l'Accord antidumping. L'Union européenne fait valoir qu'une simple comparaison des prix peut différer d'un "calcul complet de la marge de dumping" à plusieurs égards, qui sont propres à l'affaire, et que cela a été reconnu dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*. Dans cette affaire, selon l'Union européenne, le Groupe spécial a fait une distinction entre une "détermination de l'existence d'un dumping" et une analyse concernant la "notion générale de dumping".⁸³⁴ Un exemple de la différence entre ces deux analyses, fourni par l'Union européenne, est que, dans un "calcul complet

⁸²⁴ Union européenne, réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, paragraphe 101. (notes de bas de page omises)

⁸²⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 60.

⁸²⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 60.

⁸²⁷ Russie, réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 186. (pas d'italique dans l'original)

⁸²⁸ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 983.

⁸²⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 57.

⁸³⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 63.

⁸³¹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 65.

⁸³² Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 985.

⁸³³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 300.

⁸³⁴ Union européenne, réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, paragraphe 91 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphes 7.75 à 7.77).

de la marge de dumping", il est nécessaire de déterminer si les ventes intérieures ont été effectuées au cours d'opérations commerciales normales.⁸³⁵

7.522. Même si nous ne prenons pas position en ce qui concerne la différenciation juridique alléguée entre "la notion de dumping" et un "calcul complet de la marge de dumping" qui est avancée par l'Union européenne, nous souscrivons au principe fondamental présenté par celle-ci selon lequel un calcul de la marge de dumping n'est pas requis pour constater qu'il est probable que le dumping se reproduira. Comme nous l'avons vu, dans une détermination de la probabilité que le dumping se reproduira, il n'existe pas d'*obligation* de s'appuyer sur un calcul de la marge de dumping, ce qui signifie logiquement que ce calcul n'est pas un élément nécessaire pour constater qu'il est probable que le dumping se reproduira. Nous soulignons à nouveau que, dans le cadre d'une enquête initiale, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer si un exportateur a vendu le produit considéré à des prix de dumping pendant la période visée par l'enquête (c'est-à-dire dans le passé). Dans le cadre d'un réexamen à l'expiration, l'autorité doit déterminer s'il est probable que l'exportateur vendra à des prix de dumping dans le futur, après que des mesures antidumping seront supprimées. À cette fin, diverses méthodes pourraient être utilisées, y compris l'utilisation de projections au sujet du prix à l'exportation futur et de la valeur normale future.

7.523. Étant donné que l'article 11.3 ne prescrit pas de méthode spécifique que l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser ni de facteurs particuliers que les autorités chargées de l'enquête devraient examiner pour établir une détermination de la probabilité que le dumping se reproduira, l'autorité est libre d'utiliser tout élément de preuve qu'elle juge pertinent pour établir sa détermination, à condition que cela aboutisse à des conclusions motivées et adéquates, fondées sur des éléments de preuve positifs, selon lesquelles il est probable que le dumping se reproduira en cas d'expiration des mesures antidumping. En outre, dès lors que ces éléments de preuve ne constituent pas un calcul de la marge de dumping, ils n'ont pas à être conformes aux prescriptions de l'article 2. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* l'a reconnu, il est logique que "les éléments de preuve relatifs à l'existence (ou à l'absence) de dumping" depuis l'imposition de l'ordonnance soient bien de nature à renseigner dans le cadre d'une détermination de la probabilité que le dumping ... se reproduise.⁸³⁶ De fait, ce groupe spécial a constaté que des éléments de preuve de l'existence d'un dumping dans une autre juridiction pouvaient aussi être éventuellement pertinents.⁸³⁷ Nous ne croyons pas que les seuls éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping pendant la période d'imposition de l'ordonnance qui puissent être pris en considération par l'autorité chargée de l'enquête consistent en une "détermination complète de l'existence d'un dumping" faite conformément à l'article 2.⁸³⁸

7.524. Ayant cela à l'esprit, nous évaluons maintenant l'argument de la Russie selon lequel la Commission a bel et bien établi une détermination de l'existence d'un dumping en ce qui concerne des pays tiers, et a donc dû calculer des marges de dumping, afin de constater que les importations russes "faisaient l'objet d'un dumping".⁸³⁹

7.525. Nous notons que le Règlement n° 999/2014 indique clairement, dans le cadre du réexamen à l'expiration, tant ce que la Commission a fait que ce qu'elle n'a pas fait, et qu'elle n'a spécifiquement pas effectué de calculs des marges de dumping, mais qu'elle a bel et bien procédé à une comparaison de prix à prix. Cela ne veut pas dire que la parole de la Commission est acceptée telle quelle, mais qu'il apparaît que la Commission a bien compris ce que nous avons indiqué plus haut, à savoir que i) calculer une marge de dumping et ii) déterminer s'il était probable que le dumping de la Russie se reproduirait en cas d'expiration des mesures pouvaient être deux processus distincts, et qu'elle a agi sur cette base pour procéder au second point, sans aborder le premier. De fait, la Commission a indiqué que, étant donné que la plupart des producteurs-exportateurs russes inclus dans l'échantillon n'avaient pas pleinement coopéré, elle "n'a pas disposé de renseignements suffisants pour effectuer le moindre calcul du dumping fondé sur les propres données des

⁸³⁵ Union européenne, réponse à la question n° 36 du Groupe spécial, paragraphe 92.

⁸³⁶ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.180.

⁸³⁷ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.180.

⁸³⁸ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.180.

⁸³⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 731 (faisant référence au Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 63, 57 et 58).

sociétés".⁸⁴⁰ Même si elle aurait pu procéder à un calcul du dumping pour Acron, la Commission a considéré que ses données n'étaient pas fiables aux fins de ce réexamen à l'expiration.⁸⁴¹

7.526. À cet égard, la comparaison des prix départ usine intérieurs moyens avec les prix départ usine à l'exportation des exportateurs russes ne constitue pas en soi un calcul de la marge de dumping. Elle peut être un élément requis d'un calcul de la marge de dumping, mais elle n'en constitue pas un à elle seule. Nous considérons, comme la Commission l'a fait, que la comparaison des prix est un indicateur important dans l'évaluation de la manière dont les exportations futures vers l'Union européenne peuvent évoluer en cas d'expiration des mesures antidumping, en particulier dans les cas où ces exportations vers des pays tiers ne sont pas soumises à des droits antidumping. Cette politique de prix qui consiste à vendre à des prix inférieurs aux prix intérieurs pour les ventes à des pays tiers est un facteur pertinent dans la détermination, en particulier si, comme dans le différend en cours, les ventes à l'exportation vers l'Union européenne pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen ne pouvaient pas être utilisées pour déterminer la probabilité que le dumping se reproduirait dans le futur.⁸⁴² De plus, nous notons que la comparaison prix à prix n'était qu'un des divers éléments sur lesquels la Commission s'est appuyée pour conclure qu'il était probable que le dumping se reproduirait.

7.527. Comme la Russie, nous avons noté que les termes "qui font/faisant l'objet d'un dumping" ou "prix de dumping" apparaissent à plusieurs reprises dans le texte du Règlement n° 999/2014. Toutefois, lorsque ces déclarations sont examinées dans le contexte approprié, il apparaît clairement que l'Union européenne n'a pas procédé au calcul de marges de dumping.

7.528. En raison des constatations que nous avons formulées plus haut, en particulier le fait qu'aucun calcul de la marge de dumping n'a été effectué au cours du réexamen à l'expiration, nous refusons de formuler des constatations sur la compatibilité avec l'article 2 de l'Accord antidumping de la détermination par l'Union européenne de la probabilité que le dumping se reproduirait. Nous passons donc à l'examen des allégations n° 9 et n° 11 de la Russie à l'encontre de la détermination de la Commission au regard des obligations énoncées à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.⁸⁴³ Ce faisant, nous pouvons faire référence aux dispositions de l'article 2 comme contexte pour interpréter les obligations énoncées à l'article 11.3, mais nous notons une fois de plus qu'elles ne sont pas directement applicables.

7.529. Nous rappelons que la Russie formule deux arguments à l'appui de son allégation selon laquelle la détermination faite par l'Union européenne de la probabilité que le dumping se reproduirait violait l'article 11.3:

- a. L'Union européenne n'a pas examiné les éléments de preuve présentés par les producteurs-exportateurs russes, qui démontraient une absence de dumping, et s'est plutôt appuyée sur les prix à l'exportation du nitrate d'ammonium vers des pays tiers (allégation n° 9).⁸⁴⁴
- b. L'Union européenne a formulé des constatations sur le "dumping" en se fondant sur les exportations russes vers des pays tiers même si l'Union européenne était le Membre importateur. Ainsi, l'Union européenne aurait dû évaluer les exportations russes du produit considéré vers l'Union européenne (allégation n° 11).⁸⁴⁵

7.530. En conséquence, la Russie considère que l'Union européenne n'a pas procédé à un "examen rigoureux" et, finalement, n'a pas tiré de "conclusions motivées et adéquates" étayées par des

⁸⁴⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 53.

⁸⁴¹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 52. Voir plus loin les paragraphes 7.536 à 7.539.

⁸⁴² Voir plus loin les paragraphes 7.536 à 7.539.

⁸⁴³ La Russie fait observer que "[m]ême si le Groupe spécial constate que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas calculé de marge de dumping dans le cadre de son analyse de la probabilité d'un dumping, la Russie maintient que les allégations n° 9 et n° 11 devraient néanmoins être examinées." (Russie, réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 188)

⁸⁴⁴ Russie, réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 189.

⁸⁴⁵ Russie, réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 189.

"éléments de preuve positifs" et une "base factuelle suffisante", comme l'exige l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.7.4.4 Question de savoir si l'Union européenne a contrevenu à l'article 11.3 de l'Accord antidumping en n'examinant pas l'incidence de l'absence alléguée de dumping de la part des principaux exportateurs russes (allégation n° 9)

7.7.4.4.1 Arguments des parties

7.7.4.4.1.1 Russie

7.531. La Russie fait valoir que les autorités de l'UE n'ont pas examiné l'incidence de l'absence de dumping de la part des principaux exportateurs russes pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen.⁸⁴⁶

7.532. Selon la Russie, Acron et EuroChem ont exporté conjointement presque la totalité du nitrate d'ammonium d'origine russe vers l'Union européenne pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen, car SBU Azot et UralChem "n'ont pas vendu le produit concerné à l'Union pendant [cette] période."⁸⁴⁷ En l'occurrence, la Russie fait valoir ce qui suit:

[G]râce aux engagements pris par Acron et EuroChem, y compris la présentation régulière de rapports sur le volume et les prix du nitrate d'ammonium fourni à destination de l'Union européenne⁶⁶⁶, les réponses de ces sociétés aux questionnaires⁶⁶⁷, ainsi que les visites de vérification de la Commission, les autorités de l'UE ont reçu des renseignements vérifiables suffisants pour faire des déterminations au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.⁸⁴⁸

⁶⁶⁶ Voir la pièce RUS-123 (RCC).

⁶⁶⁷ Pour les données d'Acron, voir la pièce RUS-124 (RCC) et la pièce RUS-145 (RCC). Comments on the definitive disclosure, Annex VI-B-I, pièce RUS-102 (RCC).

La Russie allègue en outre que l'Accord antidumping ne permet pas à l'autorité chargée de l'enquête, dans une détermination de la probabilité d'un dumping, de ne pas tenir compte des prix à l'exportation au seul motif que ces prix sont couverts par un engagement en matière de prix, et que l'Union européenne était *obligée* de "fonder ses calculs du dumping sur les prix à l'exportation vers l'UE des producteurs et exportateurs visés par l'enquête", y compris les prix soumis à des engagements en matière de prix.⁸⁴⁹ Les données d'EuroChem et d'Acron démontraient, d'après les allégations, que les ventes de nitrate d'ammonium russe dans l'Union européenne n'ont pas été effectuées à des prix de dumping car la marge de dumping moyenne pondérée pour les ventes effectuées par les deux sociétés s'élevait à **[[***]]**.⁸⁵⁰ La Russie explique que les données d'EuroChem étaient supérieures à celles qui ont été présentées dans la divulgation finale, parce qu'elles étaient propres à chaque transaction et que, dans le réexamen, l'Union européenne s'est concentrée à tort sur le calcul des marges de dumping en se fondant sur les ventes à destination de pays tiers, plutôt que de l'Union européenne.

7.7.4.4.1.2 Union européenne

7.533. L'Union européenne répond que les deux producteurs qui ont effectué des ventes à destination de l'Union européenne pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen (Acron et EuroChem) étaient tous deux couverts par des engagements en matière de prix qui fixaient des prix minimaux pour leurs importations respectives dans l'Union européenne, soit pour la totalité de la période considérée (dans le cas d'Acron, soit pour une partie de cette période (dans le cas

⁸⁴⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 683 à 708.

⁸⁴⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 643 (citant le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 62). Voir aussi Union européenne, première communication écrite, paragraphe 310.

⁸⁴⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 690.

⁸⁴⁹ Russie, réponse à la question n° 97 du Groupe spécial, paragraphe 151.

⁸⁵⁰ Determination of dumping margins for exports to the European Union (pièce RUS-125 (RCC)).

d'EuroChem).⁸⁵¹ Pour l'Union européenne, les engagements en matière de prix ne reflètent pas les forces réelles de l'offre et de la demande et donc, comme cela est indiqué dans le Règlement n° 999/2014, la décision de rejeter les données d'Acron et d'EuroChem était fondée sur le fait que la Commission européenne ne considérait pas "les prix à l'exportation basés sur un engagement de prix comme un indicateur significatif pour l'analyse du comportement futur des producteurs-exportateurs en l'absence de mesures et de tout engagement de prix."⁸⁵² En outre, l'Union européenne note que l'allégation de la Russie selon laquelle les ventes d'EuroChem et d'Acron à destination de l'UE n'ont pas été effectuées à des prix de dumping est incorrecte, car le document qui le démontre, d'après les allégations, ne reflète pas avec exactitude les données qui ont été fournies à la Commission et vérifiées par celle-ci.⁸⁵³ La Commission a conclu que les prix à l'exportation pertinents n'étaient pas considérés comme un "élément fiable pour l'analyse de la probabilité d'une continuation ou d'une réapparition du dumping dans les circonstances spécifiques de cette enquête."⁸⁵⁴

7.534. L'Union européenne fait aussi valoir que la prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'arriver à une "conclusion motivée" quant à la probabilité que le dumping se reproduira n'a pas à être satisfaite par le biais d'une méthode spécifique ou de l'examen de facteurs particuliers dans chaque cas.⁸⁵⁵ En fait, selon elle, l'important est que les facteurs qui *sont* utilisés offrent une base factuelle suffisante pour la conclusion selon laquelle le dumping se reproduira probablement dans l'avenir.

7.7.4.4.2 Évaluation du Groupe spécial

7.535. La Russie allègue que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas examiné l'incidence de l'absence de dumping de la part des principaux exportateurs russes sur la probabilité que le dumping se reproduirait.

7.536. Nous notons tout d'abord que le Règlement n° 999/2014 indique que huit producteurs-exportateurs ont fourni une réponse au questionnaire d'échantillonnage et que la Commission européenne a sélectionné un échantillon représentant 88% de la totalité des ventes à l'exportation de la Russie en volume (vers l'Union et vers des pays tiers) pendant la période visée par le réexamen.⁸⁵⁶ Des questionnaires demandant des renseignements sur les prix à l'exportation vers toutes les destinations, y compris vers l'Union européenne, ont été envoyés aux producteurs inclus dans l'échantillon et l'autorité a obtenu des réponses au moins partielles de chacun des quatre producteurs/exportateurs.⁸⁵⁷ Le Règlement n° 999/2014 indique aussi que "seul Acron a fourni une réponse complète au questionnaire [tandis que] EuroChem, UralChem et SBU Azot n'ont pour leur part fourni que des réponses partielles".⁸⁵⁸ De plus, la Commission européenne a effectué des visites de vérification dans les locaux de quatre producteurs/exportateurs russes.⁸⁵⁹

7.537. La Commission européenne a examiné les données sur les ventes fournies par les producteurs/exportateurs russes et est arrivée à la conclusion que ces prix à l'exportation n'étaient "[pas] un élément fiable pour l'analyse de la probabilité d'une continuation ou d'une réapparition du dumping dans les circonstances spécifiques de cette enquête."⁸⁶⁰

⁸⁵¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 310 (faisant référence au Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 52 et 62).

⁸⁵² Russie, première communication écrite, paragraphe 688; Union européenne, première communication écrite, paragraphes 311 et 313; et Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 52, 54 et 62.

⁸⁵³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 320 et tableau 2.

⁸⁵⁴ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 54.

⁸⁵⁵ Union européenne, réponse à la question n° 96 du Groupe spécial (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 283).

⁸⁵⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 26 à 29.

⁸⁵⁷ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 30 et 31.

⁸⁵⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 32. Le Règlement indique que "[c]es réponses partielles n'ont pas permis à la Commission de vérifier entièrement leurs données sur les ventes et leurs coûts de production."

⁸⁵⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 36.

⁸⁶⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 54.

7.538. Nous n'adhérons pas à la position de la Russie selon laquelle l'Accord antidumping n'autorise pas l'autorité chargée de l'enquête à ne pas tenir compte des prix à l'exportation qui sont couverts par un engagement en matière de prix des facteurs examinés dans le but de faire une détermination de la probabilité d'un dumping, en particulier dans une situation où aucun calcul de la marge de dumping n'a été effectué, comme c'est le cas ici. Dans les engagements pertinents en matière de prix, les producteurs-exportateurs ont accepté de vendre le produit concerné à des prix égaux ou supérieurs à des niveaux de prix qui éliminent les effets dommageables du dumping.⁸⁶¹ Les ventes auraient pu être effectuées à des prix inférieurs au prix minimal fixé par l'engagement, mais cela aurait entraîné l'imposition du droit antidumping.⁸⁶² De par sa nature, un engagement en matière de prix minimal a des effets de distorsion du marché qui découragent fortement la réalisation de ventes à des prix inférieurs au prix minimal afin d'éviter l'imposition du droit antidumping.⁸⁶³ L'engagement en matière de prix comportait aussi un plafonnement des quantités et d'autres restrictions.⁸⁶⁴ Il nous est donc difficile de souscrire à l'argument de la Russie selon lequel les ventes effectuées dans le cadre d'un engagement en matière de prix minimal seraient un indicateur fiable concernant l'évolution future probable des prix *en l'absence de cet engagement*. Comme [[***]] a vendu le produit concerné à un prix supérieur au prix minimal à l'importation dans le cadre de l'engagement, tandis qu'[[***]], qui a été couvert par l'engagement uniquement pour une période limitée pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen, l'a vendu à un prix inférieur au prix minimal à l'importation, on ne sait pas très bien comment les prix seraient fixés en cas d'expiration des engagements et des droits antidumping. En ce sens, les prix à l'exportation de chacune de ces sociétés ne pouvaient pas être considérés comme étant le seul résultat de conditions de marché normales.⁸⁶⁵

7.539. Par conséquent, nous convenons avec l'Union européenne que les prix à l'exportation d'Acron et d'EuroChem, qui étaient fondés sur un engagement en matière de prix, n'étaient pas un indicateur significatif pour l'analyse du comportement *futur* probable des producteurs-exportateurs en matière d'établissement des prix, en l'absence des mesures antidumping et de tout engagement en matière de prix, en particulier compte tenu de la quantité limitée, dans les faits, d'éléments de preuve concernant les prix du marché des producteurs inclus dans l'échantillon à cet égard.⁸⁶⁶

7.540. Pour autant que la conclusion formulée par l'autorité chargée de l'enquête soit motivée, adéquate et fondée sur des éléments de preuve positifs, nous ne voyons aucune raison de décider que des éléments de preuve spécifiques ou une méthode particulière auraient dû être utilisés. Nous rappelons que nous n'avons pas pour tâche d'entreprendre un examen *de novo* des éléments de preuve ni de substituer notre jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête. Notre tâche consiste à évaluer si, au vu des éléments de preuve figurant dans le dossier, l'autorité chargée de l'enquête a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs et, par conséquent, si sa détermination de la probabilité d'un dommage était motivée et adéquate. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a contrevenu à l'article 11.3 en n'examinant pas l'incidence de l'absence alléguée de dumping de la part des principaux exportateurs russes pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen.

7.541. Nous passons maintenant aux deux allégations additionnelles formulées par la Russie au titre de l'allégation n° 9.

7.7.4.4.2.1 Question de savoir si l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.10 de l'Accord antidumping en ne déterminant pas de marges de dumping individuelles pour chacun des producteurs inclus dans l'échantillon

7.542. La Russie allègue qu'étant donné que l'Union européenne a fondé sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait sur une constatation de l'existence de prix "faisant de

⁸⁶¹ Décision n° 2008/577 de la Commission (pièce RUS-135), considérant 12.

⁸⁶² Union européenne, réponse à la question n° 97 du Groupe spécial, paragraphe 97.

⁸⁶³ Il apparaît qu'il n'y a aucun élément de preuve indiquant que des ventes ont été effectuées à des prix inférieurs aux prix minimaux pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen. Voir Union européenne, réponse à la question n° 97 du Groupe spécial, paragraphe 98.

⁸⁶⁴ Décision n° 2008/577 de la Commission (pièce RUS-135), considérants 12 (faisant référence aux plafonds quantitatifs et à l'indexation des prix) et 13 (interdisant les ventes à certains clients).

⁸⁶⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 159.

⁸⁶⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 336; Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 54.

dumping" et qu'elle s'est appuyée sur un échantillon de producteurs-exportateurs russes, celle-ci aurait dû déterminer des marges de dumping individuelles pour les producteurs russes inclus dans l'échantillon conformément à l'article 6.10.⁸⁶⁷

7.543. L'Union européenne fait valoir que la Commission n'était pas tenue de procéder, et n'a en fait procédé à aucune détermination de l'existence d'un dumping, ni à aucune détermination de marges de dumping, pour les exportations des producteurs russes vers l'Union européenne ou des pays tiers. Selon elle, elle n'avait non plus "aucune obligation de déterminer des marges de dumping individuelles au titre de l'article 6.10, et certainement pas au titre de l'article 11.3, qui est la disposition pertinente en ce qui concerne les obligations des autorités chargées de l'enquête dans les réexamens à l'expiration."⁸⁶⁸

7.544. Nous convenons avec l'Union européenne qu'étant donné que la Commission ne s'est pas appuyée sur un calcul de la marge de dumping dans sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait, et qu'elle n'était pas tenue de le faire, la Commission n'était pas tenue de calculer des marges de dumping pour chaque producteur individuel inclus dans l'échantillon. Comme l'Union européenne le fait remarquer, l'Organe d'appel a précédemment souscrit à la constatation du Groupe spécial selon laquelle "[l]es dispositions de l'article 6.10 concernant le calcul de marges de dumping individuelles dans les enquêtes n'exig[eaient] pas que la détermination de la *probabilité* que le dumping subsiste ou se reproduise établie au titre de l'article 11.3 soit établie séparément par entreprise."⁸⁶⁹ Nous souscrivons à cette interprétation et ne voyons aucune raison pour laquelle elle ne s'appliquerait pas en l'espèce. Par conséquent, nous rejetons l'allégation de la Russie selon laquelle la détermination par la Commission européenne de la probabilité que le dumping se reproduirait était incompatible avec l'article 6.10.

7.7.4.4.2 Question de savoir si l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.8 de l'Accord antidumping en rejetant les prix à l'exportation d'EuroChem en raison de sa non-coopération partielle

7.545. La Russie fait valoir qu'en refusant d'utiliser les données sur les prix à l'exportation vers l'Union européenne d'EuroChem pendant la période visée par le réexamen dans sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait, l'Union européenne a violé séparément les dispositions de l'article 6.8 de l'Accord antidumping.⁸⁷⁰ Selon elle, EuroChem a fourni à l'Union européenne les données sur ses ventes dans l'Union européenne et sur d'autres marchés que celle-ci, d'après les allégations, a vérifiées et utilisées par la suite pour calculer les marges de dumping.⁸⁷¹ En outre, EuroChem a fourni un rapport transaction par transaction à l'UE dans le cadre d'un engagement en matière de prix. De ce fait, selon la Russie, l'Union européenne ne pouvait pas légitimement s'appuyer sur l'article 6.8 pour ne pas tenir compte des prix à l'exportation d'EuroChem.

7.546. La partie pertinente de l'article 6.8 dispose que "[d]ans les cas où une partie intéressée ... ne ... communiquera pas [les renseignements nécessaires] dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles."

7.547. Nous notons que rien dans le dossier n'indique que la Commission européenne a eu recours à l'option "des données de fait disponibles" dans le cas d'EuroChem. La Commission européenne a noté la coopération partielle d'EuroChem dans sa réponse aux questionnaires écrits mais n'a pas remplacé les données de fait manquantes par des données de fait disponibles afin d'établir sa détermination. Il apparaît que la Commission européenne a déterminé qu'il n'y avait pas suffisamment de renseignements dans le dossier pour lui permettre d'établir une marge de dumping pour EuroChem et qu'elle a décidé de fonder sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait sur d'autres indicateurs, comme cela est expliqué ailleurs dans le présent rapport.

⁸⁶⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 702.

⁸⁶⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 331.

⁸⁶⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 155. (italique dans l'original)

⁸⁷⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 700.

⁸⁷¹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 58.

L'Union européenne note toutefois que son analyse a *bel et bien* inclus les prix de vente départ usine déclarés par EuroChem.⁸⁷²

7.548. Dans ce contexte, nous constatons que l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping n'est pas suffisamment étayée par les éléments de preuve versés au dossier. Nous rejetons donc cet élément de l'allégation n° 9 de la Russie.

7.7.4.5 Question de savoir si l'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en faisant la détermination positive de la probabilité d'un dumping sur la base d'un "dumping" allégué à l'égard de pays tiers, sans effectuer de calculs appropriés de la marge de dumping (allégation n° 11)

7.549. L'incompatibilité alléguée de la détermination par l'Union européenne de la probabilité d'un dumping avec diverses dispositions de l'Accord antidumping en ce qui concerne les pays tiers fait l'objet de l'allégation n° 11 de la Russie. Cette allégation est centrée sur l'article 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994, et sur le calcul allégué de marges de dumping, et la Russie invoque une violation de l'article 11.3 comme conséquence de la violation de ces dispositions antérieures.⁸⁷³

7.550. À cet égard, la Russie fait valoir ce qui suit:

- a. la détermination de l'existence d'un dumping faite par l'UE viole l'article 2.1 de l'Accord antidumping parce que celle-ci n'a pas entrepris la première étape du processus de détermination de la valeur normale, c'est-à-dire qu'elle n'a pas exclu les ventes qui n'avaient pas eu lieu "au cours d'opérations commerciales normales" du calcul de la valeur normale;
- b. la détermination de l'existence d'un dumping faite par l'UE viole l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce que celle-ci n'a pas pris en compte les ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales, et s'est plutôt appuyée sur une autre base (c'est-à-dire les prix départ usine intérieurs moyens pondérés de trois producteurs différents) en dehors des circonstances énoncées à l'article 2.2 de l'Accord antidumping;
- c. la détermination de l'existence d'un dumping faite par l'UE viole l'article 2.4 de l'Accord antidumping parce que celle-ci n'a pas procédé à une "comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale" et a plutôt comparé certaines valeurs relatives aux ventes intérieures du produit similaire avec les prix à l'exportation du produit similaire vers des pays tiers;
- d. la détermination de l'existence d'un dumping faite par l'UE viole l'article VI:1 du GATT de 1994 parce que celle-ci a fait cette détermination sans avoir correctement établi que le prix à l'exportation vers l'UE était "inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour un produit similaire, destiné à la consommation dans le pays exportateur", et s'est appuyée sur d'autres bases non prévues par l'article VI:1 du GATT de 1994;
- e. comme les déterminations de l'existence d'un dumping sont viciées et que l'UE s'est appuyée sur celles-ci dans son analyse de la probabilité d'un dumping, cette analyse n'est pas fondée sur des conclusions motivées tirées d'une base factuelle adéquate comportant des éléments de preuve positifs et viole donc l'article 11.3 de l'Accord antidumping.⁸⁷⁴

7.551. L'Union européenne répond qu'elle n'a procédé à aucune détermination positive de l'existence d'un dumping ni à aucun calcul de la marge de dumping lorsqu'elle a déterminé la probabilité que le dumping se reproduirait⁸⁷⁵, et qu'elle n'avait aucune obligation de calculer des

⁸⁷² Voir Annex 2: Detailed explanations on corrections done to data submitted by EuroChem Group (pièce EU-15 (RCC)).

⁸⁷³ Russie, première communication écrite, paragraphes 710 à 739; et réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 189.

⁸⁷⁴ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 991.

⁸⁷⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 344.

marges de dumping ou de s'appuyer sur ces marges pour faire une détermination de la probabilité d'un dumping. Elle estime également que l'article 2 de l'Accord antidumping ne s'applique pas à une telle détermination.⁸⁷⁶

7.552. Nous notons que l'allégation n° 11 de la Russie au titre de l'article 11.3 est corollaire des violations alléguées de l'article 2, en raison de ce que celle-ci considère comme étant des marges de dumping calculées de façon incorrecte.⁸⁷⁷

7.553. Nous rappelons nos constatations figurant plus haut selon lesquelles:

- a. la détermination de la probabilité que le dumping se reproduira faite par l'Union européenne ne s'appuie pas sur un calcul de la marge de dumping; et
- b. l'article 2 n'est pas directement applicable à une analyse au titre de l'article 11.3.

7.554. Nous rappelons également notre constatation selon laquelle, dans la mesure où les allégations de la Russie qui figurent dans la présente section sont fondées sur des violations directes de l'article 2, nous les avons rejetées. Étant donné que l'allégation de la Russie au titre de l'article 11.3 est purement corollaire d'une constatation selon laquelle la détermination faite par l'Union européenne de la probabilité que le dumping se reproduirait était contraire à l'article 2.1, 2.2 et 2.4, et que son allégation au titre de l'article VI du GATT de 1994 s'appuie également sur une telle constatation, nous rejetons donc l'allégation n° 11 de la Russie dans son intégralité.

7.555. Nous passons maintenant aux allégations n° 3 et n° 4.

7.7.4.6 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en ne menant pas un réexamen à l'expiration séparé pour les importations de Kirovo (allégation n° 3)

7.7.4.6.1 Introduction

7.556. La Russie allègue que l'Union européenne a violé les articles 11.3, 3.1, 11.1, 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle "a formulé des constatations relatives à a) la probabilité que le dumping se reproduirait et à b) la probabilité que le dommage se reproduirait uniquement pour la gamme des produits visés élargie comprenant le nitrate d'ammonium de qualité engrais, le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé, mais pas pour la gamme des produits visés réduite de la mesure antidumping applicable aux importations de nitrate d'ammonium de qualité engrais et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle de Kirovo (qui exclut le nitrate d'ammonium stabilisé)".⁸⁷⁸ La Russie fait valoir que l'Union européenne:

- a imposé des mesures antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium fabriqué par Kirovo, à l'exclusion du nitrate d'ammonium stabilisé, alors que les déterminations de la probabilité d'un dumping et d'un dommage avaient été faites pour une gamme de produits visés différente qui comprenait le nitrate d'ammonium stabilisé.⁸⁷⁹

7.557. Ainsi, selon la Russie, la Commission européenne aurait dû effectuer deux analyses séparées de la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiraient, afin de prendre en compte, respectivement: i) la gamme des produits visés comprenant le nitrate d'ammonium de qualité engrais, le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé et ii) la gamme des produits visés par les importations en provenance de l'usine de Kirovo, qui comprenait le nitrate d'ammonium de qualité engrais et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle, mais pas le nitrate d'ammonium stabilisé.⁸⁸⁰ La Russie fait valoir que, en appliquant la détermination de la

⁸⁷⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 345.

⁸⁷⁷ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 991, cinquième point.

⁸⁷⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 618 (note de bas de page omise). Nous rappelons que les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de l'usine de Kirovo avaient été exclues de la gamme des produits concernés par un arrêt du Tribunal de première instance des Communautés européennes.

⁸⁷⁹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 854.

⁸⁸⁰ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 843.

probabilité faite pour l'ensemble plus large de types de produits (nitrate d'ammonium de qualité industrielle, nitrate d'ammonium de qualité engrais et nitrate d'ammonium stabilisé) à l'ensemble plus restreint de types de produits, l'Union européenne a manqué à ses obligations au titre de l'Accord antidumping.

7.558. L'Union européenne répond qu'"il est difficile de voir ce que la Russie juge répréhensible en ce qui concerne Kirovo et la conduite d'un réexamen à l'expiration "unique".⁸⁸¹ Elle rappelle également que, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a décidé qu'il n'y avait aucune prescription exigeant que "la détermination de la probabilité que le dumping subsiste ou se reproduise établie au titre de l'article 11.3 soit établie séparément par entreprise."⁸⁸²

7.559. L'Union européenne fait valoir que le Règlement n° 999/2014 s'applique à la même gamme de produits visés que celle qui a été établie dans des déterminations précédentes.⁸⁸³ En outre, son analyse de la probabilité que le dumping se reproduirait était fondée sur trois facteurs: i) le prix à l'exportation de la Russie vers des pays tiers, ii) la capacité de production et la capacité inutilisée dans l'ensemble de la Russie et iii) l'attractivité du marché de l'UE par rapport aux marchés de pays tiers.⁸⁸⁴ Pour l'Union européenne, l'analyse de ces facteurs ne nécessite pas de distinction entre les gammes de produits comprenant ou non les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo. De plus, la situation de Kirovo a été mentionnée dans le Règlement n° 999/2014 en relation avec les capacités inutilisées relatives à "d'autres types de nitrate d'ammonium actuellement exclus de l'application des mesures antidumping".⁸⁸⁵ À cet égard, l'Union européenne fait référence au Règlement n° 999/2014, qui indique ce qui suit:

[L]a capacité inutilisée totale de Kirovo a aussi été incorporée dans le calcul et cela dans la mesure où les capacités inutilisées relatives à d'autres types de nitrate d'ammonium actuellement exclus de l'application des mesures antidumping peuvent très aisément être mises en œuvre pour produire du nitrate d'ammonium relevant actuellement des codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90.⁸⁸⁶

7.560. En ce qui concerne l'analyse de la probabilité que le dommage se reproduira, l'Union européenne fait valoir qu'"il est difficile de voir comment une analyse des prix intérieurs ou de la situation de la branche de production nationale pourrait être menée différemment à l'égard de producteurs russes ou de groupes de producteurs russes différents".⁸⁸⁷

7.7.4.6.2 Analyse

7.561. En substance, les allégations de la Russie reposent sur l'idée que la Commission européenne aurait dû faire deux déterminations de la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiraient – l'une comprenant tous les types de produits relevant du produit considéré (nitrate d'ammonium de qualité engrais, nitrate d'ammonium de qualité industrielle et nitrate d'ammonium stabilisé), et l'autre couvrant uniquement les types de produits produits par Kirovo qui étaient soumis à des mesures (nitrate d'ammonium de qualité engrais et nitrate d'ammonium de qualité industrielle).⁸⁸⁸ La Russie reconnaît que le droit antidumping imposé à Kirovo se limite au nitrate d'ammonium de qualité industrielle et au nitrate d'ammonium de qualité engrais, mais fait valoir que cela n'est pas pertinent, parce que la gamme des produits visés dans le cas de Kirovo est différente de celle qui a été examinée lors du réexamen à l'expiration en ce qui concerne d'autres producteurs-exportateurs russes.

⁸⁸¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 259.

⁸⁸² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 259 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 155).

⁸⁸³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 185 et 255. Voir le Règlement n° 989/2009 (pièce RUS-116), considérants 4 et 44. Voir aussi l'affaire T 348/05 (9 juillet 2019) (pièce RUS-74).

⁸⁸⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 257.

⁸⁸⁵ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 844.

⁸⁸⁶ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 257 (citant le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 69).

⁸⁸⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 258.

⁸⁸⁸ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 852.

7.562. Selon le Règlement n° 999/2014, le produit concerné par ce réexamen est le même que le produit défini dans le Règlement n° 661/2008, (les engrais solides ayant une teneur en nitrate d'ammonium excédant 80% en poids, relevant actuellement des codes NC 3102 30 90, 3102 40 90, ex 3102 29 00, ex 3102 60 00, ex 3102 90 00, ex 3105 10 00, ex 3105 20 10, ex 3105 51 00, ex 3105 59 00 et ex 3105 90 20). Point important, en ce qui concerne le nitrate d'ammonium produit par Kirovo, seul le nitrate d'ammonium relevant actuellement des codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90 est le produit concerné conformément au Règlement n° 989/2009.⁸⁸⁹ Ainsi, nous constatons que la gamme des produits visés a été clairement définie dans le Règlement n° 999/2014, s'agissant de Kirovo, comme étant uniquement le nitrate d'ammonium relevant actuellement des codes NC 3102 30 90 et 3102 40 90 (ce qui exclut ainsi le nitrate d'ammonium stabilisé de toute détermination ultérieure faite en ce qui concerne cette société).

7.563. En outre, nous sommes d'avis qu'une analyse de la probabilité d'un dumping et d'un dommage dans le contexte d'un réexamen à l'expiration est menée sur la base d'"un produit". Comme l'Union européenne le fait valoir, le Règlement n° 999/2014 évalue la probabilité que le dumping du produit concerné se reproduira, et que le dommage pour la branche de production nationale, causé par ce dumping, se reproduira.⁸⁹⁰ Nous ne souscrivons donc pas à l'avis de la Russie selon lequel le jugement du Tribunal de première instance, tel qu'il a été mis en œuvre par le Règlement n° 989/2009, a donné lieu à "deux gammes de produits visés séparées"⁸⁹¹: le Règlement n° 989/2009 a mis en œuvre une modification de la gamme des produits visés qui excluait les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Kirovo. Nous ne pensons donc pas que l'autorité chargée de l'enquête aurait dû évaluer séparément la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiraient pour chacune de ces gammes de produits visés alléguées.

7.564. Pour nous, la Russie n'a pas démontré que l'autorité chargée de l'enquête, en ne procédant pas à deux déterminations séparées, n'a pas agi avec un degré de diligence approprié et n'est pas arrivée à une conclusion motivée et adéquate, comme l'exige l'article 11.3.

7.565. La Russie formule plusieurs allégations additionnelles au titre de l'allégation n° 3 sur la base, respectivement, des articles 1^{er}, 3, 11.1 et 18.1 de l'Accord antidumping.

7.566. Nous rappelons la conclusion que nous avons formulée plus haut⁸⁹² selon laquelle l'article 3 de l'Accord antidumping ne s'applique pas à une détermination de la probabilité que le dommage se reproduira faite dans un réexamen à l'expiration, à moins que cette détermination ne soit fondée sur une constatation de l'existence d'un dommage important. Au titre de l'allégation n° 3, la Russie ne fait pas valoir que la détermination de la probabilité établie par la Commission européenne est fondée sur une constatation de l'existence d'un dommage important. Nous rejetons donc l'allégation n° 3 de la Russie dans la mesure où elle est fondée sur l'article 3.

7.567. S'agissant de l'article 11.1, qui dispose que "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage", nous notons, comme le Groupe spécial *États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)*, ce qui suit:

Plusieurs décisions antérieures de groupes spéciaux laissent entendre que l'article 11.1 n'impose pas d'obligations indépendantes aux Membres, mais établit plutôt le principe général selon lequel les droits ne peuvent être maintenus que le temps qu'ils demeurent nécessaires, principe qui est rendu opérationnel à l'article 11.2 et à l'article 11.3.⁸⁹³

7.568. Nous souscrivons à cette déclaration et constatons que nous n'avons pas besoin de procéder à une évaluation séparée de l'allégation n° 3 de la Russie au titre de l'article 11.1 de l'Accord antidumping pour régler le différend.

7.569. Enfin, l'allégation de la Russie au titre des articles 1^{er} et 18.1 est corollaire d'une constatation d'incompatibilité avec les dispositions de l'Accord antidumping ("en raison des violations mentionnées plus haut").⁸⁹⁴ Comme la Russie n'a démontré aucune incompatibilité avec l'Accord au

⁸⁸⁹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 44.

⁸⁹⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 259.

⁸⁹¹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 845.

⁸⁹² Voir plus haut le paragraphe 7.383.

⁸⁹³ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes II (Viet Nam)*, paragraphe 7.363.

⁸⁹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 622 iv).

titre de l'allégation n° 3, nous constatons également qu'elle n'a pas démontré que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec les articles 1^{er} et 18.1.

7.570. Nous rejetons donc l'allégation n° 3 de la Russie en ce qui concerne les articles 11.1, 11.3 et 3, et jugeons inutile de formuler des constatations sur cette allégation au titre des articles 1^{er} et 18.1.

7.7.4.7 Question de savoir si l'Union européenne a fait erreur en définissant d'une manière incorrecte la branche de production nationale et en formulant une détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur la base de données incomplètes (allégation n° 4)

7.7.4.7.1 Introduction

7.571. La Russie allègue qu'il y avait une différence entre les types de produits produits par la branche de production nationale et les types de produits produits par les exportateurs russes qui ont été pris en considération dans la détermination par la Commission européenne de la probabilité qu'un dommage se reproduirait. En particulier, elle allègue que la branche de production nationale a été définie comme comprenant les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais, alors que la gamme des produits visés importés de Russie était plus large, et comprenait d'autres types de nitrate d'ammonium. Selon la Russie, cette différence signifie que l'analyse de la probabilité que le dommage se reproduira n'est pas fondée sur des éléments de preuve positifs et contrevient donc à l'article 3.1, 3.2 et 3.4, ainsi qu'à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.572. De plus, la Russie allègue qu'il y a une dissemblance entre les produits similaires fabriqués par la branche de production nationale et les produits importés de Russie, ce qui est contraire à l'article 2.6 de l'Accord antidumping, dans la mesure où la gamme des produits visés importés de Russie est plus large que la gamme du produit similaire fabriqué par la branche de production nationale considérée aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage".⁸⁹⁵

7.573. En outre, la Russie allègue que, du fait de l'exclusion de producteurs importants de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé de la branche de production nationale examinée aux fins de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait, "il ne peut pas être allégué que la "branche de production nationale", telle que définie [par l'autorité chargée de l'enquête] ... correspond à "l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires". La Russie considère que cela constitue une infraction à l'article 4.1 de l'Accord antidumping.⁸⁹⁶

7.574. L'Union européenne nous demande de rejeter les allégations de la Russie. Selon elle, la branche de production nationale a été définie dès le tout début comme étant l'ensemble des producteurs de nitrate d'ammonium (quelle que soit l'utilisation finale du produit).⁸⁹⁷ De plus, 4 des 10 principaux producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle ont soutenu la demande de réexamen à l'expiration et ont été inclus dans la branche de production nationale; et un producteur additionnel (GrowHow) a fourni à la Commission européenne des renseignements sur sa production de nitrate d'ammonium tant à des fins agricoles qu'industrielles.⁸⁹⁸ L'Union européenne fait également valoir que la Commission a effectivement utilisé une combinaison de deux ensembles de données sur le dommage (fournis respectivement en avril et mai 2014) qui comprenaient des renseignements à la fois sur le nitrate d'ammonium de qualité engrais et sur le nitrate d'ammonium de qualité industrielle.⁸⁹⁹

7.7.4.7.2 Analyse

7.575. En substance, la Russie allègue que la branche de production nationale a été définie comme étant constituée uniquement des producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais, alors que la probabilité que le dommage se reproduirait en raison de futures importations faisant l'objet d'un dumping a été évaluée sur la base des importations de nitrate d'ammonium de qualité engrais, de

⁸⁹⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 628.

⁸⁹⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 634.

⁸⁹⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 271.

⁸⁹⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 269 et 270.

⁸⁹⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 272 et 273.

nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle. La Russie explique ce qui suit:

De ce fait, il y a une dissemblance entre les produits similaires fabriqués par la branche de production nationale et les produits importés de Russie, ce qui est contraire à l'article 2.6 de l'Accord antidumping, dans la mesure où la gamme des produits visés importés de Russie est plus large que la gamme du produit similaire fabriqué par la branche de production nationale considérée aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.⁹⁰⁰

7.576. L'article 2.6 de l'Accord antidumping est ainsi libellé:

Dans le présent accord, l'expression "produit similaire" ("like product") s'entend d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

7.577. Bien que nous ayons conclu plus haut que les dispositions de l'article 2 n'étaient pas directement applicables dans le contexte d'un réexamen à l'expiration, nous convenons avec la Russie que le fait de ne pas définir correctement le produit similaire signifierait nécessairement que le réexamen à l'expiration n'était pas objectif ni fondé sur des éléments de preuve positifs. Dans le présent différend, d'après ce que nous comprenons, la Russie fait valoir que la définition du produit similaire donnée par la Commission européenne était partielle, car elle ne comprenait pas certains types de produits composant le produit considéré importé de Russie.

7.578. Pour la Russie, l'UE, à l'ouverture du réexamen et conformément à la pratique antérieure, a défini la branche de production nationale comme étant constituée uniquement des producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais⁹⁰¹, alors que le produit considéré comprenait d'autres types de nitrate d'ammonium, à savoir le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé.⁹⁰² À l'appui de son argument, la Russie fait référence à une réponse donnée par l'autorité chargée de l'enquête dans le rapport de l'audition daté du 17 juillet 2014⁹⁰³, qui énumère les producteurs de nitrate d'ammonium inclus dans la branche de production nationale aux fins du réexamen à l'expiration. Elle fait valoir qu'"aucun de ces producteurs n'est un producteur important de nitrate d'ammonium de qualité industrielle" et qu'"aucun des principaux producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle de l'UE ... ne faisait partie de la branche de production nationale de l'UE et n'a coopéré au réexamen."⁹⁰⁴

7.579. À notre avis, les éléments de preuve versés au dossier n'étaient pas l'allégation de la Russie selon laquelle le produit similaire, tel qu'il a été défini par l'autorité chargée de l'enquête, ne comprenait pas le nitrate d'ammonium de qualité industrielle ni le nitrate d'ammonium stabilisé. Nous notons d'abord que le Règlement n° 999/2014 dispose que "[l]e nitrate d'ammonium produit par l'industrie de l'Union est similaire au nitrate d'ammonium exporté de Russie vers l'Union en ce qui concerne ses caractéristiques physiques et techniques."⁹⁰⁵ Cette affirmation doit être lue parallèlement à la description du produit considéré, qui indique que le produit concerné est le nitrate d'ammonium relevant des codes NC qui "peuvent inclure le nitrate d'ammonium utilisé à des fins industrielles ..." et le nitrate d'ammonium stabilisé.⁹⁰⁶ Par conséquent, tel qu'il est libellé, le Règlement n° 999/2014 définit le nitrate d'ammonium produit par la branche de production nationale comme comprenant les mêmes types de nitrate d'ammonium que le produit concerné.

7.580. Le Règlement n° 999/2014 indique également que le requérant et les tenants de la demande sont des producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais ainsi que d'autres types de produits

⁹⁰⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 628.

⁹⁰¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 624.

⁹⁰² Russie, première communication écrite, paragraphes 623 et 624.

⁹⁰³ Russie, première communication écrite, note de bas de page 573 (faisant référence à Hearing Report in Case R569 (17 July 2014) (pièce RUS-81 (RCC)), page 8).

⁹⁰⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 624. (note de bas de page omise)

⁹⁰⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 50.

⁹⁰⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 46.

couverts par ce réexamen à l'expiration. Par conséquent, la demande n'était pas seulement soutenue par des producteurs de nitrate d'ammonium utilisé comme engrais, mais aussi par des producteurs d'autres types du produit concerné.⁹⁰⁷ C'est ce que la Russie elle-même a confirmé dans ses communications au Groupe spécial. La Russie indique que "les deux seuls producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle faisant partie de la branche de production nationale de l'UE, à savoir Yara France et GrowHow, sont des producteurs inclus dans l'échantillon".⁹⁰⁸ Cette affirmation contredit donc l'argument selon lequel "aucun des principaux producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle de l'UE ... ne faisait partie de la branche de production nationale de l'UE et n'a coopéré au réexamen."

7.581. Nous avons déjà constaté, en rejetant l'allégation n° 6 de la Russie⁹⁰⁹, que l'Union européenne ne contrevenait pas à son obligation de définir correctement la branche de production nationale au titre de l'article 4.1. Nous ne considérons pas que les arguments de la Russie concernant l'article 4.1, au titre de la présente allégation, diffèrent d'une quelconque manière importante de ceux qu'elle a formulés au titre de son allégation n° 6, et notre conclusion découle de cela. Nous considérons que l'Union européenne n'a pas défini de façon incorrecte la branche de production nationale dans le cadre de son réexamen à l'expiration, du fait de son élargissement inapproprié allégué de la gamme des produits visés: nous ne sommes pas convaincus que l'échantillon choisi par la Commission européenne n'était pas représentatif⁹¹⁰ ni que la Russie a établi *prima facie* que l'évaluation de la probabilité que le dommage se reproduirait a été effectuée sur la base de données erronées et incomplètes fournies par la branche de production nationale⁹¹¹; et, d'ailleurs, nous considérons que la branche de production nationale telle que définie comprend les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle.⁹¹² De plus, nous rappelons notre conclusion selon laquelle le Règlement n° 999/2014 n'élargit pas la gamme des produits visés du produit concerné.⁹¹³

7.582. Pour les raisons qui précèdent, nous rejetons donc l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en définissant le produit similaire comme incluant uniquement le nitrate d'ammonium de qualité engrais et l'article 4.1 en définissant la branche de production nationale comme étant constituée uniquement des producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais. Nous rejetons également l'allégation additionnelle de la Russie au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping parce que cette allégation est corollaire d'une constatation selon laquelle la Commission européenne n'a pas défini correctement le produit similaire. Nous rappelons aussi que l'article 3 ne s'applique pas directement dans le contexte d'un réexamen à l'expiration.

7.583. Par conséquent, nous rejetons l'allégation n° 4 de la Russie dans son intégralité.

7.7.5 Allégations concernant la perception continue des droits antidumping (allégations n° 12 à n° 15)

7.7.5.1 Introduction

7.584. Les allégations n° 12 à n° 15 ont trait à l'imposition et à la perception continues de droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium russe. La Russie fait valoir que ces droits

⁹⁰⁷ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 7.

⁹⁰⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 966. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1157 d) et 1159 s'agissant de Yara France, et paragraphe 1157 e) s'agissant de GrowHow; et la réponse à la question n° 46 du Groupe spécial, paragraphes 216 à 221.

⁹⁰⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.451.

⁹¹⁰ Voir plus haut les paragraphes 7.439 et 7.440; Russie, première communication écrite, paragraphes 631 et 966; et le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 19.

⁹¹¹ Voir plus haut le paragraphe 7.441, ainsi que Russie, première communication écrite, paragraphes 635 et 978.

⁹¹² Voir plus haut le paragraphe 7.440, ainsi que Russie, première communication écrite, paragraphe 966. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1157 d) et 1159 s'agissant de Yara France, et paragraphe 1157 e) s'agissant de GrowHow; et la réponse à la question n° 46 du Groupe spécial, paragraphes 216 à 221.

⁹¹³ Voir plus haut le paragraphe 7.318.

sont fondés sur des marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC qui ont été prorogées et utilisées dans des règlements ultérieurs.⁹¹⁴ Elle décrit ses allégations n° 12 à n° 15 comme suit:

Dans cette allégation, la Fédération de Russie conteste la perception des droits antidumping individuels sur le nitrate d'ammonium d'EuroChem qui ont été établis à l'aide de l'ajustement des frais incompatible avec les règles de l'OMC pour le gaz naturel, et prorogés et maintenus en vertu du Règlement (UE) n° 999/2014, et qui sont actuellement appliqués selon les montants modifiés.⁹¹⁵

7.585. Ainsi, aux fins de ces allégations, ce que nous examinons n'est pas la détermination de l'existence d'un dumping allégué figurant dans le Règlement n° 999/2014, mais plutôt la question de savoir si la perception continue des droits antidumping par l'Union européenne est, en soi, incompatible avec ses obligations.

- a. Au titre de l'allégation n° 12, la Russie fait valoir que les droits antidumping visant EuroChem, qui ont été prorogés et maintenus par le Règlement n° 999/2014 et étaient actuellement appliqués en vertu du Règlement 1722/2018, avaient été calculés à l'aide d'un ajustement des frais incompatible avec les règles de l'OMC pour le gaz naturel, en violation des articles 11.1, 9.3 et 1^{er} de l'Accord antidumping et de l'article VI:2 du GATT de 1994, parce que les marges de dumping initiales ont été établies de manière incorrecte au regard de l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994.⁹¹⁶
- b. Au titre de l'allégation n° 13, la Russie fait valoir que l'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que les marges de dumping sur lesquelles celle-ci s'est appuyée pour prolonger la durée des droits antidumping ont été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.⁹¹⁷
- c. Dans l'allégation n° 14, la Russie fait valoir que les droits applicables à l'échelle nationale prorogés par le Règlement n° 999/2014 et les droits actuellement appliqués au nitrate d'ammonium en vertu du Règlement n° 1722/2018 ont été calculés selon une méthode applicable à une économie autre que de marché, qui n'est pas conforme aux dispositions des articles 2.1, 2.2, 9.3 et 11.3 de l'Accord antidumping, ainsi qu'à celles des articles I:1, VI:1 et VI:2 du GATT de 1994. Ces droits applicables à l'échelle nationale avaient été initialement calculés dans le contexte des réexamens à l'expiration et intermédiaire de 2002 en utilisant des valeurs de substitution pour l'établissement de la valeur normale.⁹¹⁸
- d. Enfin, au titre de l'allégation n° 15, la Russie allègue que l'Union européenne a violé les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping, parce que les mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium en provenance de Russie n'avaient pas été déterminées conformément aux dispositions de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping.⁹¹⁹

7.586. S'agissant de la mesure en cause dans chaque cas, nous notons que les allégations n° 12 à n° 15 contestent l'imposition et la perception continues de droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium russe, alors que ces droits étaient fondés sur des marges de dumping dont il était allégué qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC qui avaient été prorogées et sur lesquelles on s'était appuyé dans les Règlements n° 999/2014 et 1722/2018.

7.587. Les marges de dumping pertinentes – sur la base desquelles les droits antidumping continuent d'être perçus – ont été établies dans le Règlement n° 661/2008 pour EuroChem et le Règlement n° 658/2002 pour tous les autres producteurs.

7.588. La Russie fait valoir que l'Accord antidumping, y compris l'article 18.3 et l'article VI du GATT de 1994, n'établit pas de champ temporel d'applicabilité du GATT et de l'Accord antidumping en ce

⁹¹⁴ Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1016 et 1017.

⁹¹⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 742.

⁹¹⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 741 et 742.

⁹¹⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 845.

⁹¹⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 871 à 896, 905 et 915.

⁹¹⁹ Russie, première communication écrite, paragraphe 908.

qui concerne la "perception continue de droits antidumping", qu'elle conteste en tant que mesure distincte. En l'occurrence, elle fait référence à l'article VI 6) a) du GATT de 1994, qui dispose qu'"[a]ucune partie contractante ne percevra de droits antidumping ... à l'importation d'un produit du territoire d'une autre partie contractante, à moins qu'elle ne détermine que l'effet du dumping ... est tel qu'il cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production nationale établie". Elle fait valoir que l'article VI du GATT de 1994 interdit à une partie contractante de fixer un droit antidumping pour des marchandises importées "à moins qu'il ne soit démontré que les marchandises importées font l'objet d'un dumping et que l'effet du dumping est de causer un dommage important." Selon elle, comme cette exigence est liée à la fixation et au recouvrement de droits, celle-ci impose des obligations constantes concernant à la fois le dumping et le dommage pendant toute la période d'application de la mesure antidumping.

7.589. L'Union européenne répond ce qui suit:

La Russie conteste la perception de droits antidumping individuels sur le nitrate d'ammonium d'EuroChem et la perception de droits antidumping applicables à l'échelle nationale sur le nitrate d'ammonium en provenance de Russie. Le niveau des droits qui sont actuellement perçus est fixé dans le Règlement n° 2018/1722. Ce règlement ne contient pas de détermination de l'existence d'un dumping. Il contient seulement une détermination de la probabilité que le dommage se reproduira et établit une marge de dommage dans le cadre du réexamen intermédiaire. Les niveaux des droits sont fondés sur la marge de dommage. Le niveau actuel des droits qui sont perçus ne peut donc être affecté par aucune des incompatibilités avec les règles de l'OMC alléguées par la Russie en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping.

...

[De plus,] l'Union européenne note que le fait que les droits, fixés avant l'accession de la Russie à l'OMC, étaient maintenus dans le Règlement n° 999/2014 n'est plus pertinent. Il en est ainsi parce que les niveaux des droits qui sont actuellement perçus sont déterminés uniquement par le Règlement n° 2018/1722. C'est donc le Règlement n° 2018/1722 qui est la source pertinente des niveaux de droits dont la Russie se plaint.⁹²⁰

7.590. En outre, l'Union européenne estime que l'argument de la Russie selon lequel, "étant donné que des droits continuent d'être perçus, toutes déterminations antidumping connexes antérieures, que le droit de l'OMC s'applique à celles-ci ou non, peuvent faire l'objet d'une contestation" doit être rejeté. Il en est ainsi, selon elle, parce que cela donnerait une lecture de l'Accord antidumping qui exclut l'article 18.3 (dont elle fait valoir qu'il s'applique aussi au GATT de 1994) et autoriserait indûment la Russie à s'appuyer rétroactivement sur les droits contenus dans l'Accord antidumping. En outre, l'Union européenne fait valoir que l'article VI 6) a) du GATT de 1994 donne à penser que les règles des accords visés sur l'antidumping ne s'appliquent pas à une détermination à moins que la partie qui impose la mesure et la partie affectée ne soient toutes deux Membres de l'OMC, ou parties contractantes du GATT de 1994, lorsque la détermination a été faite.

7.7.5.2 Analyse

7.591. Nous rappelons que l'Accord antidumping s'applique uniquement aux parties d'une mesure antérieure à l'accession à l'OMC qui entrent dans le champ d'un réexamen postérieur à l'accession à l'OMC. Si des éléments de déterminations antérieures à l'accession à l'OMC ont fait l'objet d'un réexamen dans le cadre du Règlement n° 999/2014 ou du Règlement n° 1722/2018, ces éléments pourraient être examinés par le présent groupe spécial. Au contraire, si les déterminations antérieures à l'accession à l'OMC mentionnées par la Russie dans les allégations n° 12 à n° 15 n'ont pas fait l'objet d'un réexamen, mais ont simplement été mentionnées ou maintenues, elles ne sont pas soumises à l'Accord antidumping.

7.592. Le Groupe spécial prend note de l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée*, dans laquelle le Groupe spécial a fait la déclaration ci-après au sujet de l'article 32.3 de l'Accord SMC, une disposition

⁹²⁰ Union européenne, réponse à la question n° 38 du Groupe spécial, paragraphes 112 et 114. Voir aussi Union européenne, première communication écrite, paragraphes 353, 357, 369 et 370.

qui prescrit une règle sur le champ temporel de l'Accord SMC semblable à celle de l'article 18.3 de l'Accord antidumping:

Si ... un groupe spécial pouvait examiner à la lumière de l'Accord SMC la perception continue d'un droit même lorsque l'imposition de ce droit ne relevait pas de l'Accord SMC, et si ... cet examen de la perception du droit s'étendait à la base sur laquelle le droit a été imposé, les déterminations sur lesquelles ces droits étaient fondés seraient alors en effet soumises à des normes qui n'étaient pas d'application – et qui, dans le cas de déterminations faites avant la signature de l'Accord sur l'OMC, n'existaient même pas – au moment où les déterminations ont été faites. De l'avis du Groupe spécial, cette interprétation serait contraire à l'objet et au but de l'article 32.3 et il viderait cet article de tout son sens.⁹²¹

7.593. Dans les allégations n° 12 à n° 15, la Russie allègue qu'elle conteste la perception continue des droits antidumping et non, en elles-mêmes, les déterminations de l'existence d'un dumping et les marges de dumping. Il est cependant manifeste que, sans constatation de violation au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping, la contestation de la Russie ne peut aboutir. Les allégations de violation concernant la perception continue des droits reposent sur l'allégation selon laquelle différentes déterminations de l'existence d'un dumping et marges de dumping établies avant l'accession de la Russie à l'OMC ont été calculées en violation des règles de l'Accord antidumping. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial ne voit pas comment ces déterminations antérieures à l'accession à l'OMC peuvent être assujetties aux obligations de l'Accord antidumping *maintenant*, sans rendre l'article 18.3 de l'Accord antidumping inutile.

7.594. S'agissant de l'allégation n° 12, la Russie fait valoir que l'Union européenne a perçu et continue de percevoir des droits antidumping en violation de ses obligations au titre des articles 9.3, 11.1 et 1^{er} de l'Accord antidumping et de l'article VI:2 du GATT de 1994. Chacune de ces dispositions concerne la marge de dumping déterminée selon d'autres dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Par exemple, l'article 9.3 dispose que le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2. En l'occurrence, l'élément clé est le fait qu'au moment où l'autorité compétente a calculé la marge de dumping, l'Union européenne n'avait pas d'obligations au titre de l'Accord antidumping à l'égard de la Russie, qui n'était pas Membre de l'OMC. Exiger que l'Union européenne établisse sa marge de dumping conformément aux règles de l'OMC avant l'accession de la Russie reviendrait à appliquer ces règles rétroactivement. Par conséquent, nous sommes d'avis qu'il n'est pas nécessaire d'examiner les calculs de la marge de dumping aux fins de cette allégation, en raison du fait que, au moment où ces calculs ont été effectués, ils ne pouvaient pas être effectués d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping parce que cet accord ne s'appliquait pas à ces calculs. Par conséquent, aucune perception continue de droits antidumping fondés sur ces marges ne constituerait une violation des articles 11.1, 9.3 et 1^{er} de l'Accord antidumping et de l'article VI:2 du GATT de 1994 si la raison de cette violation alléguée provenait d'une infraction aux règles s'appliquant à leur calcul conformément à l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et à l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994. Le Groupe spécial ne peut donc pas constater que les droits antidumping appliqués à EuroChem sont incompatibles avec les obligations de l'Union européenne au titre des articles 11.1, 9.3 et 1^{er} de l'Accord antidumping et de l'article VI:2 du GATT de 1994 au motif que la détermination initiale de l'existence d'un dumping a été calculée d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.

7.595. Le même raisonnement s'applique à l'allégation n° 13. L'Union européenne n'avait aucune obligation de calculer les marges de dumping conformément à l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping dans le réexamen à l'expiration de 2008 et, de ce fait, il ne peut pas être démontré qu'une quelconque allégation corollaire s'appuyant sur un calcul qui, d'après les allégations, n'a pas été effectué conformément à ces dispositions est contraire à l'Accord antidumping. Comme elle le fait valoir, l'UE n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping lorsqu'elle a déterminé si les ventes intérieures russes de produits du nitrate d'ammonium avaient eu lieu au cours d'opérations commerciales normales.⁹²² Comme l'Union européenne n'avait aucune obligation de calculer les marges de dumping conformément à

⁹²¹ Rapport du Groupe spécial *Brésil – Noix de coco desséchée*, paragraphe 230.

⁹²² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 406.

l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping dans le passé, il va sans dire que cela, en soi, ne peut pas constituer un motif de violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7.596. Un raisonnement semblable s'applique aux allégations n° 14 et n° 15.

7.597. Lorsque la Russie fait valoir, dans son allégation n° 14, que l'Union européenne a imposé et continue de percevoir des droits antidumping applicables à l'échelle nationale pour lesquels la marge de dumping avait été calculée en 2002 en utilisant une méthode, d'après les allégations, incompatible avec les règles de l'OMC nous rappelons à nouveau que la Russie n'était pas Membre de l'OMC lorsque la Commission européenne a fait la détermination de la marge de dumping en 2002 et que celle-ci n'avait donc aucune obligation de calculer cette marge de dumping d'une manière compatible avec le droit de l'OMC.

7.598. Enfin, dans l'allégation n° 15, la Russie fait valoir que l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping en raison du fait que les mesures antidumping n'ont pas été prises conformément aux dispositions de l'article VI:1 et VI:2 du GATT, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping, y compris les articles 2.1, 2.2, 2.2.1, 2.2.1.1, 3.1, 3.2, 3.4, 9.3 et 11.3.⁹²³ Cette allégation est corollaire de constatations selon lesquelles la perception continue de droits antidumping décrite dans des allégations précédentes est incompatible avec le droit de l'OMC. Comme le Groupe spécial n'a pas constaté qu'il pouvait être prouvé que ces mesures étaient incompatibles avec les règles de l'OMC, le bien-fondé de l'allégation n° 15 de la Russie ne peut pas être reconnu.

7.599. Pour les raisons qui précèdent, nous rejetons les allégations n° 12 à n° 15 de la Russie dans leur intégralité.

7.7.6 Allégations concernant la conduite du réexamen à l'expiration qui a abouti au Règlement n° 999/2014

7.600. La Russie présente une série d'allégations procédurales concernant la conduite du réexamen à l'expiration qui a abouti au Règlement n° 999/2014. Ses allégations n° 16 à n° 21 sont formulées sur la base de diverses dispositions de l'article 6 de l'Accord antidumping concernant les "éléments de preuve".

7.601. Comme la mesure en cause est le règlement mettant en œuvre les résultats d'un réexamen à l'expiration, la Russie allègue également des violations correspondantes de l'article 11.4 de l'Accord antidumping. L'article 11.4 prévoit que "[l]es dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre [de l'article 11]." Si le Groupe spécial devait considérer que l'Union européenne a violé les dispositions de l'article 6 de l'Accord antidumping dans la conduite du troisième réexamen à l'expiration, nous constaterions donc également que l'Union européenne a contrevenu à l'article 11.4.

7.7.6.1 Allégation de la Russie concernant les retards allégués dans l'octroi de l'accès au dossier non confidentiel (allégation n° 16)

7.7.6.1.1 Introduction

7.602. La Russie estime que les représentants d'exportateurs russes ont été confrontés à des retards excessifs à quatre reprises lorsqu'ils ont demandé l'accès à des éléments de preuve fournis par la branche de production nationale.⁹²⁴

- a. La Russie explique que, le 10 mars 2014, les représentants des exportateurs russes ("ARPE") ont demandé l'accès au dossier non confidentiel. Un rappel a été envoyé à la Commission européenne le 26 mars. L'accès a été accordé seulement le 1^{er} avril. La Russie fait valoir que, à cause de ce délai de 22 jours, l'ARPE n'a pas pu prendre connaissance de deux communications présentées par la branche de production nationale (le 10 mars et le 20 mars) et n'a donc pas eu suffisamment de temps pour se préparer à une audition qui

⁹²³ Russie, première communication écrite, paragraphe 915.

⁹²⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 1094.

a eu lieu le 14 mars et pour élaborer une communication écrite substantielle avant le 25 avril 2014.⁹²⁵

- b. Puis, le 2 juin 2014, l'ARPE a de nouveau demandé l'accès au dossier, mais cet accès a été accordé seulement le 16 juin, à la suite d'une demande réitérée le 12 juin 2014. Dans le présent cas, la Russie ne fait pas référence à des documents spécifiques versés au dossier mais critique le délai excessif entre la demande de l'ARPE et la consultation effective du dossier.⁹²⁶
- c. Troisièmement, selon la Russie, les communications datées des 16 et 17 avril ont seulement été ajoutées au dossier non confidentiel le 13 mai 2014.⁹²⁷ La Russie estime que ce délai excessif a empêché l'ARPE de présenter des observations sur ces communications avant le 27 mai 2014.
- d. Enfin, la Russie allègue que des documents datés du 12 mai 2014 ont été ajoutés au dossier non confidentiel seulement le 27 mai 2014.⁹²⁸

7.603. La Russie demande au Groupe spécial⁹²⁹ d'établir que les retards subis par les exportateurs russes dans ces quatre cas sont incompatibles avec l'obligation énoncée à l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping de mettre "dans les moindres délais" les éléments de preuve présentés par une partie intéressée à la disposition des autres parties intéressées. Elle formule également une allégation au titre de l'article 6.4 de l'Accord antidumping selon laquelle la Commission européenne n'a pas ménagé "en temps utile" aux représentants des exportateurs russes la "possibilité" de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers et de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements.

7.7.6.1.2 Analyse

7.604. Nous examinons d'abord l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.1.2 et 11.4 de l'Accord antidumping.⁹³⁰

7.605. L'article 6.1.2 dispose ce qui suit:

Sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée seront mis dans les moindres délais à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête.

7.606. Comme l'Union européenne le fait valoir, il a déjà été constaté⁹³¹ que l'obligation de mettre les éléments de preuve à disposition "dans les moindres délais" ne signifiait pas que les autorités devaient le faire "immédiatement", c'est-à-dire dès que les renseignements étaient fournis par une partie intéressée à l'autorité ni dès qu'une partie demandait l'accès au dossier.⁹³² Le contexte de la procédure en question, ainsi que la forme et la teneur des éléments de preuves fournis, peut justifier qu'une autorité prenne un certain temps pour mettre à jour le dossier non confidentiel. C'est le cas en particulier lorsque les éléments de preuve fournis contiennent des renseignements confidentiels: avant que ces renseignements puissent être ajoutés au dossier non confidentiel, l'autorité doit s'assurer que les données confidentielles sont caviardées de manière adéquate et que le résumé non confidentiel est conforme aux prescriptions de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping.

⁹²⁵ Russie, première communication écrite, paragraphes 1095 à 1097; et réponse à la question n° 105 du Groupe spécial. Dans sa réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, la Russie confirme que les éléments de preuve en cause sont les communications des 10 et 20 mars, et que son allégation concerne l'accès retardé à ces deux communications mais aussi, "en général, l'accès retardé au dossier non confidentiel".

⁹²⁶ Russie, première communication écrite, paragraphes 1099 à 1101.

⁹²⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 1102.

⁹²⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 1103.

⁹²⁹ Russie, réponse à la question n° 48 du Groupe spécial.

⁹³⁰ Nous rappelons que l'article 11.4 de l'Accord antidumping prévoit que "[l]es dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre [de l'article 11]." Une infraction à l'article 6.1.2 constituerait donc nécessairement une infraction à l'article 11.4.

⁹³¹ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.583.

⁹³² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 575.

7.607. Dans sa deuxième communication écrite, l'Union européenne explique de manière générale comment la Commission européenne donne accès au dossier non confidentiel lorsqu'une demande est déposée par une partie intéressée. En particulier, elle explique que "cette procédure comporte plusieurs étapes qui peuvent prendre plusieurs jours (en fonction, par exemple, de la question de savoir si le traitement confidentiel a été demandé)".⁹³³ Elle explique en outre que les documents déposés par les parties intéressées sont d'abord "enregistrés", "ce qui signifie simplement que la réception est confirmée" et que:

[l]e document devrait ensuite être traité et classé, et que des vérifications de la confidentialité devraient être effectuées (c'est-à-dire qu'il faut déterminer si de quelconques renseignements confidentiels seront divulgués ou, à l'inverse, si des renseignements non confidentiels ne seront pas communiqués ou s'il y a des raisons valables pour le traitement confidentiel). Cela nécessiterait plus de temps, selon la nature et la complexité du document. Ce n'est qu'après tout cela que le document serait à la disposition des parties intéressées (c'est-à-dire "dans le dossier public").⁹³⁴

7.608. L'Union européenne insiste également sur le fait que "[seuls] les retards qui peuvent être attribués à la Commission ... peuvent servir de fondement à une quelconque constatation" au titre de l'article 6.1.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.⁹³⁵ S'agissant du calcul des retards, elle fait valoir que "tout retard dans la fourniture d'un document peut uniquement être calculé à *partir de* la date de la demande (et non à partir de la date du versement au dossier, et certainement pas à partir de la date du document) *jusqu'à* la date d'octroi de l'accès (et non de l'accès effectif)".⁹³⁶

7.609. Nous convenons avec l'Union européenne que les retards dus au seul comportement des parties intéressées ne peuvent donner lieu à une incompatibilité avec l'article 6.1.2 et 6.4 de l'Accord antidumping. Nous notons toutefois que, sur la base des éléments de preuve versés au dossier, les retards allégués contestés par la Russie peuvent être attribués à la Commission européenne: ils concernent le versement d'éléments de preuve au dossier non confidentiel, ainsi que l'octroi d'un accès au dossier (sous la forme d'un DVD-ROM fourni aux représentants des parties).⁹³⁷

- a. En ce qui concerne le premier retard allégué dans l'octroi de l'accès au dossier non confidentiel (mars-avril 2014), la Russie fournit des éléments de preuve montrant que les représentants de l'ARPE ont déposé une demande le 10 mars et à nouveau le 26 mars, et qu'ils ont reçu une invitation à consulter le dossier le 1^{er} avril.⁹³⁸
- b. En ce qui concerne le deuxième retard allégué dans l'octroi de l'accès au dossier non confidentiel (juin 2014), la Russie fournit des éléments de preuve montrant que les représentants de l'ARPE ont déposé une demande le 2 juin et que le DVD contenant le dossier a été consulté le 16 juin.⁹³⁹ L'Union européenne note que la pièce présentée par la Russie mentionne le 16 juin comme date de consultation, et non la date à laquelle l'accès a été effectivement accordé.⁹⁴⁰ En réponse, l'Union européenne ne fournit pas au Groupe spécial d'éléments de preuve contredisant l'argument de la Russie selon lequel le dossier non confidentiel a été mis à disposition le 16 juin 2014.
- c. En ce qui concerne les deux retards allégués dans l'insertion de documents dans le dossier non confidentiel (avril et mai 2014), la Russie fournit des éléments de preuve⁹⁴¹ indiquant que des communications datées des 16 et 17 avril et du 12 mai 2014 ont été versées au dossier non confidentiel le 13 mai et le 27 mai, respectivement.⁹⁴²

⁹³³ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 222.

⁹³⁴ Union européenne, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial. Voir aussi la description donnée au paragraphe 221 de la deuxième communication écrite de l'Union européenne.

⁹³⁵ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 223.

⁹³⁶ Union européenne, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 125.

⁹³⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 581.

⁹³⁸ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)).

⁹³⁹ Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)).

⁹⁴⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 591.

⁹⁴¹ Index NC File (pièce RUS-188 (RCC)).

⁹⁴² L'Union européenne conteste les éléments de preuve fournis par la Russie pour le quatrième retard allégué (mai 2014): elle déclare que la communication datée du 12 mai 2014 a seulement été reçue le 14 mai,

7.610. Nous notons que le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a déclaré que, en vertu de l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping, l'accès au dossier non confidentiel devait être "régulier et courant". Le Groupe spécial a ensuite précisé ce qui suit:

La réserve énoncée à l'article 6.1.2 concernant l'"obligation de protéger les renseignements confidentiels", lorsqu'elle est lue dans le contexte de l'article 6.5, ne peut être interprétée de manière à permettre aux autorités chargées de l'enquête de retarder pendant 20 jours la communication des éléments de preuve présentés par une partie intéressée à une autre partie intéressée, simplement en raison de la possibilité – non étayée par une demande de traitement confidentiel émanant de la partie présentant les éléments de preuve – que les éléments de preuve renferment des renseignements confidentiels. Nous ne croyons pas que les autorités chargées de l'enquête puissent tourner l'obligation expresse faite à l'article 6.1.2 simplement en disant qu'il est possible que les éléments de preuve en question contiennent des renseignements confidentiels. Une telle interprétation pourrait aller à l'encontre du but de l'article 6.1.2, puisqu'il est toujours possible en principe que des éléments de preuve contiennent des renseignements confidentiels (et donc, qu'ils ne soient pas "mis dans les moindres délais à la disposition" des parties intéressées).⁹⁴³

7.611. Les quatre cas critiqués par la Russie montrent qu'il a fallu deux à trois semaines à la Commission européenne pour accorder l'accès au dossier ou pour le mettre à jour après qu'une communication a été présentée. Dans deux cas, la partie intéressée demandant l'accès a dû renouveler sa demande (le 26 mars dans le premier cas et le 12 juin dans le deuxième cas). Dans ces circonstances et en l'absence de toute explication convaincante de l'Union européenne justifiant ces retards⁹⁴⁴, nous considérons que le temps pris par la Commission européenne pour mettre les éléments de preuve à la disposition de la partie requérante n'est pas compatible avec l'obligation de mettre les éléments de preuve à disposition "dans les moindres délais".

7.612. L'Union européenne présente un argument additionnel concernant le deuxième retard allégué (demande de prendre connaissance du dossier du 2 juin et accès accordé le 16 juin). Selon elle, l'article 6.1.2 et 6.4 ne "concerne pas" l'"accès au dossier" dans l'abstrait, mais se rapporte plutôt aux "éléments de preuve" et aux "renseignements".⁹⁴⁵

7.613. Nous notons cependant que l'obligation figurant à l'article 6.1.2 fait référence aux "éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée", sans préciser sous quelle forme l'autorité doit donner accès à ces éléments de preuve. Nous rappelons que le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a déclaré ce qui suit:

À première vue, ni l'article 6.1.2 ni l'article 6.4 ne donnent nécessairement le droit de consulter le dossier. Par exemple, si les autorités chargées de l'enquête obligent chacune des parties intéressées à signifier leurs communications à toutes les autres parties intéressées ou qu'elles se chargent elles-mêmes de faire tenir copie de chaque communication d'une partie intéressée aux autres parties intéressées, il n'est peut-être pas nécessaire que les parties intéressées aient accès au dossier. Toutefois, si les éléments de preuve ne sont pas signifiés par les parties intéressées ou que les autorités chargées de l'enquête n'en fournissent pas de copies, la possibilité pour une partie intéressée de consulter le dossier est peut-être le seul moyen, dans la pratique, de "mettre dans les moindres délais à la disposition" des autres parties intéressées les

par courrier recommandé, et "a été insérée dans le dossier non confidentiel le même jour". (Union européenne, première communication écrite, paragraphe 599 et Confirmation of the receipt of a submission of Fertilizers Europe (14 May 2014) (pièce EU-20)) Nous notons cependant que l'Union européenne ne fournit aucun élément de preuve indiquant que le DVD-ROM contenant le dossier non confidentiel a été mis à disposition avant le 27 mai: la pièce EU-20 est un élément de preuve indiquant la date de réception et d'enregistrement de la communication par la Commission européenne, mais elle ne contient aucun renseignement sur la date à laquelle le dossier non confidentiel a été fourni aux parties intéressées.

⁹⁴³ Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.143. (note de bas de page omise)

⁹⁴⁴ Nous prenons note de la référence faite par l'Union européenne à des "contraintes techniques et de personnel". (Union européenne, première communication écrite, paragraphe 584) En ce qui concerne le troisième retard allégué, l'Union européenne indique que la Commission européenne était fermée entre le 17 et le 21 avril 2014. (Union européenne, réponse à la question n° 107 du Groupe spécial, paragraphe 135)

⁹⁴⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 590.

éléments de preuve présentés par une partie intéressée (conformément à l'article 6.1.2), ou de ménager "en temps utile" aux parties intéressées "la possibilité" de prendre connaissance des renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers (conformément à l'article 6.4). En supposant que l'accès au dossier soit le seul moyen dans la pratique de se conformer à l'article 6.1.2 et 6.4, il n'est pas nécessaire que cet accès soit illimité. Il n'est pas nécessaire non plus que le dossier soit mis à disposition sur demande. Nous estimons que les prescriptions de l'article 6.1.2 et 6.4 seraient observées à condition que les parties intéressées aient régulièrement et couramment accès au dossier.⁹⁴⁶

7.614. En l'espèce, l'Union européenne ne fait pas valoir que les éléments de preuve étaient à la disposition des représentants des exportateurs russes d'une autre manière qu'en demandant l'accès au dossier. Elle ne fait pas non plus valoir que la Commission européenne informe couramment les parties intéressées qu'un élément de preuve spécifique a été versé au dossier non confidentiel. Par conséquent, c'est seulement en ayant un accès régulier et courant au dossier non confidentiel que l'ARPE peut savoir quels éléments de preuve ont été versés au dossier. C'est donc seulement en accordant un accès régulier et courant au dossier que l'Union européenne pouvait, dans les circonstances de l'espèce, s'acquitter de son obligation de mettre les éléments de preuve à disposition dans les moindres délais.

7.615. Nous considérons donc que, dans les quatre cas soulevés par la Russie, l'Union européenne ne s'est pas conformée à l'obligation figurant aux articles 6.1.2 et 11.4 de mettre les éléments de preuve à disposition dans les moindres délais.

7.616. Comme nous avons déjà établi que l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.4.

7.7.6.2 Allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne n'a pas communiqué aux parties intéressées le texte intégral de la demande reçue le 28 mars 2013 (allégation n° 17)

7.7.6.2.1 Introduction

7.617. La Russie fait observer qu'à la suite de la publication d'un avis d'expiration prochaine des mesures antidumping sur le nitrate d'ammonium, Fertilizers Europe a déposé une requête au nom des producteurs nationaux de l'UE le 28 mars 2013.⁹⁴⁷ Le réexamen a été ouvert par la publication d'un avis d'ouverture daté du 12 juillet 2013, qui faisait référence à la requête déposée par la branche de production nationale le 28 mars. La Russie fait observer toutefois que l'ARPE a obtenu la requête seulement après que le réexamen à l'expiration a été achevé et après que le Médiateur de l'UE a recommandé de communiquer le document pertinent.⁹⁴⁸ Elle allègue qu'en ne communiquant pas le texte intégral de la requête dès l'ouverture, l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.2, 6.4 et 6.1.3 de l'Accord antidumping, ainsi qu'à l'article 11.4.

7.618. L'Union européenne répond que, à la suite de discussions préalables à l'ouverture du réexamen avec les parties intéressées demandant le réexamen à l'expiration⁹⁴⁹, Fertilizers Europe a achevé sa demande initiale le 8 mai 2013⁹⁵⁰ et la demande a été insérée dans le dossier non confidentiel le 14 juin 2013. La Commission européenne a ensuite engagé le réexamen à l'expiration le 12 juillet 2013. Le 5 août 2013, la Commission européenne a refusé de communiquer à l'ARPE le texte de la requête déposée le 28 mars parce que cette plainte "n'était pas finale".⁹⁵¹

7.619. Selon l'Union européenne, une "version consolidée" des demandes de Fertilizers Europe a été communiquée aux parties intéressées dès l'ouverture du réexamen à l'expiration: elle fait valoir

⁹⁴⁶ Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.133.

⁹⁴⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 1126.

⁹⁴⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 1133.

⁹⁴⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 228.

⁹⁵⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 606.

⁹⁵¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 1129 (citant la Décision datée du 5 août 2013 de la Commission européenne (pièce RUS-110)).

que la demande consolidée "contenait tout le "texte" et les "renseignements" que la communication du 28 mars contenait également". Elle estime également que la communication de la demande consolidée était suffisante pour se conformer à l'article 6.1.3 et 6.4 de l'Accord antidumping, puisque "ni l'article 6.1.3 ni l'article 6.4 ne fait référence à des documents ou des communications spécifiques, dans des versions ou des formes particulières, ou datés d'un jour particulier."⁹⁵²

7.7.6.2.2 Analyse

7.620. Nous examinons d'abord l'allégation de la Russie au titre des articles 6.1.3 et 11.4 de l'Accord antidumping.⁹⁵³

7.621. La partie pertinente de l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Dès qu'une enquête aura été ouverte, les autorités communiqueront aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur le texte intégral de la demande présentée par écrit ... et le mettront sur demande à la disposition des autres parties intéressées qui sont concernées.⁹⁵⁴

7.622. Comme la Russie l'a souligné, l'obligation imposée par l'article 6.1.3 est pertinente dans le contexte d'un réexamen à l'expiration en vertu de l'article 11.4 de l'Accord antidumping, qui prévoit que "[l]es dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué" au titre de l'article 11.3.⁹⁵⁵ L'obligation énoncée à l'article 6.1.3 s'applique donc au réexamen à l'expiration en cause.

7.623. La question qui se pose pour le Groupe spécial est donc de savoir si le fait d'accorder l'accès à une version "consolidée" de la requête dès l'ouverture du réexamen à l'expiration était suffisant pour satisfaire à la prescription (énoncée à l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping) imposant de "communiquer le texte intégral de la demande présentée par écrit".

7.624. Nous notons que l'avis d'ouverture du réexamen à l'expiration fait référence à la requête initiale du 28 mars 2013 comme base de l'ouverture de l'enquête.⁹⁵⁶ De plus, la Russie démontre, en réponse à une question du Groupe spécial, que le texte de la requête consolidée était différent de celui de la requête initiale.⁹⁵⁷ En outre, contrairement à ce que l'Union européenne fait valoir⁹⁵⁸, l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping fait *bel et bien* référence à un document spécifique, à savoir le "*texte intégral* de la demande écrite reçue".⁹⁵⁹

7.625. Pour ces raisons, nous concluons que l'Union européenne ne s'est pas conformée à son obligation de mettre le texte intégral de la requête à la disposition des parties intéressées dès l'ouverture du réexamen à l'expiration et a donc contrevenu aux articles 6.1.3 et 11.4 de l'Accord antidumping.

⁹⁵² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 230.

⁹⁵³ Nous rappelons que l'article 11.4 de l'Accord antidumping prévoit que "[l]es dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre [de l'article 11]." Une infraction à l'article 6.1.3 constituerait donc nécessairement une infraction à l'article 11.4.

⁹⁵⁴ Note de bas de page omise.

⁹⁵⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 1118.

⁹⁵⁶ Avis d'ouverture d'un réexamen à l'expiration (pièce RUS-48): [l]a demande a été déposée le 28 mars 2013 par une association européenne de fabricants d'engrais, Fertilizers Europe (le requérant), au nom de producteurs de l'Union représentant plus de 25% de la production de nitrate d'ammonium de l'Union." L'avis d'ouverture ne fait pas référence à la demande actualisée présentée par Fertilizers Europe le 8 mai 2013. À cet égard, nous notons que l'Union européenne reconnaît que "la "demande" qui doit être divulguée au titre de l'article 6.1.3, et qui constitue les renseignements "pertinents" que l'autorité a effectivement "utilisé[s]" au sens de l'article 6.4, est celle sur la base de laquelle le réexamen à l'expiration a été engagé." (Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 228)

⁹⁵⁷ Russie, réponse à la question n° 53 du Groupe spécial, paragraphe 257.

⁹⁵⁸ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 230.

⁹⁵⁹ Pas d'italique dans l'original.

7.626. Comme nous avons déjà établi que l'Union européenne avait contrevenu à l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les allégations de la Russie au titre de l'article 6.2 et 6.4.

7.7.6.3 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne a accordé un traitement confidentiel sans que des raisons valables aient été exposées (allégation n° 18)

7.7.6.3.1 Introduction

7.627. La Russie conteste le traitement partiellement confidentiel que la Commission européenne a accordé à deux rapports d'experts présentés comme éléments de preuve par la branche de production nationale.

7.628. La première communication⁹⁶⁰ en cause est datée du 20 mars 2014 et contient un "rapport d'expert de tierce partie concernant la capacité de la branche de production russe de nitrate d'ammonium".⁹⁶¹ Bien que le rapport lui-même ait été mis à disposition, la partie présentant les renseignements n'a pas divulgué l'identité de l'auteur du rapport pour la raison suivante:

révéler son identité pourrait "nuire au fournisseur de ces renseignements" parce que "l'étude identifie la situation par producteur russe de nitrate d'ammonium par usine, et pas seulement les usines russes étudiées/incluses dans l'échantillon par la Commission européenne".⁹⁶²

7.629. La deuxième communication⁹⁶³ est datée du 14 mai 2014. Elle contient une version non confidentielle d'un exposé, mais indique que son annexe I ("un rapport d'expert indépendant sur les émissions de N₂O provenant de la production d'acide nitrique dans des régions clés") est confidentielle.

7.630. Selon la Russie, "l'UE n'a pas demandé à Fertilizers Europe d'exposer des raisons valables pour le traitement confidentiel de ces renseignements et n'a donc pas procédé à une évaluation objective de la question de savoir si ce traitement confidentiel était justifié".⁹⁶⁴ Pour la Russie, l'octroi d'un traitement confidentiel sans aucun exposé de raisons valables équivaut à une violation des articles 6.5 et 11.4 de l'Accord antidumping.

7.631. Nous notons que les parties sont en désaccord sur la portée exacte de l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.5. Selon l'Union européenne⁹⁶⁵, l'allégation de la Russie selon laquelle elle a violé l'article 6.5 est "limitée à l'identité du fournisseur" des renseignements en cause, c'est-à-dire à la source ou à l'auteur du rapport d'expert." Toutefois, en réponse à des questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, la Russie a indiqué que les références à l'identité des experts étaient simplement des "exemples ... [qui faisaient] partie d'une liste "non exhaustive"" d'occasions où la Commission européenne n'[avait] pas demandé que des raisons valables soient exposées.⁹⁶⁶

7.632. Avant de passer au fond de l'allégation de la Russie, nous notons que, dans sa première communication écrite, celle-ci fournit une liste "non exhaustive" d'occasions où un traitement confidentiel a été accordé par la Commission européenne sans raisons valables.⁹⁶⁷ Cette liste "non exhaustive" est axée sur le fait allégué que la Commission européenne n'a pas obtenu de Fertilizers Europe un exposé des raisons valables de ne pas révéler l'identité de l'auteur des rapports

⁹⁶⁰ Fertilizers Europe's submission (20 March 2014) (excerpts) (pièce RUS-117 (RCC)).

⁹⁶¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 1154.

⁹⁶² Email correspondence dated 29 April and 9 May 2014 between the Commission and Fertilizers Europe (pièce EU-25).

⁹⁶³ Fertilizers Europe's submission (14 May 2014) (excerpts) (pièce RUS-94 (RCC)).

⁹⁶⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 1153 et 1154. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter tous les autres cas où il est allégué qu'il n'a pas été exposé de raisons valables, mentionnés par la Fédération de Russie dans sa réponse à la question n° 55 du Groupe spécial.

⁹⁶⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 624.

⁹⁶⁶ Russie, réponse à la question n° 55 du Groupe spécial.

⁹⁶⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 1152.

d'experts.⁹⁶⁸ Nous rappelons que le paragraphe 3 1) des procédures de travail du présent groupe spécial indique que chaque partie au différend:

[a]vant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, ... présentera une communication écrite dans laquelle elle exposera les faits de la cause et ses arguments, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.

7.633. Nous convenons avec l'Union européenne⁹⁶⁹ que la Russie ne devrait pas être autorisée à établir une liste non exhaustive d'arguments dans sa première communication écrite et à compléter cette "liste" dans ses réponses aux questions posées par le Groupe spécial. Cela ne serait pas compatible avec les procédures de travail du présent groupe spécial et affecterait la capacité de l'Union européenne de préparer et présenter sa défense. Nous interprétons donc l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping comme se limitant aux arguments présentés dans sa première communication écrite, qui concernent le fait allégué que l'Union européenne n'a pas demandé un exposé de raisons valables à la branche de production nationale lorsqu'elle a accordé le traitement confidentiel de l'identité de l'auteur des deux rapports d'experts mentionnés dans la première communication écrite de la Russie. Nous limiterons notre examen à cet aspect de l'allégation de la Russie.

7.7.6.3.2 Analyse

7.634. La partie pertinente de l'article 6.5 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle ... ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités.

7.635. L'exposé de raisons valables est donc une "condition préalable à l'octroi du traitement confidentiel aux renseignements fournis à l'autorité".⁹⁷⁰ Dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête traite comme confidentiels des renseignements pour lesquels aucune raison valable n'a été exposée, elle agit d'une manière incompatible avec l'obligation qui lui incombe au titre de l'article 6.5.

7.636. Nous rappelons que, pour examiner si l'autorité chargée de l'enquête a évalué et déterminé objectivement que l'existence de "raisons valables" pour le traitement confidentiel avait été démontrée, il n'appartient pas au groupe spécial d'effectuer un examen *de novo* du dossier de l'enquête ni de déterminer par lui-même si l'existence de "raisons valables" a été suffisamment étayée par la partie ayant fourni les renseignements.⁹⁷¹ Un groupe spécial doit examiner cette question sur la base des documents publiés de l'autorité chargée de l'enquête, eu égard à la nature des renseignements en cause et aux raisons données par la partie ayant fourni les renseignements à l'appui de sa demande de traitement confidentiel.⁹⁷² Nous rappelons également que les "raisons

⁹⁶⁸ La Russie déclare que l'Union européenne "n'a pas tenu compte des droits en tant que défendeur des parties intéressées en acceptant des allégations de confidentialité injustifiées concernant, entre autres choses, l'identité du fournisseur qui était de nature non confidentielle". (Russie, première communication écrite, paragraphe 1158) Elle déclare également que Fertilizers Europe n'a pas "exposé en détail son allégation selon laquelle la divulgation de l'identité de certains fournisseurs de renseignements pouvait avoir un effet défavorable notable". (Russie, première communication écrite, paragraphe 1160) Enfin, elle fait valoir que "rien ne permettait d'affirmer que la divulgation de l'identité du fournisseur des renseignements pouvait avoir des effets défavorables ...". (Russie, première communication écrite, paragraphe 1161)

⁹⁶⁹ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 207. L'Union européenne ajoute qu'"il n'y a aucune raison pour laquelle la Russie n'aurait pas pu avoir identifié tous les cas additionnels d'incompatibilité alléguée avec les règles de l'OMC dans sa première communication écrite (ou même dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial): ils font tous référence à des documents qui ont été fournis aux parties intéressées russes pendant le réexamen à l'expiration, comme la Russie l'admet". (Voir *ibid.*, paragraphe 211.)

⁹⁷⁰ Rapport de l'Organe d'appel CE – *Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)*, paragraphe 5.38.

⁹⁷¹ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)*, paragraphe 5.97.

⁹⁷² Rapport de l'Organe d'appel CE – *Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)*, paragraphes 5.68 et 5.69.

valables" doivent démontrer le risque d'une conséquence potentielle qu'il est suffisamment important d'éviter pour que la non-divulgence des renseignements soit justifiée.

7.637. En l'espèce, les renseignements versés au dossier de la présente procédure indiquent ce qui suit:

- a. contrairement à ce que la Russie fait valoir⁹⁷³, l'autorité chargée de l'enquête a demandé et obtenu des explications auprès de la partie ayant fourni les renseignements confidentiels⁹⁷⁴; et
- b. les renseignements obtenus auprès de l'auteur du rapport indiquent que révéler son identité pourrait "nuire au fournisseur de ces renseignements" parce que "l'étude identifie la situation par producteur russe de nitrate d'ammonium par usine, et pas seulement les usines russes étudiées/inclues dans l'échantillon par la Commission européenne".⁹⁷⁵

7.638. La Russie fait valoir que la correspondance entre la partie ayant présenté les éléments de preuve et la Commission européenne, reproduite dans la pièce EU-25, ne satisfait pas à la règle relative à l'exposé de raisons valables au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping, parce qu'elle "n'indique pas en quoi l'expert pourrait faire l'objet d'une rétorsion, à l'exception de simples préoccupations subjectives potentielles qui ne constituent pas un exposé de "raisons valables"". ⁹⁷⁶

7.639. L'Union européenne répond que la correspondance séparée entre l'expert et la Commission européenne explique en détail pourquoi l'identité de l'expert ne pouvait pas être divulguée et que, dans un différend antérieur, un risque de rétorsion a été considéré comme une raison valable d'accorder un traitement confidentiel en vertu de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. ⁹⁷⁷

7.640. À cet égard, nous notons qu'il a été constaté qu'un risque de rétorsion allégué par des participants à une enquête constituait une "raison valable".⁹⁷⁸ Le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* a estimé ce qui suit:

[D]es éléments de preuve directs ou concrets étayant les préoccupations relatives aux mesures de rétorsion potentielles de la part de clients ne pourraient probablement pas être obtenus. Par conséquent, il se peut fort bien que ces préoccupations ne puissent être prouvées que par le témoignage de celui qui fournit les renseignements pour lesquels le traitement confidentiel est demandé. Par conséquent, selon [le Groupe spécial], sauf s'il y a une raison de penser que le risque allégué de rétorsion était déraisonnable, infondé ou faux, l'absence d'éléments de preuve plus concrets étayant le risque allégué de rétorsion n'empêche pas, en soi, que la préoccupation relative à une éventuelle rétorsion soit une raison valable au sens de l'article 6.5. ⁹⁷⁹

7.641. Comme le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, nous pensons que "des éléments de preuve directs ou concrets étayant les préoccupations relatives aux mesures de rétorsion potentielles de la part de clients ne pourraient probablement pas être obtenus" et que l'absence d'éléments de preuve plus concrets étayant le risque allégué de rétorsion n'empêche pas, en soi, que la préoccupation relative à une éventuelle rétorsion soit une raison valable au sens de l'article 6.5.

7.642. Il est bien établi que les raisons valables doivent être évaluées et déterminées objectivement par l'autorité chargée d'enquête et qu'elles ne peuvent pas être déterminées simplement sur la base

⁹⁷³ La Russie fait valoir que "l'UE ne s'est pas conformée à ses obligations au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping en ne demandant pas à Fertilizers Europe de démontrer l'existence de raisons valables pour le traitement confidentiel des renseignements que celle-ci avait présentés au cours de l'enquête." (Russie, première communication écrite, paragraphe 1156)

⁹⁷⁴ Email correspondence dated 29 April and 9 May 2014 between the Commission and Fertilizers Europe (pièce EU-25). Voir aussi, Union européenne, première communication écrite, paragraphe 630.

⁹⁷⁵ Email correspondence dated 29 April and 9 May 2014 between the Commission and Fertilizers Europe (pièce EU-25).

⁹⁷⁶ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1315.

⁹⁷⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 245 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 584).

⁹⁷⁸ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphes 7.451 et 7.452.

⁹⁷⁹ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.685.

des préoccupations subjectives de la partie qui communique les renseignements. Pour procéder à cette évaluation, l'autorité chargée de l'enquête doit chercher à établir un équilibre entre l'intérêt qu'a la partie qui fournit les renseignements à protéger ses renseignements confidentiels et l'effet dommageable que la non-divulgence des renseignements pourrait avoir sur les intérêts en matière de transparence et de régularité de la procédure des autres parties impliquées dans l'enquête pour ce qui est de présenter leur dossier et défendre leurs intérêts.⁹⁸⁰

7.643. Au vu des documents versés au dossier et des raisons données par la partie ayant communiqué les renseignements dans la pièce EU-25, nous sommes d'avis que la Commission européenne a évalué et déterminé objectivement que la divulgation de l'identité des auteurs du rapport d'expert joint à la communication du 20 mars 2014 serait préjudiciable à la personne qui a fourni les renseignements et que l'existence de "raisons valables" pour le traitement confidentiel avait été démontrée en l'espèce.

7.644. La Russie formule un argument additionnel concernant la communication du 14 mai 2014. Elle souligne que la correspondance présentée en tant que pièce EU-25 fournit seulement des "raisons valables" pour la communication du 20 mars 2014, mais pas pour celle du 14 mai 2014.⁹⁸¹ L'Union européenne répond que, "étant donné qu'il apparaît que la Russie a compris, d'après les explications sous-jacentes, que le même expert était l'auteur des deux rapports, il était suffisant que l'expert expose des raisons valables pour le traitement confidentiel de son identité une seule fois pour les deux rapports."⁹⁸² De plus, selon elle, "[l']article 6.5 n'exige pas un exposé des raisons valables pour chacun des renseignements confidentiels. En fait, suivant les renseignements et les documents en question, les raisons valables peuvent être exposées en ce qui concerne des catégories générales de renseignements."⁹⁸³

7.645. Nous notons que la correspondance fournie par l'Union européenne en tant que pièce EU-25 concerne seulement la communication datée du 20 mars 2014. La communication datée du 14 mai 2014 explique que son annexe I est "limitée" mais ne fournit aucune explication quant aux raisons pour lesquelles un traitement confidentiel devrait être accordé. En particulier, contrairement à ce que l'Union européenne fait valoir, la partie intéressée qui a communiqué le rapport n'allègue pas que l'auteur des deux rapports d'experts est le même ni que le traitement confidentiel devrait être accordé pour les raisons expliquées dans la communication du 20 mars. Par conséquent, nous ne pouvons pas accepter la déclaration de l'Union européenne selon laquelle l'exposé de raisons valables qui a été "fait en ce qui concerne le premier de ces deux rapports ... était également pertinent pour le second."⁹⁸⁴

7.7.6.3.3 Conclusion

7.646. Compte tenu de ce qui précède, nous concluons ce qui suit:

- a. l'Union européenne a violé les articles 6.5 et 11.4 de l'Accord antidumping en accordant le traitement confidentiel de l'identité de l'auteur du rapport d'expert figurant dans l'annexe I de la communication du 14 mai, sans demander ou obtenir que la partie intéressée qui a présenté les renseignements expose des raisons valables; en revanche
- b. la Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 en ce qui concerne la communication datée du 20 mars 2014.

⁹⁸⁰ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphes 5.37 à 5.39.

⁹⁸¹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1310.

⁹⁸² Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 242.

⁹⁸³ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 243 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Russie – Véhicules utilitaires*, paragraphe 7.241).

⁹⁸⁴ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 242.

7.7.6.4 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne n'a pas demandé de résumé significatif (allégation n° 19)

7.7.6.4.1 Introduction

7.647. L'allégation n° 19 de la Russie concerne quatre communications présentées par la branche de production nationale au cours du troisième réexamen à l'expiration⁹⁸⁵:

- a. communication de la branche de production de l'UE datée du 12 mai 2014 (pièce RUS-83 (RCC));
- b. communication datée du 10 mars 2014 (pièce RUS-119 (RCC));
- c. communication datée du 5 mai 2014 (pièce RUS-120 (RCC)); et
- d. communication datée du 3 juin 2014 (pièce RUS-121 (RCC)).

7.648. La Russie reconnaît que, dans chaque cas, la branche de production nationale a fourni un résumé non confidentiel sous forme de chiffres agrégés.

7.649. Toutefois, pour la Russie, ces chiffres agrégés étaient insuffisants pour obtenir une compréhension raisonnable des renseignements fournis, principalement parce que les données n'étaient pas présentées par société interrogée prise individuellement ni par sous-type de produit (nitrate d'ammonium, nitrate d'ammonium de qualité industrielle et nitrate d'ammonium stabilisé).⁹⁸⁶ La Russie considère que ces renseignements auraient dû être demandés par la Commission européenne, eu égard à l'importance de la gamme des produits visés dans l'enquête en question. En ne le faisant pas, l'Union européenne, d'après les allégations, a contrevenu aux articles 6.5.1 et 11.4 de l'Accord antidumping.

7.650. L'Union européenne répond ce qui suit:

Comme l'analyse de la probabilité d'un dommage est seulement censée évaluer la branche de production nationale dans son ensemble, des chiffres agrégés pour la branche de production dans son ensemble, faisant référence à des catégories de producteurs et ne les énumérant pas tous nommément, constituaient un résumé non confidentiel parfaitement suffisant.⁹⁸⁷

7.651. L'Union européenne fait valoir en outre qu'"[i]l est possible d'employer différentes méthodes pour résumer des renseignements confidentiels, et [qu']il n'existe pas de prescription imposant de préférer les indices à d'autres méthodes".⁹⁸⁸

7.7.6.4.2 Analyse

7.652. La partie pertinente de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Les autorités exigeront des parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent des résumés non confidentiels. Les résumés seront suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel.

7.653. L'Organe d'appel a constaté précédemment que le caractère suffisant du résumé non confidentiel dépendait de la nature des renseignements résumés.⁹⁸⁹ Dans le même temps, ces résumés "devront permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements non

⁹⁸⁵ Russie, réponse à la question n° 57 du Groupe spécial.

⁹⁸⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 1173 (pour la communication datée du 12 mai 2014); et réponse à la question n° 57 du Groupe spécial.

⁹⁸⁷ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 252.

⁹⁸⁸ Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 254.

⁹⁸⁹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation*, paragraphe 542.

communiqués afin que soit ménagée aux autres parties à l'enquête la possibilité de répondre et de défendre leurs intérêts." Dans l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique*, le Groupe spécial a constaté que "les résumés non confidentiels ... [avaient] pour objet d'informer les parties intéressées pour leur permettre de défendre leurs intérêts."⁹⁹⁰ Nous partageons cette interprétation de la teneur de l'obligation énoncée à l'article 6.5.1.

7.654. Nous examinons donc comment les renseignements non confidentiels étaient présentés dans chacune des communications en cause:

- a. En ce qui concerne la communication datée du 12 mai 2014, qui contient "des indicateurs de dommage relatifs au nitrate d'ammonium total"⁹⁹¹, la Russie reproche à la Commission européenne de ne pas avoir défini l'expression "nitrate d'ammonium technique", de ne pas avoir fourni de liste de produits visés par cette expression et de ne pas avoir identifié les noms des sociétés dont les données figuraient dans les tableaux respectifs.⁹⁹² Le résumé non confidentiel présente les indicateurs effectifs, sous une forme agrégée, pour chaque trimestre de la période visée par le réexamen.
- b. En ce qui concerne la communication datée du 10 mars 2014, qui contient des "données sur le dommage pour tous les plaignants de l'UE"⁹⁹³, la Russie fait valoir que la partie qui a communiqué les renseignements n'a pas fourni de résumé non confidentiel ni expliqué pourquoi ce résumé ne pouvait pas être fourni. Elle fait observer que "les renseignements [ont] simplement été laissés en blanc, alors qu'ils auraient pu être résumés, par exemple, en fournissant des indices ou des fourchettes."⁹⁹⁴ Nous notons cependant que la communication en cause contient un résumé non confidentiel des indicateurs de dommage, sous une forme agrégée, pour chaque trimestre de la période visée par le réexamen. Nous notons également que certaines parties de la communication ont été laissées en blanc sans aucune explication dans la lettre de couverture ou dans le texte de la version non confidentielle.⁹⁹⁵ Nous ne trouvons aucune indication dans les communications des parties ni dans le dossier de l'enquête concernant la nature des renseignements laissés en blanc. Nous ne sommes donc pas en mesure de décider si ces sections contiennent des renseignements confidentiels qui ont déjà été résumés dans le reste de la communication, ou des renseignements par société qui n'ont pas été transformés pour figurer dans un résumé non confidentiel.
- c. Le même problème est identifié par la Russie pour la communication datée du 5 mai 2014 (qui contient des renseignements sur la consommation intérieure de nitrate d'ammonium pendant la période visée par le réexamen).⁹⁹⁶ S'agissant de cette communication, nous notons toutefois que, comme cela est expliqué dans la lettre de couverture, un résumé non confidentiel des données confidentielles des différentes sociétés prises individuellement et de l'étude confidentielle sur la consommation est fourni.⁹⁹⁷ La lettre de couverture explique également pourquoi les renseignements sont considérés comme confidentiels.
- d. Enfin, le même problème est identifié par la Russie en ce qui concerne la communication datée du 3 juin 2014, qui contient des indicateurs en matière d'investissement et d'emploi pour le nitrate d'ammonium.⁹⁹⁸ Nous notons cependant que la partie qui a communiqué les renseignements a fourni dans la lettre de couverture une version agrégée des données confidentielles des différentes sociétés prises individuellement, ainsi qu'une explication de la nature confidentielle des données.

⁹⁹⁰ Rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*, paragraphe 6.39. (soulignage omis)

⁹⁹¹ Fertilizers Europe's submission (12 May 2014) (pièce RUS-83 (RCC)), page 1.

⁹⁹² Russie, première communication écrite, paragraphe 1171.

⁹⁹³ Fertilizers Europe's submission (10 March 2014) (pièce RUS-119 (RCC)).

⁹⁹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 1173.

⁹⁹⁵ Fertilizers Europe's submission (10 March 2014) (pièce RUS-119 (RCC)), pages 13 à 23.

⁹⁹⁶ Fertilizers Europe's submission (5 May 2014) (pièce RUS-120 (RCC)); Russie, première communication écrite, note de bas de page 1072.

⁹⁹⁷ À la page 2 de la lettre de couverture.

⁹⁹⁸ Fertilizers Europe's submission (3 June 2014) (pièce RUS-121 (RCC)); Russie, première communication écrite, note de bas de page 1072.

7.655. Sur la base de notre examen des quatre communications contestées par la Russie, nous constatons donc que la partie qui a communiqué les renseignements a fourni un résumé non confidentiel sous la forme de tableaux agrégés, ainsi qu'une explication de la nature confidentielle des renseignements.

7.656. Nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Russie selon lequel l'article 6.5.1 exige que la Commission européenne demande, au lieu de chiffres agrégés pour chaque indicateur de dommage, un résumé non confidentiel (par exemple sous la forme de fourchettes ou d'indices) des données relatives au dommage pour chaque société interrogée et pour chaque type de sous-produit. Nous trouvons des éléments étayant cette constatation dans la décision du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, qui a déclaré ce qui suit:

Rien dans le texte de l'article 6.5.1 ne prescrit que le résumé des renseignements confidentiels doive correspondre exactement à la forme sous laquelle les renseignements ont été demandés ou ont été fournis à titre confidentiel.⁹⁹⁹

7.657. De plus, nous rappelons que l'analyse de la probabilité que le dommage se reproduira est effectuée au niveau de la branche de production nationale et non par société. Nous considérons donc que le fait de présenter les indicateurs de dommage sous une forme agrégée satisfait à l'obligation de fournir des résumés non confidentiels suffisamment détaillés pour garantir à la fois une compréhension raisonnable de la substance des renseignements présentés par la branche de production nationale et la confidentialité des renseignements fournis par différentes sociétés prises individuellement.

7.7.6.4.3 Conclusion

7.658. Pour les raisons qui précèdent, nous rejetons l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a violé les articles 6.5.1 et 11.4 de l'Accord antidumping en ne demandant pas de résumé significatif dans les quatre cas mentionnés par la Russie.

7.7.6.5 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne a utilisé les données de fait disponibles d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping (allégation n° 20)

7.7.6.5.1 Introduction

7.659. La Russie fait valoir que, dans son évaluation de la capacité de production des producteurs russes de nitrate d'ammonium dans le cadre du troisième réexamen à l'expiration, la Commission européenne n'a pas tenu compte des données et méthodes fournies par l'ARPE et les producteurs russes, et a plutôt adopté trois méthodes différentes pour déterminer la capacité. Selon elle, "l'UE a \"choisi\" les données qu'elle considérait les plus adaptées pour augmenter le plus possible la capacité inutilisée des exportateurs russes."¹⁰⁰⁰ La Russie allègue qu'en ne tenant pas compte de renseignements fournis par les parties intéressées russes et en utilisant d'autres moyens pour déterminer la capacité de production, l'Union européenne s'est appuyée sur les données de fait disponibles d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping.¹⁰⁰¹

7.660. L'Union européenne répond ce qui suit:

Ni l'article 6.8 ni l'Annexe II de l'Accord antidumping ne s'applique parce que la Commission n'a pas fondé ses déterminations sur les "données de fait disponibles". En fait, les déterminations de la Commission étaient entièrement fondées sur les données de fait et les éléments de preuve reçus des parties intéressées russes, y compris l'ARPE.¹⁰⁰²

7.661. Notre première tâche est donc de décider s'il y a suffisamment d'éléments de preuve versés au dossier pour démontrer, comme la Russie le fait valoir, que la Commission européenne a utilisé

⁹⁹⁹ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.794.

¹⁰⁰⁰ Russie, première communication écrite, paragraphe 1210.

¹⁰⁰¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 1235 et 1236.

¹⁰⁰² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 649.

les données de fait disponibles dans son évaluation de la capacité de production. Si tel est le cas, nous examinerons l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.8 et à l'Annexe II de l'Accord antidumping.

7.7.6.5.2 Analyse

7.662. Le principal point de désaccord entre les parties consiste en la question de savoir si l'utilisation de renseignements fournis par une société interrogée "encore que d'une manière différente"¹⁰⁰³ peut être considérée comme un recours aux "meilleurs renseignements disponibles" au sens de l'Accord antidumping.

7.663. En l'espèce, comme nous l'avons indiqué plus haut en relation avec notre examen de l'allégation n° 8, l'autorité chargée de l'enquête a évalué la capacité de production de certains producteurs russes sur la base de la capacité nominale, tandis qu'elle a utilisé les chiffres relatifs à la production effective pour d'autres.¹⁰⁰⁴ L'Union européenne explique ce qui suit:

Les données, corrigées au besoin à la suite des visites de vérification, montraient que, dans certains cas, les niveaux de production effectifs des producteurs russes (qui étaient des renseignements fournis par les parties intéressées) dépassaient la capacité nominale déclarée (également des renseignements fournis par les parties intéressées). Manifestement, lorsqu'un producteur produit effectivement une certaine quantité, il s'ensuit *ipso facto* qu'il est capable de produire (au moins) cette quantité. Par conséquent, la Commission a raisonnablement conclu que la capacité déclarée était sous-estimée, spécifiquement parce qu'elle n'avait pas été corrigée "après que les usines ont fait l'objet d'une modernisation qui a entraîné une augmentation de leur capacité". Cela ne signifie pas que la Commission "n'a pas tenu compte" de quelconques données. Cela signifie simplement qu'elle a pris en compte la totalité des renseignements fournis par les parties intéressées et est arrivée à la conclusion que la capacité de production était plus élevée que celle qui était déclarée.¹⁰⁰⁵

7.664. Le Règlement n° 999/2014 indique aussi ce qui suit:

Contrairement à ce qui a été allégué par l'ARPE, la non-utilisation dans certains cas des capacités nominales déclarées et leur remplacement par des données de production réelles, pour l'essentiel vérifiées, ne signifie pas que la Commission a appliqué le concept des meilleurs renseignements disponibles au sens de l'article 18 du règlement de base. S'agissant des capacités, la Commission a pleinement utilisé les données fournies par les producteurs russes eux-mêmes, mais a appliqué pour le calcul de la capacité de production totale une méthode tenant compte non seulement des capacités nominales mais aussi des productions et capacités réelles.¹⁰⁰⁶

7.665. La Russie considère que "[d]ans l'affaire dont il s'agit ici, l'UE n'a pas simplement tiré des données des conclusions différentes de celles des parties intéressées. L'UE n'a tout simplement pas tenu compte de renseignements spécifiques sur la capacité fournis en réponse aux demandes de l'autorité chargée de l'enquête, parce qu'elle ne les a pas jugés appropriés. Ce faisant, elle a appliqué les "données de fait disponibles", indépendamment de la façon dont elle tente maintenant de qualifier cette approche."¹⁰⁰⁷ Pour la Russie, les renseignements sur la capacité fournis par les exportateurs russes auraient pu être remplacés par d'autres renseignements disponibles seulement si les renseignements de "source primaire" i) n'étaient pas vérifiables, ii) ne pouvaient pas être utilisés sans difficultés indues ou iii) n'avaient pas été fournis en temps utile.¹⁰⁰⁸

7.666. Nous considérons que l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping n'est pas suffisamment étayée par les éléments de preuve versés au dossier. En particulier, nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel les éléments de preuve versés

¹⁰⁰³ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1338.

¹⁰⁰⁴ Voir plus haut le paragraphe 7.489.

¹⁰⁰⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 652. (note de bas de page omise)

¹⁰⁰⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 78.

¹⁰⁰⁷ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1343. (note de bas de page omise)

¹⁰⁰⁸ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1347.

au dossier démontrent que la capacité de production des producteurs/exportateurs russes a été établie par la Commission européenne sur la base des "données de fait disponibles".

7.667. Premièrement, nous notons que la détermination de la capacité de production n'est *pas* mentionnée dans le Règlement n° 999/2014 au nombre des cas dans lesquels les données de fait disponibles ont effectivement été utilisées par l'autorité chargée de l'enquête.¹⁰⁰⁹

7.668. Deuxièmement, les circonstances contestées par la Russie ne correspondent à aucun des cas décrits à l'article 6.8 "où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable". Le Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair (article 21:5 – États-Unis)* a rappelé que l'article 6.8 dressait "une liste fermée de circonstances caractérisées par l'indisponibilité de renseignements dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête était autorisée à utiliser les données de fait disponibles".¹⁰¹⁰ En l'espèce, aucun renseignement nécessaire pour établir la capacité de production n'était indisponible, lacunaire ou non vérifiable. Au contraire, le dossier indique que des renseignements sur la capacité nominale et la production effective ont été fournis par les producteurs inclus dans l'échantillon dans leurs réponses au questionnaire et vérifiés par l'autorité chargée de l'enquête. Des renseignements additionnels ont également été fournis par l'ARPE pour les producteurs non inclus dans l'échantillon.¹⁰¹¹

7.669. Troisièmement, les autorités chargées de l'enquête, dans l'exécution de leur devoir de fonder leur détermination sur des éléments de preuve positifs, corrigent couramment les renseignements fournis par les parties intéressées. C'est le cas, en particulier, dans le contexte de visites de vérification où les renseignements fournis en réponse au questionnaire écrit sont vérifiés et complétés. Nous notons par exemple que le paragraphe 7 de l'Annexe 1, qui décrit les procédures à suivre pour les enquêtes sur place conformément à l'article 6.7 de l'Accord antidumping, prévoit la possibilité de demander "sur place plus de détails à la lumière des renseignements obtenus." Ces corrections, apportées à la réponse au questionnaire des sociétés visées par l'enquête ou à d'autres renseignements reçus par les autorités chargées de l'enquête, sont différentes des circonstances qui justifient l'utilisation des données de fait disponibles parce que les renseignements nécessaires "font défaut".¹⁰¹² Nous trouvons des éléments à l'appui de cette interprétation dans la déclaration du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, qui a établi une distinction entre l'application des données de fait disponibles et la prescription de l'article 6.6 de l'Accord antidumping exigeant que les autorités chargées de l'enquête "s'assur[ent]" de l'exactitude des renseignements fournis par les sociétés interrogées. Le Groupe spécial a déclaré ce qui suit:

Une fois que les autorités ont déterminé que des renseignements ont une importance fondamentale pour leur enquête, l'article 6.6 les oblige à s'assurer (sauf lorsqu'il s'agit des "meilleurs renseignements disponibles") que ces renseignements d'une importance fondamentale sont exacts.¹⁰¹³

7.670. Ainsi, en utilisant le volume de production effectif plutôt que la capacité nominale pour établir la capacité de production de certains producteurs/exportateurs russes, l'Union européenne n'a pas utilisé les données de fait disponibles mais a plutôt tenu compte de renseignements qui avaient été fournis par les sociétés interrogées. À notre avis, cela est compatible avec la première phrase du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord antidumping, qui dispose ce qui suit:

Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile ... devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations.

¹⁰⁰⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 653 (citant le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 33). Voir aussi le Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 78.

¹⁰¹⁰ Rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 7.340.

¹⁰¹¹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 69 et 70.

¹⁰¹² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 648 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 77).

¹⁰¹³ Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.172.

7.671. La question de savoir si la détermination de l'autorité chargée de l'enquête, qui s'appuyait sur la production effective plutôt que la capacité nominale, était objective et fondée sur des éléments de preuve positifs est une autre question, qui est traitée plus haut dans le cadre de l'allégation n° 8.

7.7.6.5.3 Conclusion

7.672. Pour les raisons qui précèdent, nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel l'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping lorsqu'elle a établi la capacité de production des producteurs/exportateurs russes sur la base de la production effective plutôt que sur celle de la capacité nominale. Nous rejetons donc l'allégation n° 20 de la Russie.

7.7.6.6 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne n'a pas divulgué des faits essentiels (allégation n° 21)

7.7.6.6.1 Introduction

7.673. La Russie conteste la non-divulgaration alléguée, par la Commission européenne, de certains faits essentiels en ce qui concerne différentes sections de la divulgation définitive à l'ARPE le 13 juin 2014.¹⁰¹⁴ Selon elle, cette non-divulgaration de faits essentiels constitue une violation, par l'Union européenne, des articles 6.9 et 11.4 de l'Accord antidumping.

7.674. La Russie estime que la divulgation était "manifestement insuffisante". Elle mentionne en particulier le fait que l'Union européenne "n'a pas précisé la source de données concernant le dommage pour la branche de production de l'UE sur laquelle elle s'est fondée pour faire sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait."¹⁰¹⁵ Plus spécifiquement, elle estime que l'Union européenne "n'a pas divulgué la source sur la base de laquelle elle a calculé la consommation de l'UE, les volumes d'importation, ainsi que les calculs du dumping, de la sous-cotation et des ventes à des prix inférieurs".¹⁰¹⁶

7.675. La Russie énumère cinq éléments¹⁰¹⁷ qui auraient dû être divulgués dans le cadre d'une divulgation de faits essentiels conforme aux dispositions de l'article 6.9 de l'Accord antidumping:

- a. la base de données de l'article 14 6) mentionnée dans le tableau 1 de la divulgation finale (consommation de l'Union);
- b. les données d'Eurostat et la base de données de l'article 14 6) mentionnées dans le tableau 2 de la divulgation finale (volume des importations, part de marché et prix du produit visé par l'enquête importé de Russie);
- c. les données d'Eurostat mentionnées dans le tableau 3 de la divulgation finale (volume des importations, part de marché et prix du produit concerné importé d'autres pays tiers);
- d. les calculs du dumping;
- e. les calculs de la sous-cotation et des ventes à des prix inférieurs.

7.676. D'après ce que nous comprenons, selon la Russie, la Commission européenne n'a pas divulgué les données qui ont servi de base à la détermination de la consommation apparente de l'Union ni les données qui ont servi à l'établissement du volume des importations en provenance de pays tiers. De plus, la Commission européenne n'a pas fourni la base de ses calculs de la marge de dumping, des ventes à des prix inférieurs et de la sous-cotation.

¹⁰¹⁴ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)).

¹⁰¹⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 1244.

¹⁰¹⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 1247.

¹⁰¹⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 1246; et deuxième communication écrite, paragraphe 1367.

7.677. L'Union européenne répond que "les allégations de la Russie sont si vagues et imprécises qu'il ne lui est pas possible de fournir une réponse significative ou que le Groupe spécial ne peut tirer aucune conclusion raisonnable autre que de rejeter les allégations".¹⁰¹⁸

7.7.6.6.2 Analyse

7.678. L'article 6.9 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts.

7.679. Il est bien établi que l'obligation figurant à l'article 6.9 de l'Accord antidumping concerne les "faits essentiels" qui constituent le fondement de la décision. Afin d'établir *prima facie* que l'autorité chargée de l'enquête contrevient à cette disposition, un plaignant doit donc démontrer que les renseignements qui font défaut, d'après les allégations, dans la divulgation de l'autorité constituent des faits essentiels.

7.680. En l'espèce, et compte tenu de nos conclusions selon lesquelles la Commission européenne n'a pas effectué de calculs de la marge de dumping ou de la sous-cotation dans le cadre du troisième réexamen à l'expiration, nous sommes d'avis que ces calculs ne pouvaient pas "constituer[] le fondement de la décision" et qu'ils ne pouvaient pas faire partie des faits essentiels constituant le fondement de la décision. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie concernant ces calculs.

7.681. D'autre part, la divulgation finale montre que la Commission européenne a effectivement établi la consommation de l'Union dans le cadre de sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait et a évalué les importations en provenance de Russie et de pays tiers, ainsi que leurs parts de marché respectives.¹⁰¹⁹ Dans l'affaire *Chine – AMGO*, l'Organe d'appel a déclaré que les "faits essentiels" au sens de l'article 6.9 désignaient:

les faits qui [étaient] significatifs dans le processus conduisant à décider d'appliquer ou non des mesures définitives. De tels faits sont ceux qui sont marquants pour une décision d'appliquer des mesures définitives ainsi que ceux qui sont marquants pour un résultat contraire. L'autorité doit divulguer de tels faits, de façon cohérente, afin de permettre à une partie intéressée de comprendre le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Selon nous, divulguer les faits essentiels examinés conformément [à] [l']article[] 6.9 ... est crucial pour assurer aux parties intéressées la possibilité de défendre leurs intérêts.¹⁰²⁰

7.682. En l'espèce, la consommation totale du produit visé par l'enquête dans le pays importateur, y compris l'évaluation des importations, de leur prix et de la part de marché respective des différentes importations pendant la période visée par le réexamen, était en effet un fait essentiel qui a constitué le fondement de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait établie par l'Union européenne.¹⁰²¹ À cet égard, la divulgation finale contient les éléments suivants:

- a. [l]a section E 1) de la divulgation est intitulée "Consommation de l'Union" et indique ce qui suit:

La Commission a établi la consommation apparente de l'Union sur la base i) du volume des ventes de l'industrie de l'Union sur le marché de l'Union à partir des données fournies par le requérant et ii) des importations en provenance de pays tiers à partir des données extraites de la base de données de l'article 14, paragraphe 6.¹⁰²²

¹⁰¹⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 670. Voir aussi Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 258.

¹⁰¹⁹ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), tableaux 1, 2 et 3.

¹⁰²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 240.

¹⁰²¹ Divulgation finale (pièce RUS-78 (RCC)), paragraphes 66 à 72.

¹⁰²² Note de bas de page omise.

7.683. La nature de cette base de données est ensuite décrite dans une note de bas de page, comme suit: "statistiques d'importation mensuelles basées sur les données réelles fournies par les autorités douanières des États membres conformément à l'article 14, paragraphe 6, du règlement de base pour les produits soumis à des mesures antidumping". Le Règlement n° 999/2014 indique aussi que les données relatives aux ventes fournies par le requérant ont été "soumises à une vérification partielle".¹⁰²³ Le tableau 1 de la divulgation finale présente la consommation de l'Union sur une période de quatre ans et sous la forme d'un indice.

- a. Les sections E 2) et E 3) de la divulgation finale présentent les données relatives aux importations et aux parts de marché sur la même période de quatre ans et sous la forme d'un indice. Elles indiquent également que la source de ces données est Eurostat et la base de données de l'article 14 6).

7.684. Compte tenu de la teneur de la divulgation finale concernant les points soulevés par la Russie, nous ne pouvons pas souscrire à son avis selon lequel cette divulgation est "manifestement insuffisante". Les renseignements figurant dans les sections E 1) à E 3) de la divulgation présentent effectivement les chiffres sur lesquels la Commission européenne s'est appuyée pour établir sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait, et indiquent la source de ces renseignements.

7.685. Nous considérons donc que la divulgation fournit les faits essentiels pertinents, de façon à permettre à l'ARPE de comprendre le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. À notre avis, les parties concernées ont obtenu suffisamment de renseignements sur les faits essentiels examinés constituant le fondement de la détermination de la Commission européenne pour défendre leurs intérêts.

7.7.6.6.3 Conclusion

7.686. Pour les raisons qui précèdent, nous rejetons l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a contrevenu aux articles 6.9 et 11.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de sa détermination de la probabilité d'un dommage.

7.7.6.7 Allégation de la Russie selon laquelle la Commission européenne n'a pas expliqué les raisons qui ont conduit à l'imposition des mesures (allégation n° 22)

7.7.6.7.1 Introduction

7.687. La Russie allègue que le Règlement n° 999/2014 "ne consiste pas en un avis au public conforme à l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping, car l'UE n'a pas divulgué un certain nombre de renseignements pertinents sur les questions de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures définitives."¹⁰²⁴

7.688. La Russie précise qu'elle "ne conteste pas le fait que l'UE n'a pas divulgué de renseignements pendant la procédure de réexamen"¹⁰²⁵ mais plutôt la compatibilité du Règlement n° 999/2014 avec l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping pour les motifs suivants:

- a) le Règlement n° 999/2014 n'expose d'aucune manière dans le détail les constatations de l'existence d'un dumping et de sous-cotation formulées par l'UE, malgré des déclarations claires indiquant que ces constatations ont été formulées;
- b) le Règlement n° 999/2014 ne traite pas de façon appropriée la gamme du produit concerné et du produit similaire, ni la manière dont l'UE a traité le nitrate d'ammonium de qualité engrais, le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate

¹⁰²³ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 110.

¹⁰²⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 1256.

¹⁰²⁵ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1371.

d'ammonium stabilisé aux fins de ses constatations de l'existence d'un dumping et d'un dommage, et

c) les arguments présentés par l'ARPE, en particulier en ce qui concerne la gamme du produit concerné et du produit similaire, n'ont pas du tout été traités dans le Règlement n° 999/2014.¹⁰²⁶

7.689. L'Union européenne ne répond pas aux arguments de la Russie dans ses communications écrites. Elle fait plutôt valoir que la Russie ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de prouver que l'"avis au public" (le Règlement n° 999/2014 en l'occurrence) ne renfermait pas tous les renseignements pertinents.¹⁰²⁷

7.7.6.7.2 Analyse

7.690. La partie pertinente de l'article 12.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative ... L'avis exposera de façon suffisamment détaillée ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête. Tous les avis et rapports de ce genre seront communiqués au Membre ou aux Membres dont les produits font l'objet de la détermination ou de l'engagement et aux autres parties intéressées réputées avoir un intérêt en la matière.

7.691. En ce qui concerne le premier point soulevé par la Russie (le fait de ne pas avoir fourni les détails des calculs de la marge de dumping et de la sous-cotation), nous ne souscrivons pas au point de vue de la Russie selon lequel le Règlement n° 999/2014 aurait dû donner des détails sur les calculs du dumping et de la sous-cotation. Ce règlement indique clairement pourquoi la Commission européenne a refusé d'effectuer ces calculs.¹⁰²⁸ Pour cette raison, nous considérons qu'il ne peut y avoir violation de l'article 12.2 et 12.2.2 en ce qui concerne des déterminations que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas faites.

7.692. S'agissant de la gamme du produit concerné, nous rappelons notre conclusion selon laquelle le Règlement n° 999/2014 n'élargit pas la gamme des produits visés relative au produit concerné.¹⁰²⁹ La section 2 du Règlement n° 999/2014 ("Produit concerné et produit similaire") contient une description détaillée de la gamme du produit concerné et du produit similaire. De plus, ce règlement contient une description d'une allégation formulée par l'ARPE concernant la gamme des produits visés et explique pourquoi cette allégation a été jugée sans fondement.¹⁰³⁰ Enfin, en ce qui concerne l'absence alléguée de réponse (dans l'avis au public) aux demandes de divulgation additionnelle de l'ARPE¹⁰³¹, nous notons que la demande déposée par l'ARPE comprend un total de 16 questions.¹⁰³² Dans ses communications écrites au Groupe spécial, la Russie n'explique pas pourquoi elle estime que ces questions ne sont pas traitées de manière adéquate par l'avis au public ni pourquoi l'absence alléguée de détails fournis par le Règlement constituerait une infraction à l'article 12.2 ou 12.2.2.

7.7.6.7.3 Conclusion

7.693. Pour ces raisons, nous convenons avec l'Union européenne que la Russie n'a pas établi *prima facie* que l'avis au public figurant dans le Règlement n° 999/2014 violait l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping.

¹⁰²⁶ Russie, réponse à la question n° 60 du Groupe spécial. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1373.

¹⁰²⁷ Voir par exemple Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 261.

¹⁰²⁸ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 53, 60, 68 et 114.

¹⁰²⁹ Voir plus haut le paragraphe 7.318.

¹⁰³⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 22.

¹⁰³¹ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1386.

¹⁰³² Comments by RFPA on the definitive disclosure (8 July 2014) (pièce RUS-79 (RCC)), pages 316 à 324.

7.7.7 Conclusion sur l'allégation de la Russie concernant la conduite du troisième réexamen à l'expiration

7.694. Pour les raisons exposées plus haut:

- a. S'agissant de l'allégation n° 16, le Groupe spécial constate que, dans les quatre cas soulevés par la Russie, l'Union européenne ne s'est pas conformée à l'obligation figurant aux articles 6.1.2 et 11.4 de mettre les éléments de preuve à disposition dans les moindres délais.
- b. S'agissant de l'allégation n° 17, le Groupe spécial constate que l'Union européenne ne s'est pas conformée à son obligation de mettre le texte intégral de la requête à la disposition des parties intéressées dès l'ouverture du réexamen à l'expiration et que celle-ci a donc contrevenu aux articles 6.1.3 et 11.4 de l'Accord antidumping.
- c. S'agissant de l'allégation n° 18, le Groupe spécial constate que l'Union européenne a violé les articles 6.5 et 11.4 de l'Accord antidumping en accordant un traitement confidentiel pour l'annexe 1 de la communication du 14 mai, sans demander ou obtenir que la partie intéressée ayant présenté les renseignements expose des raisons valables.

7.695. En outre, le Groupe spécial a rejeté les allégations n° 19 à n° 22 de la Russie dans leur intégralité.

8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a. S'agissant des allégations de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais:
 - i. La Russie a établi l'existence de la méthode d'ajustement des frais en tant que mesure appliquée de manière générale et prospective imputable à l'Union européenne.
 - ii. La méthode d'ajustement des frais est incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, parce qu'elle prévoit le rejet des frais reflétés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête d'une manière incompatible avec la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.
 - iii. L'allégation de la Russie selon laquelle la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle utilise des frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré" est dénuée de fondement valable à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Nous rejetons donc l'allégation de la Russie.
 - iv. La méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping, parce qu'elle prévoit l'utilisation d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays sans établir ou expliquer en quoi ces informations sont adéquates pour refléter ou représenter les coûts de production dans le pays d'origine.
- b. Les Règlements n° 2017/2321 et n° 2018/825 ne relèvent pas de notre mandat.
- c. S'agissant de l'allégation "en tant que tel" de la Russie concernant le premier alinéa" de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base, la Russie n'a pas démontré que cette disposition exigeait que seuls des prix "représentatifs" soient utilisés dans la construction de la valeur normale du produit similaire. Par conséquent, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner plus avant les aspects additionnels de l'allégation "en tant que tel" de la Russie concernant le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base.
- d. S'agissant des allégations "en tant que tel" de la Russie concernant le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base, la Russie ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer que la justification juridique sur laquelle reposait

son interprétation de l'article 2.2 fournissait une base valable pour cette allégation. En conséquence, nous rejetons l'allégation de la Russie selon laquelle l'article 2.3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

- e. S'agissant des allégations "en tant que tel" de la Russie concernant le deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base, la Russie n'a pas démontré ses allégations selon lesquelles la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 2.2 et l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.
- f. S'agissant des mesures antidumping visant les importations de certains tubes et tuyaux soudés:
 - i. La Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 en rejetant les frais reflétés dans les registres du producteur russe d'une manière incompatible avec la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.
 - ii. La Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping parce que, dans sa détermination relative aux opérations commerciales normales au titre de cette disposition, elle s'est appuyée sur des frais qui avaient été calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.
 - iii. La Commission européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping, en fondant sa conclusion selon laquelle il était probable que le dumping se reproduirait sur des coûts de production calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2.1 de l'Accord antidumping.
 - iv. Nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation de la Russie selon laquelle la Communauté européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 en utilisant des frais autres que "[l]es frais associés à la production et à la vente du produit considéré".
- g. S'agissant des mesures antidumping visant les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie et des enquêtes et réexamens correspondants:
 - i. La Russie n'a pas démontré que l'Accord antidumping et le GATT de 1994 s'appliquaient à son allégation visant l'élargissement allégué de la gamme de produits visés par les mesures au nitrate d'ammonium stabilisés. Elle n'a pas non plus démontré que l'Union européenne avait élargi de manière inadmissible la gamme des produits visés par le réexamen au nitrate d'ammonium de qualité industrielle dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration. Par conséquent, elle n'a pas démontré que l'Union européenne avait violé les articles 1, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 9.1, 9.3 et 18.1 de l'Accord antidumping et les articles I:1, II:1 a) et b), VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 (allégation n° 1).
 - ii. L'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping en ne vérifiant pas si la valeur normale construite incluse dans la demande était basée sur le coût de production dans le pays d'origine et, par conséquent, en ne s'assurant pas que la demande de réexamen était dûment justifiée (allégation n° 2).
 - iii. La Russie n'a pas démontré que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquaient au réexamen à l'expiration en cause. Elle n'a pas non plus démontré que l'Union européenne avait procédé à des calculs de la sous-cotation d'une manière incompatible avec les dispositions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping (allégation n° 5).

- iv. La Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait violé les articles 4.1 et 11.3 de l'Accord antidumping en fondant sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait: i) sur des données concernant un échantillon non représentatif de la branche de production nationale; ii) sur les données incomplètes, non représentatives et erronées communiquées par les sociétés de l'UE incluses dans l'échantillon; et iii) en n'examinant pas et n'expliquant pas les résultats économiques notablement divergents des producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon et des producteurs de l'UE non inclus dans l'échantillon (allégation n° 6).
- v. La Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait violé l'article 11.3 en concluant d'une manière erronée que rien n'indiquait que la situation non dommageable de la branche de production nationale de l'UE se maintiendrait (allégation n° 7).
- vi. La Russie n'a pas démontré que la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait faite par la Commission européenne était incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif du niveau de la capacité de production disponible en Russie et de la capacité d'absorption des exportations russes par les marchés de pays tiers (allégation n° 8).
- vii. La Russie n'a pas démontré que les dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping s'appliquaient au réexamen à l'expiration en cause. Elle n'a pas non plus démontré que l'Union européenne avait contrevenu à l'article 11.3 en n'examinant pas l'incidence de l'absence alléguée de dumping de la part des principaux exportateurs russes pendant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen et que la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait faite par la Commission européenne était incompatible avec l'article 6.10. De plus, l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping n'est pas suffisamment étayée par les éléments de preuve versés au dossier (allégation n° 9).
- viii. L'allégation n° 11 de la Russie au titre de l'article 11.3 et de l'article VI du GATT de 1994 est corollaire d'une constatation selon laquelle la détermination faite par l'Union européenne de la probabilité que le dumping se reproduirait était contraire à l'article 2.1, 2.2 et 2.4. Puisque la Russie n'a démontré aucune incompatibilité avec ces dispositions, nous rejetons l'allégation n° 11 de la Russie dans son intégralité.
- ix. La Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait violé les articles 11.3, 3.1, 11.1 et 18.1 de l'Accord antidumping en menant un seul réexamen à l'expiration en ce qui concerne des mesures antidumping ayant des champs d'application différents pour ce qui est des produits, en regroupant au sein de ce réexamen les déterminations de la probabilité que le dommage et le dumping se reproduiraient en ce qui concerne des produits visés par des mesures antidumping ayant des champs d'application différents et en prorogeant les mesures applicables à Kirovo sur la base de déterminations de la probabilité d'un dommage et d'un dumping pour le produit autres que celles qui constituaient le fondement des mesures antidumping appliquées aux produits de cette société. Les allégations de la Russie au titre des articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping sont corollaires d'une constatation d'incompatibilité avec les dispositions des articles 3 et 11.3. Puisque la Russie n'a démontré aucune incompatibilité avec ces dispositions, nous rejetons l'allégation n° 3 de la Russie dans la mesure où elle est basée sur ces dispositions. De plus, nous ne jugeons pas nécessaire de nous prononcer sur l'allégation de la Russie au titre de l'article 11.1 (allégation n° 3).
- x. La Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait violé les articles 11.3 et 4.1 de l'Accord antidumping en faisant une détermination relative à la réapparition du dommage sur la base de données erronées et incomplètes communiquées par la branche de production nationale et en définissant de façon incorrecte la branche de production nationale (allégation n° 4).

- xi. Les allégations n° 12 à n° 15 sont corollaires d'une constatation selon laquelle diverses déterminations en matière de dumping faites avant l'accession de la Russie à l'OMC étaient incompatibles avec l'article 2 de l'Accord antidumping. La Russie n'a pas démontré que ces déterminations antérieures à l'accession à l'OMC pouvaient être contestées dans la présente procédure. Par conséquent, nous rejetons les allégations n° 12 à n° 15 de la Russie dans leur intégralité.
- xii. L'Union européenne, dans les quatre cas soulevés par la Russie, a agi d'une manière incompatible avec l'obligation figurant aux articles 6.1.2 et 11.4 de l'Accord antidumping de mettre les éléments de preuve à disposition dans les moindres délais. Comme nous avons déjà constaté que l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.4 (allégation n° 16).
- xiii. L'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec son obligation de mettre le texte intégral de la demande de réexamen à l'expiration à la disposition des parties intéressées à l'ouverture du réexamen à l'expiration et a donc violé les articles 6.1.3 et 11.4 de l'Accord antidumping. Comme nous avons déjà constaté que l'Union européenne a contrevenu à l'article 6.1.3, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les allégations de la Russie au titre de l'article 6.2 et 6.4 (allégation n° 17).
- xiv. L'Union européenne a agi d'une manière incompatible avec les articles 6.5 et 11.4 de l'Accord antidumping en accordant un traitement confidentiel pour l'identité de l'auteur du rapport d'expert à l'annexe 1 de la communication du 14 mai, sans demander ou obtenir que la partie intéressée qui avait présenté les renseignements expose des raisons valables; en revanche, la Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.5 en relation avec la communication datée du 20 mars 2014 (allégation n° 18).
- xv. La Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait violé les articles 6.5.1 et 11.4 de l'Accord antidumping en n'exigeant pas de la branche de production nationale qu'elle fournisse des résumés non confidentiels suffisamment détaillés des données communiquées à titre confidentiel (allégation n° 19).
- xvi. La Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait violé les articles 6.8 et 11.4 et l'Annexe II de l'Accord antidumping lorsqu'elle a établi la capacité de production des producteurs/exportateurs russes sur la base de la production effective plutôt que sur la base de la capacité nominale (allégation n° 20).
- xvii. La Russie n'a pas démontré que l'Union européenne avait violé les articles 6.9 et 11.4 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de sa détermination de la probabilité d'un dommage (allégation n° 21).
- xviii. La Russie n'a pas établi *prima facie* que l'avis au public figurant dans le Règlement n° 999/2014 était incompatible avec l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas exposé de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par l'autorité chargée de l'enquête ni expliqué les raisons qui avaient conduit à l'acceptation ou au rejet des arguments des parties intéressées (allégation n° 22).

8.2. Conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, le Groupe spécial a recommandé que l'Union européenne rende ses mesures conformes à ses obligations au titre de l'Accord antidumping.
